

Journal 150

THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9864

42 PAGES

MARDI 12 OCTOBRE 1976

En Espagne

Un rassemblement
néo-franquiste est fondé
par six anciens ministres

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 2 \$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 300 L. ; Japon, 120 y. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 25

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-23 Paris
Téléc. Paris 24 63072
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

CLIVAGES POLITIQUES
ET LINGUISTIQUES
EN BELGIQUE

Les élections municipales belges du 10 octobre devaient pourvoir d'administrations cinq cent quatre-vingt-seize communes nouvelles résultant de regroupements entre deux mille cinq cent quatre-vingt-cinq communes anciennes. Au-delà des considérations locales qui, dans un bouleversement aussi profond des traditions et des habitudes, impliquaient nombre d'incertitudes, on en attendait un enseignement politique. Le scrutin n'a-t-il pas facilité la constitution d'une majorité gouvernementale de centre-gauche avec les socialistes ?

Les pronostics ont été déçus. Après le scrutin de dimanche il n'est plus question d'un remaniement ministériel, mais très vraisemblablement d'une dissolution du Parlement et d'élections législatives anticipées. A peine les résultats annoncés, l'hypothèse d'un « état d'urgence » a été formulée par M. Edmond Leburton, ancien premier ministre socialiste. Les équilibres, difficilement établis depuis la révision de la Constitution, en 1971, ont été en effet ébranlés, et les antagonismes durcis.

Plus que jamais, la Belgique est partagée en trois régions dont la coloration politique renforce l'opposition linguistique : la Flandre francophone à l'ouest, la Région wallonne à l'est, la Région flamande à l'est. Les élections ont été en effet ébranlées, et les antagonismes durcis.

Bien que la population de la capitale soit, dans la proportion de 15 à 20 %, la liste des candidats flamandais n'a recueilli qu'environ 5 et 10 % des suffrages. Et le Front des francophones a progressé au point de faire perdre jusqu'à dix points aux socialistes. Il sera plus que jamais en mesure de revendiquer ce qu'il appelle l'« élargissement » du carcan bruxellois, c'est-à-dire l'incorporation des communes à l'entour de la capitale, dans l'agglomération bruxelloise, et des rectifications de la frontière flamande.

Avec une telle relance des affrontements linguistiques, qui ont refait de Bruxelles un enjeu entre les deux communautés, la crise gouvernementale s'intensifie. Le gouvernement a-t-il le droit de se résoudre à l'abandon d'un plan qui contraintrait les francophones à sortir des formules de « régionalisation définitive » promises, mais toujours en suspens ?

Théoriquement, l'alliance des socialistes et des socialistes-chrétiens est seule à même d'imposer les mesures d'application des nouvelles structures régionales. Mais les divisions de ces partis en formations linguistiques compliquent singulièrement le problème. Les élections communales ont provoqué un choc psychologique. Les résultats du scrutin donnent à penser que la carte du pays dessinée aux élections législatives du 18 mars 1974 apparaît pour le moins une clarification.

Le recul socialiste à Bruxelles ne peut être comparé au même phénomène de Suède ou d'Allemagne fédérale. La volonté d'affirmer une identité linguistique l'a, dans la capitale, emporté sur le désir de marquer des affinités politiques. Il n'en demeure pas moins que l'opposition des langues et des communautés fait apparaître un clivage quant au choix de société.

(Lire nos informations page 3.)

Climat d'incertitude à Pékin

- Un nouveau premier ministre serait prochainement nommé
- La population est invitée à renforcer la « discipline »

Une situation lourde d'incertitude se prolongeait à Pékin, lundi après-midi 11 octobre. En dépit du silence officiel, il ne fait pratiquement aucun doute que M. Hua Kuo-fang a été nommé président du comité central du parti communiste et président de la commission militaire du comité central. C'est encore en qualité de premier ministre, toutefois, qu'il a accueilli, lundi 11 heures, le chef du gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, M. Somare, à l'aéroport de Pékin. Mais certains diplomates auraient été prévenus que M. Hua Kuo-fang ne présiderait pas le banquet offert mardi soir en l'honneur de M. Somare. Il paraît vraisemblable, dans ces conditions, qu'une annonce officielle sera faite dans les prochaines heures, confirmant la nomination de M. Hua Kuo-fang à la tête du parti, mais désignant un nouveau chef du gouvernement. A cet égard, la présence, lundi, à l'aéroport, de M. Li Hsien-nien, qui pourrait être candidat à ce poste, retient l'attention, nous le verrons plus tard.

Les incertitudes des dernières quarante-huit heures incitent divers observateurs à s'interroger sur les raisons qui ont pu provoquer les décisions du comité central, particulièrement si elles ne comportent pas seulement des promotions, mais aussi des destitutions.

On note, à cet égard, le sérieux appelé à la discipline lancé dimanche par le « Quotidien du peuple ». Des affiches apparues lundi dans les rues de Pékin invitait la population à « soutenir l'armée » pourraient répondre aux mêmes préoccupations d'ordre et de sécurité.

De notre correspondant

Pékin. — La nomination de M. Hua Kuo-fang à la présidence du comité central du parti communiste aura été entourée de beaucoup de mystère et de quelques contre-temps. Alors que de hauts responsables confirmaient la nouvelle, en privé, à des visiteurs étrangers, l'agence Chine nouvelle et les porte-paroles restèrent muets sur le sujet. Certaines des affiches apparues samedi après-midi 9 octobre sur les murs de Pékin, « célébrant » la nomination du nouveau président, étaient enlevées quelques heures plus tard, mais d'autres demeuraient en place, et un grand nombre du même genre apparaissent dimanche matin à Changhaï.

Un problème de calendrier

Ces contradictions apparentes donnaient naissance à toutes sortes de spéculations, au sujet notamment de possibles dissensions à l'intérieur de l'équipe dirigeante. D'après les observations des mieux informés, les autorités se sont probablement heurtées au fait d'un problème de calendrier dans la diffusion de leurs informations. On sait, selon des témoins, que des réunions extraordinaires ont eu lieu dans les organisations de base au cours de la journée du jeudi 7 octobre. C'est apparemment à ce moment-là que la population a été informée des décisions concernant aussi bien la destination qui allait être donnée à la dépouille mortelle du président Mao que les nominations de M. Hua Kuo-fang. Des consignes, comme le veut l'usage, furent sans doute données sur la manière dont ces diverses décisions devaient être accueillies. Samedi matin, l'éditorial du « Quotidien du peuple » attirait l'attention par cette formule : « Le bureau politique du comité central, ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-fang... ». C'est la première fois que le premier ministre était désigné en ces termes.

Il semble que les autorités, ne sachant pas que par là elles se souvenaient du président défunt, aient voulu séparer nettement les annonces ayant trait à la conservation du corps et à la publication des œuvres, d'une part, et, d'autre part, celles de décisions

« organisationnelles ». Une certaine confusion a pu se produire chez des responsables locaux, qui ont « célébré » avant l'heure les décisions. Celles-ci étaient d'autant plus compréhensibles qu'elles transparaissent dans le nouvel éditorial publié dimanche par le « Quotidien du peuple ».

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 2.)

La conférence
sur la Rhodésie
pourrait être
remise en cause

Moins de quarante-huit heures après l'annonce de la réunion, le 25 octobre prochain, d'une conférence destinée à mettre en place un gouvernement rhodésien intérimaire, deux des principaux dirigeants nationalistes noirs, M.M. Nkomo et Mugabe, ont durci leur position en formant, le samedi 9 octobre à Dar-es-Salaam, un « front patriotique » qui pose des conditions à leur participation. Ils exigent en outre que les délégués de Salisbury fassent partie de la délégation britannique en raison de leur « statut colonial ».

Dans le camp opposé, M. Ian Smith a déclaré à l'hebdomadaire américain Newsweek que le contrôle par les Blancs de l'armée et de la police rhodésienne restait une des conditions de l'acceptation du plan Kissinger par le gouvernement de Salisbury. Ces exigences inconciliables pourraient provoquer le report, sinon l'annulation, de la conférence de Genève.

(Lire page 6 l'article de notre correspondant en Afrique orientale.)

JEAN-CLAUDE MONTELLI

Le gouvernement définit
sa politique nucléaire extérieure

Le président de la République a réuni, ce lundi matin 11 octobre, le conseil de politique nucléaire extérieure, qu'il a créé au début du mois de septembre. Cette réunion, annoncée par le chef de l'Etat lors de sa visite en Iran, M. Lecat a indiqué qu'elle avait conduit à des « décisions de principe importantes ». Celles-ci devaient être rendues publiques à 18 heures, ce laps de temps, a précisé le porte-parole de l'Elysée, devant permettre d'en avertir les principaux partenaires de la France, notamment les puissances nucléaires et les clients actuels et potentiels.

Cette deuxième réunion du conseil de politique nucléaire extérieure — la première avait eu lieu le 24 septembre et n'avait donné lieu à aucune décision publique — devait aboutir à la définition des règles précises que Paris entend désormais se donner dans le domaine de la prolifération. Les décisions permettront notamment de juger si la France entend ou non accepter les règles de plus en plus restrictives que Washington entend appliquer. Les Américains, on le sait, ont publiquement exprimé à plusieurs reprises leur opposition à la politique française : un projet de livraison d'une petite unité de retraitement à la Corée du Sud avait été tenu en échec par des pressions américaines. Plus récemment, les écarts du secrétaire d'Etat à propos du Pakistan ont rappelé la détermination américaine.

M. Kissinger a prôné, à plusieurs reprises, la création de centres de retraitement placés sous contrôle international. Bien qu'il se défende de vouloir construire une telle usine sur son territoire, l'iran paraissait, dans l'esprit de beaucoup, un pays « possible » pour une telle réalisation. Et la visite toute récente à Téhéran du président de la République, qui a obtenu confirmation de la vente

de deux centrales, permet de penser qu'un tel sujet n'est probablement pas resté totalement étranger aux conversations des deux chefs d'Etat.

Chargé de « déjurer et de coordonner les différents aspects de la politique nucléaire extérieure, notamment en ce qui concerne l'exportation des techniques, équipements et produits nucléaires sensibles », le conseil de politique nucléaire extérieure réunit autour du chef de l'Etat, le premier ministre, le ministre de l'économie et des finances, le ministre des affaires étrangères, le ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de l'industrie et de la recherche, le ministre du commerce extérieur et l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.).

Plusieurs « affaires »

La création, annoncée au conseil des ministres du 1er septembre, était intervenue après plusieurs « affaires » qui avaient attiré l'attention sur la politique française en matière d'exportation de matériels nucléaires : la décision de Paris de vendre deux centrales à l'Afrique du Sud, et, surtout, en dépit des injonctions de M. Kissinger, celle de vendre une usine de retraitement au Pakistan, avaient fait grand bruit, à l'heure où les problèmes de la prolifération restent très préoccupants.

Aux Etats-Unis, la campagne électorale a amené récemment le président Gerald Ford à réaffirmer des positions déjà nettement définies : il s'agit de rejeter des propositions faites par M. Carter — élaboré un vaste programme de lutte contre la prolifération nucléaire, qui prévoit notamment un moratoire de trois ans au moins pour la vente aux pays qui n'en ont pas encore d'autres de retraitement des combustibles irradiés. Ces usines permettent, on le sait, à partir des déchets des centrales nucléaires, d'obtenir du plutonium qui pourrait éventuellement servir à des fins militaires.

Le traité de non-prolifération (T.N.P.) avait justement pour objectif, tout en permettant aux pays qui acceptent de se soumettre à certaines règles, d'accéder à l'énergie nucléaire, d'éviter tout « détournement » à des fins militaires. Bien vite, cependant, il apparaît que les garanties qu'il prévoyait étaient insuffisantes.

X. W.

(Lire la suite page 14.)

LE LIVRE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Gouverner, est-ce aussi écrire ?

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Si l'on confiait l'œuvre présidentielle à l'ordinateur pour qu'il compte les mots, nul doute que les trois adjectifs qui figurent en tête de liste, parfois sous la forme adverbiale, seraient, dans l'ordre : paisible (une France paisible, un ordre paisible, une démocratie paisible...), raisonnable (l'Etat, la croissance, le peuple, l'espérance...) et authentique (un Etat authentiquement démocratique, une démocratie authentiquement pluraliste, une pluralisme authentique de la société, cela s'entend). Et les trois substantifs qui reviennent eux aussi le plus souvent sont de la même famille : modération, tolérance, épanouissement.

(Lire la suite page 7.)

A chacun son style et son époque : le général de Gaulle en face de M. Mitterrand, c'était l'affrontement du dix-septième et du dix-neuvième siècle. M. Giscard d'Estaing, ce serait plutôt le dix-huitième, le Siècle des Lumières. La construction est rigoureuse, la démarche méthodique, la période courte, le ton aussi froid qu'assuré. L'esprit distinctif ne laisse aucune place au rêve, la sûreté du raisonnement bannit toute poésie, le sonnet de convaincre impose sa logique aux dépens du plaisir d'écrire. En soupirant peut-être, il a bien fallu oublier ses favoris, Flaubert et Maitland, leur préférer Diderot et d'Alembert.

WAGNER BRECHTEN A LONDRES

La Tétralogie
selon Götz Friedrich

Entre la Tétralogie de Boulez et Chéreau à Bayreuth, et celle de Solti et Peter Stein, qui débute le 8 décembre à Paris, il était intéressant de voir s'achever celle de Colin Davis et Götz Friedrich, commencée il y a deux ans, à Londres (le Monde du 10 octobre 1974).

Partant d'une analyse assez proche de celle de Chéreau, Friedrich (qui fut longtemps à Berlin-Est le collaborateur et le collègue de Felsenstein) considère l'Anneau du Nibelung comme « un des plus importants documents artistiques de l'époque pleinement bourgeoise », susceptible de quantités d'interprétations philosophiques, métaphysiques, politiques ou économiques : une image de l'univers, le grand jeu de la puissance, en bref « le théâtre du monde comme parabole bourgeoise ». Pas plus que Chéreau, Friedrich ne prétend ramener la Tétralogie, œuvre élaborée au cours de longues années d'évolution et qui utilise à la fois des mythes très anciens et des modes de pensée « post-bourgeois », à un dessin et à un style uniques, à « l'harmonisation du tout en une ronde totalité », et il souhaite, au contraire, en souligner les contrastes accusés entre les diverses parties.

Ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans l'interprétation souvent intéressante développée par Götz Friedrich dans ses textes de présentation, mais simplement de remarquer qu'elle n'apparaît pas très clairement à la

scène. Comme nous l'avons dit il y a deux ans, Friedrich s'est gardé d'imiter le même traitement de choc à la Tétralogie de Wagner qu'au Tannhäuser de Bayreuth (le Monde du 11 août 1973), procédant plus prudemment par touches pittoresques et misant avant tout sur les suggestions des costumes d'Ingrid Isenhardt tout en contradictions d'une fantaisie échevelée et d'un romantisme moderne souvent assez cru. Avec des idées ingénieuses, la mise en scène elle-même restait de type classique, ce que confirmait un Siegfried assez banal comme un Crépuscule des dieux heureusement de grande qualité. A Bayreuth, Chéreau a eu le mérite d'aller jusqu'au bout de sa démarche, tel-on en tirait fortement sur la corde ; mais ce n'est pas la peine d'afficher des intentions et de déconcerter le public d'entrée de jeu pour s'arrêter ensuite en chemin.

Du Siegfried monté l'an passé, il y a donc peu à dire. Dans un décor de Svoboda où les longues bandes de plastique figurent une abstraité forêt, un bon Mime (Ragnar Ulfung) pimente un peu par ses harcellements continus les déambulations déboussolées de Siegfried (Jean Cox) ou pompheuses de Wotan (Norman Bailey).

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 27.)

SEUIL

Maud Mannoni

Un lieu pour vivre

Avec la contribution de Robert Lefort et Roger Genti

Les enfants de Bonneuil, leurs parents, et l'équipe des « soignants » témoignent...

Coll. La chimie freudienne dirigée par J. Lacan. 320 pages - 39 F.

AU JOUR LE JOUR

POUR BOUVARD
ET POUR PÉCUCHE

Marianne et Gavroche, c'est une dédicace gentille pour la France. Mais un timbrelet condensé. Les deux héros qu'elle évoque, symbolisant, l'un la sensibilité, l'autre l'esprit, n'ont jamais eu la tête très rasée, surtout en politique.

A qui donc l'auteur réserve-t-il ce sérieux dont il se considère lui-même doué ? L'auteur se l'aider à songer à ceux qui aiment d'autant plus les idées qu'elles sont reçues.

Il y a déjà un Bouvard. Il aurait suffi de lui ajouter un Pécuchet.

ROBERT ESCARPIT.

ASIE

Thaïlande

LA JUNTE AFFIRME QUE LES COMMUNISTES SONT RESPONSABLES DES TROUBLES RÉCENTS

Les nouvelles autorités thaïlandaises affirment que les communistes ont manœuvré les étudiants et provoqué les troubles de la semaine dernière. Elles assurent que les fouilles opérées dans les universités, et notamment l'université Thammasat à Bangkok, ont permis de découvrir des armes (dont deux fusils, l'un fabriqué en U.R.S.S., l'autre en Chine), un drapeau soviétique, des films en provenance de pays socialistes, des disques de chants révolutionnaires et... des pilules contraceptives.

Des milliers d'ouvrages qui seraient d'inspiration communiste ont été brûlés, dimanche 10 octobre à Bangkok, devant le siège de l'ancien Centre national des étudiants. Le secrétaire général de ce mouvement et cinq autres activistes seront jugés. Mille quatre cents jeunes arrêtés la semaine dernière ont été libérés sous caution. Deux mille autres demeurent incarcérés dans un centre d'instruction de la police, à 22 kilomètres de Bangkok.

M. Thanat Khoman, ancien ministre des affaires étrangères et l'un des conseillers de la junte, a déclaré au *Washington Post* que l'arrivée au pouvoir de la junte devrait favoriser un resserrement des liens entre Bangkok et Washington. Il a estimé qu'on pouvait imaginer une « utilisation temporaire » des bases thaïlandaises par l'aviation américaine ; les avions pourraient se poser à Takhli sans demander une autorisation, lorsqu'ils gagnent la base de Diego Garcia (dans l'océan Indien) à partir de Clark (aux Philippines).

● A PEKIN, Chine nouvelle fait état de la « sauvagerie répressive » dont ont été victimes les étudiants thaïlandais. Cette condamnation implicite du coup d'Etat n'a pas été suivie d'un commentaire plus direct.

● RECTIFICATION. — Une erreur de transmission nous a fait écrire, sous la plume de notre correspondant, que le maréchal Thanon avait reçu, dans le temple où il réside, le fils du roi de Thaïlande (le *Monde* du 6 octobre). En fait, le fils du souverain s'est rendu dans ce temple, n'a pas rencontré le maréchal.

Chine

Climat d'incertitude à Pékin

(Suite de la première page.)

Ce texte, était uniquement consacré aux décisions publiées vingt-quatre heures plus tôt concernant le corps de Mao Tsé-toung et les œuvres du président défunt. Mais il se terminait par un appel à « servir dévouement les rangs autour du comité central du parti ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-feng ». Et, à plusieurs reprises, la formule, qui n'avait jamais été employée que pour le président, était encore utilisée par l'agence Chine nouvelle dans la même matinée.

L'éditorial de dimanche ne se contentait pas, en outre, de célébrer la mémoire du fondateur de la révolution, mais donnait consignes et avertissements pour l'avenir. « Quelconque, lisait-on, pratique le révisionnisme et le scissionnisme ou trame complots et intrigues est voué à l'échec. » La parole donnait des mots d'ordre de « cohésion » et d'« unité », invitant chacun à « renforcer la sens de l'organisation et l'esprit de discipline », à « obéir en tout aux ordres du comité central du parti ». On ne saurait être plus net et les termes choisis font partie d'un style caractéristique de M. Hua Kuo-feng, décelable déjà

● M. Kissinger et le ministre chinois des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, ont eu vendredi 8 octobre à New-York, un entretien de trois heures qui a été qualifié de « très instructif » du côté américain. — (A.P.)

● M. Mansfield, chef du groupe démocrate au Sénat américain, a eu samedi 7 octobre à Pékin un entretien avec M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre chinois. La délégation, que dirige le sénateur, séjourne en Chine depuis le 21 septembre. — (A.P.)

● RECTIFICATION. — Une ligne sautée a rendu incompréhensible une phrase de la ligne opinion de Paul Bady, « le fils de la terre », dans le *Monde* daté 10-11 octobre. Il convient de la rétablir ainsi : « En dépit des efforts répétés de Mao pour assurer lui-même sa succession, la jungle était déjà apparue avec l'affaire Lin Biao, sinon avec les premiers règlements de comptes datant de la révolution culturelle, pour ne pas remonter quarante ans plus tôt aux luttes intestines qui permirent à Mao de s'emparer une fois pour toutes de la présidence du parti. »

il y a un an dans son discours à la conférence nationale sur l'agriculture et confirmé dans différents documents depuis la mort du président Mao.

Si, comme on le suppose, la promotion de Hua Kuo-feng à la présidence du comité central et de la commission militaire du comité central est confirmée, d'autres nominations sont à prévoir. La question se pose en premier lieu de savoir si le chef du P.C. chinois peut conserver ses fonctions à la tête du gouvernement.

Une promotion pour M. Chang Chun-chiao ?

A tort ou à raison, la plupart des observateurs étrangers à Pékin estiment qu'un nouveau premier ministre doit être, et à sans doute, été nommé. Le nom de M. Chang Chun-chiao est le plus souvent prononcé, ne serait-ce que parce que son âge (le début de la soixantaine), son association avec la tendance de « gauche », considérée comme légitime de la pensée de Mao, de fréquentes apparitions en public au cours des dernières semaines, sa qualité enfin de membre du comité permanent du bureau politique semblent le désigner pour

Ethiopie

● L'ADMINISTRATION DES MUNICIPALITÉS ETHIOPIENNES a été profondément réformée par un décret du gouvernement militaire, qui confie aux associations d'habitants des pouvoirs très étendus, apprend-on à Addis-Abeba. Le décret prévoit l'attribution progressive aux conseils des sous-districts, des districts et des villes, dont les membres sont issus du suffrage populaire, des pouvoirs judiciaires et administratifs importants, y compris la nomination des maires. — (A.P.)

Grande-Bretagne

● LA REINE MERE ELIZABETH viendra en visite à Paris du 25 au 28 octobre. Elle inaugurera le 26 le nouveau centre culturel britannique. ● LE CHANCELIER HELMUT SCHMIDT a rencontré le premier ministre, M. James Callaghan, à Chequers, au cours d'une visite privée qu'il a faite en Angleterre les 10 et 11 octobre. — (A.P.)

Philippines

VIOLENTE MANIFESTATION A MANILLE CONTRE LE PROCHAIN RÉFÉRENDUM

Manille (A.F.P., A.P. Reuter). — Pour la première fois depuis l'instauration de la loi martiale, il y a quatre ans, des heurts se sont produits, dimanche 10 octobre, à Manille, entre policiers et adversaires du régime Marcos. Près de cinq mille personnes, ayant à leur tête des prêtres, scandant des slogans : « Abroges la loi martiale ! », « Évoquez le référendum ! » (du 16 octobre), et brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Marcos-Ester, dictateur ! », « Lutte pour les droits démocratiques ! ». Elles ont été dispersées par la police et l'armée, après avoir défilé dans le centre de la capitale. Les affrontements ont eu lieu sur la place Miranda. Plusieurs manifestants ont été blessés. La population des Philippines est invitée à adopter par référendum neuf amendements constitutionnels devant permettre au président Marcos de former une nouvelle Assemblée, dont les membres seraient en partie élus en partie désignés par le pouvoir. Cette initiative est présentée comme une étape vers l'abrogation de la loi martiale. Elle est qualifiée d'« escroquerie » par des groupes d'opposition.

Des vides à combler

En toute hypothèse, la nomination de M. Hua Kuo-feng aux fonctions qu'occupait Mao Tsé-toung, constituerait la preuve que le P.C. a la faculté d'assurer la relève des générations. Quelle intervention un mois après le décès du Grand Timonier laisse penser non seulement que l'on a jugé peu souhaitable la prolongation d'une période transitoire de direction collégiale (dès le 15 septembre, M. Hua Kuo-feng apparaissait comme le nouveau « patron » sur la tribune de la place Tien An-men), mais encore que les problèmes de succession ont été réglés, pour l'essentiel, il y a quelques temps déjà. Il reste que l'âge et les crises politiques, la dernière en date étant l'élimination de M. Teng Siao-ping, ont creusé au sein des instances dirigeantes des vides qu'il est urgent de combler.

ALAIN JACOB.

Une « sage » nomination voulue par Mao

Pékin (A.F.P.). — La nomination de M. Hua Kuo-feng à la tête du P.C. avait été décidée par le président Mao Tsé-toung avant sa mort, ont révélé des sources proches dimanche 10 septembre à Pékin.

Ces affirmations, venues dans une école, demandent à la population de « soutenir fermement » les décisions qui font de M. Hua Kuo-feng le président du comité central du parti. Leurs auteurs déclarent que cette nomination est « sage » et qu'elle a été voulue par le dirigeant défunt.

A TRAVERS LE MONDE

Grèce

● LE MINISTRE DE L'INTERIEUR a opposé un refus à la demande d'autorisation de rentrer en Grèce, pour trois mois, présentée par l'ancien chef communiste Markos Vafiadis, alias le « général Markos » pendant la guerre civile (1946-1949). M. Vafiadis, âgé de soixante-dix ans, réside actuellement en U.R.S.S. Il avait été évincé de la direction de l'armée communiste, en 1949, après qu'il eut critiqué l'U.R.S.S. pour avoir refusé d'envoyer des volontaires en Grèce. — (A.P.)

Inde

● UN JOURNALISTE, M. K. P. Sundar Ragan, rédacteur en chef adjoint du *Times of India*, et un écrivain, Mme Omra Bhagwat, ont été arrêtés en septembre à Bombay, a-t-on appris samedi 9 octo-

bre. Il leur serait reproché d'avoir critiqué l'état d'urgence. — (A.P.)

Iran

● TROIS « TERRORISTES » ONT ÉTÉ TUÉS A TEHERAN par les forces de l'ordre, à une date non précisée ces derniers jours, annonce-t-on dans la capitale iranienne de source officielle. Ce nouvel accrochage porte à quarante-quatre le nombre des « terroristes » tués en Iran depuis le début de l'année au cours d'affrontements avec la police. D'autre part, seize « terroristes » ont été exécutés au cours de la même période, après avoir été jugés par des tribunaux militaires. — (A.P.)

Macao

● LE GOUVERNEUR DE MACAO aura désormais compé-

Tunisie

● LE PRÉSIDENT BOURGUIBA se rend lundi 11 octobre à Genève pour des soins médicaux, annonce un communiqué publié par le cabinet présidentiel. Le chef de l'Etat tunisien avait cessé toute activité publique depuis le 2 octobre. — (A.P.)

● LA TROISIÈME CONFÉRENCE DE LA F.A.O. pour le Proche-Orient, qui se tient à Tunis, a adopté dimanche 10 octobre une résolution relative à l'utilisation de la langue arabe en tant que langue officielle à la F.A.O. à côté des autres langues utilisées jusqu'à présent, à savoir l'anglais, le français et l'espagnol. — (Reuter.)

Vous avez le permis de conduire.

Désormais dans toutes nos voitures, vous trouverez une carte d'appréciation que vous pourrez remplir en fin de voyage.

Evidemment, nous courons le risque que vous y portiez des appréciations défavorables. A nous d'en faire plus pour que cela n'arrive jamais. Si cela était (la carte arrive sur le bureau du Directeur Général), nous ferions tout pour que cela ne se renouvelle pas. C'est utile pour nous, pour vous et pour nos autres clients.

Bien entendu, comme nous entendons vous offrir un service au-dessus de tout soupçon, nous espérons aussi que cette carte

Avis vous offre le permis de râler.

d'appréciation se transformera en carte d'approbation ou, pourquoi pas, de suggestions. Ce qui serait le meilleur des stimulants. Chez Avis, nous savons que nul n'est parfait, mais nous croyons être perfectibles.

Aidez-nous à faire mieux encore. Vous profiterez encore mieux de nous. Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

Avis.
Profitez de nous.

584.12.58

1976-10-12

EUROPE

Espagne

Six anciens ministres fondent un nouveau rassemblement néo-franquiste

De notre correspondant

Madrid. — Six anciens ministres du général Franco ont publié, le samedi 9 octobre, à Madrid, un manifeste annonçant la création d'un regroupement politique de tendance néo-franquiste, l'Alliance populaire. Les dirigeants de ce nouveau groupe acceptent « jusqu'à un certain point » le projet de réforme politique du gouvernement de M. Adolfo Suarez mais estiment que les « réformes institutionnelles doivent se faire progressivement » et ils insistent surtout sur le « strict respect de l'ordre public ».

Les signataires du manifeste sont MM. Manuel Fraga Iribarne, Cruz Martínez Estrella, Gonzalo Fernández de la Mora, Leopoldo López Rodó, Federico Silva Muñoz et Licio G. de la Fuente, qui ont tous occupé des fonctions ministérielles. M. Santiago Alvarado de Caceres, un diplomate dirigeant de l'association franquiste ANSPA, a également signé le manifeste.

Ce texte analyse de façon très pessimiste la situation politique et économique de l'Espagne et il propose un programme en quatre points : la défense de l'ordre public comme principe essentiel de l'autorité de l'Etat, la défense de la famille et de ses valeurs permanentes, l'unité de la patrie, la défense des classes moyennes, de la moralité publique, le renforcement de la libre entreprise et de l'économie de marché. Le manifeste affirme que devront rester hors-la-loi le parti communiste et les groupes subversifs. Le manifeste appelle tous les Espagnols à collaborer avec l'Alliance populaire afin d'offrir au pays une option « démocratique et réformatrice » fondée sur la « continuité » et la « réforme dans le but de prendre part de façon décidée à la vie publique et aux consultations électtorales ».

Les auteurs du manifeste concluent : « Nous sommes convaincus qu'une nouvelle étape s'est ouverte dans l'histoire de l'Espagne ». Les signataires, qui représentent la majeure partie des « associations politiques » créées sous la dictature franquiste, se soutiennent les uns et les autres en cas d'accession au pouvoir. L'adhésion de

M. Silva (l'un des principaux dirigeants de l'Union démocratique espagnole qui regroupe les démocrates-chrétiens ayant collaboré avec le franquisme) a provoqué une scission au sein de sa formation, le comité exécutif de l'Union démocratique espagnole, quatre ministres de l'actuel gouvernement étant membres de l'Union démocratique espagnole. Selon ses promoteurs, l'Alliance populaire veut jouer en Espagne le rôle des « conservateurs en Grande-Bretagne ou de l'U.D.R. en France ».

Telle n'est pas l'opinion de la majorité des commentateurs politiques espagnols. C'est ainsi que le quotidien libéral *El País* écrit : « On y trouve le dessus du panier de l'intégrisme intellectuel, culturel, religieux, politique et économique. Ses dirigeants n'ont rien à envier à l'extrême droite des partis néo-fascistes d'Europe. (...) Ils aspirent à exploiter sur le plan électoral ce qu'ils pensent être leur grand capital : la crainte des classes moyennes et de la petite bourgeoisie devant les conséquences du changement politique ».

Des revues politiques comme *Cambio 16* et *Quadrante* expriment la même opinion. La gauche pro-Union démocratique, apparemment majoritaire contre l'option de M. Silva, pourrait faciliter l'intégration de la majorité de ses membres aux autres groupes démocratiques chrétiens et favoriser ainsi la formation d'un grand parti du centre, que M. Fraga a souhaité créer en vain, du vivant de Franco.

M. Fraga, d'autre part, semble également avoir quelques difficultés avec son propre parti de la Réforme démocratique, du fait de sa participation à la création de l'Alliance populaire.

Il faut tenir compte du poids que cette Alliance populaire va avoir aux Cortès ; dans une certaine mesure la réussite ou l'échec

du projet de réforme politique du gouvernement risque de dépendre, aux Cortès, des prises de position des membres de la nouvelle Alliance. Le 3 octobre, l'un des fondateurs de l'Alliance, M. Fernández de la Mora, a réussi au cours d'un débat sur la réforme politique devant le conseil national du Mouvement à faire admettre une modification concernant le futur Sénat : ce dernier, d'après le projet gouvernemental, devrait être élu au suffrage universel direct et secret, mais le conseil national a demandé — selon les vœux de M. de la Mora — qu'il soit élu selon les règles de la « démocratie organique » franquiste, de type corporatiste.

L'Alliance populaire va en tout cas clarifier les positions de la classe politique espagnole. Si le gouvernement veut que son projet de réforme aboutisse, il devra négocier, afin d'obtenir son approbation par les Cortès, avec les hommes de l'Alliance, et on peut supposer que leurs conditions seront dures. En outre, la création de l'Alliance populaire montre que la droite est capable de se regrouper rapidement, tandis que la gauche ne parvient pas à se mettre d'accord sur un manifeste qui vise simplement « non » au gouvernement ou se propose d'offrir une alternative politique.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

● Le roi Juan Carlos et la reine Sophie ont quitté Madrid le dimanche 10 octobre pour un voyage officiel en Espagne, à l'occasion de la fête nationale, en Colombie et au Venezuela. Ce voyage prendra fin le 16 octobre. M. Marcelino Oreja, ministre des affaires étrangères, accompagne les souverains. — (A.F.P.)

● Un jeune Basque âgé de vingt-quatre ans, M. Francisco Alonso, a été tué, dimanche 10 octobre, à Barakaldo (Pays basque), par la garde civile. Il aurait refusé de s'arrêter après sommations, alors qu'il était au volant d'un véhicule volé, selon le communiqué de la garde civile. — (U.P.)

Belgique

La querelle linguistique risque de rebondir après les élections communales

De notre correspondant

Bruxelles. — Les élections communales du dimanche 10 octobre ont sans aucun doute engagé la Belgique dans une phase nouvelle de la guerre linguistique. C'est la principale surprise d'un scrutin que les observateurs et le monde politique attendaient avec sérénité, convaincus que les querelles communales s'étaient considérablement apaisées, et d'un recul des partis dits « linguistiques » : le Rassemblement wallon du professeur Perin et de M. Jean Gol, la Volksunie flamande et le Front démocratique des francophones bruxellois (le F.D.F.). Si les formations wallonnes et flamandes enregistrèrent bien les échecs prévus, le F.D.F. bruxellois, lui, remporta une victoire étonnante, même les adversaires du parti parient de ras de marée.

Le F.D.F. qui était considéré souvent comme étant en perte de vitesse, progresse en moyenne de 10 % dans les communes de 10 % à 19 % d'habitants, de 15 % à 19 % à Etterbeek, la commune de M. Defosse, le président du parti. M. Lucien Outers, député, président du conseil culturel bruxellois, a obtenu la majorité absolue dans une commune de 10 % à 19 % d'habitants, la commune de M. Defosse, le président du parti. M. Lucien Outers, député, président du conseil culturel bruxellois, a obtenu la majorité absolue dans une commune de 10 % à 19 % d'habitants, la commune de M. Defosse, le président du parti.

L'avance du F.D.F. est particulièrement nette dans les dix-neuf communes de l'agglomération sans exception, et dans les six communes dites « à facilités » (parce qu'on peut y être administré en néerlandais ou en français selon son choix).

Pourquoi ? Les explications sont nombreuses. Pour M. Paul Vanden Boeynants, ministre de la défense et chef de file des socialistes-chrétiens de la capitale, il s'agit d'une réaction francophone à la constitution de listes uniques flamandes (front commun des chrétiens, socialistes et libéraux d'expression néerlandaise) qui ont obtenu, dans l'agglomération, mais, selon le

ministre, elles auraient sensibilisé l'opinion francophone. Les responsables du F.D.F. rétorquent que leurs élus de 1970 ont été avant tout de bons administrateurs et qu'ils ont été de ce fait élus. Ils ajoutent d'ailleurs qu'ils n'ont « jamais été anti-flamands », ce que les partis traditionnels contestent.

En Wallonie et en Flandre, les motivations des électeurs étaient différentes. Les Wallons ont voté à gauche, les Flamands à droite. L'explication du ministre (social-chrétien) de l'intérieur est que les Bruxellois ont senti que le contentieux « communautaire » n'était pas réglé et qu'ils ont voulu manifester leur impatience.

La comparaison possible

Politiques et sociologues constatent qu'il est délicat de faire des comparaisons avec le dernier scrutin communal du 11 octobre 1970. A la suite de la fusion des communes, décidée par la loi du 30 décembre 1975, et qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1977, la physionomie municipale du pays est profondément bouleversée. On compare donc plus volontiers les résultats de dimanche à ceux des législatives de 1974, notamment dans quatre cantons qui recouvrent assez bien le nouveau découpage communal : Liège, Charleroi, Mons et Anvers.

A Liège, on note une avance socialiste de 7 %, un progrès social-chrétien de 2,5 %, un recul léger des libéraux (moins de 1 %), une stabilité communiste, tandis que le Rassemblement wallon, qui enregistrait aux élections législatives de 1974 25,7 % des voix, n'en recueille plus en 1976 que 13,8 %.

Le même phénomène se présente à Charleroi : plus 9 % pour les socialistes, presque 1 % de plus pour le parti social-chrétien, avance libérale de 1 %, léger recul communiste. Quant au Rassemblement wallon, qui obtenait qu'environ 5 et 10 % des voix de l'agglomération, mais, selon le

54,4 % des voix, il n'en recueille plus que 19,4 %.

A Mons, les socialistes gagnent 7 % par rapport aux législatives de 1974 ; le parti social-chrétien remporte près de 6 points de plus, les libéraux enregistrent une statu quo, ainsi que la liste progressiste U.D.P. (Union des progressistes). En revanche, le Rassemblement wallon, qui recueillait en 1974 15,2 % des suffrages, n'en a plus que 5 % en 1976.

En pays flamand, à Anvers, les socialistes gagnent 4 % des voix, ce qui ne reflète pas la tendance dans l'ensemble de la Flandre : les socialistes-chrétiens progressent de 1 %, les libéraux enregistrent un statu quo, la Volksunie perd 1 %, tandis que les communistes sont en recul.

Le scrutin de dimanche montre un pays nettement coupé en trois. Chaque région a son image politique. Aux côtés d'un Bruxelles à la francophonie plus marquée (« excentrée » n'hésitent pas à dire certains), il y a une Wallonie socialiste (le parti s'empare de tous les grands hôtels de ville du sud du pays) et une Flandre où les socialistes-chrétiens consolident encore leurs fortes positions. On en conclut que pour le dialogue de communauté à communauté qui doit reprendre prochainement, les socialistes et les socialistes-chrétiens flamands seront les interlocuteurs privilégiés. Mais ils devront tenir compte aussi du F.D.F. Est-il possible, en effet, de régler le sort de Bruxelles sans la participation des principaux intéressés ?

PIERRE DE VOS.

Le Front démocratique des francophones

Le F.D.F. (Front démocratique des francophones) est né des lois linguistiques de 1963 qui créèrent le « carcan » bruxellois en verrouillant la capitale pour empêcher l'extension de la « tache d'huile » francophone sur les territoires flamands environnants.

Le parti, constitué en mai 1964, remporta 8 % des voix aux législatives de 1968 et devint en 1970 la première formation politique de Bruxelles. En 1971, il obtint la majorité absolue au Conseil d'agglomération. Aux législatives de 1974, il enlevait 12 sièges sur 212 à la Chambre avec 29,5 % des voix dans la région bruxelloise.

Depuis 1968, le F.D.F. est allié au Rassemblement wallon du professeur Perin (10 sièges à la Chambre). Depuis 1968, à la suite de son alliance avec le Rassemblement wallon, la doctrine fédéraliste du F.D.F. s'est précisée.

Après 1968, les deux partis avaient une présidence commune, mais se sont séparés l'un de l'autre lors de l'entrée du Rassemblement wallon dans le gouvernement en juin 1974. Le F.D.F. a répondu, refusant de participer à la majorité, estimant que « l'élargissement du gouvernement passait par l'élargissement de Bruxelles ». La principale vedette du parti, M. Lucien Outers, déclarait qu'il ne voulait pas « renouer dans les allées du pouvoir ».

Finlande

M. KARHILO EST NOMMÉ AMBASSADEUR A PARIS

M. Aarno Eino Karhilo a été nommé ambassadeur de Finlande à Paris. Il remplace M. Ralph Kerkkila. Il doit prendre son nouveau poste en février 1977.

[Né le 22 novembre 1927, M. Karhilo, après des études de droit, est entré en 1952 au ministère des affaires étrangères. Nommé en 1954 à l'ambassade à Washington, il fut ensuite successivement en poste à Rio-de-Janeiro en 1956, à Rome en 1959, avant de faire partie de la délégation finlandaise aux Nations unies à partir de 1963. Revenu à Helsinki au ministère des affaires étrangères, en 1965, il devient conseiller d'ambassade à Moscou en mars 1966, puis ambassadeur à Tokyo en 1971. Depuis 1973, il était le représentant permanent de la Finlande aux Nations unies.]

● L'Allemagne après les élections sera le thème d'un débat sous la présidence de M. Henri Mendler, de la Fondation nationale des sciences politiques, avec la participation de MM. Yves Chauvin (L'Express), Pierre Durand (l'Humanité), Laurent Leblond (30 jours d'Europe), Marcel Marsal (Le Figaro), K.P. Schmid (Die Zeit), ainsi que des représentants de la C.D.U., de la F.D.P. et de la S.P.D. Le lundi 11 octobre, à 20 h. 30, maison Heinrich-Heine, C.I.U.P., 27 C, boulevard Jourdan, Paris-14.

Pologne

La direction du parti est restée ébranlée par les manifestations ouvrières de juin

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Le gouvernement polonais pourra-t-il vraiment attendre encore un an, voire davantage, sans augmenter les prix des principaux produits de base, tels le sucre ou la viande, inchangés depuis une dizaine d'années ? Officiellement, la direction du parti, soustraite par les troubles de la fin juin, s'est résignée à l'immobilité. Lors de sa dernière session, le 9 septembre, le comité central du parti ouvrier unifié a entériné la création de cinq commissions d'étude dont le premier secrétaire, M. Giersek, avait lancé l'idée dans un discours, à Mielec, devant une assemblée de travailleurs.

Ces commissions, présidées chacune par un membre du bureau politique, devront rendre, dans un délai qui n'a pas été strictement fixé mais d'au moins un an, les matériaux qui permettront au parti de rationaliser les dirigeants du parti en temps opportun leurs décisions sur les problèmes économiques les plus importants : la politique des prix, l'évolution du marché intérieur, le développement de l'agriculture, la politique du logement et un programme de restrictions d'économies. Tout le monde, à Varsovie, ne paraît pas convaincu de l'utilité de ces commissions et pense que les dirigeants ne pourront pas attendre la fin de ces délibérations pour prendre des mesures.

Pour mieux comprendre les raisons des incertitudes quant à l'avenir qui régnent actuellement ici, un retour en arrière est nécessaire. Le 25 juin, dans plusieurs villes du pays, quelques dizaines de milliers d'ouvriers (surtout dix mille, selon les estimations retenues par les officiels) cessent le travail en signe de protestation contre les hausses de prix annoncées le matin même à la tribune de la Diète par M. Jaroszewicz, chef du gouvernement. A Ursus, ville industrielle proche de Varsovie, et à Radom, les manifestations prennent un tour violent. Devant l'ampleur du mécontentement, le premier ministre annule les hausses. Mais, ajoutant-t-il, celles-ci devront intervenir d'un façon ou d'une autre avant la fin de l'année.

Le 14 juillet, M. Jaroszewicz annonce que son gouvernement remettra à plus tard toutes les augmentations, sauf celle de la viande, dont le prix toutefois ne sera relevé que de 35 % au lieu de 69 % en moyenne (ce qui signifiait que certaines qualités auraient été renchéries d'un moins 100 %). Cette hausse sera effective, laisse-t-on entendre, au 1^{er} janvier prochain. Le 2 septembre, nouveau recul. Il n'est plus question d'augmenter le prix

de la viande. A Mielec, M. Giersek annonce le maintien du statu quo jusqu'à la prochaine conférence nationale du parti dans un an ou un an et demi et la création des fameuses commissions. Entre-temps, le gouvernement a été contraint d'introduire des tickets pour stopper les achats spéculatifs.

Comblant le vide

Ces reculades successives étaient peu brillantes mais on en voyait au moins assez clairement la raison : l'énormité de la population, et en particulier parmi les travailleurs, avait été si grande que le parti et le gouvernement, qui ne s'attendaient visiblement pas à une telle réaction (des canaux officiels d'information avaient même assuré les dirigeants du contraire), souhaitaient avant tout apaiser les esprits. Mais s'agissait-il en créant ces commissions d'enterrer les problèmes, comme le pensent les opposants, ou de recourir à pareille mesure ? Ou de tourner l'appareil du parti et de l'administration en faisant appel à des hommes plus indépendants des rouages du pouvoir.

Il apparaît que la situation est un peu plus compliquée. Première constatation, la direction du parti a été plus sérieusement ébranlée qu'elle ne le montre par les manifestations ouvrières de juin. Le choc a été d'autant plus vif que le parti n'avait pas eu le temps de se remettre d'un ancien ministre comme M. Giersek, qui a gardé un style de vie très simple, se veut proche des gens modestes et croit comprendre leurs soucis quotidiens. Il ne s'est encore affirmé le mardi 5 octobre lors d'une rencontre avec des journalistes polonais.

La stupéur surmontée a fait place au désarroi, puis à l'impulsion. C'est dans ce climat psychologique qu'il faut replacer la proposition concernant les commissions. Leur raison d'être principale paraît être d'occuper pendant un an le vide créé par la nécessité qui a conduit le gouvernement à décider de ne rien décider. En même temps, elles vont représenter un exutoire pour tous ceux qui, dans le comité central ou le bureau politique, mettent en doute ou critiquent la ligne suivie jusqu'à présent. Car nul ne fait mystère à Varsovie que de telles différences de vues existent. En canalisant le débat au sein d'instances provisoires et de surcroît, non habilitées à prendre des décisions politiques, M. Giersek évite sans doute un durcissement des positions à la tête du parti tout en obligeant

ses détracteurs à dévoiler sur le fond la nature de leur désaccord. Il s'agit donc moins de contourner l'appareil — les membres titulaires et suppléants du comité central ont été convoqués au sein de la troupe des commissions — que d'accoutumer les cadres à un genre de discussion sinon totalement nouveau, du moins inhabituel.

Reste l'aspect technique de l'opération. Les données des différents problèmes étudiés ne sont-elles pas archaïques ? Pense-t-on sérieusement que l'action des commissions va consister dans cinq domaines essentiels de l'activité sociale et économique aussi longtemps que les résultats des délibérations des commissions mises en place ne seront pas connus ? La dernière réunion du comité central du parti consacrée au développement a été en principe consacrée à la situation du logement. La politique du logement sera abordée, lors de la prochaine session.

C'est une telle constatation qui incite certains, ici, à penser que, dans le domaine des prix également, il ne sera pas possible d'attendre la fin de l'année. La situation, dit-on, dans le même esprit, des décisions d'ici quelques mois. Que se passera-t-il, en effet, fait-on valoir, si le résultat, entré en vigueur en juillet, des prix d'achat par l'Etat des bêtes d'élevage aux paysans n'aboutit pas à la hausse espérée du cheptel ? Or, c'est ce qui risque de se produire, car l'augmentation a été jugée trop modérée par les paysans, et elle est de toute façon nettement moins importante que celle appliquée aux céréales.

Si donc le gouvernement est contraint d'agir trois ou six mois de plus, pourra-t-il supporter cette charge supplémentaire sans augmenter parallèlement les prix au détail ? Dans ce cas, l'une des solutions pourrait être de libérer certains prix, par exemple pour les qualités les meilleures, ce qui aboutirait inévitablement à une hausse. Mais les nouveaux prix déterminés par le marché seraient-ils acceptés ? On ne peut que spéculer sur ce point. Ce qui est sûr, c'est que les prix existants du reste déjà sur le marché parallèle. Selon une estimation récente, ils ne doivent pas dépasser de plus de 40 % les prix officiels.

Une telle mesure ne manquerait pas d'originalité : la fixation des prix par l'Etat n'est-elle pas sacrée en pays communiste ? Ces manœuvres étonnent à l'étranger, étonnent peu de monde à Varsovie.

MANUEL LUCBERT.

Irlande du Nord

L'IRA provisoire lance une offensive contre le Mouvement des femmes pour la paix

De notre correspondant

Belfast. — Six personnes ont trouvé la mort, au cours du week-end, en Irlande du Nord. Dimanche soir 10 octobre, les deux fondatrices du Mouvement des femmes pour la paix, Mlle Mairead Corrigan et Mme Betty Williams, ont été attaquées et légèrement blessées par un groupe de femmes, sympathisantes de l'IRA provisoire, dans le quartier catholique de Turf-Lodge, à Belfast. Les deux femmes se rendaient à un meeting organisé pour condamner la brutalité de l'armée britannique après le décès d'un garçon de treize ans, blessé à la tête, la semaine dernière, par une balle de caoutchouc.

Le dimanche, la police a décontourné à Ballymena, dans le comté d'Antrim, le corps d'un catholique de trente-deux ans. La veille, quatorze bombes incendiaires avaient explosé dans cette ville à majorité protestante.

Les forces de sécurité pensent que l'IRA provisoire, inquiète du succès de la manifestation pour la paix organisée le samedi 2 octobre, est l'auteur des derniers attentats.

Au cours d'un voyage aux Etats-Unis, la semaine dernière, Mlle Corrigan et Mme Williams ont lancé un appel, à la radio et à la télévision, pour arrêter l'envoi de fonds au Mouvement républicain d'Ulster. De retour en Irlande du Nord, les deux femmes ont repris des samedi leur programme de manifestations. Quatre mille personnes se sont rassemblées à Downpatrick, à 35 kilomètres au sud de la capitale, tandis qu'en métropole trois mille personnes défilaient à Leeds.

L'IRA provisoire, par l'intermédiaire du Sinn Féin, son aile politique légale, a commencé une offensive en règle contre le mouvement pacifiste. Ses sympathisants distribuent des tracts menaçant en doute les intentions du mouvement des femmes pour la paix. Un porte-parole du Sinn Féin a déclaré qu'il n'était pas opposé à leur action, mais qu'il ne pouvait y avoir « de paix sans justice ».

La formule exprime en fait une des revendications majeures des provisoires : le retrait des troupes britanniques d'Ulster.

RICHARD DEUTSCH.

offrez
un vison
Maurice Kotler

Paris - 10 rue la Boétie
ouvert le samedi

PROCHE-ORIENT

Liban

A LA CONFÉRENCE DE CHTAURA

L'O.L.P. et les délégués du président Sarkis ont présenté des propositions communes

Les représentants de la Syrie, de l'O.L.P. et du président libanais Sarkis, devaient se réunir à nouveau à Chtaura ce lundi 11 octobre, pour poursuivre les négociations engagées samedi. L'ordre du jour compte deux problèmes « techniques » : l'instauration d'un cessez-le-feu et l'application des accords du Caire de 1969 régissant le statut des fedayin au Liban.

La délégation syrienne a été désagréablement surprise par la coordination qui s'est établie entre les représentants libanais et palestiniens. Ces derniers ont, en effet, présenté dès le début de la réunion de samedi un projet commun prévoyant :

- Un cessez-le-feu suivi aussitôt par le retrait échelonné des forces palestiniennes des positions qu'elles occupent dans la montagne, à l'est de Beyrouth.

- Le retrait des miliciens de droite de certains points stratégiques, qui permettrait la libre circulation sur les grands axes routiers.

- La « force de la paix » arabe occuperait une zone tampon séparant les secteurs tenus d'une part par les Palestino-progressistes, d'autre part, par les Syriens et les forces de droite.

- L'O.L.P. appliquerait ensuite les accords du Caire.

Les plénipotentiaires syriens, qui ont demandé un délai de réflexion

jusqu'à ce lundi, avaient présenté leur propre plan, qui exige notamment que les Palestiniens se désassocient de leurs alliés libanais, et réintègrent, sans conditions préalables, leurs camps.

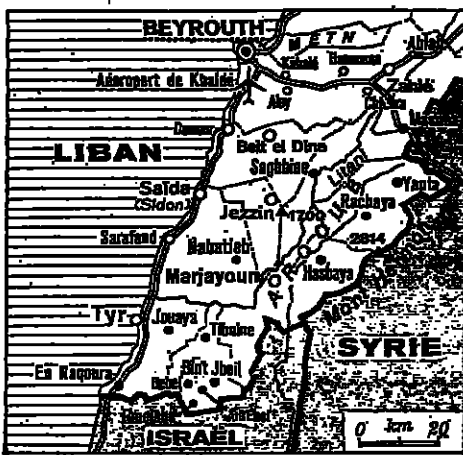
En s'associant à l'O.L.P. pour présenter des propositions communes, le président Sarkis a placé la Syrie dans une situation délicate, car elle ne peut recuser, aisément l'autorité du nouveau chef de l'Etat, écrit l'A.F.P. Cependant, ajoute l'agence, le président Assad ne peut accepter une solution qui ne réponde pas à son principal objectif : la mise au pas des Palestiniens. C'est pourquoi l'issue des négociations de Chtaura demeure, selon les observateurs, très incertaine.

Revenant de Damas, M. Karim

Pakradouni, membre du bureau politique du parti des Phalanges, a affirmé : « La Syrie est désarmée pour une solution rapide, à la fois militaire et politique. » Le leader du parti, M. Pierre Gemayel, a déclaré pour sa part : « Le combat doit se terminer par un vainqueur et un vaincu. » — (A.F.P., Reuter.)

- Le « bateau de la paix pour le Liban » affrété par le Conseil mondial de la paix sera à Marseille le 29 octobre, venant de Leningrad, Helsinki, Gdansk, Rostok, Odesse, Libanone. Il fera ensuite escale à Livourne et au Pirée. Dans un communiqué, le Mouvement de la paix affirme qu'il participera dans les jours qui viennent à la collecte des fonds « pour que soient chargés sur le bateau de la paix vires, médicaments, couvertures, qui font cruellement défaut aux populations libanaises et palestiniennes, victimes de l'agression ». Les dons sont à adresser au Mouvement de la paix, 25, rue de Clugny, Paris-9, C.C.P. 7019-84 Paris.

- LA VILLE SYRIENNE DE HAMA, située au nord de Damas, a été le théâtre d'une vague d'attentats à l'explosif, a annoncé, dimanche 10 octobre, radio Bagdad, précisant que ces attentats auraient eu pour but de protester contre « le comportement anti-arabe et inhumain des Syriens au Liban ». La radio a ajouté que les forces de l'ordre avaient dû intervenir « massivement » dans la ville pour mettre un terme aux attentats. — (U.P.I.)



MM. ARAFAT ET JOUMBLAT DÉNONCENT LES « ACTES DE PIRATERIE » D'ISRAËL

M. Yasser Arafat et Kamal Joumblat, respectivement président de l'O.L.P. et du Front progressiste libanais, ont adressé aux chefs d'Etat arabes des notes dans lesquelles ils dénoncent les « actes de piraterie maritimes » d'Israël. Deux bateaux allant du port libanais de Saida (tenus par les progressistes) à Limassol (Chypre), ont été arraisonnés ce week-end par la marine de l'Etat juif, apprend-on à Nicosie. Les deux navires — le Peace-Maker et le Nazez — ont été contraints de se diriger vers Haïfa, où les passagers — parmi lesquels des « personnalités politiques » — ont été soumis à de longues interrogatoires. Le Nazez est arrivé à Limassol le dimanche 10 octobre. En revanche, on est sans nouvelles du Peace-Maker. — (A.F.P., A.P.)

M. DE GUIRINGAUD S'EST ENTRETENU AVEC LE CHEF DU DÉPARTEMENT POLITIQUE DE L'O.L.P.

Le ministre des affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud, a reçu le samedi 9 octobre M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'Organisation de libération de la Palestine, de passage à Paris, venant de New-York. Au cours de l'entretien, précision de source palestinienne, MM. Kaddoumi et de Guiringaud ont échangé leurs vues sur l'évolution de la crise libanaise et la situation au Proche-Orient.

A New-York, M. Kaddoumi s'était déjà entretenu avec M. de Guiringaud, ainsi qu'avec les ministres des affaires étrangères de l'Union soviétique et de l'Arabie Saoudite, M. Gromyko et le prince Saoud bin Fayçal.

A l'issue de son séjour à Paris, M. Kaddoumi compte entreprendre une tournée dans les capitales européennes, indiquent de source palestinienne.

Israël

Après les incidents du 3 octobre

LE GOUVERNEMENT DÉCIDE DE FERMER LA SYNAGOGUE HADASSA A HÉBRON

Jérusalem (A.F.P., Reuter). — Le gouvernement israélien a pris dimanche 10 octobre six décisions au sujet des rivalités religieuses à Hébron, annonçant un communiqué officiel publié à l'issue de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres consacrée aux troubles du dimanche 3 octobre.

Selon le communiqué, le gouvernement a décidé : que tous les efforts seront entrepris pour découvrir et punir les coupables de la profanation du tombeau des Patriarches ; que celui-ci restera fermé jusqu'à l'achèvement des travaux ; que la garde des lieux sera renforcée ; que la synagogue Hadassa ne sera pas rendue au culte ; que la réfection de l'ancienne synagogue Avraham Avinou sera menée à bien, et qu'il sera décidé, au terme de ces travaux, si cette synagogue doit être rendue au culte ; qu'un appel à la tolérance sera lancé aux dirigeants spirituels juifs et arabes pour que la coexistence puisse devenir une réalité.

Le maire de Hébron, M. Fahd Kawasme, a exprimé à l'A.F.P. sa satisfaction au sujet de ces décisions. Prédisant qu'il « couvrira malgré le couvre-feu », il a ajouté : « Nous espérons qu'un effort semblable a été entrepris à Kfar-Atza » (quartier juif d'Hébron).

Les maires de Cisjordanie ont annoncé dimanche qu'ils avaient demandé à M. Shimon Peres, ministre de la défense, de lever le couvre-feu décrété depuis huit jours à Hébron.

- Quarante Arabes ont été arrêtés à Gaza il y a deux semaines, ont annoncé, samedi 9 octobre, les correspondants militaires israéliens. Ils sont suspects d'appartenir au Fatah. De grandes quantités d'armes et d'explosifs ont été trouvées en possession de ces personnes, qui faisaient partie d'un même réseau, ont précisé les correspondants militaires. — (A.F.P.)

L'attentat à Lausanne contre une personnalité kurde

M. Cheriff Vanly affirme que son agresseur est un Irakien

De notre correspondant

Berne. — Victime, le jeudi 7 octobre d'un attentat à Lausanne, M. Imad Cheriff Vanly, personnalité kurde établie en Suisse (le Monde du 9 octobre), qui est soigné au centre hospitalier universitaire vaudois, a pu donner quelques indications sur les circonstances de l'agression.

D'après son témoignage et celui de son entourage, M. Cheriff Vanly avait reçu dimanche 3 octobre la visite de l'ancien consul général d'Irak à Genève, M. Nedjib El Takriti, actuellement chef du département des relations extérieures au ministère des affaires étrangères à Bagdad. Accompagné de deux de ses compagnons, le diplomate irakien s'était entretenu avec M. Cheriff Vanly de la situation des Kurdes dans son pays. Il avait reproché à son hôte les récentes prises de position publiques contre la politique du gouvernement irakien. M. Cheriff Vanly a affirmé avoir reconnu dans son agresseur l'un des deux hommes qui accompagnent le diplomate irakien lors de cette visite.

Selon un dirigeant du parti démocratique du Kurdistan (qui souhaite garder l'anonymat) venu au chevet de M. Vanly, cet attentat serait lié à la reprise des combats au Kurdistan. « Depuis l'accord d'Alger, conclu en mars 1975 entre l'Irak et l'Irak, a-t-il

déclaré, trois cent mille Kurdes ont été déportés dans les régions désertiques du sud du pays, où, en moyenne, une douzaine d'enfants meurent chaque jour en raison des conditions de vie extrêmement précaires qui leur sont imposées. »

« Devant la tentative d'arabisation de leur région et par nécessité d'autodéfense, les Kurdes ont repris le combat il y a quatre mois... » — J.-C. B.

COURS D'HÉBREU

ADULTES, JEUNES et ENFANTS

CENTRE D'OULPANIM

Tous les niveaux pendant toute l'année

Cours dans la journée et le soir

17, rue Fortuny. — 75017 PARIS. Tél. 01-47-41-01 - 924-49-13 - 622-32-63.

Vient de paraître aux Editions Gulas

Kadhafi

le livre vert

Après le petit livre rouge de MAO, le livre vert de KADHAFI (Le Monde)

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
médecine
Expérience pédagogique depuis 24 ans
• Encadrement annuel
Groupes de 10 et par CHU
• Contrôles hebdo exercices et TD
• Année complète de formation
méthodologique (année 6)
Recyclage cours et exercices
pour bacheliers A et B
AUTEUIL : 8, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tél. 283.52.09
TOLBIAC : 80, Av. du Maine
75013 Paris - Tél. 568.53.91

21^e Mobil Economie Run.

Volkswagen et Audi aux premières places pour la 2^e année consécutive.

Sous le patronage de l'Agence pour les économies d'énergie, la nouvelle formule du Mobil Economie Run recrée de véritables conditions routières : 300 km sur route dans le Var, suivis d'un parcours urbain de 76 km à l'intérieur d'Aix-en-Provence.

Le groupe Volkswagen-Audi s'est de nouveau taillé la part du lion dans ce rallye d'économie 1976. Après avoir l'an dernier classé sept voitures dans les dix premières, Volkswagen et Audi ont encore affirmé leur supériorité cette année.

Victoire de l'Audi 50, dans la catégorie des 6 CV et moins, avec une moyenne finale de 4,9 litres aux 100 km, complétée par les troisième et cinquième places des deux autres Audi 50 engagées.

Dans la catégorie de 9 à 11 CV, brillante seconde place pour la bombe de Volkswagen : la Golf GTI qui réussit ici son examen de sobriété. Une moyenne de 6,9 litres aux 100 km pour une voiture compacte qui développe 110 CH. DIN et roule à plus de 180 km/h ! La Scirocco GLI (6,71 litres) et la nouvelle Audi 100 (7,46 litres) confirment la suprématie du groupe en se classant respectivement au troisième et quatrième rang.

Pour couronner l'ensemble, l'Automobile Club Basco-Béarnais a établi un classement général toutes catégories des voitures de série, en ajoutant aux résultats économie-performance un coefficient de confort et d'habitabilité. Nouveau succès pour les Audi 50 qui se placent première, deuxième et quatrième.

Comme en 1975, les modèles Volkswagen et Audi ont prouvé une nouvelle fois qu'ils répondaient le plus parfaitement à la circulation actuelle et au souci d'économie de tous les automobilistes.



Consommation Audi 50 (normes UTACI) : 5,9 litres à 90 km/h, 7,9 litres à 120 km/h, 9,1 litres en ville — Consommation Golf GTI (normes UTACI) : 6,8 litres à 90 km/h, 8,7 litres à 120 km/h, 12,3 litres en ville — Consommation Scirocco GLI (normes UTACI) : 6,1 litres à 90 km/h, 8 litres à 120 km/h, 13,2 litres en ville — Consommation Audi 100 GLS (normes UTACI) : 8,3 litres à 90 km/h, 10,5 litres à 120 km/h, 14,9 litres en ville.

100 110 120 130 140 150

Journal de l'ISO

AMÉRIQUES

VIRAGE A DROITE AU PÉROU ?

IV. — Heurs et malheurs du nationalisme

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

La « révolution » péruvienne, lancée en 1968, est aujourd'hui sérieusement mise en question. Les promoteurs sont contestés. « Retour en arrière », estime la gauche, qui avait soutenu l'expérience. En revanche, le secteur privé, qui se déclarait « découragé » par le coût des réformes sociales entreprises, semble accueillir favorablement le nouveau cours des choses (« le Monde des 9, 10, 11-12 octobre).

Lima. — En juin dernier, le gouvernement Morales Bermúdez a dévalué de 44 % le sol, la monnaie péruvienne, et adopté une politique d'austérité fortement déflationniste. Quelques semaines après, il obtenait, de banques américaines, un prêt de 200 millions de dollars, destiné à couvrir en partie le déficit de sa balance de paiements. Bien des Péruviens ont rapproché les deux événements et affirmé que l'austérité avait été le prix imposé par les « Yankees » en échange de leur aide. Pour l'avoir écrit en toutes lettres, un journaliste du *New York Times* s'est fait prendre à partie par un quotidien de Lima. Une fois de plus, le « nationalisme » de la Junta a été mis en question : non pas sa volonté d'indépendance, mais sa capacité de maintenir le pays à l'abri des pressions extérieures.

Les militaires ont pris le pouvoir en 1968 en dénonçant les conditions, humiliantes pour le Pérou, dans lesquelles le président de l'époque, M. Belaúnde Terry, avait traité avec une société pétrolière, l'I.P.C., filiale de la Standard Oil, du groupe Rockefeller. Aujourd'hui, l'ex-président affirme que le coup d'Etat militaire a été fait « non pour le pétrole, mais contre le vote », c'est-à-dire pour éviter l'élection présidentielle prévue en 1969, ainsi que toute consultation ultérieure. Américains d'un chef d'Etat déchu ! En fait, le gouvernement du général Velasco Alvarado (1968-1975) s'est plu à multiplier les affirmations de la « souveraineté » et de la « dignité » nationales : après l'I.P.C., il a exproprié la Grace, l'I.T.T., la Cerro de Pasco, la Marcona, toutes compagnies américaines. Il a nationalisé la banque, établi ou rétabli des relations diplomatiques avec Cuba, la Chine populaire et la République démocratique allemande, et même, un temps, rompu avec la France en raison de ses tirés financiers dans le Pacifique.

Pourtant, certaines personnalités estiment qu'il y a eu, sous Velasco Alvarado, « une politique globale de nationalisation, mais des manifestations extérieures de nationalisme ». Que les nationalisations réalisées pendant sept ans ont été « une affirmation d'indépendance dans le style style ». Telle est l'opinion, par exemple, de M. Virgilio Roel, ancien collaborateur du général Morales Bermúdez au ministère de l'économie, aujourd'hui directeur de la planification à l'université San Marcos. M. Roel affirme que le Pérou n'est pas moins dépendant qu'avant, et qu'il le serait même davantage. Il avance plusieurs raisons : la technologie vient toujours de l'étranger ; le gonflement de la dette extérieure soumet le pays au bon vouloir de la finance internationale.

La Junta a certes multiplié les « manifestations extérieures » de nationalisme. Mais elle a su aussi composer avec le capital étranger. Elle a indemnisé beaucoup de sociétés expropriées, certaines même, comme le Banco Continental, du groupe Rockefeller, à des conditions jugées trop favorables. Après avoir nationalisé les mines de fer de la Marcona, en juillet 1975, elle s'est empressée

de négocier avec la compagnie : sa décision, précipitée, lui avait fait perdre 60 millions de dollars. L'indemnité envisagée est importante : certains parlent de 50 millions de dollars.

La « trahison » de Poléduo nord

La plupart des grands projets miniers et pétroliers ont été réalisés avec la technique et l'argent étrangers. Ils l'ont permis de s'écarter des conditions peu compatibles avec le discours anti-impérialiste. Mais sans doute étaient-elles indispensables compte tenu du rapport de forces international. En 1969, par exemple, l'extrême gauche a crié à la « trahison » en apprenant les conditions offertes à la Southern Peru Corporation pour exploiter les 470 millions de tonnes de cuivre de Cuajone. Cinq ans plus tard, la même accusation était portée par le collège des avocats de Lima à propos de Poléduo nord, qui, sur près de 900 kilomètres, doit transporter le pétrole extrins en Amazonie vers les raffineries de Bayovar. Un consortium de banques japonaises avait consenti à financer, pour 350 millions de dollars, la construction de l'ouvrage, mais à des conditions jugées contraires à la souveraineté du pays. En cas de différend, l'Etat péruvien était soumis à l'arbitrage de tribunaux étrangers.

Les concessions les plus récentes concernent le pétrole. Pour extraire l'or noir de la selva (la forêt), le général Fernandez Maldonado, alors ministre des mines et de l'énergie, avait signé plusieurs contrats avec des groupes américains, suivant le régime — que certains jugent périmé — du « fifty-fifty », qui laisse seulement à l'Etat, mais en 1973, il avait annoncé que, selon Petropert, la compagnie d'Etat, prospecterait et exploiterait désormais les nouveaux champs pétroliers amazoniens. Le gouvernement Morales Bermúdez est revenu sur cette décision : comme au temps où Petropert n'avait pas les équipements nécessaires aux forages, les nouveaux gisements seront confiés à des sociétés étrangères.

Toyota et Volvo dans les montagnes ; Honda dans la motocyclette ; Bayer dans la pétrochimie ; Massey-Ferguson dans les tracteurs ; autant de multinationales apparues en même temps que l'Occidental Petroleum en Amazonie et que la Southern Peru à Cuajone. Les investissements directs étrangers, qui étaient nuls en 1968, ont atteint 125 millions de dollars en 1974 et 316 millions en 1975 (1). Malgré un ralentissement perceptible cette année, et qui sera sans doute plus net encore l'an prochain (moins de 100 millions de dollars prévus), un haut fonctionnaire gouvernemental estime qu'en 1980 le stock de capital étranger sera aussi important, sinon plus, qu'avant la révolution. « Ce qui a été nationalisé s'est reconstitué ailleurs », dit-il.

Le régime militaire ne semble pas s'en inquiéter. Comme Haya de la Torre, il pense que l'investissement étranger est une « transfusion » nécessaire. Celle-ci doit, simplement, être contrôlée.

En revanche, le gouvernement s'est mis dans une redoutable situation d'infirmité vis-à-vis de ses créanciers internationaux. Critique l'an dernier, l'état des finances extérieures s'est dégradé ces derniers mois. Après avoir été excédentaire jusqu'en 1973, la balance commerciale a été lourdement déficitaire en 1975 (2 490 millions de dollars d'importations contre 1 380 d'exportations). Les réserves de change, qui étaient de 270 millions de dollars à la fin de 1975, ont fondu : le Banco central aurait même un déficit de 500 millions

de dollars. Officiellement estimée à 4 milliards de dollars cette année (à 5 selon d'autres informations), la dette extérieure a doublé en deux ans. Le service annuel de cette dette (507 millions de dollars) représente, pour 1976, le tiers des exportations.

Les autorités expliquent une telle détérioration par la baisse des cours du cuivre et de la farine de poisson, qui sont, avec le sucre et le coton, les deux principaux produits d'exportation. Mais elles s'accusent aussi d'avoir manqué de rigueur financière. « La crise a commencé en 1973 dit M. Carlos Santistevan, président du Banco central. Mais, par erreur, nous avons essayé d'en différer les effets en multipliant les subventions ». Comme ces subventions n'étaient pas inscrites au budget elles ont été financées par la « planche à billets ». Conséquence : alors que la hausse du coût de la vie entre 1970 et 1972, avait oscillé entre 4 et 7 % — une belle réussite en Amérique latine — elle a été de 24 % l'an dernier et sera comprise entre 40 et 50 % cette année. L'inflation des prix dans le secteur public a provoqué un déficit budgétaire gigantesque, comblé en partie par des emprunts extérieurs. Le maintien artificiel du même taux de change depuis 1967 a découragé les exportations — leur volume a stagné pendant dix ans — et accéléré la croissance des importations.

Démons familiers

Après avoir fait preuve de sagesse économique, les militaires se sont donc livrés à deux « démons familiers » des révolutions : le populisme — par les subventions — et le faux nationalisme — par le maintien de la valeur de la monnaie. Dans un pays pauvre, la contention des prix est une mesure sociale compréhensible. Mais il faut bien, un jour, payer la note. C'est ce qu'a fait le général Morales Bermúdez à été obligé de faire. Après une première dévaluation, en 1975, le sol a chuté une deuxième fois cette année. Et les autorités militaires confessent que d'autres rajustements seront sans doute nécessaires.

Le réalisme des prix — celui de la devise et du marché — a commandé le programme d'austérité mis en route ces derniers mois. Pour réduire son déficit fiscal, le gouvernement a dû, dans sa dépense, notamment d'investissement, et augmenter les impôts. Il a supprimé les subventions à l'essence et réduit de dix fois celle aux produits mentaires. Il a laissé au secteur privé un délai de trois mois pour relever ses tarifs, tout en le contraignant à réinvestir le maximum de ses bénéfices. Il a encouragé l'épargne et surtaxé les importations.

La secousse, évidemment, a été brutale. Tandis que le coût de la vie augmentait de 25 % en juillet et en août, les salaires ne progressaient que de 10 %. Face aux premières réactions — comme la grève des « microbes » à Lima, le gouvernement a décrété l'état d'urgence le 1^{er} juillet. Officiellement, il continue de prévoir une croissance de 5 % (contre 4 % l'an dernier). Mais la plupart des observateurs étrangers se méfient de l'optimisme, ou de l'impression, des statistiques gouvernementales. « En fait, depuis juillet, nous sommes entrés en récession », disent certains experts.

Le même optimisme conduit à annoncer un excédent de la balance commerciale dès 1977. Plusieurs grands projets doivent voir le jour à partir de l'an prochain. Le Poléduo-Nord doit apporter 25 000 barils par jour à la côte, et diminuer d'autant les importations de brut (58 000 barils par jour, actuellement, soit la moitié de la consommation). La mine de Cuajone, mise en route cette année, et celle de Cerro-Verde que Mineroptero doit inaugurer l'an prochain permettront de faire un bond dans la production de cuivre. Le gouvernement anticipe une exportation, en 1977, de 440 000 tonnes (contre 240 000 en 1975). Mais

des spécialistes estiment plus vraisemblable le chiffre de 350 000 tonnes.

D'autres grands travaux vont être achevés ces prochaines années : fabrique de fertilisants de Talara, de phosphates et de produits pétrochimiques à Bayovar, complexe de pêche de Palta, irrigation de la région du Piura, etc. La côte est un désert parsemé d'oasis, qui peut devenir fertile s'il est arrosé — à grands frais — par l'eau des Andes. Bref, disent les Péruviens, « si nous nous sommes endettés, c'est pour augmenter notre production minière et agricole ». Si les prises d'achats correspondent aux pronostics (à encore optimistes), le pays pourra sans doute équilibrer à nouveau sa balance commerciale dans deux ou trois ans. « Malheureusement », dit un expert, ce qui sera gagné d'un côté sera perdu de l'autre, en raison des dettes contractées pour éviter la banqueroute.

Tel est l'un des points noirs de la situation actuelle au Pérou. Il est possible que les banques américaines, appuyées par le F.M.I., aient fait pression sur la Junta pour obtenir un « assainissement interne » et des garanties pour le capital étranger. Le gouvernement nie qu'il y ait eu de telles pressions. Mais le problème est somme toute secondaire. La logique même de la crise a imposé des mesures capables d'assurer aux créanciers le remboursement de leurs prêts. Après huit ans de politique nationaliste, le Pérou révolutionnaire se retrouve dans une dépendance peu enviable. On redoute que la Junta, pressée par les échéances, n'oblige le message « libertaire » qui, en 1968, avait étonné tout le monde, à commencer par les Péruviens eux-mêmes.

FIN

(1) Beaucoup des chiffres de cet article nous ont été fournis par le Banco central.

Pour parler une langue. Et pas seulement pour vous débrouiller.

Al Laboratoire de Langues Pigier, vous parlerez vraiment l'Anglais ou l'Allemand. Et cela dans des conditions particulièrement agréables. En effet, vous suivrez les cours de votre choix en compagnie de stagiaires poursuivant le même objectif que vous et avec un professeur natif du pays de la langue enseignée.

Les cours commencent en septembre et octobre. Renseignez-vous. Nous trouverons ensemble le programme qui correspond le mieux à vos possibilités, à vos besoins, à votre emploi du temps.

Préparation à l'examen de la Chambre de Commerce Franco-Britannique.

Laboratoire de Langues Pigier Rive Gauche
23, rue Tiphaine, 75015 Paris Tél. : 579.81.56 - 579.82.57
29, quai Saint-Michel, 75005 Paris Tél. : 033.88.02

LE TARTRE FAIT PERDRE AUTANT DE CHALEUR QUE LE FROID.

30 à 40% du combustible utilisé pour le chauffage ne sert qu'à chauffer le tartre installé dans les canalisations. A peu près la même perte que si vous chauffiez une maison fenêtres ouvertes. Ce n'est pas tout.

Le tartre vous fait dépenser 70% de détergent de plus que nécessaire, vous coupe l'eau un jour ou l'autre, dénature ce que vous mangez et fait qu'aujourd'hui plus aucune femme n'ose se laver le visage à l'eau. Il faut à peine 2 ans et demi pour amortir un adoucisseur d'eau Culligan.

Depuis 40 ans Culligan traite l'eau avec sérieux.

40^{ème} ANNIVERSAIRE Offre spéciale jusqu'au 31/12/1976

Pour toute demande de renseignements, envoyez ce bon à Culligan France à l'adresse ci-dessous.

Les Culligan-Bois-Bon.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____

LM 765

Culligan

YASHICA, ZEISS et PORSCHE vous invitent à découvrir le

CONTAX RTS

dans le numéro 40 de "Zoom" et le numéro 109 de "Photo".

LE NOUVEL ECONOMISTE

cette semaine sécurité sociale: enfin l'avis des français

CHAQUE VENDREDI

Enjeux politiques des luttes urbaines

Contre-pouvoirs dans la ville

Avant les élections municipales, un dossier « unique » d'autrement sur l'action des comités de quartier. Témoignent : habitants, militants, élus locaux, urbanistes, hommes politiques.

216 p. 30 F

Vente en librairie (diffusion Stock) ou au 120 bd St-Germain 75260 Paris cedex 06

(Publicité)

LE DROIT DE VIVRE
40, rue de Paradis - 75010 PARIS.
Directeur : FIERRE-BLOCH.

Le numéro d'OCTOBRE, vient de paraître

Au sommaire :

- La renaissance du nazisme prend une dimension mondiale.
- L'Ink parce que ses Kaudes dans des « réserves ».
- L'affranchissement des Noirs d'Afrique australe ? Une réalité encore incertaine.

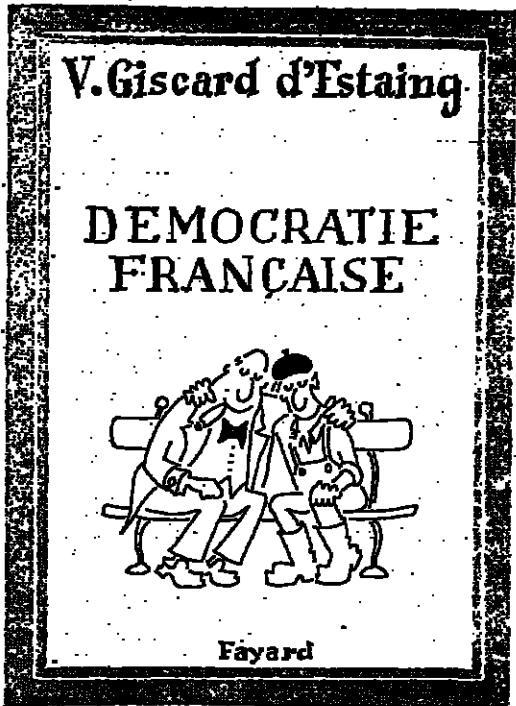
et les chroniques habituelles sur les arts et les livres.

En vente dans les librairies, parcs, aéroports de la région parisienne, le numéro : 3 F.

POLITIQUE

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Gouverner, est-ce aussi écrire ?



(Dessin de KONE.)

M. Giscard d'Estaing : toute idée de manœuvre est absente de mon livre

Dans une interview réalisée le 7 octobre dans l'avenue Téhéran-Paris et diffusée dimanche soir 10 octobre sur Antenne 2, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré que son livre soit présenté par ses adversaires comme « une sorte de programme commun de la droite », impossible, dit-il, « car mes thèmes fondamentaux sont au contraire des thèmes d'évolution et de progrès qui vont très au-delà des conceptions traditionnelles. Ce qui est certain, c'est que l'opposition, certains membres de l'opposition critiqueront ce texte, et c'est naturel. Ceux qui ont cherché à faire avancer les conceptions de la société ont soutenu des thèses : mais ce que je souhaite, c'est que ces discussions ne butent pas, dès le départ, sur des préjugés, c'est-à-dire qu'on ne raisonne pas à partir des classifications politiques traditionnelles, où il est question de savoir s'il y a telle ou telle idée de manœuvre. Elles sont complètement absentes du livre. »

un pays qui doit être en avance sur les autres. En avance sur le plan des idées, en avance sur le plan de son organisation, de sa façon de vivre, et, en m'efforçant de décrire — ce qui n'a jamais été fait — ma connaissance par un chef d'Etat en exercice — ce que peut être l'ambition pour la France, le souhait de susciter parmi les Français l'idée que la France pourrait effectivement devenir ce qu'il y a de meilleur. »

Dans l'enregistrement sur cassette adressé aux journalistes, le président de la République dit : « Au poste de responsabilité où les suffrages de mes compatriotes m'ont placés (...), je mesure combien les Français ont besoin pour se rassembler d'un projet de société qui précise les perspectives, ouvre les horizons, éclaire l'action et stimule les élans. Ce projet (...) existe déjà en réalité. Il est présent de manière implicite dans tout ce qui en France ne se reconnaît ni dans le collectivisme étouffant, ni dans les injustices auxquelles un certain libéralisme traditionnel a donné lieu. Partout existent, non formulées, mais bien vivantes, les mêmes conceptions, qui forment le lot commun de tous, finalement, une ambition, c'est une ambition, j'ai toujours dit que, à mes yeux, la France devait être ce qu'il y a de meilleur. C'est donc

(Suite de la première page.)

Ainsi le tempérament, l'expérience, l'honneur, percent-ils à travers les pages. Ou plutôt les hommes, car ce livre a trois auteurs. Non certes que son signataire ne l'ait d'un bout à l'autre rédigé lui-même la plume à la main et tiré tout entier de son propre fond, comme il l'a beaucoup à le faire savoir. Mais parce qu'il y a trois hommes en lui : un agréable causeur quelque peu — oh ! très peu — contestataire, un essayiste politique porté sur les développements économiques plutôt austères et le président de la République.

Qu'il le veuille ou non — et il s'en défend — le président et même, curieusement, le candidat qui s'est encore tout ému d'avoir été élu sont constamment présents pour le lecteur. Pas de jeu plus vain que de se demander quel aurait été le sort de l'ouvrage si son auteur n'était qu'un citoyen parmi les autres : à chaque ligne, dans près de la moitié du livre (exception faite des quarante dernières pages environ), c'est le président qui s'exprime et se surprend souvent à annoncer, à promettre : « Nous ferons telle chose... ». Notre pays considère, nous avons pris la décision de... Parfois le bilan, les engagements (c'est le cas par exemple de la page 59 à la page 69), ressortissent carrément de l'affiche électorale ; et fréquentes sont les facilités oratoires de meeting : « Autour de nous, l'Europe s'organise. La France y apporte sa contribution positive... »

Mais ce président contesté, s'il se garde de vraiment polémiquer, emprunte volontiers un ton démolisseur, contestataire pour démolir les thèses de ses adversaires et s'en prend cent fois à sa bête noire, « le collectivisme ». La vigueur des déclarations du marxisme « mystificateur », vite expédié, de l'autogestion déclarée non seulement inapplicable et malfaisante, mais plus encore stupide, des nationalisations, dans lesquelles, plus — aller qui a signifié nécessairement le choix d'un système économique profondément différent — eh, oui ! — contraste avec la paisible confiance, la raisonnable modération, l'authenticité épanouissement si ardemment prônés.

Entre le chef d'Etat et le combattant politique, l'homme de bonne compagnie, documenté, disert, réfléchi, conduit une conversation souvent intéressante, parfois instructive, toujours aimable. Il ne oppose : « le spontané et le conscient » — la formule revient au moins trois fois sous sa plume. Il l'analyse avec autorité la science, la liberté, la violence. Il parle de ses adversaires avec une ironie supérieure bien plus qu'avec irritation, et de leurs partisans avec une bienveillante tristesse. Il répond avec horreur à l'insinuation de complot politique à une sorte de guerre civile, « la dramatisation » et « le durcissement des attitudes », et l'on comprend mieux ainsi ce qu'il a séparé de son ancien premier ministre. On le sent soucieux d'éviter de tomber dans les travers technocratiques, et il s'excuse poliment quand sa démonstration risque de devenir un peu ardue.

Pour lui, qui leur dédie son livre, Marianne est vraiment une chic fille, gentille et généreuse, Giscard, un petit garçon « sympa », impertinent et malicieux. Il ne se tiennent pas aussi mal que sur le célèbre tableau de Delacroix la Liberté guidant le peuple, qui orne la couverture du livre d'histoire de tant d'écoules, et pourtant on en vient à se demander si cette pauvre Marianne ne s'appellerait pas plutôt Cendrillon et si Giscard, avec ses cheveux longs, sa guitare à l'épaule, son espiglerie barbaquière et son peu de goût pour le travail ne serait pas de nos jours au mieux en chômage, et au pire en prison pour injures à agents.

Une France rêvée

La construction est classique : quatre parties, quatre chapitres, une courte préface, une brève conclusion. La démonstration est méthodique : d'abord « le diagnostic », la photographie de « la France telle qu'elle est », portrait un peu retouché et flouté. Puis la réfutation patiente des « idéologies traditionnelles », le marxisme, qui est exécuté, et le « libéralisme classique », qui l'est malmené.

La seconde partie, c'est l'exposé des principes qui doivent guider l'action. Pour rendre la société française plus juste et plus unie, il faut éliminer la misère, détruire les privilèges, lutter contre les dis-

criminations. Qui n'en conviendrait ? Mais les moyens et les mesures propres à atteindre ces objectifs louables sont oubliés. Par l'épanouissement individuel, par une meilleure organisation de la communauté, on parviendra à édifier dans l'harmonie et la paix cette « société de communication et de participation » dont la pierre angulaire doit être le respect des libertés grâce au pluralisme, objet de la troisième partie, la plus battue. Et on en vient tout naturellement dans la quatrième partie à l'avenir à court et moyen terme, à la future « organisation des pouvoirs dans la démocratie française », une démocratie « ordonnée, forte et paisible », une « démocratie d'engagement ». L'ambition, formulée en conclusion est de dessiner en France « le futur modèle européen de société », de trouver « une autre dimension accordée à notre temps ».

Tout cela est sympathique bien que plutôt vague, la bonne volonté et la sincérité sont indiscutables, même si l'espoir à la part beaucoup plus belle que la réalité. Une France rêvée, aujourd'hui et pour demain, se substitue à la France vécue. Et quand on entre dans le détail des descriptions, des démonstrations et du « projet », on en vient parfois à se demander, tant l'illusion est forte, s'il s'agit bien du même pays.

Peut-on, par exemple, lire sans sourcilier : « Situation... exceptionnelle dans notre histoire, les Français ont le sentiment de disposer, dans ce ensemble, d'un système politique adapté à la conduite d'un Etat moderne » ? Est-il sûr que pour nous désormais « la liberté individuelle cesse d'être un droit abstrait pour se matérialiser dans la vie quotidienne » ? Peut-on croire réellement qu'en 1976, en France, nous sommes en voie de « réaliser la synthèse entre le développement des libertés individuelles et celui de l'homme et l'organisation rationnelle des fonctions collectives » ? Est-il encore temps de promettre « l'accès à un habitat individuel qui ressemble le moins possible à un alvéole dans une ruche de ciment et le plus possible à une maison » ?

Il est certain que de croire que « le rôle de la société n'est pas d'engendrer l'individu pour l'homme son esprit, mais au contraire de le libérer pour faciliter son épanouissement » ; et honorable de réclamer que soit « développé l'accès de tous au patrimoine culturel commun et l'usage individuel de tous les instruments de culture ». Mais quelle relation concrète y a-t-il entre tous ces grands mots sonores, ces promesses, ces espérances, et la réalité quotidiennement subie, les contraintes à chacun imposées, les déceptions chaque jour ressenties ? La sincérité, parfois, atteint l'angélisme. Ah ! si l'Etat était donc attendu hier « le vierge, le vivace et le bel aujourd'hui » ! Qu'importe : demain encore les oiseaux chanteront.

La chef de cette généreuse confiance en l'homme, de cet optimisme simplificateur que d'aucuns jugeront sans doute simpliste, peut-être faut-il le chercher dans une de ses pétitions de principe au ton quasi rousseauiste qui surgissent à diverses reprises au détour de l'analyse. Celle-ci, par exemple : « Le goût d'assumer ses responsabilités et la capacité de les exercer ne sont pas des données de naissance. Il se développent par l'éducation ou l'apprentissage, ou s'atrophient par

le non-usage et le laisser-aller. » En d'autres termes, on ne naît pas patron, mais on devient un chef. A chacun de saisir sa chance. Ceux qui échouent n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, à leur paresse, à leur mollesse. Hélas ! si c'était aussi simple, si c'était vrai.

Contradictions et informations

Pris entre la réflexion gratuite et les vicissitudes de l'action, à la fois responsable et contestataire, l'auteur d'un tel ouvrage ne pouvait éviter les lacunes et les contradictions. Et elles sont nombreuses en effet.

Les institutions si largement appréciées par les Français, ainsi qu'on vient de le voir en page 38, ne sont plus acceptées que « du bout des lèvres » en page 153. La liberté individuelle virtuellement acquise ici est encore bien loin d'être assurée si l'on en juge par la vigueur des avertissements adressés à aux chefs d'entreprise, aux organisations de masse, aux fonctionnaires et même aux journalistes qui se rendent coupables de « violence sociale ». Quant aux laïques, l'une des plus éloquentes sans doute a trait à l'énumération des privilèges qu'il convient de faire disparaître pour assurer la justice. Ils sont principalement au nombre de trois : les situations de monopole, la captation de profits indus notamment par la spéculation, l'évasion en particulier fiscale. Pas un mot sur l'héritage et non seulement sur le maintien du patrimoine matériel acquis par les générations précédentes, mais surtout du capital social et intellectuel reçu à la naissance et qui, plus encore que l'argent, scelle bien souvent un destin.

Ne chicanons pas : devant un tel plaidoyer, le réquisitoire trouve forcément sa place et aisément sa substance. Pour l'information du lecteur, le livre apporte quelques éléments. On y trouve, fort clairement énoncés, les principes d'une politique de l'habitat essentiellement contraires à ceux qui sont mis en œuvre depuis un quart de siècle : la préférence devra désormais être donnée « à l'accession à la propriété sur la location, au logement individuel sur l'immeuble collectif, à la réhabilitation de l'habitat ancien sur la construction neuve, à la petite ville sur la mégapole », et on indiquera « un coup d'arrêt décisif au gigantisme ».

Sur la peine de mort, « ouvrir à l'heure actuelle le débat... serait susciter les hideux conflits entre... l'horreur du crime et celle du châtiment ». Force est donc de se contenter d'accentuer « l'effort de prévention et de sécurité » jusqu'à ce que l'opinion, « dégoûtée de sa crânerie », puisse être saine. Quel encore ? La réforme de l'entreprise sera entamée et non plus seulement envisagée, la réforme administrative activement poussée, l'Ecole nationale d'administration sera transformée pour ouvrir « d'autres horizons de présentation et d'accès », le Conseil d'Etat « doit recevoir les pouvoirs nécessaires pour assurer, quoi qu'il arrive, l'exécution de ses arrêtés », ce qui n'a, en effet, que trop tardé. Les collectivités locales et régionales seront revigorées par « un puissant mouvement de décentralisation ». Enfin, une « réflexion de portée publique » va être entreprise pour chercher « les moyens de préserver l'indépendance et la pluralité des organes de presse ».

Mais l'information la plus importante et la plus lourde de conséquences n'est pas de cet ordre-là et elle n'est même pas écrite dans le livre. Elle réside dans le fait qu'entre le « projet » présidentiel et le programme commun de l'union de la gauche — bien qu'on ne puisse l'identifier à ce qu'il appelle, lui, « le collectivisme » — aucune conciliation, aucun compromis même transitoire, aucun accommodement ne sont de toute évidence possibles. Toute ambiguïté est dissipée à ce sujet. Ceux qui continuent d'imaginer une vague et molle conciliation entre le président de la République et la gauche au lendemain d'élections que le premier n'aurait pas tout à fait perdues, mais que la seconde aurait tout de même gagnées, que ceux-là abandonnent toute espérance et toute illusion : les sociétés que dessinent et promettent M. Giscard d'Estaing et M. Mitterrand pour demain sont inconciliables, leurs philosophies sont irréconciliables, leurs visions de l'avenir sont rigoureusement opposées et les voies qu'ils tracent parfaitement divergentes. Et c'est là sans doute l'élément essentiel qu'apporte dans le débat politique actuel la méditation du président de la République sur la Démocratie française.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

(*) Démocratie française, par V. Giscard d'Estaing, Fayard, 175 p., 15 F.

(*) Le Monde a publié dans son précédent numéro (daté 10-11 octobre) d'importants extraits du livre de M. Giscard d'Estaing.

A Nancy

L'ÉDITEUR DU « GISCARTE » EST ASSIGNÉ EN RÉFÈRE

(De notre correspondant.)

Nancy. — A la demande du président de la République, l'éditeur d'un jeu de cartes humoristique, le « Giscarte », un libraire de Nancy, M. Marc Ways, a été assigné en référé le président du tribunal de grande instance de Nancy sera donc appelé à statuer mercredi prochain sur cette assignation, qui a été déposée samedi 9 octobre.

Les avocats du président de la République ont réclamé au tribunal l'interdiction d'éditer, d'imprimer et de mettre en vente le « Giscarte », ainsi que la saisie des clichés qui en permettent la reproduction. M. Valéry Giscard d'Estaing n'invoque pas le droit d'offense au chef de l'Etat, mais il entend, en introduisant cette instance civile, s'opposer à l'exploitation commerciale de son image et éviter que son effigie soit utilisée dans un but lucratif.

Informé de cette action en justice, M. Marc Ways a indiqué qu'il était surpris de l'opposition de M. Giscard d'Estaing à la diffusion de son jeu de cartes. « Je n'en reviens pas, a-t-il dit. Même en 1968, à l'époque du général de Gaulle, un jeu de cartes illustré par le dessinateur M. Giscard d'Estaing a été édité, caricaturant les membres du gouvernement et représentant le général dans le rôle des rois. Pour M. Ways, il ne s'agit pas d'une « exploitation de l'image du chef de l'Etat », mais d'une « création artistique ». « Mon jeu n'utilise pas de photos, mais résulte des interprétations caricaturales », a-t-il souligné.

M. DOMINATI : l'événement le plus important depuis 1968.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants : « C'est un événement, le plus important depuis 1968, qui fut un élément dramatique d'une réflexion collective. Aujourd'hui, cette réflexion d'un homme d'Etat parmi les plus jeunes et les plus modernes du monde, est pour la France et les Français une grande chance. (...) Laissons les pessimistes, les esprits chagrins et destructeurs à leur morosité et à leur ironie pour susciter l'enthousiasme de nos compatriotes. »

M. LECANUET : des termes qui sont les nôtres.

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, président du Centre des démocrates sociaux, a estimé, dimanche 10 octobre, à Rouen, que la sortie de Démocratie française était « l'événement politique de la semaine ». Il a ajouté : « Le débat que le livre va ouvrir doit être nourri d'une remise en question par toutes les formations politiques de leurs orientations. L'une des idées-forces de ce livre, c'est que les Français n'aiment pas la coupe du pays en deux camps et l'opposition entre les idéologies traditionnelles et les idéologies nouvelles. L'idée marxiste qui a donné les résultats que l'on connaît, et l'idée capitaliste triomphante au début du vingtième siècle, s'effondrent. Les Français aspirent à une autre foi : ce livre pose le problème de l'avenir du pays dans des termes qui sont les nôtres. »

M. Roger-Gérard Schwartz, secrétaire général du Mouvement des radicaux de gauche, relève dans une déclaration publiée, dimanche 10 octobre, « un formidable écart entre les mots et les choses ». Il souligne : « M. Giscard d'Estaing (...) verse presque dans le dédoublement de la personnalité : d'un côté le président Giscard qui gouverne activement une société d'iniquités et de privilèges, de l'autre, le philosophe d'Estaing épris de liberté et de justice, qui déserte docilement sur une démocratie de rêve. »

M. MARCHAIS : un plaidoyer crispé pour une société dépassée.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., a déclaré dimanche 10 octobre, à Saint-Etienne, à propos du livre de M. Giscard d'Estaing : « Quel trouvera le lecteur ? Tout simplement un exposé tendant à dépeindre un monde qui n'est pas le nôtre, à refuser les idées, les solutions pour l'avenir de la France que les communistes proposent au pays avec leur XXIV congrès ! (...) On comprend tout de suite qu'il s'agit là d'une mission impossible pour M. Giscard d'Estaing ! En premier lieu, parce que, comme tous les hommes de sa classe, il affiche un mépris souverain pour la réalité sociale française. (...) La seconde caractéristique de son livre, c'est qu'il est une nouvelle fois les promesses abandonnées, son incapacité à les faire aboutir éclate au fil des pages. (...) En vérité le livre de M. Giscard d'Estaing est un ouvrage montrant remarquablement à quel point de crise est parvenue la pensée des tenants du système. C'est un plaidoyer crispé pour une société dépassée : la société actuelle où dominent les féodaux de l'argent. »

M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, lundi 11 octobre, au micro d'Europe 1 : « C'est un livre déraciné, le président n'a pas choisi de s'inscrire dans une des grandes traditions de la vie politique française pour en faire une force et pour convaincre les autres. C'est un discours qui n'est pas typé politiquement et où tout le monde peut prendre ce qui le tente. Il reprend souvent des thèmes que la gauche a avancés, c'est vrai... Mais quand on gouverne, ce n'est pas par l'écrit et le discours que l'on s'adresse aux gens, mais par des actes. »

M. Michel Moussé, membre du secrétariat national du P.S.U., a qualifié, dimanche 10 octobre, le livre de M. Giscard d'Estaing de « série de vœux pieux sans support, sans analyse, sans stratégie, un devoir laborieux auquel M. Barre lui-même n'aurait pas accordé la moindre attention. »

ACTUELLEMENT

FANTASTIQUE
EXPOSITION-VENTE

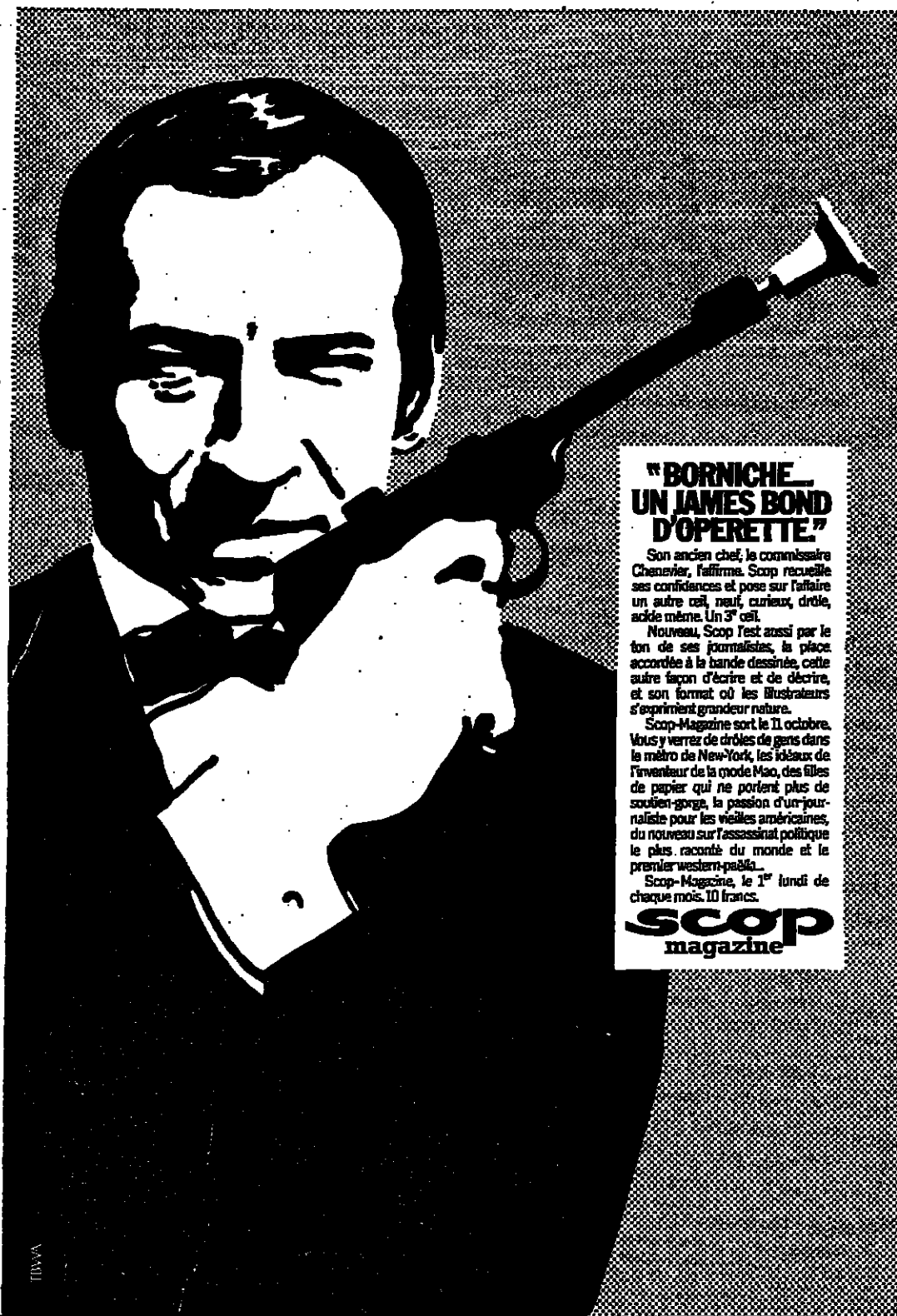
A L'HOTEL GEORGE V
(Salons Vendôme) 31, avenue George V (Champs-Élysées)

organisée par les
FOURRURES DU NORD

TOUTE LA MODE
FOURRURE 76-77

PRESENTATION de COLLECTION
SHOW CHOREOGRAPHIQUE à 15h

Exposition ouverte chaque jour de 10h à 20h



"BORNICHE... UN JAMES BOND D'OPÉRETTE"

Son ancien chef, le commissaire Chénier, l'informe. Scop recueille ses confidences et pose sur l'affaire un autre œil, neuf, curieux, droit, acide même. Un 3^e œil.

Nouveau, Scop l'est aussi par le ton de ses journalistes, la place accordée à la bande dessinée, cette autre façon d'écrire et de lire, et son format où les illustrations d'opérette grandissent.

Scop-Magazine sort le 11 octobre. Vous y verrez de drôles de gens dans le miroir de New-York, les folles de l'avenue de la mode, des filles de papier qui ne portent plus de soutien-gorge, la passion d'un journaliste pour les vieilles américaines, du nouveau sur l'essentiel politique le plus récent du monde et le premier western-pédia.

Scop-Magazine, le 1^{er} lundi de chaque mois, 10 francs.

scop
magazine

LE NEWS-MAGAZINE QUI A UN 3^e ŒIL

LA PUBLICITÉ EST VRAIE.

La publicité est vraie dans la plupart des cas.

Mais il y a parfois des exceptions à la règle : les quelques publicités mensongères et déloyales de certains irresponsables.

C'est pourquoi le BVP existe.

Dans l'intérêt du public et des fabricants eux-mêmes, le BVP pourchasse les publicités mal intentionnées.

Vous pouvez nous aider.

Si vous croyez avoir été induit en erreur par une publicité,

écrivez au Bureau de Vérification de la Publicité, (BVP),

27/29, rue St-Amand, 75015 Paris.

BVP

Pour une publicité loyale, véridique et saine.



Campagne réalisée par l'Agence DDB, avec le concours du studio DDB, typographe SCL, illustration Barthe et la participation des supports.

POLITIQUE

POINT DE VUE

Quelle confiance ?

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG (*)

On parle beaucoup de confiance. Surtout en cette période où l'Assemblée se prononce pour la première fois sur le gouvernement Barre. Mais la vraie question serait plutôt celle-ci : où en est le pouvoir plus de deux ans après l'entrée de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée ? Quelle est encore sa force, sa capacité d'action et de conviction ?

Car le pouvoir ne constitue pas une somme fixe, distribuée une fois pour toutes de manière immuable. Le sociologue Talcott Parsons l'a bien vu : le système politique ressemble au système politique, et le pouvoir est analogue à la monnaie. Comme elle, c'est un élément flottant et mobile, qui connaît sans cesse des échanges, des déplacements. Et, comme la somme de monnaie, la somme de pouvoir en circulation peut augmenter ou diminuer, en subissant des fluctuations du type inflation-déflation.

Les banquiers peuvent utiliser une partie des encaisses en dépôt pour consentir des prêts et donc accroître la masse monétaire. De même, les dirigeants élus bénéficient de « dépôts de pouvoir », confiés par les électeurs. Ce qui permet d'augmenter la quantité de pouvoir grâce

à la création de « crédit politique ». Fort de la confiance qui vient de lui être manifestée, un dirigeant nouvellement investi peut agir plus et exiger davantage de la population. Il peut produire du pouvoir supplémentaire et exercer une autorité accrue, semblable à la nouvelle richesse créée par le banquier. Dans les deux cas, la clé c'est le « crédit » ou la « confiance ».

Cette confiance se dégrade et la capacité d'action du pouvoir diminue. Car rien n'est acquis. Le soutien politique place les leaders élus dans une position analogue à celle du banquier. Les « dépôts » de pouvoir faits par les électeurs sont révocables, sinon à volonté, du moins à l'élection suivante. (1)

S'il n'y a pas d'accroissement du niveau de succès collectif, s'il n'y a pas satisfaction des attentes, les bases mêmes de la « confiance » et du « consensus » sont atteintes. Le crédit politique s'éffrite ou s'effondre. Et le pouvoir entre dans une spirale déflationniste.

Le discrédit

En mai 1974, M. Giscard d'Estaing disposait d'un fort « crédit de pouvoir ». Aujourd'hui, en revanche, l'équipe dirigeante subit une « déflation du système de pouvoir ». Elle voit la confiance fléchir. Elle voit son crédit diminuer. L'accusé du plan Barre illustre, précisément, ce « discrédit » d'un pouvoir qui paraît désormais peu efficace et peu équilibré.

En 1974, M. Giscard d'Estaing s'est fait élire surtout sur son image d'expert économique. En répétant volontiers : « L'économie sera conduite ». Aujourd'hui, pour la neuvième fois depuis 1963, il présente ou patronne un plan de lutte contre l'inflation. Et ce plan de 1976 succède au plan de relance de 1975, qui lui-même succédait au plan de refroidissement de 1974. Le « stop and go » — ou la politique de l'accroissement — continue. Un an de freinage et, bientôt peut-être, un an de réaccélération à la veille des élections législatives.

D'où la déception. Face à ces programmes successifs et contradictoires, qui se suivent à une vitesse accrue ; face à ce dernier plan, qui risque d'accentuer le sous-emploi sans enrayer réellement l'inflation ; face à ce premier ministre qui disperse plus qu'il n'agit immédiatement sur les causes réelles de celle-ci : inégalités excessives, rigidités structurelles, rentes de situation, ententes et pratiques des oligopoles, etc.

Désormais, l'opinion se défie des discours démentis par les résultats. Les demi-vérités, les prévisions erronées, les déclarations d'intentions non suivies d'effets, tout cela développe une crise de confiance, un « credibility gap », comme celui dont pâissait l'administration Johnson à la fin de son mandat.

En outre, l'équité ne caractérise pas le plan Barre. Une fois encore, l'effort national est mal réparti. Une fois encore, par la majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, on frappe surtout les salariés, dont les revenus sont les seuls exactement connus. Une fois encore, on prêche l'austérité à ceux-ci en détournant pudiquement son regard des grandes fortunes qu'on ne veut ni connaître ni imposer.

Lanterne rouge de l'imposition des grandes fortunes, médaille d'or de l'inégalité des revenus (selon l'O.C.D.E. elle-même), la V^e République s'effrite de ne pas rencontrer davantage de consensus social. Comment s'en étonner ? La confiance ne se décrète pas. Elle se mérite. Et comment l'aurait-elle à ce pouvoir qui devient le gardien si visible de certains groupes et de leurs privilèges ?

A certains égards, l'inflation était une commodité pour un pouvoir peu désireux d'arbitrer clairement entre les groupes sociaux et de modifier la répartition des revenus. Alors, la distribution de surplus largement nominaux offrait un exutoire illusoire à la contestation sociale.

Avec le plan de lutte contre l'inflation, ce rideau de fumée se dissipe. Désormais, on comprime la demande interne, on accuse des millions de salariés de « vivre au-dessus de leurs moyens », tout en visant à la rémunération accrue de toutes les formes de capital investi. Désormais, on tranche plus nettement en faveur de certaines forces économiques et sociales. Désormais, on arbitre à droite. Sans grande équivoque.

Ce plan supprimera bien des illusions. C'est dire qu'il apportera sans doute bien des électeurs à la gauche. D'autant que, à l'inverse de la majorité, celle-ci bénéficie d'une « crédibilité » accrue et reconstruite à son profit tout un capital de confiance. En donnant l'image de la

ban-Deimas portant les couleurs du gaullisme. Aujourd'hui, par un curieux retournement de l'histoire, M. Chirac reprend le flambeau et parle d'« aller » la défense des valeurs essentielles du gaullisme aux aspirations d'un véritable travailleur à la française ».

De nouveau, on retrouve cet électionnisme qui caractérisait naguère l'U.D.R., quand elle était encore un « catch-all party », captant des électeurs divers et même contradictoires. En proposant des thèmes assez ambigus (stabilité des institutions, participation, etc.) pour que chacun puisse retrouver ses deux lares dans le panthéon gaulliste.

Privé sur sa gauche d'environ 50 % des suffrages, concurrencé sur sa droite par une relève plus active et peut-être plus attractive pour toute une partie de sa clientèle, M. Giscard d'Estaing se retrouve en équilibre fragile et incertain sur une base électorale qui semble se rétracter de plus en plus. A mesure que son crédit diminue, des pans entiers commencent à se détacher du bloc du pouvoir. Pour pencher soit vers la gauche, soit vers l'autre droite, celle d'Egiletons.

Sur cet électoral peu de chagrin, la petite musique élyséenne risque d'avoir peu d'effet rebornatif. Même si elle affecte les grâces mignardes d'une charte « libérale avancée ». Ce manuel cristallin risque de ralentir étrangement dans un climat pesant et presque funèbre. Où s'aggrave la crise économique. Où s'entremêlent les complots et les intrigues des courtisans. Où s'entrechoient les rivalités et les jeux du palais.

Shakespeare comparait le pouvoir à un bloc de glace. En 1974, le pouvoir du président était compact et solide. Puis vinrent les mécomptes, les insuccès, les sondages. Aujourd'hui, c'est la déflation de cette masse de confiance. Aujourd'hui, c'est la fonte de ce bloc de pouvoir. Qu'en restera-t-il en 1978 ?

(1) Talcott Parsons, « On the Concept of Political Power », *Sociological Theory and Modern Society*, New-York, 1967, chap. X.



Le Centre pour le Développement de l'Information sur la Formation Permanente

Annuaire des stages conventionnés par l'Etat et ouvrant droit à rémunération

- Tome 1 - Disponible
- 650 stages conventionnés par l'Etat et ouvrant droit à rémunération
- 1.000 écoles
- Tome 2 - Fin octobre
- 3.000 stages agréés par les 32 C.F.E.
- Prix des deux tomes : 250 F T.T.C.
- En souscription jusqu'au 20 octobre : 200 F T.T.C.

Annuaire des organismes de formation publics ou privés

- 3.200 organismes de formation publics ou privés
- Livré en novembre
- Cet ouvrage est libre de toute publicité.
- Prix : 350 F T.T.C.
- En souscription jusqu'au 20 octobre : 300 F T.T.C.

Recueil des fiches pratiques sur la formation professionnelle continue

- Les réponses à 150 questions relatives à la formation.
- Disponible.
- Prix : 84 F port 7 F T.T.C.

Commandes à adresser au CENTRE INFO - TOUR EUROPE CEDEX 07 - 75250 PARIS LA DEFENSE

Depuis 32 ans, le journal spécialisé

« Les Annonces » est toujours le n° 1 pour l'achat et la vente de fonds de commerce

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

« J'ai lu et relu votre livre... Une analyse brillante... Il est bon que de temps à autre un livre comme le vôtre remette en question les idées reçues et ouvre des voies nouvelles à la réflexion. » RAYMOND BARRE

LE MONDE ROMPU

PIERRE MAYER

1000-150

150

POLITIQUE

M. Chirac convie l'U.D.R. à une « véritable révolution culturelle »

Périgueux. — L'U.D.R. voudrait aborder l'année 1977 élargie, rajeunie, transformée, et se retrouver dans trois mois sous un sigle différent, armée de propositions précises et montées sur de nouveaux chevaux de bataille.

L'entreprise lancée par M. Jacques Chirac dans son discours d'Égletes, le 3 octobre, se développe peu à peu, et elle connaît son point d'orgue le 5 décembre, à l'issue des assises extraordinaires du mouvement gaulliste qui se tiendront au Parc des expositions de la porte de Versailles. Le nouveau « rassemblement », dont l'ancien premier ministre est l'initiateur, devrait donc être « opérationnel » quant à ses structures et quant à sa doctrine avant les élections municipales de mars 1977, bien qu'il n'ait pas pour objet direct d'intervenir dans celles-ci, et se prépare dès maintenant pour la bataille jugée décisive des élections législatives de 1978.

Franchissant dimanche 10 octobre, à Périgueux, une nouvelle étape, M. Jacques Chirac a proclamé, sous les applaudissements de quelque trois mille personnes dans le vaste gymnase du Toulon : « Nous devons assumer une véritable révolution culturelle dans notre mouvement ».

M. Chirac semble recevoir un accueil favorable de la part des militants et des sympathisants gaullistes. Ainsi samedi, à Chinon, ce

sont les militants eux-mêmes qui ont insisté pour que la motion de la fédération U.D.R. d'Indre-et-Loire souligne davantage le soutien apporté au secrétaire général d'honneur.

M. Chirac a d'ailleurs insisté à Périgueux sur le rôle des jeunes dans le mouvement, et il a semblé se défaire des cadres et des cadres pour mieux flatter « les militants qui, eux, n'ont jamais démérité ». Mais il a aussi renouvelé ses appels à « tous les autres », se gardant bien d'exclure quiconque du rassemblement projeté, sauf à s'en prendre aux dirigeants de la coalition socialo-communiste. Dans la salle, des républicains indépendants, des jeunes gaullistes de Génération sociale et libérale, des radicaux, des « jobistes » se disaient intéressés par les propos de M. Chirac.

Plus insistamment qu'il y a une semaine, l'ancien premier ministre s'est référé au gaullisme originel, notamment pour s'affirmer « ni de droite ni de gauche » et pour assurer que l'appel à l'effort qu'il lance maintenant est de même nature que ceux de 1940, de 1944 et de 1958, lorsque « le gaullisme a porté les espoirs de la France ». M. Chirac relève ainsi, de sa seule initiative, le flambeau d'un gaullisme vascillant, contesté et jugé obsolète par ses adversaires autant que par ses alliés. Les thèmes de l'ou-

verture, du travailisme, de la participation, ont tous été repris sous les applaudissements par M. Guéna, député de Périgueux, secrétaire général de l'U.D.R., et par les responsables — jeunes pour la plupart — de la fédération de la Dordogne.

A la veille d'annoncer et d'aggraver l'effort du gaullisme, M. Chirac avait reçu le soutien sans équivoque de M. Michel Debré. Mais si le thème de l'indépendance nationale, dont le député de la Réunion s'est fait le chantre, rencontre évidemment l'accord du futur député de la Corrèze, sa demande de retrait du projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel risque d'apparaître comme une attitude d'excessive rigueur. M. Chirac et ses amis, sans vouloir faire de cet acte de simple procédure un « casus belli » au sein de la majorité, préfèrent veiller avec scrupule à ce qu'aucun empêchement de la souveraineté nationale ne soit permis au futur Parlement européen. Ce pourrait être là un test des nuances qui séparent le pragmatisme chiracien de la rigidité doctrinale de certains gaullistes anciens.

Pour ne pas interférer avec la publication de l'ouvrage de M. Giscard d'Estaing — qu'il n'avait pas encore reçu — M. Chirac a voulu prononcer un discours assez bref. Mais alors

que le chef de l'État révélait par son œuvre, sa philosophie politique, son ancien premier ministre, par son comportement, soulignait que l'action politique était sa philosophie.

Dimanche matin, accompagnant M. Guéna dans sa circonscription, M. Chirac avait inauguré à Montpont-Ménestrol-Montignac un groupe scolaire, un stade et une salle des fêtes dans une ambiance de voyage officiel. Le drapeau des sapeurs-pompiers, la Marseillaise « cacophonique de la clique municipale », les majorettes intimidées, les notabilités endimanchées et défilantes, les discours sous forme de remerciements et de prières mêlées, les fleurs offertes à Mme Chirac, évoquaient un passé récent ou la visite d'un premier ministre « in partibus ».

L'annonce globale de ses projets, à Egletes, la réforme de l'U.D.R. précisée à Périgueux, l'attention portée aux problèmes concrets chaque jour dans sa campagne électorale corrigée, sont les trois axes de l'action de M. Chirac. Il va les poursuivre en précisant davantage le 16 octobre, à Epervain, devant le Nouveau Contrat social sa conception de la « démocratie du quotidien », dont on verra alors si elle peut être entièrement confondue avec celle de la « Démocratie française » de M. Giscard d'Estaing.

ANDRÉ PASSERON.

M. Jacques Chirac, s'adressant à la fédération U.D.R. de la Dordogne, à Périgueux, a notamment déclaré :

« Il faut refuser de céder à nos penchants naturels, faire l'effort de nous rassembler dans ce qu'il y a de meilleur dans ce que l'on appelle la gauche et dans ce qu'il y a de meilleur dans ce que l'on appelle la droite. Telle est, je crois, la vocation permanente du gaullisme, qui peut exprimer à la fois les constantes françaises et les nécessités du monde. Telle est notre ambition : nous, qui sommes ni de gauche ni de droite et qui voulons être, à la fois, généraux et patriotes ».

« Le moment est venu pour nous de tout remettre en question, et d'abord de nous remettre nous-mêmes et ce que nous croyons en question. Nous devons avoir un regard neuf, un ciel nouveau, une pensée politique constamment renouvelée. Nous devons assumer une véritable révolution culturelle dans notre mouvement, et seuls nos militants peuvent le faire car ils n'ont jamais démérité ».

« C'est pour cela que j'ai demandé à notre secrétaire général de convoquer des assises extraordinaires. Là, les militants, et non pas des dans des états et antagonistes, décideront de l'avenir de notre mouvement. Notre route sera parsemée d'obstacles, nous rencontrerons ceux de nos adversaires et nous aurons à déjouer les pièges de la jalousie et de la malveillance. Nous faisons œuvre utile et nécessaire dans la mesure où il n'y a pas d'alternative pour ceux qui sont attachés à la liberté et pour les jeunes de ce pays ».

« La jeunesse doit être l'objectif principal et le créateur décisif de l'action de l'homme politique responsable. Il faut qu'on prenne conscience qu'elle impose aujourd'hui une exigence neuve. Si la politique n'est pas inspirée par elle, pour elle, elle entraine dans sa trajectoire avec son avenir et sa révolte. Notre grand rassemblement est nécessaire pour conduire l'action immédiate et pour préparer l'avenir. Dans ce rassemblement, nous ceux qui voudront venir à nous seront les bienvenus ».

« Trois fois le gaullisme a porté les espoirs de la France, en 1940, en 1944, en 1958. Aujourd'hui, je vous appelle à l'effort du renouveau et du rassemblement. Une fois de plus, ce sera celui de l'espérance ».

M. Jean-Gérard Faure, secrétaire fédéral de la Dordogne, a lancé à M. Chirac : « Vous avez redonné l'espoir, le désir de lutter et la raison de combattre ».

M. Bernard Bruno, secrétaire général de l'U.D.R. — Jeanes d'Aquitaine, a indiqué que « le grand mouvement populaire gaulliste doit aller l'ordre, la liberté, le progrès social et la grandeur nationale en face des communistes et des fascistes ».

Pour Mme Labatut, membre du bureau exécutif, « la victoire de la majorité dépend de la vigueur de l'U.D.R. à promouvoir le développement de la reconquête, de la dignité et de la liberté ».

M. Yves Guéna, maître de Périgueux, secrétaire général de l'U.D.R., a proclamé : « Notre but est d'apporter la victoire à la majorité. Il ne faut pas avoir peur d'attaquer nos adversaires, qui ne se gênent pas pour nous caricaturer. Le parti communiste français, comme ils disent, est toujours demeuré stérile. Il table

sur les difficultés du pays pour parvenir au pouvoir. Nous devons apporter davantage de sécurité et d'égalité, ce qui se traduit par la participation et par un resserrement de l'économie des revenus des Français ».

« Rappelons l'essentiel sur quoi nous ne transigeons pas : l'indépendance nationale, c'est-à-dire la dignité de la France ; les institutions, c'est-à-dire la dignité et l'autorité de l'État. Plus nous affirmerons ces deux exigences, plus nous viendrons vers nous ».

« Évoquant les élections municipales, M. Guéna a indiqué : « La majorité obéit aux idées

d'union, d'ouverture et d'entente. Nous nous réjouissons de former dans chaque ville importante une seule liste d'union des mouvements de la majorité, derrière un chef de file choisi en considération de ses capacités ; nous avons décidé d'ouvrir ces listes à ceux qui, sans avoir d'engagement politique, souhaitent se mettre au service de leur ville, et même à certains qui, tout en étant loin de nous, représentent l'alliance de mort des socialistes avec le parti communiste. Nous, U.D.R., nous sommes d'accord pour appliquer loyalement les accords conclus dans la majorité pour les « municipales » ».

EN PREMIÈRE
ABSOLUE

HOMÈRE

illustré par les artistes grecs de l'antiquité

Réunies pour la première fois dans cette édition, les peintures des vases grecs dispersés dans les musées et les collections privées d'Europe et d'Amérique.

Ces chefs-d'œuvre datant de la période comprise entre le VI^e et le IV^e siècle avant Jésus-Christ n'avaient jamais été réunis. Nous avons retrouvé ces figures principalement dans : les musées de Naples, de Vienne, de Berlin, du Vatican, de Bonn, de Florence, de Würzburg, de Cracovie et d'Athènes. Au British Museum, au Metropolitan de New York et à la pinacothèque de Munich. Les collections Tyszkiewicz, Van Branteghem de Bruxelles, de la Duchesse de Dalmatie, du Duc Marlborough, de Pourtales-Gorgier. Le résultat : deux volumes inoubliables de 544 pages chacun avec l'éblouissant détail des peintures si harmonieuses des vases grecs anciens. Une fresque antique encore jamais contemplée dans son ensemble.

L'Illiade



L'Illiade dans la merveilleuse traduction de Leconte de Lisle. Vous serez heureux de relire les thèmes principaux de la guerre de Troie : La colère d'Achille, à qui les chefs ont enlevé sa captive Briséis, le dessein de Zeus qui décide d'infliger une défaite aux Grecs. Le combat singulier entre Ménélas et Paris, la mort de Patrocle, ami d'Achille tué par Hector, la vengeance d'Achille qui tue Hector et emmène le cadavre. Les prières du vieux Priam qui réclame le corps de son fils.

L'Illiade est une merveilleuse épopée guerrière, mais en dehors des récits de batailles, elle abonde en scènes et tableaux pittoresques d'une vérité inoubliable : Hélène sur les remparts de Troie, Hélène et Paris, les adieux d'Hector, les supplications de Priam, Zeus berné par Héra.

C'est l'aventure humaine vue et racontée à travers les Dieux antiques en 27 800 vers, illustrée par d'émouvantes reliques d'il y a 25 siècles.

L'Odyssée



Vous referez connaissance avec Ulysse et les personnages qu'il a rencontrés au cours de son périple, jusqu'à son retour au royaume d'Ithaque, déguisé en mendiant : Le Cyclope, Eole, Circé la magicienne, les Cimmériens parlant avec les morts, les sirènes et la divine Calypso. Sa femme, la patiente Pénélope, son fils Télémaque, le porcher Eumée, la foule des fourbes prétendants et le vieux chien fidèle qui seul le reconnaît à son retour.

Cette épopée passionnante toute emplie de douceur et de violence est à la fois un roman d'aventures, une merveilleuse histoire d'amour et une tragédie à l'antique. Son héros, Ulysse, est le symbole des qualités du peuple grec : l'audace alliée à la prudence, l'habileté à la patience.

C'est l'expérience humaine vue et racontée à travers les Dieux antiques dans les 12 110 vers éternels d'Homère, dans la merveilleuse traduction de Leconte de Lisle.

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à adresser à Jean de Banno, 7 faubourg Saint-Honoré, 75382 PARIS CEDEX 08)

1. (réservé aux clients de Jean de Banno)

Je m'engage de ma part, envoyer-moi pour un examen de 10 jours le (les) ouvrage(s) suivant(s) :

(cochez une croix [X] dans la ou les cases(s) choisie(s) :

☐ le volume de l'Illiade (Prix : 75 F + 4,80 F de port)

☐ le volume de l'Odyssée (Prix : 66,85 F + 4,80 F de port)

Si je ne suis pas enthousiasmé par cette édition, je vous retournerai votre envoi, sans rien vous devoir, dans son emballage d'origine, à vos frais.

Si je décide de la conserver, je vous réglerai son prix.

Non _____ Prénom _____

Adresse complète _____

Code Postal _____

Signature _____

GARANTIE ILLIMITÉE. Il vous vaudra mille fois de mieux que les autres éditions. Les livres livrés au porteur sont garantis à vie. Les autres sont garantis 10 ans. Les livres livrés au porteur sont garantis à vie. Les autres sont garantis 10 ans. Les livres livrés au porteur sont garantis à vie. Les autres sont garantis 10 ans.

Édition d'art
In-octavo royal (14x21 cm).

In-octavo royal (14x21 cm).

Papier : papier vergé « chiffon » fabriqué à la forme ronde et filigrané « aux canons ».

Impression : prestigieuse typographie en vénitien old style, corps 11.

Illustrations : pour la première fois sont réunies les peintures des vases grecs dispersés dans les musées et les collections privées d'Europe et d'Amérique, soit près de 195 illustrations.

Passes de garde : en papier laque vergé, couleur vert antique, entrelacs de lauriers et sur ton.

Reliure : réalisée en pleine peau de mouton. La reliure de chaque tome est réalisée dans une seule pièce de peau sans « aucun joint ni couture ».

Dorure : plats et dos décorés somptueusement avec des fers « à chaud » à la feuille d'or 22 carats, d'une frise ex. utée par un maître-graveur.



M. Debré : l'objectif est excellent

M. Michel Debré, samedi 9 octobre, à Chinon, avait évoqué les « quatre grandes affaires pour lesquelles il faut faire triompher les solutions conformes à l'intérêt national : l'économie, l'éducation, la décentralisation, les divisions internes de la société française, les menaces sur l'indépendance nationale ».

M. Debré a dit le 10-11 octobre qu'il avait enfin traité de l'U.D.R. en ces termes :

« L'essentiel, c'est ce qu'il faut faire demain. Le dernier premier ministre qui soit sorti de nos rangs, je vous parle de Jacques Chirac. Je vous parle de Jacques Chirac, la bien senti, il a récemment parlé de la revitalisation de notre mouvement et évoqué, pour obtenir ce résultat, des assises exceptionnelles. L'objectif est excellent et le moyen pour y parvenir est conforme à nos statuts et à la nécessité. Je rajoute que, à la veille d'élections législatives difficiles, il est capital d'augmenter la puissance de notre U.D.R. et de participer ainsi au succès d'une cause que nous partageons avec les formations de la majorité ».

« Nous avons à la fois à nous diriger et à pratiquer l'union. Il y a peut-être des difficultés à concilier ces deux exigences, mais elles ne sont pas contradictoires ».

« Il faut nous diriger, car l'ambiguïté d'une recherche de l'idéologie supranationale déstabilise pour l'indépendance de la France est insupportable à notre esprit ».

« Il faut pratiquer l'union, car, face aux échéances électorales, nous avons le devoir de tout mettre en œuvre pour assurer l'échec des candidats du programme commun ».

« Cette union grâce à laquelle existe une majorité, commencent par la pratiquer à l'intérieur de nous-mêmes. Sans doute une personnalisation est nécessaire quand sonne l'heure d'une grande campagne électorale. Mais il ne faut pas y sacrifier trop tôt et

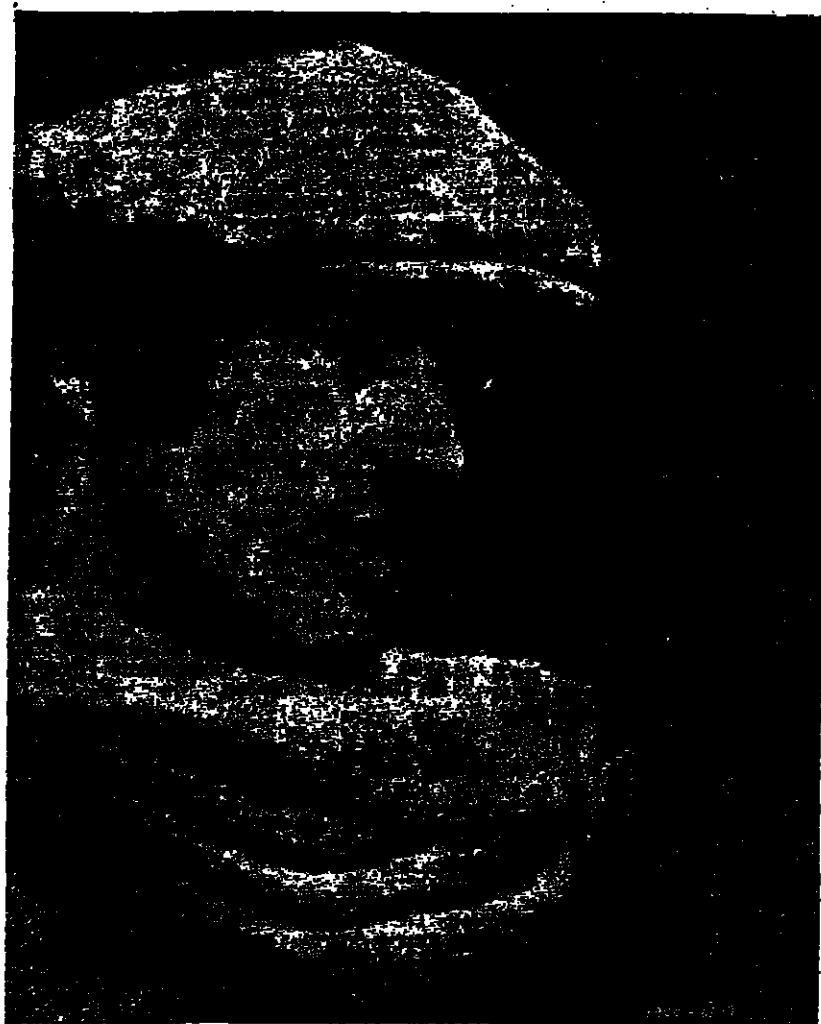
surtout il ne faut pas la préférer à une entente intérieure hors de laquelle tout appel à un rassemblement commence par des évictions, des exclusions, c'est-à-dire un échec. Et, surtout, il ne faut pas oublier que pour mener un bon combat l'objectif doit être mis sur les objectifs qui correspondent au bien de la nation ».

(Lire page 11 les réactions aux déclarations de M. Debré sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel.)

M. Georges Marchais déclare, dans un débat sur l'indépendance nationale, publié par l'hebdomadaire France nouvelle à propos de discours prononcés par M. Jacques Chirac à Egletes : « On a abusivement interprété les propos de M. Chirac comme une manifestation d'opposition à l'égard du chef de l'État. Alors que ces discours confirment notre appréciation : une localisation de redistribution des forces de la droite. (...) Lorsque Jacques Chirac est présenté comme un opposant à Giscard d'Estaing, je dis que, cette analyse n'est pas juste ».

M. Bernard Lhoté, président de l'Union des jeunes pour le progrès (mouvement des jeunes gaullistes), a qualifié, dimanche à Toulon, M. Chirac de « roi d'orgue de l'électoralisme », et a proposé de M. Giscard d'Estaing il a estimé que « sa politique économique et financière conduit inévitablement depuis sept ans la France à une catastrophe ».

M. Antoine Rufenacht, secrétaire d'État auprès du premier ministre, a affirmé, devant les assises U.D.R. de la Seine-Maritime, à Rouen, que le mouvement gaulliste « conserverait sa place naturelle, c'est-à-dire la première, dans les prochains combats électoraux ».



CONNAISSEZ-VOUS BERTOLUCCI ?

Il s'explique dans Politique Hebdo : « C'est une illusion de prendre la caméra pour une mitrailleuse... Le cinéma politique, sous peine de n'être qu'un pur alibi, doit être destiné à un large public... C'est bien avant *Le Conformiste* et *Le dernier tango* qu'est née l'idée de 1900, dont j'ai longuement parlé avec les camarades du P C I, à tous les échelons. »

Francesco Rosi, Elio Petri répondent également à l'enquête de Politique Hebdo sur le cinéma italien d'aujourd'hui.

Le cinéma, c'est aussi un fait politique.

C'est pourquoi Politique Hebdo en parle.

Egalement au sommaire :

- Le fait de la semaine : Démocratie à la française.
- Droite : question de méfiance.
- Pas de vacances suédoises pour Helmut Schmidt, par Didier Motchane.
- Enquête : à quoi sert le gauchisme ?
- Contrôle, indice des prix et fraude fiscale.
- Y-a-t-il un scandale du cancer ?
- La CIA et les sondages d'opinion en France.
- Théâtre : libérons Sartre.
- Télévision. Livres. Expositions.

politique

hebdo

nouvelle formule

En vente dès aujourd'hui.

Je paie 150

150

POLITIQUE

M. Lecanuet : l'opposition devrait s'inspirer de la conduite des communistes italiens et portugais

Le « tour de France » de M. Jean Lecanuet et Jacques Barrot a pris fin dimanche 10 octobre à Rouen. Au cours de ce périple en avion, qui les a conduits dans dix grandes villes de province (le Monde daté 10-11 octobre), le président et le secrétaire général du Centre des démocrates sociaux ont présenté leur parti à la presse régionale et pris contact avec les cadres locaux de la formation.

A l'occasion des conférences de presse successives, M. Lecanuet s'est fait le défenseur du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation. A Montpellier, samedi, il s'est déclaré convaincu que le dispositif mis en place « entraînera un fléchissement des prix de 6 à 7 % avant le milieu de l'année prochaine ». A Bordeaux, il a désigné le premier ministre en ces termes : « C'est un homme de solidité, de compétence, qui a de la culture et du sérieux ».

A Poitiers, le président du C.D.S. a affirmé : « Je me demande pourquoi l'opposition est si virulente contre le plan Barre. Il ne faut pas oublier que le gouvernement a fait des efforts de la France. Les communistes italiens soutiennent plus ou moins le gouvernement démocrate-chrétien, les communistes portugais restent sur leur réserve. Que l'opposition française s'inspire de leur conduite ! Je vais sans doute trop loin en demandant à M. Mitterrand de ne pas exploiter devant le public les difficultés du gouvernement. C'est pourtant le souhait — je ne veux pas dire

L'élection du Parlement européen au suffrage universel

M. LECANUET : nous ne ferons pas de surenchère.

M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, a commenté à plusieurs reprises au cours du week-end les prises de position de M. Michel Debré contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Il a notamment déclaré dimanche 10 octobre à Poitiers : « Les élections au Parlement européen s'imposent. Elles feront passer l'Europe de l'Europe des bureaux à l'Europe des peuples. Où est le mal ? Cette disposition est prévue dans le traité de Rome depuis de nombreuses années. L'espérance que la majorité sera solidaire sur cette orientation. » A Rennes, il a affirmé : « Nous ne ferons pas de surenchère, mais la communauté nationale doit être fidèle à ses engagements et nous souhaitons connaître l'U.D.R. qu'elle peut franchir cette étape. »

M. MARCHAIS : M. Debré n'est pas qualifié.

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a déclaré le 10 octobre à Palmpol (Côtes-du-Nord) : « Les dirigeants de l'U.D.R.

giscardiste ne sont pas qualifiés pour mener le combat en faveur de l'indépendance et de la souveraineté nationale, qui fut celui du général de Gaulle, et dont nous avons soutenu en son temps les aspects positifs.

« Le soi-disant comité annoncé par Michel Debré constitue une manœuvre pour réintégrer les partisans giscardistes de l'évolution de la politique actuelle. Cette manœuvre rejoint celle de M. Chirac.

« Je suis convaincu que ceux qui se consacraient hier dans l'U.D.R. ne se préoccuperont pas de cette manœuvre. Ils répondront à notre appel à l'union afin de mener ensemble le combat pour l'indépendance et la souveraineté nationale. »

M. KANAPA : l'ancien premier ministre est un opportuniste.

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré dimanche 10 octobre :

« Des commentateurs croient pouvoir rapprocher la position de M. Debré sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel et celle des com-

munistes. Ce rapprochement n'a pas le moindre fondement. (...) »

« Depuis des années, et aujourd'hui encore, M. Debré appartient imperméablement à la majorité qui approuve la politique giscardienne d'abaissement national, de retour à l'atlantisme et de complaisance pour les ambitions dominatrices de l'Allemagne occidentale, alors que nous luttons, en toutes circonstances, contre cette politique, pour la défense de l'indépendance et l'exercice de la souveraineté française.

« M. Debré est un opportuniste prêt à tous les abandons, et nous sommes des patriotes conséquents. »

« La Pensée nationale, revue nationaliste, a pris connaissance avec une vive satisfaction du projet de création d'un comité pour l'unité et l'indépendance de la France animé par M. Debré. La revue ajoute qu'elle « ne peut que se réjouir de cette courageuse et nécessaire initiative, et de l'appel lancé aux patriotes qui rejoignent, à la fois, les abandons de souveraineté qui déconfortent de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, et l'apogée des communistes, dont la tactique momentanée ne doit tromper aucun Français. »

Une septième « législative » partielle

DÉMISSION DE M. SERGE MATHIEU

M. Serge Mathieu, député républicain indépendant de la dixième circonscription du Rhône (Villefranche-sur-Saône), a décidé de donner sa démission afin de permettre à M. Gérard Ducas de tenter de reconquérir le siège qu'il détenait avant son entrée au gouvernement. Nommé le 8 juin 1974 secrétaire d'Etat au tourisme, M. Ducas avait occupé cette fonction jusqu'au 12 janvier 1976. M. Mathieu demeurera son suppléant.

A la suite de cette démission, il sera procédé, dans un délai de trois mois, à une élection législative partielle, la septième, compte tenu des cinq démissions annoncées à l'ouverture de la session parlementaire (le Monde du 5 octobre) et de la mort de Jean-Claude Simon, député de la seconde circonscription de la Haute-Loire, dont le suppléant est également décédé.

Seule la date de cette dernière élection a été fixée : le premier tour aura lieu le 7 novembre, la campagne électorale s'ouvrant le 18 octobre.

Ces 6 articles vous montrent comment La Vie Française peut vous aider à mieux gérer vous-même votre patrimoine

Offre spéciale : abonnez-vous à La Vie Française pendant 1 an pour 145 F seulement au lieu de 260 F et recevez un cadeau

TAXATION DES PLUS-VALUES
Beaucoup de bruit pour rien

IMPÔT
Fraudeurs, le fisc vous a à l'œil

LA TERRE
Les prix d'un très bon placement

SICAV
Comment trouver la bonne

IMMOBILIER
L'Espagne, c'est fini

Préserver ou faire croître un patrimoine par des investissements judicieux est une satisfaction fondamentale ainsi qu'une responsabilité importante. Vous êtes mieux placé que quiconque pour gérer votre patrimoine et défendre vos intérêts à une condition : il vous faut être utilement informé.

Pour cela, chaque semaine, La Vie Française suit deux idées directrices :

Idee n° 1 : traiter chaque lundi l'actualité économique de votre point de vue d'épargnant, de contribuable, d'investisseur.

Idee n° 2 : vous aider à faire fructifier votre épargne en vous conseillant la meilleure façon de rentabiliser vos placements et vos investissements.

Dans la Vie Française, pas de grandes dissertations sur l'économie mais une analyse des conséquences qu'auront sur votre vie quotidienne, votre entreprise et votre patrimoine, l'actualité économique et sociale dans le monde. A travers un choix d'événements significatifs qui se rapportent à des secteurs clés de l'économie, les spécialistes de La Vie Française dégagent pour vous des conclusions et des directives qui vous permettront toujours de prendre les bonnes décisions avant qu'il ne soit trop tard.

L'environnement économique qui affecte votre vie personnelle et professionnelle est sujet à des changements rapides. Notre objectif est de vous tenir informé chaque semaine de son évolution et des conséquences prévisibles afin de vous donner les moyens d'agir.

Mais La Vie Française va plus loin dans l'assistance de vos intérêts, elle vous pilote dans le maquis des investissements privés.

La Bourse : comment vous placer et gagner ?

Il vous sera facile de constituer et de gérer un portefeuille boursier en tenant compte des conseils précis donnés chaque semaine dans nos « analyses de valeurs » ingénieuses et claires : vendez, conservez, achetez.

Vous profiterez des recommandations précieuses sur les SICAV, les SICOMI ou les obligations.

Chaque semaine, vous retrouverez une cote des valeurs boursières, la plus complète et la plus documentée. C'est la première cote lisible et sans erreur.

Placements privilégiés : comment faire le choix des plus rentables ?

La Vie Française vous conseille concrètement : elle vous dit si il est temps de vendre vos pièces d'or, d'acheter de la terre, ou de vous spécialiser dans la pierre ou les objets d'art.

Chaque semaine, vous découvrirez les placements privilégiés du moment avec leurs cours récents.

La section « Immobilier » vous dit pourquoi se méfier de certaines bonnes affaires et comment découvrir les vraies ; l'intérêt de la multipropriété, des immeubles anciens, comment évaluer un appartement...

L'enquête sur « les prix de la terre » est attendue chaque année par tous ceux que le Focier intéresse.

La rubrique Vie Pratique

Elle vous apporte les conseils de nos experts. Comment payer moins d'impôts sans frauder le fisc, comment bien emprunter en calculant un taux réel d'intérêt, comment optimiser votre assurance-vie, comment éviter les pièges des plans d'épargne-logement.

Notre service Conseil est à votre disposition pour vos problèmes particuliers.

Pour un faible investissement, La Vie Française deviendra votre instrument opérationnel indispensable pour prendre les décisions importantes concernant votre patrimoine. Chaque lundi ses experts vous apportent l'essentiel de ce qu'il faut savoir de l'actualité de l'économie et des placements.

Pour le vérifier, nous vous proposons de vous abonner pendant 1 an au tarif préférentiel de 145 F (au lieu de 260 F prix de vente au numéro). Vous constaterez par vous-même que La Vie Française vous aide à mieux gérer vos affaires notamment en déjouant les pièges tendus aux épargnants et aux investisseurs.

LA VIE FRANÇAISE-OPINION 2 rue du Pont-Neuf - 75001 Paris

OUI, envoyez-moi les 52 prochains numéros de La Vie Française au tarif préférentiel de 145 F au lieu de 260 F prix de vente au numéro, soit 115 F de réduction. De plus, je recevrai en cadeau les 10 dossiers spéciaux de La Vie Française. Je ne vous envoie pas de paiement maintenant, la facture me parviendra plus tard.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Signature _____

Cette offre est exclusivement réservée aux nouveaux abonnés afin de leur faciliter l'essai de La Vie Française.

LE SOUVENIR D'EDMOND MICHELET

Les Compagnons de la fraternité, qui s'attachent à perpétuer le souvenir d'Edmond Michelet, ancien ministre, se sont réunis le 10 octobre à Brive (Corrèze), au Centre d'étude de la Résistance, en présence de Mme Edmond Michelet. Les Compagnons de la fraternité vont présenter à Brive une exposition sur l'héritage de la dernière guerre, de la Résistance et de la déportation. Ils envisagent la publication d'un bulletin qui paraîtrait trois fois par an sous le titre « Fidéité ». De prochains colloques porteront sur « La famille, l'idée neuve », « Le théâtre pauvre » et « L'Amérique et nous ».

M. Louis Terrenoire, président, étant démissionnaire, le nouveau bureau est ainsi constitué : président, M. Pierre Marthelet, député général de la région universelle à Paris ; premier président, M. Louis Terrenoire ; vice-présidents, docteur Boba, président des anciens de Dacheu, M. Roger Dumalain, Mlle Claire Paffar, petite-fille d'Edmond Michelet ; secrétaire, M. François Dausse ; secrétaire adjointe, Mme Yvonne Jouglia ; trésorier, M. Jacques Rivière.

● M. François Mitterrand, qui a participé, dimanche 10 octobre, à Médan (Yvelines), au pèlerinage annuel des amis de Zola, a évoqué l'affaire Dreyfus en déclarant : « Les drames de Dreyfus et de Zola sont encore actuels. Est-on sûr aujourd'hui que l'affaire serait impossible ? »

● Un millier de nationalistes basques modérés se sont réunis dimanche 10 octobre à Saint-Jean-de-Lux (Pyrénées-Atlantiques) et ont décidé dans les rues pour célébrer le quarantième anniversaire de la constitution du gouvernement basque en Espagne, le 7 octobre 1936. Il n'y a pas eu d'incident avec les forces de l'ordre, bien que la manifestation ait été interdite par le préfet. M. José-Maria de Leizaola, président du gouvernement basque en exil, a condamné au cours d'une allocution « les actes de violence qui entachent la cause basque ».

(Corresp.)

RAPATRIÉS

● L'ANFANOMA (Association nationale des Français d'Afrique du Nord et d'Océanie - pour et leurs amis) a publié, samedi 9 octobre, une déclaration dans laquelle elle confirme qu'« elle n'a, en aucun cas, participé à l'Assemblée de rapatriés qui s'est tenue récemment à Montpellier » (le Monde du 5 octobre), et qu'elle tiendra son propre congrès du 15 au 17 octobre, à Valence (Drôme).

● La Confédération nationale des Français musulmans rapatriés d'Algérie organise une manifestation, samedi 16 octobre à 14 h. 30, à Evreux (Eure), où son président, M. Mohammed Laradi, est placé sous contrôle judiciaire depuis sa remise en liberté, en juin dernier, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier.

[Le président de la C.N.F.M.R.A. avait été arrêté le 19 janvier 1976, avec sept militants de son organisation, à la suite de l'enquête sur la tentative de séquestration du consul d'Algérie à Montpellier.]

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

S. 1 - Obj. d'art et d'ameublement principalement XVIII.

S. 2 - Livres anciens et modernes.

S. 10 - Prov. Manoir C. bel. int. mobilier rustique, boiserie Louis XV.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le conseil national du P.S.U. confirme la tactique « unitaire » de la direction

Le conseil national du P.S.U., réuni samedi 9 et dimanche 10 octobre à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), a approuvé la tactique unitaire suivie par la direction vis-à-vis des partis de gauche, s'agissant de la préparation des élections municipales de 1977. Les délégués ont en effet choisi, sur les trois listes d'orientation qui leur étaient présentées (le Monde, daté 10-11 octobre), celle qui soutenait la « majorité ». Cette motion, qui a recueilli 86 % des mandats après l'adoption de nombreux amendements, prône la participation du P.S.U. à des listes municipales d'union de la gauche et l'ouverture de négociations avec le P.C. et le P.S. à ce sujet ; négociations qui feront suite aux premiers contacts déjà noués par la direction du P.S.U., avec, semble-t-il, plus de succès auprès des communistes que des socialistes.

Le texte d'orientation municipale demandant la constitution de listes favorables à l'autogestion et un débat public local avec les partis de gauche, dit « texte B », a recueilli 19 % des suffrages ; 15 % sont allés au « texte C », d'inspiration résolument « basiste » et qui demandait que la conduite d'éventuelles négociations avec des organisations de gauche ou d'extrême gauche soit laissée entièrement aux instances locales du parti. Ce dernier chiffre traduit la persistance, au sein du P.S.U., d'un courant qui redoute que ce parti ne perde son originalité et son autonomie en concluant quelque type d'accord national que ce soit.

Ainsi se trouve confirmée l'importance numérique respective — sinon l'homogénéité — de la « majorité » de l'« opposition » au sein du P.S.U., à propos d'une question dont l'enjeu, au-delà du choix d'une tactique municipale, met en cause l'ensemble de la stratégie du parti pour les prochaines années.

Le texte adopté

Le texte adopté par le conseil national du P.S.U., dimanche 10 octobre, précise :

« Le P.S.U. recherche la conclusion d'accords électoraux avec les partis de gauche dans le plus grand nombre de villes et de villages, dès le premier tour des élections municipales. Il s'agit pour lui, à travers la présence dans les institutions municipales et leur mise en cause, d'approfondir la crise de la droite, les municipalités étant un rouage non négligeable de l'appareil d'Etat bourgeois. Il s'agit aussi, en rassemblant à cette occasion les forces liées aux luttes menées localement par les travailleurs, de concourir au renforcement d'une unité populaire qui ne saurait se réduire à des accords d'organisations. (...) »

« Un accord municipal ne saurait diminuer l'autonomie du P.S.U. Les camarades actuellement membres de conseils municipaux avec le P.C. et le P.S. apportent quotidiennement l'illustration de ce qui peut être l'unité concrète. A l'avenir, les initiatives prises par la direction du parti visant à assurer l'homogénéité de la campagne avant les élections, la cohésion politique des élus après, offrent des garanties supplémentaires du respect de nos orientations. A l'inverse, une autre politique comporte le risque grave de nous conduire à la marginalisation, et ce, à une totale incapacité d'intervenir. »

« Révolution (extrême-gauche) a publié, samedi 9 octobre, une déclaration dans laquelle on lit notamment : « C'est pour nous, chacun à leur façon, le P.C. et le P.S. se refusent à tout mettre en œuvre pour chasser Giscard, et se préparent même à composer avec lui, que l'action du mouvement des travailleurs risque d'être entraînée dans une impasse. Si la gauche ouïrière et les organisations communistes n'agissent pas avec la plus grande détermination, la Révolution précise que le congrès qui consacrera sa fusion avec la Gauche ouvrière et populaire (elle-même issue de la réunion du parti d'unité populaire, ex-P.S.U., et de Pour le communisme), aura lieu les 4 et 5 décembre prochains. »

« M. Michel Louis, responsable du rassemblement pour le civisme, le dialogue et le renouveau (ex-C.D.R.) de Meurthe-et-Moselle, a annoncé, vendredi 8 octobre, qu'il « abandonne la majorité présidentielle, qui comble son manque d'originalité en copiant le programme de ses adversaires », pour rallier avec plusieurs autres militants, « la droite nationaliste, représentée par le Parti des forces nouvelles. » (Corresp.)

« La Fédération anarchiste lance une souscription « pour une presse sociale révolutionnaire libre, pour un hebdomadaire anarchiste », dans les colonnes de son mensuel le Monde libertaire. Elle estime à 350 000 francs la somme nécessaire pour assurer une meilleure diffusion de sa presse. * C.C.P. Yvonne Dalménach, 14277-36 Paris.

venir dans la modification du rapport de forces à l'intérieur du mouvement ouvrier que nous préconisons tous. « Le P.S.U. n'est pas opposé, par principe, à la reprise de dispositions du programme commun concernant les collectivités locales, sous réserve qu'elles s'inscrivent dans les changements proposés par sa charte municipale. Un accord national serait un stimulant non négligeable pour la conclusion d'accords unitaires locaux. »

La minorité favorable au « texte B » a rendu publique, à l'issue du conseil national, une protestation dans laquelle elle estime que le texte majoritaire « constitue une grave remise en cause du P.S.U. comme parti révolutionnaire. »

La charte municipale du P.S.U. a, d'autre part, été adoptée dans une rédaction réactualisée, et une « déclaration politique contre le plan Barre » a recueilli 84 % des suffrages.

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES : M. Lebon (P.S.) ne se représente pas.

M. André Lebon, député socialiste des Ardennes, maire de Charleville-Mézières, ne se représentera pas lors des prochaines élections municipales. Agé de soixante-six ans, M. Lebon avait déjà renoncé en mars à son mandat de conseiller général. Conseiller municipal de Charleville depuis 1953, maire depuis 1959, M. Lebon se conforme à la règle arrêtée lors des diverses fusions de communes opérées autour de Charleville, selon laquelle les élus se retirent à l'âge de soixante-cinq ans afin de laisser le conseil municipal.

UN LIVRE DU P.S. LANCE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE À RENNES

(De notre correspondant.)

Rennes. — En présentant, vendredi 11^{er} octobre, son ouvrage *Changer la vie, changer la ville - Rennes 1977*, présidé par M. François Mitterrand, M. Michel Philipponeau, conseiller général socialiste du canton de Rennes-1 et animateur du Bureau régional d'études et d'informations socialistes (BRESIS), M. Philipponeau, professeur agrégé de géographie, auteur de *Debout Breizhve*, se propose, dans ce nouveau livre, de dresser un bilan critique de la gestion municipale de l'équipe sortante, dirigée depuis 1965 par M. Henri Fréville, sénateur (Union centriste), maire de Rennes, battu aux élections cantonales de mars dernier par le candidat socialiste M. Boucheron.

Selon M. Michel Philipponeau, Rennes est livrée au grand capitalisme « extérieur ». Les équipements de prestige, notamment dans le cadre des opérations de rénovation, sont privilégiés. Il s'agit d'un important endettement. Le pouvoir municipal a agi sur la géographie urbaine en repoussant vers la banlieue les classes populaires, estime-t-il, mais le « risque » de créer une « ceinture rouge » suburbaine est atténué par la domination de Rennes sur un district rassemblant vingt-neuf communes.

Selon lui, « la gauche a une chance de prendre Rennes en 1977 et en aura peu six ans plus tard », à cause de cette politique générale de conquête des centres ville par des groupes se rattachant à la majorité. M. Philipponeau n'est pourtant pas encore candidat sur la liste socialiste. Le jugeant peut-être trop modéré dans ses positions, une large majorité de la section socialiste de Rennes lui a préféré M. Edmond Hervé, jeune universitaire de trente-trois ans, conseiller général, que beaucoup surnomment « le Saint-Jest rennais ».

M. FONTANET NE S'ERA PAS CANDIDATÉ EN SAVOIE

(De notre correspondant.)

Grenoble. — M. Fontanet, ancien ministre, a annoncé samedi 9 octobre son intention de ne pas se représenter aux élections municipales de mars 1977 à Saint-Martin-de-Belleville (Savoie), commune dont il est maire depuis 1965. Ancien vice-président du Centre Démocratique et Progrès (le C.D.P.), a fusionné avec le Centre démocrate pour former le Centre des démocrates sociaux, mais M. Fontanet n'avait pas assisté au congrès constitutif du C.D.S. qui eut lieu à Rennes en mai 1975. M. Fontanet, en rendant publique cette décision, a déclaré : « J'ai vécu, depuis septembre 1974, un temps sabbatique, mais mon centre d'intérêt demeure la politique. L'activité politique demeure mon objectif principal. »

Battu par M. Maurice Blanc (P.S.) à l'élection législative partielle des 29 septembre et 6 octobre 1974, M. Fontanet avait déjà renoncé à solliciter la renouvellement de son mandat de conseiller général de Moutiers en mars 1976. M. Fontanet n'écartera pas la possibilité de se présenter lors des prochaines élections législatives dans la cinquième circonscription du Finistère, où il a, précise-t-il, « des attaches personnelles ». Actuellement, cette circonscription est représentée à l'Assemblée nationale par M. Yves Michel, U.D.R., qui a succédé à Antoine Caill, décédé le 26 avril dernier.

« M. Jean-Marie Daillat, député réformateur de la Manche, membre du secrétariat national du C.D.S., a annoncé son intention de conduire une liste aux prochaines élections municipales. M. Jean Fontannes, maire sortant, R.I. M. Daillat, qui avait déjà mené une liste en mars 1971, dont aucun membre n'avait été élu, avait en revanche, battu M. Fontannes aux élections législatives de mars 1973.

DEUX LISTES DE LA MAJORITÉ À CHATILLON (Hauts-de-Seine)

À Chatillon (Hauts-de-Seine), la fédération départementale des républicains indépendants a chargé son secrétaire général adjoint, M. Bernard Germond, de conduire une liste aux élections municipales de mars 1977. Dans un communiqué publié le 5 octobre, le président de cette fédération, M. Pierre Tordoir, précise que cette décision a été prise « en accord avec les instances nationales du mouvement » et que la liste rassemblera « des représentants des partis de la majorité présidentielle, des personnalités locales apolitiques, et sera largement ouverte à ceux qui, tout en ayant des convictions radicales ou socialistes, refusent cependant toute alliance avec le parti communiste ».

De son côté, M. Pierre Masseaud, ancien secrétaire d'Etat dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, ancien député U.D.R. des Hauts-de-Seine, a déclaré qu'il conduirait une liste de la majorité dans cette commune. Il a assuré que c'est lui qui bénéficierait de l'investiture de la majorité présidentielle. M. Masseaud a souligné que M. Germond avait été battu lors des précédentes consultations électorales, notamment aux élections cantonales de mars dernier.

L'ancien secrétaire d'Etat a ajouté qu'il constituerait une liste incluant des R.I. et qu'il s'expliquerait prochainement sur la constitution de cette liste.

La municipalité actuelle est dirigée par M. Jacques Le Daphtin, P.C., qui avait été élu maire en janvier 1974 en remplacement de M. Lucien Bailleux, qui avait donné sa démission pour raisons de santé. En mars 1971, la liste d'union de la gauche conduite par M. Bailleux avait emporté dès le premier tour les vingt-sept sièges à pourvoir.

LES ÉLECTIONS CANTONALES

EURE-ET-LOIR : canton de Maintenon (2^e tour).

Inscr. 12 185 ; vot. 8 060 ; suffr. expr. 7 848. Mme Jocelyne Petit, P.S., 4 324 voix ; ELUE ; M. René Gallas, maj. prés., 3 524.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Guy de la Vasselle, ind. ancien sénateur, non-inscrit, décédé le 20 juillet dernier, qui avait été élu conseiller général au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 3 122 voix contre 2 423 à M. Devienne, P.S., sur 5 545 suffrages exprimés, 5 672 votants et 10 369 inscrits.

Les résultats du premier tour de cette élection partielle ont été les suivants : Inscr. 12 209 ; votants, 7 477 ; suffr. expr. 7 212 ; M. Gallas, maj. prés., 3 142 voix ; Mme Petit, P.S., 2 251 et M. Michel Gégout, P.C., 1 819.

HAUTE-CORSE : canton de La Conca-D'Oro (2^e tour).

Inscr. 3 024 ; vot. 1 652 ; suffr. expr. 1 631. M. Marcel Feydel, rad. de g., sout. de l'un de la g., 1 631 voix ; ELU.

Il s'agit de pourvoir le siège vacant depuis l'annulation de l'élection de septembre 1973. M. Jean Mathé, U.D.R., l'avait alors emporté au premier tour avec 1 128 voix contre 823 à M. Delaire, rad. de g., et 237 à M. Benvenuti, P.C. Onze suffrages s'étaient portés sur diverses personnalités ; il y avait eu 2 528 votants et 2 223 suffrages exprimés sur 2 588 inscrits.

At premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr. 3 022 ; vot. 2 492 ; suffr. expr. 2 270 ; M. Marcel Feydel, rad. de g., 1 121 voix ; Jean Mathé, U.D.R., 780 ; Louis Sabat, rad. de g., 444 ; divers, 15. Aucun des deux candidats radicaux de gauche n'avait reçu l'investiture de cette formation lors de ce premier tour. L'investiture du mouvement des radicaux de gauche n'a été accordée à M. Feydel qu'au second tour, où il était seul candidat. M. Mathé s'était retiré après le premier tour et avait demandé à ses électeurs de ne pas se rendre aux urnes pour le second tour.

HAUTE-LOIRE : canton de Saurges (1^{er} tour).

Inscr. 4 404 ; vot. 3 244 ; suffr. expr. 3 117. M. Jean Chassang, maj. prés., R.I. M. de Saurges, 1 815 voix ; ELU ; Louis Pongrouse, déf. des inst. cant. cent.-g., m. de Saint-Prejet-d'Allier, 1 125 ; Raymond Delpour, union de la g.-P.C., 178 ; Touron, sans élig.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Guy de la Vasselle, R.I. député, maire de Saurges, président du conseil général de la Haute-Loire, décédé le 19 août dernier. Jean-Claude Simon, avait été élu conseiller général au premier tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 2 501 voix contre 177 à M. Jean Benoit, P.C., sur 4 129 inscrits, 2 885 votants et 2 684 suffrages exprimés.

M. Jean Chassang, qui a été élu conseiller général, avait déjà été élu maire de Saurges, le 20 octobre, en remplacement de Jean-Claude Simon.

SEINE-SAINT-DENIS : canton du Raincy (1^{er} tour).

Inscr. 17 888 ; vot. 7 939 ; suffr. expr. 7 849.

M. Raymond Mège, sans élig., fav. à la maj., m. du Raincy, 3 798 ; André Dechamps, P.C., 2 484 ; M. de Chilly-sous-Bois, 2 814 ; Mlle Lucile Barbier, P.S., 1 308. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Lucien Dondoy, mod. vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, maire du Raincy, décédé le 14 juillet dernier. Lucien Dondoy avait été élu conseiller général au second tour des élections cantonales de mars 1973 avec 4 062 voix contre 3 899 à M. Dechamps, P.C., et 240 à M. Faure, sans élig. Au premier tour, il avait obtenu 2 614 suffrages ; M. Dechamps, P.C., 2 484 ; M. de Chilly, conseiller général sortant, R.I. 1 484 ; Chouarain, P.S., 737 ; Marie, rad., 263 et Sidiak, ext. g., 128.

M. Raymond Mège, qui arrive en tête de ce premier tour, avait été élu maire, le vendredi 24 septembre, en remplacement de Lucien Dondoy.

ANCIENS COMBATTANTS

LE BUDGET 1977 PRÉVOIT UN RELÈVEMENT DES PENSIONS

Le projet de budget 1977 des anciens combattants prévoit une augmentation de 1 milliard de francs et la moitié de cette somme sera consacrée au relèvement des pensions, a annoncé M. André Bord, dimanche 10 octobre à Saverne (Bas-Rhin). Parant devant le congrès départemental de l'Union française des anciens combattants, le secrétaire d'Etat a précisé que le projet de budget 1977 de son ministère s'élevait à 10 milliards 850 millions de francs, soit une hausse d'environ 10 %. M. Bord a souligné qu'il s'agissait du troisième budget civil de la nation.

Il a d'autre part annoncé que la reconstruction du Musée du camp de concentration du Struthof, dévasté en mai dernier par un incendie criminel, serait terminée vers la fin novembre.



Exposition fourrures et cuirs

Venez voir les loups, les zèbres, les visons.
Venez voir, venez toucher.

Les fourrures soyeuses, les cuirs souples ou rudes.
Venus d'horizons aussi différents que l'Amérique Latine, l'Afrique, la Russie et les contrées nordiques.
Pour vous, ils ont pris les aspects les plus divers : manteaux, couvre-lits, sacs, ceintures...
Et nous avons même apprivoisé leurs prix.

1^{er} étage. Du 8 au 30 octobre.

Galerias Lafayette

Crédit gratuit 12 mois sur la fourrure,
dès acceptation du dossier et après versement comptant légal.

150

150

ÉDUCATION

LA PREMIÈRE RENTRÉE DE LA NOUVELLE ÉCOLE POLYTECHNIQUE

L'exil doré de Palaiseau

Après un an de service militaire, les nouveaux polytechniciens de la « division 75 » ont pris possession du campus édifié à leur intention à Palaiseau (Essonne). Le transfert de l'« X » de la « montagne » Sainte-Geneviève au « désert agricole » du plateau de Palaiseau est ainsi effectué, malgré la longue et vaine résistance de la majorité des anciens élèves. Lors de sa séance du 30 septembre, le conseil d'administration de l'« X » (Association des anciens élèves de l'École polytechnique) a « pris acte » de la rentrée de la promotion 1975 à Palaiseau, mais son président, M. Louis d'Orso, reste convaincu que le transfert est une erreur. Il affirme même que, après l'échec de ce « transfert expérimental », les futurs « X » réintégreront les locaux parisiens de la rue Descartes.

« Nous devons rester unis face à la répression », dit l'un des anciens élèves. « Nous sommes à nous de réagir », dit l'autre. Visiblement agacé, un troisième intervient : « Avant de parler tactique ou stratégie, il faudrait définir d'abord nos revendications ». On se croirait revenu en mai 1968, avec cette différence, tout de même, que les jeunes gens qui s'agitent ne sont pas les mêmes. Ils ont des cheveux courts et portent pour la plupart une tenue kaki (1). Dans le grand amphithéâtre Poincaré de la nouvelle École polytechnique — rebaptisé « Point K » par les élèves — les « X » de la promotion 1975 sont réunis en assemblée générale pour débattre des problèmes d'enseignement. Et de quelques autres aussi, d'importance inégale, comme l'absence d'un délégué des élèves au conseil d'administration, l'entraînement au maniement de l'épée pour les

défiliés, et l'affichage pour la « bonne » du 28 octobre. Pour les quelques deux cents jeunes gens et jeunes filles qui participent à cet « amphithéâtre » (réunion des membres de la Kes, ou conseil de secours aux élèves jadis), le problème du transfert à Palaiseau n'est plus un non plus, plus que l'éternelle question du statut militaire de l'École. La promotion 1975 — trois cents élèves dont dix-neuf jeunes filles — a passé une semaine seulement dans les locaux de la rue Descartes pour l'essai d'un an. Puis, trois semaines au Larzac pour la préparation militaire, et elle s'est dispersée pendant un an pour le temps du service.

Après trois semaines, les élèves ont pu se faire une opinion sur les installations qui leur sont offertes et sur le contenu des cours qui leur sont prodigués. Sur le premier point, la plupart admettent que les nouvelles conditions matérielles sont bien meilleures que les anciennes. Bien sûr, la promotion 1975 sent les plaques, dans tous les sens du terme, et certains se plaignent déjà des inconvénients inhérents à tout chantier à peine achevé : présence partout d'ouvriers, en train de mettre la dernière main à l'ouvrage, boue abondante dans certaines allées, absence de certains équipements dits de finition, etc. Il est même arrivé à un élève voulant prendre une douche de recevoir des éclats de faïence, qui lui ont profondément entaillé la jambe, parce qu'une fuite d'eau avait littéralement fait exploser le mur.

La guerre des « blocs »

Dans l'ensemble, cependant, les « X » apprécient leur chambre individuelle (au lieu de la classique chambre à trois), et surtout l'équipement sportif : deux piscines, quatre courts de tennis, un lac artificiel pour la voile, un gymnase, un stade d'athlétisme, plusieurs terrains de sport, etc. Si l'exil y a, il est doré. Cette abondance d'espaces et d'équipements sportifs a même déterminé la « grille » des enseignements, qui sont dispensés alternativement à quatre « compagnies » (solaires-quinze élèves), réparties suivant le sport choisi — sans distinction de sexe. Hormis l'escalade et l'équitation, qui ont lieu à Fontainebleau, tous les sports sont pratiqués sur les terrains de Palaiseau.

Ce qui trouble le plus les élèves réunis à l'« amphithéâtre », ce ne sont pas les six heures de sport obligatoire, unanimement appréciées, mais les quelques vingt-six heures hebdomadaires réservées aux disciplines intellectuelles. Les trois « blocs » (2) traditionnels d'enseignement ont été portés à quatre, et même cinq, ce qui inquiète les nouveaux « X », dont l'année de service militaire a brisé le rythme de travail acquis en « temps ». En particulier, comme le souligne M. Étienne Traynard, l'un des porte-parole de la Kes, les élèves voudraient que le bloc « informatique » ne

soit qu'une matière à option. En revanche, certains jugent la partie « militaire » de l'enseignement trop réduite : « Une matinée, H 2 S, ce n'est pas assez », disent-ils (3). Au plus fort de la discussion sur les « blocs », monte sur scène un professeur qui demande une suspension de séance afin que les élèves croient avoir pu participer à la séance. Éclats de rire et sarcasmes lui répondent, cependant que quelques « bûcheurs » quittent leur travée sous les huées. C'est l'occasion pour la majorité de dénoncer ces « amphithéâtres » (= cours de « rattrapage ») qui « colonisent les horaires déjà surchargés ». Une seule concession : « l'amphi midi », c'est-à-dire le cours militaire. « Une heure par semaine, ce n'est pas la mort, on peut tenir le coup », entendent-ils. Ainsi, entre les jeunes loups de la « division 75 » et l'encadrement, la bataille est-elle déjà engagée. Les élèves attendent pas s'abandonner passivement l'enseignement qui leur sera donné.

Il ne faudrait certes pas croire que la contestation s'est installée à l'École polytechnique, au point de bouleverser les habitudes. En fait, cette « vigilance » des « X » n'est qu'un début de révolte. Elle prolonge la contestation antérieure, notamment celle de 1974. L'atmosphère de Palaiseau demeure bien celle de la contestation : deux heures après les débuts de l'« amphithéâtre », les mêmes élèves entament au carrefour de deux allées d'un campus une discussion à bâtons rompus avec M. Gilles Legrand, professeur de mathématiques et directeur du concours. Là, point de récriminations soupçonneuses ni de sarcasmes, mais seulement l'expression de revendications qui, en fait, traduisent deux sentiments dominants chez les élèves : l'impudence d'entrer dans une vie active spécialisée et en même temps une certaine appréhension devant l'avenir.

ROGER CANIS.

(1) Le nouvel uniforme « institut » comporte un pantalon en une jupe de toile militaire et un pull-over à col roulé kaki.

(2) Un « bloc » comprend le cours magistral et des travaux dirigés.

(3) H 2 S = Humanités/sciences sociales, c'est-à-dire les langues, l'économie, etc.

Manifestation de parents d'élèves en Seine-et-Marne. — Une centaine de parents d'élèves de Villiers-le-Moignon (Seine-et-Marne) ont participé, samedi 9 octobre, à une manifestation symbolique, sur la route nationale 3, à proximité d'un carrefour, pour protester contre la circulation. Ils ont pu distribuer aux automobilistes et aux passants des tracts dans lesquels ils demandent que les routes soient construites rapidement dans ce secteur, où la population scolaire du second degré est de plus en plus importante. Ils ont aussi le rétablissement d'un poste récemment supprimé à l'école du Bois-Fleuri de Claye-Souilly. (Corresp.)

Grève scolaire dans le Lot-et-Garonne. — Depuis le mardi 5 octobre, près de deux cents écoliers de Dordives (Lot-et-Garonne) ne vont plus en classe. Leurs parents réclament la nomination d'un instituteur supplémentaire. Ils ont reçu le soutien de leurs élus et ont fait une démonstration de protestation à Dordives. (Corresp.)

Remise de prix du premier festival scout de l'audio-visuel. — Les récompenses du premier festival scout de l'audio-visuel ont été remises récemment à Paris, en présence de plusieurs centaines de responsables et d'amis des Scouts de France. Six films ou montages, réalisés par des louveteaux (9 à 12 ans), des ratonniers (12 à 14 ans) ou des pionniers (14 à 17 ans) — sur la cinquantaine qui avaient concouru, ont été primés ou ont fait l'objet d'une mention.

Cette remise de prix coïncidait avec le lancement de la semaine nationale annuelle du mouvement scout, au cours de laquelle diverses initiatives marquent la rentrée du scoutisme et tendent à le faire connaître. À la traditionnelle vente de calendriers (600 000 ont été diffusés pour l'année 1976) s'ajoutait cette année une « tribune libre » (transmise par FR 3 mercredi 6 octobre), au cours de laquelle le mouvement scout comptait près de 100 000 adhérents en 1975, fait son autoportrait et décrit ses objectifs.

RECTIFICATIF. — C'est sur la foi d'un renseignement erroné, fourni par le responsable du mouvement, que nous avons écrit, dans le Monde du 5 octobre, que la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (J.O.C.F.) comptait cinq mille adhérentes et autant de sympathisantes. Ces deux chiffres sont ceux des comités qui réunissent adhérentes et sympathisantes. Le nombre de celles-ci est respectivement de cinquante mille et de quarante mille.

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos téléphones vos messages. Nous les télétransmettons pour vous.
SÉRIEUX
345.21.62-4 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Le Monde
de l'éducation
numéro
d'octobre
L'UNIVERSITÉ
ABANDONNÉE

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT
D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
gratuit numéro 668
ÉCOLE PRÉPARATOIRE
D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1972
normalise au contrôle pédagogique
de l'État
4, rue des Fêtes-Champs,
75008 PARIS - CEDEX 02

Médecine
PHARMACIE
• Encadrement annuel de soutien
pédagogique à la Fac. par C.E.D.T.
• Année préparatoire de rattrapage
pour Bacheliers A et B
4 CENTRES : Mantes - Paris -
Clichy - Nanterre
CEPES
Groupement libre de professeurs
37, rue Charles-Lafitte, 92 Neully
Tél. 722-94-94 ou 745-35-35

(Publié)
STAGE D'INITIATION
A LA LANGUE ARABE
L'Université de Paris-VIII organise,
dans le cadre de la Formation
Permanente, un stage d'initiation
à la langue arabe à partir du
2 novembre 1976 - 175 heures d'en-
seignement - le mardi, de 18 h.
à 22 heures et le samedi, de 9 h.
à 12 heures.
Renseignements et inscriptions :
Université de Paris-VIII
Sec. de la Formation Permanente
Boite de la Touraille 75017 PARIS
CEDEX 12 - Tél. : 374-12-50
poste 383 et 374-92-75

le guide pratique
l'étudiant
10^e EST PARU
250 pages,
53 chapitres
illustration: marol,
plantu, solé, wolinski.
EN VENTE PARTOUT MARDI

RELIGION

L'abbé Georges Gilson, nouvel évêque auxiliaire de Paris, a reçu l'ordination épiscopale le 9 octobre, à Notre-Dame des Mains du cardinal Marty, archevêque de Paris. Cette cérémonie, qui coïncidait avec la fête de Saint-Denis, patron du diocèse, et avec le centenaire du découpage de la circonscription ecclésiastique de la région parisienne, avait attiré un grand nombre de catholiques.

Les Journées du protestantisme libéral, qui ont lieu depuis plus de douze ans au Centre familial de Lausanne, se poursuivront cette année, du 16 au 17 octobre, sur le thème : « Vers une nouvelle réforme ». Orateurs : MM. Louis Evely, Gérard Deitell, Bernard Morin.

* Renseignements et inscriptions : J. Gaudin, 23, boulevard Ernest Cressy, 93012 Marseille.

RELIGION

Le cardinal Marty, archevêque de Paris, a présidé la cérémonie de l'ordination épiscopale de l'abbé Georges Gilson, nouvel évêque auxiliaire de Paris, le 9 octobre, à Notre-Dame des Mains.

Le cardinal Marty, archevêque de Paris, a présidé la cérémonie de l'ordination épiscopale de l'abbé Georges Gilson, nouvel évêque auxiliaire de Paris, le 9 octobre, à Notre-Dame des Mains.

S'ILS NE PEUVENT RIEN
POUR VOS CHEVEUX
ILS VOUS LE DIRONT
AUSSI

L'EXPERIENCE
Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de chevelure au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu malade.

DES SYMPTOMES
Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hypersensible ou tendu, des cheveux très secs ou cassants, se sont là des manifestations d'altération du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS
Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir cheveu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE
EUROCAP
INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 18, rue Faidherbe - Tél. : 31-24-10
BORDEAUX : 24, place Gambetta - Tél. : 45-06-34
TOULOUSE : 42, rue de la Femme - Tél. : 22-22-84

JEUNESSE

REMISE DE PRIX
DU PREMIER FESTIVAL SCOUT
DE L'AUDIO-VISUEL

Les récompenses du premier festival scout de l'audio-visuel ont été remises récemment à Paris, en présence de plusieurs centaines de responsables et d'amis des Scouts de France. Six films ou montages, réalisés par des louveteaux (9 à 12 ans), des ratonniers (12 à 14 ans) ou des pionniers (14 à 17 ans) — sur la cinquantaine qui avaient concouru, ont été primés ou ont fait l'objet d'une mention.

RECTIFICATIF. — C'est sur la foi d'un renseignement erroné, fourni par le responsable du mouvement, que nous avons écrit, dans le Monde du 5 octobre, que la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (J.O.C.F.) comptait cinq mille adhérentes et autant de sympathisantes. Ces deux chiffres sont ceux des comités qui réunissent adhérentes et sympathisantes. Le nombre de celles-ci est respectivement de cinquante mille et de quarante mille.

DIRECTEUR INDUSTRIEL
150.000 F

Valle de Rhône — La société REYNOLDS (Instruments à écrire - 400 personnes - siège et usine à Valence) en très forte croissance, crée le poste de Directeur Industriel. Membre de l'équipe de direction et associé aux décisions de politique générale, il sera responsable de la bonne marche de l'usine sous tous ses aspects. Maître de ses budgets, il aura pleine délégation pour réaliser les objectifs définis, organiser ses services (Technique - Production - Achats - Entretien). Ce poste doit motiver un ingénieur de 35 ans minimum, possédant un diplôme de formation à la gestion des entreprises (CPA, ICG, IAE). Cette fonction lui permettra de réaliser la synthèse de plusieurs années d'expérience de production, d'études et de gestion acquises dans une entreprise de taille similaire. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, tiendra compte de l'expérience du candidat. Écrire à M. BUHLER à Lyon. Réf. A/3400M

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
Province
Produits chimiques industriels — Une importante société chimique internationale, recherche le responsable de ses laboratoires d'application. Il aura pour mission, en collaboration avec les services commerciaux et techniques, les produits les mieux adaptés aux besoins de la clientèle, de promouvoir de nouveaux procédés de fabrication, d'assister la clientèle dans l'utilisation des produits, de vérifier leur conformité avec la législation en vigueur. En liaison étroite avec le Directeur de Production dont il dépend, il aura à animer, coordonner et contrôler les équipes de chercheurs spécialisés, actuellement en place (environ 20 personnes, en majorité de formation supérieure). Il devra également représenter la société dans les discussions techniques avec les autorités administratives, les associations professionnelles. Ce poste de grande responsabilité requerra un ingénieur chimiste ayant obtenu obligatoirement d'excellentes connaissances en anglais et en allemand. Il aura une expérience de plusieurs années de l'animation d'un service de recherche. Des connaissances en bactériologie seraient appréciées. La rémunération annuelle de ce cadre supérieur sera fonction de l'expérience acquise. Le poste est basé en province (200 kilomètres de Paris). Écrire à Paris.

DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL
120.000 F
La filiale française d'une société internationale de moyenne importance, développant depuis quelques années la vente et l'installation d'un produit nouveau sur un marché en pleine expansion touchant le domaine hydraulique en général et celui du bâtiment, crée le poste de Directeur Technico-Commercial. Après une première phase de promotion et d'homologation du produit, la société passe désormais à une exploitation plus intensive. En étroite liaison avec le Directeur Général, ce Directeur Technico-Commercial aura donc à établir la politique de ce développement et à en organiser les moyens, tout d'abord sur le marché français et rapidement ensuite sur les marchés étrangers (la société exporte déjà dans plusieurs pays). Il recherchera en permanence les possibilités d'applications nouvelles et aura une action personnelle importante auprès des clients. Il sera assisté par deux ingénieurs commerciaux. Le candidat retenu sera de préférence un ingénieur (génie civil, ponts, TP), ayant acquis une expérience dans la vente de produits industriels et sachant organiser et animer un service commercial. La pratique courante de l'anglais est une condition indispensable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera complétée d'un fixe important et d'un intéressement. Il s'y ajoute une voiture de fonction. Les perspectives d'expansion garantissent une évolution intéressante du poste. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix. Réf. A/3133M

DIRECTEUR DE L'INDUSTRIALISATION
120.000 F
LE TANNER, l'un des premiers fabricants français d'articles de maroquinerie de qualité poursuit son expansion et crée au siège à Belley (Ain) le poste de Directeur de l'Industrialisation pour ses deux usines (700 personnes). Rendu compte à la Direction Générale et en collaboration étroite avec les Directeurs de Marketing et de Production, il sera responsable du développement de l'ensemble des moyens industriels. Avec l'appui du bureau des méthodes, il aura pour missions de moderniser l'outil de travail (en partie artisanal) et d'améliorer les techniques de fabrication. De plus il supervisera l'entretien et les travaux neufs. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien, diplômé d'une grande école, motivé par les problèmes d'organisation industrielle appliquée à la petite et moyenne série après une expérience de plus de cinq ans, dans le domaine de la petite mécanique par exemple. L'esprit d'innovation allié à une solide intelligence concrète sont plus importants que la connaissance de la branche. La rémunération annuelle, de l'ordre de 120.000 francs au départ, sera liée au niveau de compétence atteint. Écrire à M. BUHLER à Lyon.

CHEF DE FABRICATION
110.000 F
Lorraine — Filiale d'un important groupe français, une société de constructions métalliques, employant environ 450 personnes dans son usine située en Lorraine, recherche le Chef de Fabrication de son principal département. Rattaché au Directeur de ce département, il aura pour mission d'assurer la bonne exécution des programmes de fabrication, avec les moyens qui lui seront confiés en hommes et en matériel. L'effectif à diriger comprend environ 200 personnes. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM ou équivalent), âgé d'au moins 32 ans, ayant une solide expérience de l'organisation des fabrications de petites ou moyennes séries, et possédant une aptitude particulière à l'animation des hommes. La rémunération de départ sera de l'ordre de 110.000 francs par an, et dépendra de l'expérience du candidat. Logement assuré. Intéressantes perspectives d'évolution. Écrire à G. MASSON à Paris. Réf. A/2467M

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.
8, rue Balilla, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-43
19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25
Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Stockholm - Zurich

Le budget de 1977 devrait permettre une expansion limitée de la recherche

DÉFENSE

SOCIÉTÉ

UN CADEAU AMBIGU

L'ouverture d'un centre pour homosexuels à Paris

MÉDECINE

mas et de l'industrie, succède à M. Pierre Schœd, président du groupe FINACOR, comme président des anciens cadres et auditeurs de l'institut des hautes études de défense nationale (H.E.D.N.). Les trois vice-présidents de l'association, M. Jacques Joffre, 75700 Paris) sont : M. Jean-Claude Bouchard, ancien général de corps d'armée (cadre de réserve) Jean Callet, M. Guy Gibbon, président-directeur général des laboratoires Bouchard, M. Yves Bocca, avocat général à la cour d'appel de Paris.

١٥٠ من الجمل

Je m'en souviens

CARNET

Naissances

M. Guy Schilling et Mme. ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, né le 24 septembre 1976, sous le nom de Louis-Frédéric, 92100 Boulogne.

Mariages

M. et Mme Pierre Lery, Mme W. H. Straver-Van der Staay, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants, Danielle et Willy, qui se sont mariés le 12 septembre dans l'intimité à la synagogue de l'Union libérale Israélite, 25, avenue Henri-Martin, 75016 Paris.

Décès

Pierre BEYTOT

Nous apprenons la mort de M. Pierre BEYTOT, industriel et vice-président du Journal « Les Echos ». Né le 7 juin 1905, Pierre Beytot était docteur en pharmacie. Comme tel, il avait accompli la plus grande partie de sa carrière dans l'industrie pharmaceutique. Président-directeur général des Laboratoires français de chimiothérapie (1940-1954) et d'ici (1954-1961), Pierre Beytot fut le concepteur et l'animateur, en 1961, du regroupement de cette dernière société avec l'actif de la société de vice-président (1961-1969), puis président d'honneur et conseiller du nouveau groupe pharmaceutique (depuis 1969). Toujours dans le domaine de la pharmacie, Pierre Beytot fut également président de la C.E.E. (depuis 1959) et du comité des présidents du Groupement industriel de l'industrie pharmaceutique des pays de la Communauté européenne (1961-1963 et 1969-1971), vice-président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (depuis 1961) et de la Fondation de l'industrie pharmaceutique pour la recherche (depuis 1970). En plus de ces activités, il fut également administrateur (1948), puis président-directeur général (depuis 1970) de Gaspier, vice-président de la Seltam (depuis 1970), administrateur de la compagnie financière Citicor (depuis 1961), de la Banque Industrielle et mobilière privée (depuis 1964), de la Société centrale Roussel-Nobel (depuis 1971) et de la Société Jazz (depuis 1973). Il était vice-président du Journal « Les Echos », qu'il avait racheté, avec sa femme, Mme Jacqueline Beytot, en novembre 1963 et dirigé jusqu'en 1966. Commandeur de la Légion d'honneur, Pierre Beytot était membre de l'assemblée permanente du Conseil national du patronat français depuis 1946 et conseiller du commerce extérieur de la France depuis 1951.

Yves BRÉART DE BOISANGER

Nous apprenons la mort de M. Yves BRÉART DE BOISANGER, gouverneur honoraire de la Banque de France. Né le 4 septembre 1904 à Nîmes, Yves Bréart de Boisanger entra à l'Inspection des finances en 1926. Directeur du Mouvement général des fonds en 1932, des contributions indirectes en 1934, il fut nommé conseiller d'Etat en 1937. Sous-gouverneur de 1937 à 1940, puis gouverneur de la Banque de France de 1940 à 1944, durant le gouvernement de Vichy. Jusqu'en 1942, il présida la délégation française à la sous-commission de Wiesbaden chargée de l'application des clauses économiques de l'armistice. Comme le note Robert Aron dans son « Histoire de l'épuration », Yves de Boisanger se força, en compagnie d'autres négociateurs comme M. Cœur de Murville, de réduire les exigences allemandes. Il fut nommé gouverneur honoraire de la Banque de France en 1952. M. de Boisanger a été membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés (S.P.I.E., Batignolles, Compagnie équatoriale des mines, Banque occidentale pour l'industrie et le commerce, Compagnie d'assurances le Continent).

Mme Fernand Chapelle, M. Jean-François Chapelle, M. et Mme Yves Legoux et leur fils Antoine, M. et Mme Pierre Guillaud, Mme Henri Cousin, ont la douleur de faire part du décès de M. Fernand CHAPPELLE, croix de guerre 1939-1945, ingénieur des Arts et Manufactures, expert agréé auprès des compagnies d'assurances, survenu le 7 octobre 1976, à l'âge de soixante-trois ans. Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, à Paris (9^e), suivies de l'inhumation à Châtillon (Seine-et-Marne), 45, avenue Trudaine, 75008 Paris.

Les collaborateurs et les collaboratrices du Cabinet Chapelle, ont la douleur de faire part du décès de M. Fernand CHAPPELLE, ingénieur des Arts et Manufactures, expert agréé auprès des compagnies d'assurances, survenu le 7 octobre 1976, à l'âge de soixante-trois ans. Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, à Paris (9^e).

M. et Mme Pierre Dognin, leurs enfants et petits-enfants, le docteur et Mme Denise Wallon, leurs enfants et petite-fille, M. et Mme Herbert Goetz et leurs filles, M. et Mme Michel Féron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Suzanne GUILLEMOZ, croix de guerre 1914-1918, rappelée à Dieu le 7 octobre 1976, dans sa quatre-vingt-dixième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 octobre, à 10 h. 30, en la cathédrale de Senlis (60), suivie de l'inhumation au cimetière de Senlis, dans le caveau de famille, où repose son époux depuis le 19 juin 1970. Cet avis tient lieu de faire-part. 9, villa du Bassin, 92190 Meudon, 107, rue de Courcelles, 75017 Paris, 12, rue Auguste-Lamoy, 67000 Strasbourg, Résidence Le Grand Pré, 84310 Mourières-lès-Avignon.

M. et Mme André Netter, Et toute la famille, font part du décès de Mlle Thérèse-Elisabeth NETTER, leur sœur, belle-sœur et parente, survenu le 4 octobre 1976. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

76-Mont-Saint-Aignan, M. Gilbert Oumes, son épouse, François, Marie-Pierre, Catharine, ses enfants, M. et Mme Maurice Oumes, son beau-frère et sa belle-sœur, Mme Madeleine Boutin, Mme Lucienne Bon, ses tantes, M. et Mme Dominique Balladur, M. et Mme René Le Vol, M. Philippe Oumes, ses neveux et nièces, la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Gilbert OUMES, né Raymond Bon, survenu le 9 octobre 1976 en son domicile. Le service religieux sera célébré le mardi 12 octobre 1976, à 9 heures, en l'église Saint-André de Mont-Saint-Aignan. L'inhumation aura lieu le mercredi 13 octobre 1976, à 10 heures, à Lormar-Flouzané (Nord-Finistère), où une messe sera célébrée dans l'église paroissiale. Selon la volonté formelle de la défunte, ni fleurs ni couronnes, mais, selon son désir, les remplacer par prières, prières et misses. Résidence des Cottis, 2, rue Hemaun, 76130 Mont-Saint-Aignan.

Nous apprenons le décès de M. Pierre FERRIN, docteur en médecine, maître et conseiller général d'Alsace (Dordogne), survenu le 10 octobre. (Né en 1919 à Thém (Haut-Rhin), le docteur Pierre FERRIN était installé en Dordogne en 1944. Conseiller municipal, puis maire d'Issigeac, inscrit à l'U.D.R., il avait été élu conseiller général du canton d'Issigeac en 1972, à la suite du décès de M. Martial Balagué, et réélu au premier tour en 1974.)

On nous prie d'annoncer le décès de Mme Marie-Joséphine-Simone FRON, née Maïre. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, en l'église Saint-Louis de Vincennes. Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Théophile Rabreau, M. et Mme Michel Rabreau, Mme Nicole Rabreau, M. et Mme Daniel Rabreau, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Théophile RABREAU, née Marie-Louise Anaso, survenue à Guérande, dans sa quatre-vingt-neuvième année. Les obsèques ont eu lieu à Guérande, le 5 octobre 1976. On nous prie d'annoncer le décès de Mme Simone VARLET-GUBLER, survenue le 7 octobre 1976. Les obsèques auront lieu le 12 octobre 1976, à 11 heures, en l'église d'Ass. 43100 Vendôme.

Mme Robert Weill, née Kahn, M. et Mme J.-J. Fohlen et leurs enfants, M. et Mme Alfred Weill et leurs enfants, Les familles Weill, Darmon et Kahn, ont la douleur de faire part du décès de M. Robert WEILL, ingénieur agronome, chef des services régionaux de l'O.N.I.C. (E.R.), officier du Mérite agricole, président honoraire de la Communauté Israélite de Versailles, survenue à Paris, le 7 octobre 1976, dans sa quatre-vingt-septième année. L'inhumation se fera, dans l'intimité, au cimetière Israélite de Versailles. Cet avis tient lieu de faire-part. 68, rue de Pécam, 75012 Paris.

Remerciements

La princesse Paul de Yougoslavie et ses enfants, dans l'impossibilité de répondre à toutes les personnes qui ont témoigné leur sympathie lors du décès de S.A.R. le prince Paul de YUGOSLAVIE, remercient très chaleureusement tous ceux qui se sont associés à leur grande douleur.

Anniversaires

Pour le septième anniversaire de la mort du peintre Serge POLIAKOFF, un service aura lieu en la cathédrale russe Alexandre-Nevoïski, rue Daru, le mardi 12 octobre, à 20 heures.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée le vendredi 15 octobre 1976, à 18 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, à la mémoire de Jacques CHIRON, doyen de la Comédie-Française. De la part de Mme et M. Christian Bondest, sa sœur et son beau-frère, et de MM. Jean-François et Philippe Bondest, ses neveux.

Une messe sera célébrée à la mémoire de M. Pierre DAINKOFF, décédé le 10 juillet 1976, le mardi 19 octobre 1976, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Résurrection, avenue du Docteur-Schweitzer, Le Chesnay (Paris-11).

Une messe sera dite à l'intention de M. Raphaël HOLMO, professeur à Paris-X (Nanterre), le vendredi 15 octobre, à 18 h. 45, en l'église Saint-Vincent-de-Paul.

Messes

Une messe pour le repos de l'âme du comte Yves de LAPPARENT, décédé le 6 septembre, sera célébrée le mardi 12 octobre, à 18 h. 30, en l'église N.-D.-de-Grâce de Passy.

Souvenez-vous de retourner le SCHWEPES Bitter Lemon avant de l'ouvrir.

Si vous n'avez pas le temps de nous écrire, téléphonez-nous au 225.28.37



La carte du Diners Club fait gagner partout du temps. C'était la moindre des choses que d'abréger la demande d'inscription. Téléphonez-nous au 225.28.37 ou faites-nous envoyer votre carte de visite, nous vous ferons parvenir notre documentation et une demande d'inscription.

Avec votre carte vous gagnerez du temps dans vos déplacements professionnels. Avant votre départ, vous pouvez demander à votre secrétaire d'utiliser l'agence de voyages du Diners Club. Sur simple communication de votre numéro de carte, votre billet peut être pris. Votre hôtel réservé. Une voiture louée.

Sur place, pas de temps perdu à chercher des devises. Partout où il y a le sigle Diners Club, vous pouvez présenter votre carte (350.000 affiliés dans le monde). Changement de programme. Peu importe. Pas de coup de téléphone affolé à votre bureau. Vous avez une carte du Diners, on vous fait confiance.

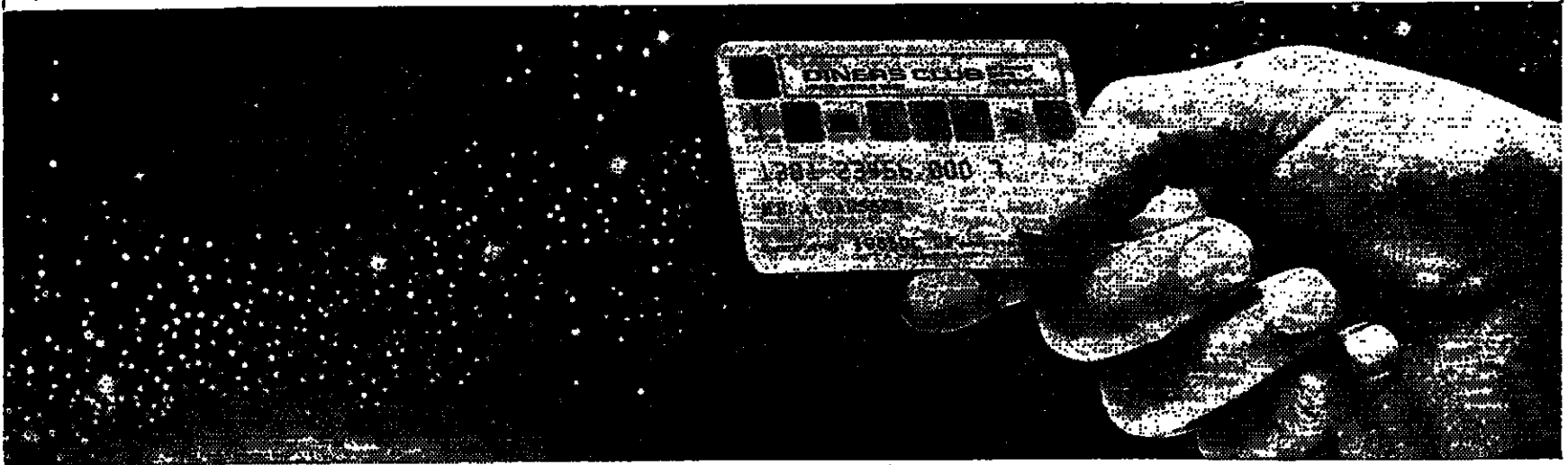
Un coup d'œil sur la liste des affiliés Diners. Vous louez chambre d'hôtel, voiture, faites le plein d'essence, vous invitez vos interlocuteurs à des repas d'affaires; dans 143 pays. Vous pouvez même ramener des cadeaux et prendre votre billet de retour. Au retour, vous recevez un relevé mensuel accompagné des justificatifs. C'est encore du temps de gagné pour la comptabilité de votre entreprise.

Avoir une carte du Diners Club, c'est être aussi efficace en dehors du

bureau qu'on peut l'être au bureau.
Diners Club, 18-20 rue François 1^{er}
75008 Paris - Tél. 225.28.37.



Acceptée dans 143 pays.



La France obtient un match nul à Sofia

C'était aussi oublier que les meilleures équipes et les arbitres les plus intègres ont bien souvent perdu de leur superbe dans l'ambiance survoltée du Dalymount Park de Dublin ou de ce stade Vassil-Levski de Sofia, de sinistre mémoire pour les footballeurs français.

Summary of the results

M. Friedrich Seipelt, président de la commission d'arbitrage de l'U.F.S.A., ne pla que les arbitres doivent aussi savoir résister à certaines tentations : « Personnellement, je considère comme l'un des plus grands problèmes du sport d'élite les soins médicaux, dirigés, dont certains influent entourent les arbitres. Nous devons malheureusement relever des indices de tentatives relevant du domaine financier, des qui comprend également des cadeaux trop généreux et des offres de séjour dans les pays des clubs en question. »

Un quinze qui s'amuse avec sa force

soutenu, des erreurs de jugement. Un Astre en petite forme, un Jean-Pierre Pélissier, l'un des deux ou trois pur-sang de ce rugby français récemment produits, un peu débarrassé de se trouver soudain libéré du rigoureux cadre de jeu imposé à Béziers, un Claude Spanghero plutôt désinvolte. Une grande satisfaction pourtant : ce François Sangalli, qui est décidément le successeur de son ami Maso et qui, jamais aussi bien que dimanche, n'a affirmé ses talents et sa joyeuse maîtrise, déclarant le match de quelques percées toujours insérées dans le jeu collectif.

Le match ? Jamais ennuyeux, jamais de haut niveau, avec quelques tourbillons tricolores, et les grandes vagues, sur la prairie, des gens des antipodes, il s'est perdu dans un certain désordre par la faute de la tramontane, et de M. Dufouf. On n'aime pas beaucoup mettre en cause ici les arbitres. Je tiens que rien n'est plus difficile au monde que d'être arbitre. Si l'arbitre est de la lucidité dans ce grand orgueil qu'est un match de rugby. Mais ce monsieur en est-il persuadé, lui qui s'hasarde sans en avoir tout à fait les moyens ? Vers la fin du match, M. Dufouf avait perdu une manche de son maillot comme un vieux pilier batailleur. S'il n'avait perdu que ça...

Quant à la tramontane, qui tournoyait sur le beau stade que Narbonne vient de s'offrir, face à la cité Léon-Blum, on pensait qu'elle avait également réparti ses médailles d'une mi-tempête à l'autre entre Australiens et Français. Et comme on plaignait Richard Astre, sortant des vestiaires, il rétorqua avec cette lucidité désarmante dont il fait si souvent preuve, même hors du terrain : « La vent ? c'est surtout eux qu'il a gâchés... » Que l'équipe de France prenne garde pour les deux tests : il n'y aura ni à Bordeaux ni à Paris de tramontane.

Basket-Ball

**CHAMPIONNAT DE FRANCE
DE PREMIERE DIVISION**
(Quatrième Journée)

Tours A. Antibes.....	103-87
Villeurbanne B. Vercennes.....	107-77
Bercé B. "Tarare".....	87-73
Stade Français B. Le Mans.....	85-77
Clermont B. Nogent.....	121-92
Caen A. Châlons.....	107-70
Caen B. Orléans.....	95-89
Caen B. "Monaco".....	77-71
 Classement. — 1. Tours, 12 pts ;	
Caen, Nice et Clermont, 11 ; 5. Villeurbanne, Bercé et Nogent, 10 ;	
Le Mans, Orléans et Antibes, 8 ;	
6. Châlons et St-Nicolas, 7 ; 7. Caen A ;	
8. Tours B ; 9. Tarare, Monaco et	
Lyonnais, 4.	

du 1-1-1, le 10 octobre, au Havre.

CLASSEMENT DES EQUIPES
CHAMPIONNAT DE FRANCE
DES EQUIPES
(antenne journée)

GROUPE A

Toulonaise de Monaco	3-2
Paris F.C. de Chaux	2-0
Avignon de Toulon	3-1
Auxerre de Tavaux	2-0
Angoulême de Cognac	2-0
Béziers de Béziers	4-0
Arles et Gueugnon	1-1
Angoulême de Division	2-0
Ajaccio de Red Star	2-1

Classement. — 1. Angoulême, 12 pts ; 2. Avignon, Auxerre, Monaco et Cognac, 10 pts ; 3. Toulon, 8 pts ; 4. Paris, 6 pts ; 5. Béziers, 4 pts ; 6. Angoulême de Division, 3 pts ; 7. Arles et Gueugnon, 2 pts ; 8. Béziers et Toulonaise, 1 pt ; 9. Red Star, Gueugnon, Arles et Béziers, 7 ; 13. Tavaux, Cognac, 2 ; 14. Stéto, 4 ; 15. Bourges, 3.

En Coupe d'Europe des espoirs, la France et la Belgique ont fait match nul (1-1), le 10 octobre, au Havre.

CHAMPIONNAT DE FRANCE
DEUXIÈME DIVISION
 (antenne journée)

GROUPE A

Toulouse et Monaco	2-2
Paris P.C. et Clermont	2-1
Avignon et Toulon	2-1
Auxerre et Taveux	2-0
Angoulême et Narbonne	4-0
Bourges et Béziers	2-0
Arles et Gueugnon	1-1
Angoulême et Béziers	2-1
Angoulême et Red Star	2-0
Classement. — 1. Angoulême,	
12 pts; 2. Avignon, Auxerre, Monaco	
et Fontainebleau, 11; 3. Toulon, 10;	
4. Clermont, 9; 5. Paris P.C., 8; 6.	
et Toulous, 8; 11. Red Star, Gueu-	
gnon, Arles et Béziers, 7; 15. Bour-	
ges, 6; 16. Angoulême, 5; 17. Sour-	
ces, 3.	

Saint-Denis et Caen. 6.

Golf

Les Américaines ont conservé à Vilamouze (Puy-de-Dôme) leur titre de championnes du monde par équipes devant les Françaises.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (Deuxième journée.)

POULE A

*Saint-Maur, C. Colombes	22-15
*Dijon D. Ivry	27-14
*St-Marcels U.C. b. *Toulou-	
ze U.C.	20-18
*Gagny b. ASRA Toulousaine ..	18-13
*Lyon P. Nîmes	18-13

Rugby

**CHAMPIONNAT DE FRANCE
DE PREMIERE DIVISION
(Quintettes Invitées)**

GROUPE B

POULE F	
*Carmaux b. Albi	34-22
*Mérignac b. Cynonac	19-0
*Dijon b. Orthez	27-10
*Fumel b. Pariguet	21-7
POULE G	
*Lombes b. Quillan	21-4
*Bergant b. Le Saulou	3-0
*Saint-Girons b. Tyrosse	23-21
*Limoges b. Bourgein	35-8
POULE H	
*Langon b. Saint-Médard	12-9
Rodez b. Lyon O.U.	8-6
*Hendaye b. Fleurance	21-16

*Montauban	POULE E b. Romans.....	23-16
	POULE F	
Brive b. "La Vouille.....		12-10
*Angoulême	b. Sécès.....	40-18
	POULE G	
*Toulon b. Lourdes.....		15-10

Sports équestres

**CHAMPIONNAT DE FRANCE
DE SAUTS D'OBSTACLES**
A FONTAINEBLEAU

Premier parcours. — 1. Rœder sur
« Bayard de Mompas », Oryx sur
« Colback », D. Constant sur « Da-
nosse », 0 ; 4. H. Parot sur « Tic », 16.

Trois Français en Lombardie

A l'insu, on peut reprocher à Poullidor d'avoir subi les événements dès l'instant où il s'est trouvé dans le groupe de tête et de n'avoir pu tenir sa chance avec suffisamment de conviction, alors qu'il se savait battu au sprint. On a l'impression que son dépit lui a fait perdre la tête. Mais c'est un détail. Vloemnick, soucieux comme lui de s'assurer un bon classement, a dû s'améliorer sa position dans les trophées de régularité. En réalité, les deux partenaires n'ont pu réussir à conjuguer leurs efforts et n'ont pas su tirer profit de leur avantage numérique dans la lutte qui les opposait à De Vlaeminck, à Théméet et à Pansel.

Le Belge Roger de Vlaeminck, vainqueur du Tour de Lombardie, rejoint les champions de haute Hymée. Il vient de remporter trois victoires, en l'espace d'une semaine, et des épreuves aussi importantes que Paris-Roubaix ou Milan-Sanremo figurent à son palmarès.

JACQUES ANDREU.

JACQUES AUGENDRE

Victoire de Proisy dans le National

National, ayant pris la tête de la « grogne » contre la politique dictatorialle de la Fédération. Sa victoire est une superbe nasarde à ceux qui comptaient déjà lui taper sur les doigts. Quant à François Jauffret, il nous suffit de rappeler le match homérique qu'il livra à Borg sur le central de Roland-Garros, en juin dernier, pour estimer qu'il pouvait encore se battre.

Un nouveau plan de la F.F.T.

Proisy a un atout maître pour lui : c'est son acharnement à vaincre, on l'a bien vu en 1972, quand il rallia la finale des Internationaux de France. Il était plus motivé que jamais dans ce

Le titre de champion du monde se jouera au Japon

Conséquence de la victoire du Britannique James Hunt (Mads Laren) dans le Grand Prix des Etats-Unis, disputé dimanche 10 octobre à Watkins-Glen (Etat de New-York), et de la troisième place de Niki Lauda, le titre de champion du monde se jouera entre eux au Japon, le 24 octobre, dans la dernière grande course de l'année. Au classement du championnat mondial, l'écart qui sépare les deux pilotes n'est plus que de 3 points, à l'avantage de Lauda, de sorte que le Grand Prix du Japon constituera hier

bien sûr et qui dispose désormais des meilleurs atouts, comme l'indiquent ses deux succès successifs au Canada et aux États-Unis. De toute évidence, le pilote japonais est un homme qui sait fort qu'en ce moment, la préparation de sa volure est et sera tout simplement exemplaire, et Hume dispose, avant la finale du Japon, d'un avantage décisif sur ses concurrents. L'importance, il s'agit de l'état d'esprit, du moral, qui l'habite, puisqu'il se sait pour l'instant supérieur à ses adversaires. Mais, si l'homme de Landa a bien conscience de ne pas avoir retrouvé, à la suite de son accident du mois d'août, tous ses moyens physiques, il n'est pas sûr de gagner la compétition, provisoirement sans doute, n'est plus la même.

Landa a reconnu qu'il éprouvait, par instants, une certaine appréhension, et qu'il n'acceptait pas la notion du hasard. Pour ne rien arranger, Niki Landa souffre toujours de brûlures au visage, ses paupières sont douloureuses, et les effets de la cicatrisation, le peau brûlée le gêne beaucoup.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Hunt a remporté les Grands Prix d'Espagne, de France, d'Allemagne, des Pays-Bas, du Canada et des Etats-Unis. Pour sa part, Lauda a gagné au Brésil, en Afrique du Sud, en Belgique, à Monaco, et a été déclaré vainqueur en Grande-Bretagne après le décès de Hunt.

La nouveauté du plan consiste à encadrer désormais exclusivement les jeunes de onze à vingt ans, qui profiteront de tous les avantages d'entraînement physique et technique naguère réservés à leurs aînés. Ceux-ci, considérés comme des « pros » indépendants, resteront libres de mener à leur guise leur carrière. La sélection pour les rencontres internationales (Coupe Davis, Coupe du roi) sera effectuée sur la base des résultats obtenus dans les tournois.

[illegible]

LES RÉSULTATS

GROUPE B		POULE B		POULE E		POULE F	
«Tours et Boulogne»	0-0	«ASPTT Metz»	Voltaire	26-14	«Stade Clermontois B. Mazamet	9-7	sur «Colback», Cuyver sur «Dano» 0 ; 3. Constant sur «Tic» 2.
Lucé B. «Beaumont»	2-1	«MUSFAS B. Paris UC	17-16	«Galliac B. Millan»	16-0	«Parot sur «Bayard et Maupas» 4.	
«Saint-Jean»	0-0	«MUSFAS B. Contreville	23-14	«Pau B. Marmande»	40-16	Troisième parcours. — 1. Parot sur «Colback» et Cuyver sur «Tic» 2 ; 3.	
«Châteauroux B.»	2-0	«AFAS Paris RC	20-16	«P.U.C. B. Paris	22-7	«Conydar B. Maupas» 5 et Rozier sur «Dano» 4.	
«Rouen B. Amiens	3-1	«Nancy et Altkirch	13-13	POULE E		Quatrième parcours. — 1. Constant sur «Colback» 3 ; 2. Parot sur «Dano» 3 ; 3. Cuyver sur «Bayard et Maupas» 4 ; 4. Rozier sur «Tic» 2.	
«Chaumont B. Caen	2-0			«Lavelanet B. Tarascon»	21-9	1 3/4.	
«Hazebrück B. Nîmes	3-0			«Chambéry B. Auch»	19-15	«Constant général. — 1. Cuyver, 4 pts ; 2. D. Constant, 3 pts ; 3. Rozier, 17 1/4 ; 4. Parot, 34.	
«Brest B. Quimper	2-0			«Nîmes B. Moulins	26-15		
«Dunkerque B. Lorient	2-0			«Grenoble B. Castelclairain»	4-3		
Classement. — 1. Beaumont, 11 pts ; 2. Strasbourg, Rouen, Epinal et Chaumont, 10 ; 3. Tours, 9 ; 4. Boulogne, Hazebrück et Brest, 8 ; 11. Lucé, Lorient, Nîmes et Amiens, 7 ; 15. Quimper, Dunkerque, Saint-Dizé et Caen, 6.		Hippisme		CHALLENGE DU MANOIR (Troisième journée)			
		Le prix <i>Toujours, dispute à Longchamps et retenu pour les trois couples gagnants et tirés, a été gagné par «L'Esprit» de l'écuyer de la Whirl et de l'extramidielle. Le combatant gagnant est 11-15-4.</i>		«Blarritz B. D.»	10-6		
		Golf		«Pau B. La Rochelle»	26-12		
		Rugby		POULE E			
		CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (Quatrième journée)		«Montauban B. Romans»	23-16		
		GROUPE B		POULE F			
		«Carmaux B. Albi»	24-22	«Brive B. Toulon»	12-10		
		«Mérignac B. Oyonnax»	10-6	«Angoulême B. Bagles»	40-18		
		«Dijon B. Orléans»	27-10	POULE G			
		«Pau B. Périgueux»	16-7	«Toulon B. Lourdes»	15-10		
		POULE G		Sports équestres			
		«Lombard B. Quillan»	21-4	CHAMPIONNAT DE FRANCE DE SAUTS D'OBSTACLES A FONTAINEBLEAU			
		«Lyon B. Clermont»	25-21	Premier parcours. — 1. Rozier sur «Bayard et Maupas» 3 ; 2. Cuyver sur «Colback» 2 ; D. Constant sur «Dano» 0 ; 4. H. Parot sur «Tic» 1, 2.	Volley-ball		
		«Saint-Girons B. Tyrosse»	25-21	Deuxième parcours. — 1. Rozier sur «Bayard et Maupas» 3 ; 2. Cuyver sur «Colback» 2 ; D. Constant sur «Dano» 0 ; 4. H. Parot sur «Tic» 1, 2.	CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (Première journée)		
		«Limoges B. Bourgneuf»	22-9	«Racing C.F. B. Clamart»	3-0		
		POULE H		«Asnières B. Grenoble»	3-0		
		«Lodon B. Saint-Médard»	12-9	«Toulon B. P.T.T. Montpellier»	3-0		
		«Rodez B. Lyon O.U.»	16-9	«Dax B. Toulon»	3-0		
		«Beyrède B. Figeac»	21-16	«Montpellier C.U. Caumont»	3-0		
		«Vichy B. Courmayeur»	22-6				
		CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (Deuxième journée)					
		POULE A					
		«Saint-Maur B. Colombes»	25-15				
		«Saint-Jean B. Paris»	27-24				
		«St-Marcelle U.C. B. Tours»	20-18				
		«Cagny B. ASFA Toulouse»	18-13				
		«Lyon et Nîmes»	15-18				

551 من المجلد



MOINS LE MONDE EST STABLE, PLUS VOUS AVEZ BESOIN DE LA CHASE

Dans un monde d'incertitudes, la Chase réduit vos risques et garantit vos profits.

Parce que nos économistes reçoivent régulièrement des informations de première main en provenance de plus de cent pays. Parce que notre réseau nous permet d'apprécier au jour le jour les situations locales tant sur le plan financier que sur le plan politique.

Parce que nous suivons en permanence les fluctuations monétaires, rassemblons les faits et les chiffres et en faisons la synthèse. La Chase vous donne une vision globale de la situation économique et financière à travers le monde.

LA CHASE ACCROÎT VOS CHANCES SUR LE MARCHÉ COMMERCIAL

Une équipe de spécialistes des échanges internationaux se trouve toujours là où vous menez vos affaires.

Leur connaissance approfondie des contraintes et des conditions locales, ainsi que des risques et des opportunités, vous donne une longueur d'avance sur tous vos concurrents dans le monde.

LA CHASE RÉDUIT VOS RISQUES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Utiliser la monnaie étrangère la plus appropriée pour un marché déterminé est

une force dans le financement de vos affaires.

Les multinationales tout comme les grandes entreprises n'ont pas les moyens de suivre le marché monétaire au jour le jour. Or, les variations brutales de cours des devises constituent une menace constante pour leurs marges bénéficiaires.

La Chase, elle, a les moyens de suivre ce marché monétaire. Depuis des années, elle réunit les cambistes les plus chevronnés et les experts les plus compétents en matière de change. Pour vous conseiller. Pour vous aider à maîtriser tous les risques de change.

LA CHASE DISPOSE DE SES PROPRES CENTRES MONÉTAIRES SUR LES PRINCIPALES PLACES FINANCIÈRES DANS LE MONDE

En Europe, la Chase est présente à Paris, Londres, Genève, Francfort, Milan, Luxembourg et Copenhague. Ces centres sont reliés directement entre eux et avec New York. Grâce aux techniques les plus sophistiquées, les cambistes de la Chase sont instantanément au courant de ce qui se passe ailleurs.

LA CHASE VOUS AIDE À DOMINER TOUTES LES SITUATIONS

C'est la rapidité et la précision de ses informations et de ses communications qui font la force unique de la Chase sur les marchés de change internationaux.

Qu'il s'agisse de vos affaires à court terme ou de vos projets de financement à long terme, la Chase vous guide à travers les subtilités des marchés de change.

Partout dans le monde la Chase vous assure un avantage

CHASE



100 \$

150 pages

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

APRÈS COMME AVANT LA RÉUNION DE MANILLE

La crise permanente des monnaies

Si l'assemblée générale du F.M.I. à Manille ne laisse guère de trace dans l'histoire, il n'en est sans doute pas de même des troubles qui ne cessent d'agiter les marchés des changes européens depuis le mois de janvier dernier, et qui, loin de se calmer, se perpétuent et même s'exacerbent à travers le monde, comme en témoignent la nouvelle chute de la livre, qui a contraint les autorités britanniques à porter le taux d'escompte à 15 %, et les graves incertitudes qui continuent à peser sur le franc, deux semaines après le lancement du programme gouvernemental de redressement.

A Manille, le chef de la délégation française, M. Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France, ainsi que le ministre belge des finances, M. Willy De Clercq, ont, l'un et l'autre, soutenu que le régime généralisé des changes flottants, dans lequel le monde vit depuis mars 1973, avait pour conséquence d'accentuer encore les déséquilibres, et qu'il convenait en conséquence d'en « surveiller » plus étroitement le fonctionnement, à la fois en vertu des accords conclus à la Jamaïque en janvier dernier, et de la responsabilité du Fonds monétaire international. Mais, le contre-pied de cette thèse, le secrétaire américain au Trésor, au nom de ce qu'il appelle sans doute, le « libéralisme », a, au contraire, adjuré le F.M.I. de se hâter lentement pour définir les « règles de conduite » que dans un avenir indéterminé cette institution serait chargée de faire respecter par les différents pays membres, sans qu'il ait été jamais question — et pour cause — de se demander par

quels moyens elle pourra se faire entendre, sinon se faire obéir.

Ces discours, d'inspiration contraire, ne sont pas néanmoins parvenus à faire revivre les querelles de jadis entre partisans des changes fixes et partisans des changes flottants. La raison en est sans doute que d'avance le débat est vidé de son contenu, d'un côté par le fait qu'en éliminant l'or on a du même coup rendu impossible toute discussion sérieuse sur un système de taux de changes fixes et, de l'autre, par le fait, comme on le verra, que les critères retenus pour définir un « bon » régime de taux de changes flottants seraient à eux seuls suffisants pour prouver que ce régime est incapable de fonctionner en tant que « système » (apte à rétablir son propre équilibre quand celui-ci vient à être perturbé).

Mais l'heure n'étant pas, si elle vient jamais, à « rebâtir » un système monétaire, comme le firent en juillet 1944, avec une sardes digne d'admiration, les négociateurs de Bretton-Woods, la question n'est pas non plus de discuter des avantages théoriques de tel ou tel régime, pour choisir le « meilleur », tout en s'efforçant de créer les conditions objectives propres à permettre de l'appliquer. Si on doit un jour sortir de nos difficultés actuelles, on ne pourra le faire qu'à partir d'une réflexion sur l'expérience vécue. Celle-ci des changes flottants dure maintenant depuis plus de trois ans. Quels sont ces résultats, comparés à ceux du régime précédent ? Il est évidemment impossible de traiter pareil sujet dans le cadre d'un article. On s'efforcera ici de dégager quelques traits fondamentaux.

étaient immédiatement remplacés à New-York en bon du Trésor et autres obligations émises par l'Etat fédéral américain. Au cours de l'année 1971, où le système commença à se dégrader très sérieusement (et en fait s'effondra une première fois), la totalité de l'important déficit que connaît le budget américain cette année-là (précédant la réduction de Richard Nixon) fut financé par les banques centrales étrangères.

La dévalorisation des créances

Rappelons quelques chiffres. De décembre 1969 à février 1973, les pays d'Europe occidentale et le Japon faisaient l'acquisition pour 50,2 milliards de dollars de titres émis par le Trésor des Etats-Unis. Encore ces placements ne représentaient-ils pas la totalité des réserves en devises qu'ils avaient au cours de cette période acquises par leurs interventions sur le marché des changes. Une partie d'entre elles avaient reçu d'autres destinations, y compris des placements à plus ou moins court terme sur le marché de l'euro-dollar. Cette formidable accumulation de créances en dollars devait être, sans aucun doute, un des plus puissants facteurs de l'inflation mondiale. Les réserves des banques centrales servent en effet de base au crédit interne.

L'amputation de valeur qu'a subie le dollar depuis août 1971, à travers deux dévaluations officielles, suivie d'une baisse spontanée sur le marché des changes après la généralisation du flottant en mars 1973, traduit tout simplement la dévalorisation des créances sur le système bancaire américain qui devait nécessairement se produire à partir du moment où, pour se prémunir contre l'inflation venue de l'extérieur, les banques centrales non américaines ont cessé d'en soutenir artificiellement le cours en les rachetant à leur valeur d'émission. Même vis-à-vis du franc, le dollar a perdu du terrain depuis 1971. Cette année-là on achetait une créance sur le système bancaire américain sur la base de 5,55 francs pour un dollar. Le cours est encore aujourd'hui inférieur à 5 francs. La dévaluation est évidemment beaucoup plus forte à Zurich qu'à Francfort. En 1971, le taux de change était de 3,96 deutschemarks pour 1 dollar. Il est actuellement de 2,45 deutschemarks (après être descendu encore plus bas en 1973 et en 1974 : aux alentours de 2,25 deutschemarks).

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 20, 3^e col.)

BULLETIN

Volontarisme

L'un temps, pas si éloigné, où, pour parler « dans le vent », il fallait se prononcer pour une politique « volontariste ». Le sens de ce néologisme n'a du reste jamais été éclairci (pas plus qu'il n'était bien clair le sens de ceux qui s'y référaient), mais, comme il arrive toujours en matière de mode intellectuelle, chacun avait l'impression de comprendre de quoi il s'agissait quand on l'employait. Et cela était suffisant pour les besoins de la cause.

Tout était, à entendre les tenants du volontarisme, affaire de choix. Le gouvernement faisait-il connaître les objectifs de croissance du Plan (lui-même inspiré de cette même doctrine) qu'immédiatement l'opposition sortait un « contre-plan » fondé sur des hypothèses beaucoup plus ambitieuses, mais néanmoins, affirmait ses auteurs, parfaitement « cohérentes » entre elles (au regard de la comptabilité nationale). Bref, il ne tenait qu'au mauvais « choix » (notamment politique) des Français de ne pas connaître à la fois une amélioration encore plus rapide de leur niveau de vie, la stabilité monétaire et une indépendance accrue de leur pays vis-à-vis de l'extérieur.

S'il n'est pas inutile de rappeler cet état d'esprit, c'est qu'il imprègne encore maintes analyses et maints projets en France et ailleurs. Aux Etats-Unis, les économistes, parfois réputés, qui se font les avocats du « National Planning » ne raisonnent pas autrement. Qu'on lise leurs « papiers » ou leurs discours, et l'on verra que, pour eux, il s'agit de demander aux Congrès de « choisir... » entre un peu plus de chômage ou un peu plus d'inflation (et il se agit, pour eux, d'un peu plus de chômage, peut-être un peu vite, que le choix est fait d'avance en faveur du deuxième terme de l'alternative qui a leur préférence...), un peu plus d'investissement ou un peu plus de consommation, etc.

Cette série d'options repose sur deux postulats qui sont aussi contestables

l'un que l'autre. D'abord que les gouvernements disposent des instruments nécessaires pour régler le fonctionnement de la machine économique en fonction d'objectifs ainsi définis. Ensuite, et surtout, que de tels choix puissent se faire impunément. Par exemple, que signifie « choisir » un peu plus d'inflation, si cela-ci doit — et peut-être dans un bref délai — déboucher sur plus de chômage ? En France, on considère généralement comme un progrès le fait que le Parlement soit appelé à voter les objectifs du Plan. Cette procédure ne découle-elle pas de la même pétition de principe, qui consiste à supposer malicieusement les phénomènes économiques qu'il s'agit précisément de gouverner ?

Ce qui est en train de se passer à nouveau en Grande-Bretagne fournit une tréte illustrative de ce propos. Chaque nouvelle étape dans la progression des dépenses publiques et dans la formation du déficit budgétaire a été présentée en son temps comme autant de manifestations d'une politique « volontariste », destinée à favoriser telle ou telle activité, ou à stimuler la conjoncture. Aujourd'hui, la trésorerie britannique doit offrir un rendement réel de 18 % aux souscripteurs des deux nouveaux emprunts qu'elle lance pour recueillir un total 1 milliard de livres. La hausse des taux d'intérêt, rendue inévitable à la fois par la chute de la livre et par les besoins financiers de l'Etat, met en péril la « stratégie » industrielle annoncée par le cabinet travailliste il y a quelques mois.

En réalité, la seule façon pour un gouvernement de se ménager une certaine liberté de choix est de tourner le dos au « volontarisme », c'est-à-dire en fin de compte à l'arbitraire, pour pratiquer au contraire une politique plus prosaïquement soumise aux « nécessités » de l'équilibre extérieur, de l'équation du déficit budgétaire non pas aux « besoins » supposés de l'économie, mais aux possibilités de financement offertes par l'épargne, etc.

« Libéral-interventionnisme » et politique industrielle

LINTERVENTION systématique de l'Etat dans la gestion des affaires industrielles doit être évitée, mais, en revanche, le pouvoir politique ne doit en aucun cas renoncer à son droit — et aussi à son devoir — d'arbitrage. Cette phrase de M. d'Ornano, prononcée à l'occasion de l'interview qu'il avait accordée au Monde en juin 1974, alors qu'il venait d'être nommé ministre de l'Industrie, beaucoup avaient cru discerner dans les propos du maire de Desvignes l'annonce d'une ère de libéralisme pur et dur, l'Etat se contentant, en quelque sorte, de définir les règles du jeu, de les faire respecter et d'arbitrer en cas de litige grave. Ils s'étaient trompés. Jamais, en effet, les pouvoirs publics ne sont intervenus aussi souvent et aussi directement que depuis deux ans dans l'industrie française.

Le coup d'envoi fut donné en décembre 1974, lorsque fut imposé à M. François Mitterrand, à l'occasion du rapprochement entre Peugeot et Citroën, la fusion entre Berliet, qu'il contrôlait, et Saviem, la filiale de la régie Renault dans le secteur des poids lourds. Ce fut, ensuite, l'accord conclu entre la C.I.L., Bull et

Honeywell dans l'informatique. Puis la restructuration de l'industrie nucléaire avec l'entrée du commissariat à l'énergie atomique dans le capital de Framatome, filiale de Creusot-Loire, groupe animé par le baron Empain, qui se voyait confier à cette occasion le monopole de la construction des réacteurs nucléaires en France. Ce fut ensuite la constitution de Novatime, pour la construction des surrégénérateurs. Ce dossier clos, l'administration se saisit de celui du téléphone. Là encore, elle procéda à d'importantes modifications de structure, faisant entrer dans cette activité lucrative le groupe Thomson, qui n'était absent, aux côtés de la C.G.E. et de I.T.T. Dans quelques jours, enfin, devrait être annoncée la cession à Alsthom-Atlantique du secteur « grosses turbines » de la Compagnie électromécanique (CEM), cession imposée à la CEM et à son actionnaire principal, le groupe suisse Brown-Boveri.

La liste, on le voit, est impressionnante et amène certains fonctionnaires à parler de « libéral-interventionnisme » lorsqu'ils évoquent l'intervention des pouvoirs publics dans l'industrie.

L'Etat client

Citées en vrac, ces différentes opérations paraissent dispersées, donc sans lien apparent. Pourtant, en y regardant de plus près, on constate qu'elles ont deux traits communs. Tout d'abord, elles concernent des domaines jugés soit prioritaires et menacés par la concurrence étrangère (poids lourds, informatique), soit appelés à un développement important (téléphone), soit encore des secteurs de pointe (informatique, nucléaire). Second point commun : l'Etat est financièrement présent d'une manière ou d'une autre, soit qu'il ait consenti des prêts en contrepartie de ses exigences (Peugeot-Citroën) ou des subventions (Berliet-Citroën) ou des subventions (Honeywell-Bull), soit qu'il soit tout simplement client : P.T.T. dans le cas du téléphone, S.D.P. dans celui du nucléaire. L'industrie dont font partie les pouvoirs publics dans l'industrie depuis plusieurs mois fait presque figure de fait nouveau. Pendant longtemps la politique industrielle française, orientée

par le général de Gaulle, a été guidée pour l'essentiel par des considérations nationalistes. D'où certains refus spectaculaires — qui ne se souvenaient des démentis du baron Empain avec l'administration lors de l'affaire Schneider — et des initiatives non moins spectaculaires dans certains secteurs considérés comme prioritaires. Pour résumer, la France devait assurer son indépendance nationale, notamment à l'égard des Etats-Unis. Ce fut l'avion français (Concorde), le réacteur nucléaire français (filiale graphite-gaz), l'ordinateur français (création de la Compagnie internationale pour l'informatique). Parallèlement, convaincus de la nécessité de voir l'industrie française se muscler pour faire face à la concurrence internationale, les pouvoirs publics ont incité les firmes à se regrouper en leur accordant des avantages financiers fort importants. Aujourd'hui, l'Etat n'incite plus. Il tranche. Pourquoi ?

Sans complexes

Affaire d'hommes ? Sans doute. Le ministre de l'Industrie a retrouvé ces deux dernières années un lustre perdu

depuis longtemps. Composée de jeunes fonctionnaires dynamiques — certains disent même agressifs — le cabinet de M. d'Ornano a pu d'autant mieux faire passer ses idées que le ministre avait l'oreille d'un président de la République qui, pour libéral qu'il soit, n'a jamais caché son goût de l'intervention en matière économique. Ce qui était vrai pour le cabinet de M. d'Ornano l'était pour d'autres.

Affaire de circonstances aussi. Des dossiers, telle l'informatique, entraînent depuis longtemps, il fallait prendre des décisions. De plus, la crise, en affaiblissant les entreprises, offrait des occasions qu'il fallait saisir. Mais pourquoi ne pas avoir laissé jouer les mécanismes naturels de l'économie ? « Il fallait faire vite », explique un fonctionnaire. « Les entreprises publiques devaient passer d'importants contrats. Ne pas prendre de décision, c'était être en retard... De surcroît, le quadruplement des prix du pétrole et la nouvelle donne économique que cet événement a provoquée, exigeaient des réponses rapides de l'industrie française. Nous pensions qu'il était nécessaire, pour parvenir à la taille mondiale dans les secteurs que nous considérons comme prioritaires, soit de regrouper nos propres forces lorsque la chose était possible, soit de nous allier avec des partenaires étrangers, quelle que soit leur nationalité. C'était, à nos yeux, le seul moyen de s'assurer dans de bonnes conditions économiques à terme, une place sur le marché mondial. Pour y parvenir, nous étions convaincus de la nécessité de substituer aux politiques de produit et d'incitation une politique de structures ; les antagonismes entre les groupes privés étaient parfois si importants qu'il nous a fallu trancher et imposer nos vues. Nous l'avons fait sans complexe. D'abord parce que l'Etat était financièrement partie prenante dans ces opérations, ensuite parce que les fusions et rapprochements décidés par les industriels, ces dernières années, n'ont pas tous été des réussites. Bref, nous ne nous sentions pas totalement compétents... »

Dire que cette nouvelle politique fait l'unanimité dans les milieux patronaux serait mentir. Certes, on ne songe guère à contester que l'Etat puisse avoir un droit de regard sur les structures industrielles qui le concernent directement, soit qu'il subventionne, soit qu'il commande. Mais les méthodes choquent :

PHILIPPE LABARDE.

(Lire la suite page 23, 4^e col.)

LA BANQUE DE FRANCE

recrute le personnel d'encadrement de ses comptoirs par la voie du

concours de rédacteur

ouvert aux candidats de nationalité française âgés de moins de 26 ans au 1^{er} janvier 1976 et titulaires de l'un des diplômes suivants :

DEUG - DUT - DECS - BTS
diplôme des écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises

Date des épreuves écrites : Samedi 11 et dimanche 12 décembre 1975
inscriptions reçues jusqu'au 28 octobre

Documentation et renseignements à la Banque de France - Direction Générale du Personnel
Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Tél. : 261-59-72 - Postes 35-43 et 35-44



Comment les membres de l'OPEP ont utilisé leurs « pétrodollars »

(En milliards de dollars)

	1974	1975	1976 premier semestre
EXCÉDENT	55,0	31,7	14,9
PLACEMENTS AUX ÉTATS-UNIS	12,9	10,1	6,5
Dont dépôts en banque et bons du Trésor	9,3	7,1	4,6
Obligations	1,1	2,6	3,1
Actions	0,4	1,6	1,1
Autres	1,1	3,7	8,7
PLACEMENTS AU ROYAUME-UNI	1,7	0,2	— 0,8
Dont dépôts en banque et bons du Trésor	1,7	0,2	— 0,8
Obligations d'Etat	0,9	0,4	0,1
Actions	0,7	0,3	0,2
Pièces directes	1,2	0,3	0,6
DEPÔTS EN EURO-MONNAIES	22,7	9,1	3,7
plus dépôts dans d'autres pays que les États-Unis et le Royaume-Uni	—	—	—
ORGANISATIONS INTERNATIONALES	4,0	2,9	1,8
Fonds monétaire et « facilités pétrolières »	1,9	2,7	1,3
Banque mondiale et institutions régionales	2,1	0,2	0,5
Dons et prêts aux pays en voie de développement	2,5	4,0	2,5
Prêts directs à des pays développés autres que les États-Unis et le Royaume-Uni	4,5	2,0	0,7
Divers	2,1	3,5	0,5

Source : World Financial Markets, publié par la Morgan Guaranty Trust Company, à New-York, septembre 1976.

Les excédents financiers des membres de l'OPEP ont sensiblement diminué en 1975 et ont été, au premier semestre de cette année, à peu près du même montant que pendant la période correspondante de l'année précédente. Cependant les recettes pétrolières ont augmenté avec la reprise économique mais simultanément les importations des pays exportateurs de brut ont continué de s'accroître (dans une proportion un peu plus forte), ce qui explique que le surplus à la disposition de ces pays, une fois leurs achats à l'étranger réglés, est resté du même ordre de grandeur. Précisons encore que les importations des membres de l'OPEP, après avoir connu une formidable progression en 1975 (+ 65 %), croissent actuellement au rythme d'environ 18 % l'an. En chiffres absolus, elles devraient s'élever en 1976 à quelque 70 milliards de dollars (chiffre qui se compare à des recettes d'environ 112 milliards).

On constate de grands changements dans les emplois qu'ont reçus les excédents pétroliers. En 1974, les placements à court terme — dépôts en banque et souscriptions de bons du Trésor américain et britannique — représentaient les deux tiers environ du total. Cette proportion est tombée à quelque 31 % en 1975 et à 24 % en 1976. En revanche, les placements en obligations ainsi que les prêts directs aux pays développés (parmi lesquels on doit compter la souscription par les membres de l'OPEP à l'emprunt lancé par la C.E.E.) sont passés de 14 % du total au cours de l'année 1974 à 30 % durant le premier semestre de cette année. L'évolution a encore été plus marquée pour ce qui concerne les investissements en actions et en titres de propriété, passés de 2 % à 9 % pendant la même période.

Au sujet de la répartition géographique des placements, on note la part croissante revenant aux États-Unis : 44 % du total au cours du premier semestre 1976 contre 32 % en 1975 et 22 % en 1974. L'évolution a été en sens inverse pour la Grande-Bretagne : au cours du premier semestre de cette année on a même enregistré un « désinvestissement » net (retrait de fonds) de l'équivalent de quelque 1,4 milliard de dollars. En 1975 il n'y avait eu aucun investissement net à Londres alors qu'en 1974 les placements libellés en livres sterling avaient représenté 11 % du total des pétro-dollars investis dans les différentes places financières. Enfin, les dépôts en euro-dollars continuent à représenter une part importante des placements : le quart au cours du premier semestre 1976, contre, il est vrai, les 2/5 pendant l'année 1974.

La crise permanente des monnaies

(Suite de la page 19.)

Ce qui précède nous permet d'arriver à une première conclusion, la généralisation des taux de change flottants ne résulte pas du remplacement délibéré d'un système monétaire par un autre. Le système précédent des taux de change fixes, était vicié à la base par le mécanisme du Gold Exchange Standard. C'est ce dernier qui a dû être abandonné quand le maintien artificiel de la valeur du dollar a commencé d'exiger chaque année des crédits plus importants.

Cependant, depuis 1973 sont apparus d'autres déficits qui ont été financés par des moyens apparentés à l'ancien mécanisme. Les États-Unis ont cessé peu à peu de s'endetter vis-à-vis de l'Europe occidentale et du Japon considérées comme un ensemble. Mais l'OPEP a pris le relais, du quadruplement du prix du pétrole à la fin

de 1973 a entraîné la formation d'énormes excédents au bénéfice des membres de l'OPEP : 65 milliards de dollars en 1974, 35 milliards en 1975. Ces surplus n'ont pas été pour contrepartie une diminution correspondante des réserves chez les pays déficitaires. Une pareille réduction n'aurait pas manqué de susciter une déflation dont la récession que nous avons traversée n'aurait été qu'une très pâle version, malgré son exceptionnelle sévérité. Cette conséquence extrême a pu être évitée au prix international de l'endettement de l'OPEP. Mais, cette dernière, sous d'autres formes, est restée l'unique source de l'accroissement des « liquidités » du système.

Deux régimes de change

Pour juger des résultats de vingt ans d'expérience de changes flottants, il faut encore prendre en considération un autre aspect, au moins aussi important, du problème. Du temps où les taux de change étaient fixes, il existait, en réalité, deux régimes monétaires bien distincts, celui des pays à monnaie de réserve (États-Unis et Grande-Bretagne) et celui de tous les autres pays. Encore cette classification est-elle trop schématisée, car le cas de la Grande-Bretagne était plus ambigu : dans ses relations avec le dollar, c'est-à-dire pour le plus important, elle se trouvait logée à la même enseigne que les autres pays, c'est-à-dire qu'elle était dans la nécessité, coûte que coûte, de rétablir l'équilibre de sa balance des paiements chaque fois qu'il venait à se rompre.

Aujourd'hui, avec les changes flottants, il existe encore, malgré l'apparence du contraire, deux régimes de change. Mais la ligne de partage n'est plus la même et elle divise l'Europe beaucoup plus dangereusement que ne le faisait l'autre. C'est, en effet, pour la commodité du langage que l'on assimile le régime monétaire que pratique un pays comme l'Allemagne fédérale avec celui qui subissent la Grande-Bretagne, l'Italie et... la France. Certes, le deutschemark flotte la livre sterling flotte, la lire flotte, le franc flotte, en ce sens que toutes ces devises ont cessé d'être liées au dollar par un taux fixe. Cependant cette définition n'est finalement pas très éclairante. Elle laisse de côté l'essentiel, à savoir la différence de nature qui existe entre, d'une part, la politique menée par les pays à monnaie réévaluée et, d'autre part, la politique menée par les pays à monnaie dévaluée.

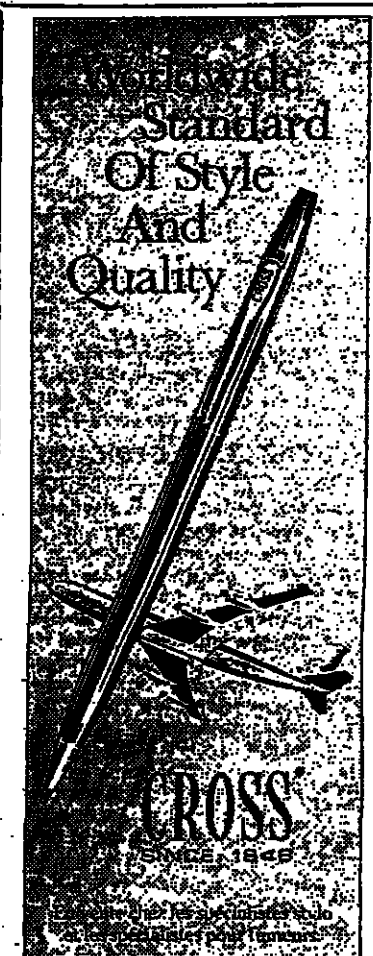
Pour les premières dont la République d'Allemagne fédérale et la Suisse fournissent le prototype, le flottement n'a jamais perdu sa finalité du début, celle qui poussait déjà, en mai 1971, le ministre ouest-allemand des finances, M. Karl Schiller, à proposer aux autres pays de la C.E.E. un « flottement concerté ». L'idée était et demeure que le flottement est un moyen destiné à isoler, autant que faire se peut, le pays qui le pratique, des influences inflationnistes venues de l'extérieur. En se dégageant de l'obligation de stabiliser le dollar, on tarit une des sources de la création monétaire intérieure ; en laissant la monnaie nationale s'ajuster sur le marché des changes, on passe sur le coût des produits importés, dont le pétrole est un des plus importants.

Tout se passe comme si les pays à monnaie réévaluée continuent à se conformer, dans des circonstances et un cadre différents, au principe qui sous-tend tout système durable de taux de change fixes : priorité donnée à la défense de la valeur externe de la monnaie. Quand l'ensemble des nations se soumet à cet impératif, on débouche sur la stabilité du taux de change. Quand les autres pays s'abandonnent à l'inflation, on aboutit nécessairement à la revalorisation (notion toute relative) de la monnaie, du pays qui tient bon.

Pour les pays à monnaie dévaluée, cet ordre de priorité est renversé, comme on l'a vu en Grande-Bretagne quand la mode était de soutenir que l'important était d'abord l'expansion économique. La Grande-Bretagne, proclamait fièrement M. Anthony Barber, chancelier de l'Échiquier, du cabinet conservateur de M. Heath,

ne sacrifiera plus son développement à la livre sterling. On connaît la suite de cette malheureuse tentative de sortir de l'enchaînement du « stop and go ». Les parlements des changes flottants affirment qu'on n'a pas laissé à l'expérience le loisir de développer tous ses effets. Les banques centrales, selon eux, faussent le jeu en intervenant à tout bout de champ. Cependant, une étude publiée par la Banque fédérale de Réserve de St-Louis, dans son numéro de juillet 1976, montre, à notre avis, à quel point l'écologie monétaire moderne (inspirée par Milton Friedman), dont les enseignements sont à la base de l'engouement en faveur de la flexibilité des changes, méconnaît gravement les fonctions qui devraient incomber à un système monétaire digne de ce nom. Pour les économistes de Saint-Louis, les changes flottants peuvent être considérés comme un succès, dans la mesure où l'on s'aperçoit qu'en dépit de toutes les variations « erratiques » constatées sur le marché, l'évolution des cours est commandée par des facteurs qualifiés de « fondamentaux » : différence entre les taux d'inflation (mesurés par les experts de St-Louis aux rythmes de hausse des prix...) et la croissance de la masse monétaire. Faut-il rappeler que le rôle primordial d'un système monétaire fondé sur les taux de change fixes est de « réguler » l'émission de monnaie et par là même d'empêcher que l'évolution des prix ne diffère trop d'un pays à l'autre ?

PAUL FABRA.



Nous avons résolu le problème de la CALVITE

Hier, il était chose. Nous lui avons fabriqué une prothèse capillaire Hairskin au prix incroyable de F 600. Il a rejoint de 15 mm.

Venez nous voir pour une consultation gratuite.

Pour recevoir une documentation envoyez-nous ce coupon.

Hairskin

30, rue Lucien-Sampaix, 75010 Paris
tél. : 200.11.45

NOM : _____
ADRESSE : _____
En vente également chez les coiffeurs

(Publicité)

STADE JEAN-BOUN
UN NOUVEAU DÉPART

Le célèbre stade Jean-Boun a été doté récemment de nouveaux équipements qui le rendent mieux adapté aux rencontres sportives nocturnes. La sécurité du public a été aussi renforcée.

- 800 kVA sont maintenant nécessaires pour alimenter l'ensemble des installations électriques ;
- 4 pylônes de 33 m., soit la hauteur d'un immeuble de 12 étages, supportent 62 projecteurs équipés de lampes à iodure métallique de 2000 W chacune et assurent un éclairage de 450 lux sur les pistes ;
- Les éclairages de sécurité sont composés d'une centaine de luminaires dont un tiers environ sont stanchies ;
- 500 m de câbles résistants au feu assurent les liaisons essentielles aux souffleries des structures gonflables ainsi qu'aux armatures électriques de sécurité.

L'entreprise d'installations électriques forclum, qui a mené à bien cette réalisation, compte parmi les plus importantes de sa profession.

forclum

Tél. : 931.42.41

New Issue
October 8, 1976This advertisement appears
as a matter of record only.

DM 200,000,000 EUROPEAN COAL AND STEEL COMMUNITY

DM 125,000,000 7 1/2 % Deutsche Mark Bonds of 1976/1983
DM 75,000,000 7 1/2 % Deutsche Mark Bonds of 1976/1986

Deutsche Bank
Aktiengesellschaft
also for
Berliner Disconto Bank
Aktiengesellschaft

Dresdner Bank
Aktiengesellschaft
also for
Bank für Handel und Industrie
Aktiengesellschaft

Commerzbank
Aktiengesellschaft
also for
Berliner Commerzbank
Aktiengesellschaft

Westdeutsche Landesbank
Girozentrale

Bank für Gemeinwirtschaft
Aktiengesellschaft
Berliner Bank
Aktiengesellschaft
Hardy-Sloman Bank GmbH
Saarländische Kreditbank
Aktiengesellschaft
Trinkaus & Burkhart

Bayerische Hypotheken- und Wechsel-Bank
Berliner Handels- und Frankfurter Bank
Merck, Finck & Co.
Simonbank
Aktiengesellschaft
M. M. Warburg-Brinckmann, Wirtz & Co.

Bayerische Vereinsbank
Deutsche Girozentrale - Deutsche Kommunalbank -
Sal. Oppenheim Jr. & Cie.
J. H. Stein

Westfälenbank
Aktiengesellschaft

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.
Banque de Paris et des Pays-Bas
Swiss Bank Corporation (Overseas)
Limited

Banca Commerciale Italiana
Banque Populaire Suisse S.A.
Luxembourg
Union Bank of Switzerland (Securities)
Limited

Banque Internationale à Luxembourg S.A.
Credit Suisse White Weld
Limited
S. G. Warburg & Co. Ltd.

DM 200,000,000

سكوا في 1976

Les nécessaires vérifications de comptabilité ne justifient pas les méthodes inquisitoriales du fisc

M. RAYMOND BARRE a annoncé une intensification de la lutte contre la fraude fiscale. La recherche justifiée des fraudeurs amène trop souvent l'administration à user envers les contribuables dont elle vérifie la comptabilité de méthodes injustifiées qui continuent à l'abus de pouvoir.

Outre les contraintes et les désagréments qu'elles comportent, les vérifications de comptabilité telles qu'elles sont actuellement pratiquées par l'administration fiscale du contrôle des impôts ont pour certains contribuables des inconvénients. Elles sont aussi critiquables pour un certain nombre d'autres raisons.

Des garanties souvent illusoirs

En définitive, ce qui caractérise le mieux les vérifications de comptabilité, c'est leur imprécision. Si le code général des impôts est muet sur la notion de vérification, il apparaît encore plus lacunaire sur le droit à opposer à l'occasion d'un tel contrôle. L'imprécision se manifeste aussi bien à propos du déroulement des opérations d'investigation sur place, que dans l'appréciation des conséquences du contrôle.

La caractéristique inquisitoriale de la vérification et les risques d'arbitraire qu'elle contient ont conduit le législateur, il y a quelques années à peine, à édicter des garanties applicables à tous les contribuables vérifiés. Pourtant, l'annonce de telles garanties est vite faite. Au mieux, peut-on avancer deux règles : l'obligation pour l'administration de prévenir le contribuable qu'il peut se faire assister d'un conseil ; la limitation à trois mois de la durée des recherches sur place, pour les entreprises les moins importantes.

On admettra volontiers que ces deux seules règles — la seconde n'étant qu'une garantie négative — laissent beaucoup de points dans l'ombre. Ainsi, l'on se trompe si l'on croit que l'obligation d'avertir le contribuable qu'il peut être assisté par le conseil de son choix implique l'obligation corrélatrice de l'avertir du contrôle lui-même ; la vérification inopinée est parfaitement légale, et l'administration s'efforce plus souvent que ne le laissent entendre ses instructions.

La question de la fréquence des visites sur place du fonctionnaire n'est pas plus réglée que celle de ses heures de présence. L'est-elle au moins dans la pratique ? Rien n'est moins sûr. Il arrive que la vérification dure un an ou plus et que les dirigeants de l'entreprise concernée ne peuvent savoir quand pouvoir prendre un congé légal et quand rester à la disposition des agents du fisc. N'est pas non plus réglé exactement le fait, pour les fonctionnaires, d'indiquer, avant la communication des résultats de leurs investigations, la période exacte sur laquelle porte le contrôle.

L'entreprise ne doit pas s'arrêter de tourner parce qu'une vérification de comptabilité vient de commencer ; c'est pourtant l'impression que l'on a parfois lorsque l'on considère les besoins qu'une telle opération fait naître et les moyens qu'elle peut mobiliser.

Les conséquences de la vérification peuvent, a priori, paraître moins laissées au hasard et à la discrétion de l'administration que ne l'est l'organisation de l'opération d'investigation. Le code général des impôts contient en effet une série de dispositions qui réglementent la procédure à suivre lorsque l'administration constate une « inexactitude, inexactitude, omission ou dissimulation dans les éléments servant de base au calcul des impôts... ». Cette procédure, connue sous l'expression de « procédure contradictoire », prévoit que l'administration doit notifier ses propositions de réhaussement, laisser au contribuable un délai de trente jours pour présenter des observations et saisir éventuellement une commission paritaire du désaccord persistant, avant d'établir l'imposition supplémentaire. L'annul vient de ce que le texte légal ne fournit aucun détail sur une des phrases essentielles de cette procédure : celle de la « discussion » qui précède la constatation de l'accord ou du désaccord des parties. A quel moment cette discussion doit-elle commencer, pendant combien de temps peut-elle durer, où doit-elle se dérouler, en quel consiste-t-elle exactement ? Autant de questions qui restent sans réponse, autant de lacunes qui profitent souvent davantage à l'administration qu'au contribuable.

Il en va de même des règles relatives à l'appréciation portée par l'administration sur la comptabilité qu'elle examine. On imagine facilement que les livres et documents détenus par une entreprise puissent faire l'objet de critiques diverses : écritures irrégulières, livres mal tenus ou absents, ratures, omissions, disparitions de pièces... Pourtant, malgré un effort incessant de la part du juge de l'impôt, il n'est pas possible à l'heure actuelle de définir d'une manière stricte et satisfaisante les griefs que les agents du fisc peuvent adresser à cette comptabilité. Cela tient à deux raisons essentielles : le droit fiscal, d'une part, ne détermine ni ce que doit contenir une comptabilité à usage fiscal ni les critères à respecter pour son établissement. Les jugements portés par les vérificateurs, d'autre part, manquent à l'excès de pré-

conformation de la comptabilité à des données de fait. Elle est mal nommée puisque l'opération n'implique pas toujours l'examen de véritables documents comptables ; ainsi les obligations mises à la charge d'une personne exerçant une activité libérale n'aboutissent pas à la tenue d'une véritable comptabilité et ne peuvent donc se limiter à son étude.

Les vérifications touchent des groupes de contribuables fort dissimilaires : l'administration les a réparties en deux classes, selon que leur activité est ou non de vendre un produit ou de fournir des prestations ; et en sept catégories selon le montant du chiffre d'affaires ou les recettes réalisées. Cette répartition n'empêche pas la constatation de nombreuses imperfections : le choix de l'entreprise à vérifier reste discrétionnaire et, malgré un programme annuel établi par l'administration centrale, le besoin d'efficacité et de rendement peut entraîner des injustices. Le fait que les contrôles soient loin d'être systématiques crée aussi une inégalité de traitement entre les contribuables.

Quelle différence y a-t-il en effet entre une comptabilité « non probante » et une comptabilité « non sincère », entre une comptabilité « irrégulière » et une autre « inexacte » ? Et surtout, quel est le contenu de chacun de ces griefs ?

Les imprécisions en ce domaine sont particulièrement préjudiciables au contribuable. Ainsi, la « réjet de comptabilité », c'est-à-dire l'appréciation défavorable portée par l'administration, a des conséquences extrêmes : la procédure contradictoire n'est pas mise en œuvre et l'imposition sera opérée d'office. On rétorquera peut-être que cette action d'office sanctionne ici une faute et trouve de ce fait sa justification entière. Mais la connaissance de la réalité

conduit souvent à d'autres conclusions : s'il est certain que, devant le juge, le réjet de comptabilité est écarté de motif fondé, cela n'empêche pas que la menace d'un tel réjet puisse être brandie et conduire le contribuable à accepter les rehaussements dans des conditions insuffisamment réfléchies.

Surtout, l'administration des impôts a pris les mauvaises habitudes de laisser croire à son contribuable que la procédure contradictoire était possible, puis de la faire cesser au moment qu'elle juge opportun en alléguant subitement la taxation d'office, conséquence du caractère non probant de la comptabilité. Cette mauvaise pratique, que le juge ne peut pas sanctionner puisqu'en agissant ainsi l'administration ne fait que revenir à la légalité initialement abandonnée, affecte souvent les rapports entre le fisc et les contribuables. Elle nuit à l'établissement de bonnes relations entre les parties.

Il faudrait ici faire encore état des nombreux problèmes que soulève l'évaluation même des rehaussements. L'un d'eux mérite d'être souligné. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, l'assiette de l'impôt ne fait pas toujours l'objet d'une détermination rigide. L'administration semble avoir ainsi tendance à préférer, à un calcul rigoureux, des montants approchés de rehaussements qui lui permettent ensuite de « lâcher du lest » pour apaiser le contribuable trop inquiet.

Des mesures ont été annoncées en faveur des contribuables vérifiés, le 30 avril dernier à l'Assemblée nationale (le Monde des 2-3 mai 1976), et une « charte du contribuable » a été éditée en juillet 1975. Cette charte et ces mesures peuvent-elles améliorer les conditions de vérification ?

« La charte du contribuable vérifié », a écrit le ministre des finances, doit être remise à tous les chefs d'entreprise au moment des vérifications afin que leurs droits et les devoirs de l'administration soient clairement précisés... Cependant,

l'analyse du texte proposé conduit à conclure que la doctrine administrative exposée dans la charte n'est pas en progrès sur celle qui était déjà fixée auparavant : l'administration n'a renoncé à rien et n'a pas davantage précisé les limites que les textes légaux ne contiennent pas.

On peut d'autant plus douter de l'effet escompté par la distribution d'un tel document qu'il ne s'agit pas de la première tentative en la matière. Déjà, en 1958, une brochure, qui portait le titre d'Aide-mémoire du contribuable, avait été éditée. Elle devait être distribuée avant les opérations de contrôle sur place.

Parmi les autres mesures prévues figure la désignation, dans chaque département, d'un « interlocuteur » chargé de répondre aux doléances des contribuables portant sur les conditions ou les résultats du contrôle. Mais, là encore, l'histoire ne plaide pas en faveur de cette pseudo-innovation. Dès 1954, en effet, l'administration avait imaginé la création de « commissions départementales de bonne entente » chargées de faciliter les contacts humains et de dissiper les causes de malentendus. Ces organes présentaient l'avantage, sur l'interlocuteur de 1976, d'être composés d'un directeur des impôts et du président d'une chambre de commerce ou des métiers, donc d'avoir une structure paritaire. Une rapide enquête menée en 1975, tant auprès de l'administration que des organismes professionnels, nous a permis d'apprendre que l'une et l'autre des parties concernées ignoraient tout aujourd'hui de telles commissions. Il semble d'ailleurs qu'aucune réunion ne se soit jamais tenue !

En 1975, il y a eu environ 45 000 vérifications de comptabilité. La lutte contre la fraude justifie l'intensification des contrôles depuis 1970, mais pas les méthodes utilisées par le fisc.

JACK MEURANT, assistant de droit public à la faculté de Strasbourg, ancien vérificateur des impôts.

parlez
RUSSE ...
cours intensifs
LOGOS
centre privé de formation
4 Villa Ornano 75018
PARIS Tél.: 255.09.05
TOURS Tél.: 20.93.31
NANTES Tél.: 47.70.90
ORLÈANS Tél.: 52.54.50

Rémy
32, Fg St-Antoine
PARIS XII^e - 343.65.53
Lit de repos Louis XVI
carré 0,80 x 1,50 ou 1,50 x 2,00
Réalisés en nos ateliers : lits,
lits de repos, jumeaux, à baldaquin,
tous styles, fab. sur mesure.
Laques et patines anciennes.
Collection
unique
de commodes
et secrétaires
Véritable copies exécutées
sur vieilles carcasses



「Chemical Bank がアメリカのほかの国際的銀行とちがう点は、お金ではありません。想像力です」



「Ce qui différencie la Chemical Bank des autres grandes banques américaines internationales; ce ne sont pas les capitaux. C'est l'imagination。」

Bien plus que des capitaux. Dans toutes les langues. **CHEMICAL BANK**
Succursale à Paris : 85, Avenue Marceau, 75116 Paris - Tél. : 720.74.30.
Siège central : New York, N.Y. Bahrain, Les Bermudes, Beyrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Le Caire, Caracas, Chicago, Djakarta, Dubai, Edimbourg, Francfort, Hong Kong, Îles Anglo-Normandes, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Monrovia, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, Rome, San Francisco, Sao Paulo, Singapour, Sydney, Taipei, Téhéran, Tokyo, Toronto, Vienne, Zurich.

FRISONS PATRONAUX

« Il y a les masochistes et les intellectuels : sans doute vont-ils chercher à le grand frisson... » Ainsi se trouvent classifiés par tel responsable patronal ceux qui, chefs d'entreprises ou cadres supérieurs de sociétés, paieront leur écot, mardi de cette semaine, pour dialoguer avec les principaux responsables du parti socialiste au forum de l'Expansion. La politique est tabou chez les patrons. Elle les met mal à l'aise. Et pourtant, elle exerce sur eux l'attrait irrésistible du fruit défendu. Alors que le C.N.P.F. campe dans ses retranchements, M. François Mitterrand a quand même, cette fois-ci, quelques quatre-vingt-cinq interlocuteurs devant lui, ce qui lui permet d'engager enfin publiquement le dialogue avec les milieux économiques après plusieurs tentatives manquées.

Au grand complet, les économistes du P.S. font donner visiblement la grosse artillerie pour la circonstance, puisque, tour à tour, doivent s'exprimer en une seule journée MM. Jacques Attali (sur la politique économique socialiste), Pierre Mauroy (aménagement du territoire et fiscalité locale), Jacques Delors (chômage et emploi), Jean-Pierre Cot (libre circulation des marchandises et des capitaux), Michel Rocard (nationalisations). Sans oublier M. Mitterrand lui-même. C'est une occasion de voir quelles sont les réactions des patrons hors du cadre quelque peu émaillé de leurs institutions habituelles. Or, si l'on observe qu'il s'est trouvé pas mal d'individus pour aller jouer avec le feu en terrain neutre, on constate qu'il a été plus difficile de trouver des volontaires pour constituer un « panel » d'interlocuteurs au premier secrétaire du P.S. On veut bien aller jusqu'à la salle, mais pas sur le podium.

Finalement, les victimes consentantes sont MM. Claude Alain-Serre (le C.N.P.F. ne veut pas participer, mais veut voir une belle mèche : il a avancé le nom du président de l'I.D.I.), Serge Dassault (qui s'est proposé tout seul), Philippe Thomas et Jacques de Fouchier (respectivement présidents de Rochet et Uginet-Kuhlmann et de Paribas), et M. Jérôme Seydoux (président de Pricel), ces derniers sollicités par l'Expansion.

Au-delà de l'anecdote, l'organisation d'un tel face-à-face pose le problème, qu'on ne peut éluder dans cette période déjà préélectorale, des relations entre les milieux d'affaires et les partis politiques d'opposition. M. François Seydoux a voulu fixer clairement la position du C.N.P.F. dans une interview au Monde (nos éditions de 25 septembre) en déclarant : « Le C.N.P.F. en tant qu'organe représentatif des entreprises, de l'industrie, du commerce et des services, est le partenaire normal du pouvoir légal. Il l'a été sous tous les gouvernements. (...) Nous continuerons de l'être. Notre mission n'est pas de nouer des liens ou de débiter d'un programme avec un « shadow cabinet ». Nous ne sommes pas un parti politique, par conséquent nous n'avons pas à dialoguer avec les partis politiques en tant que tels. » Cette manière de retrancher n'est-elle pas à l'extrême ?

(1) Le Monde du 10 septembre 1976.

dance qu'une façon de ne pas apporter de réponse à la question de fond qui reste posée au C.N.P.F., à savoir : quelles relations lui faut-il avoir avec ceux qui ont des chances d'accéder au pouvoir ? L'expérience des dernières élections présidentielles a confirmé M. François Seydoux dans ses vertus de prudence. Il a eu beau l'inviter, les milieux d'affaires étaient plutôt « chahutés », et cela se savait, si bien que le président du C.N.P.F. n'a été reçu par M. Valéry Giscard d'Estaing que près d'un an après l'arrivée de celui-ci à l'Élysée.

L'idéal, pour lui, est certainement de s'en tenir à un refus d'entrer dans le jeu. Et ce n'est pas au moment où les choses ne sont pas claires — le rôle de M. Jacques Chirac n'étant pas encore tout à fait défini — qu'il faut prendre des risques. Autre aspect de la question : à partir du moment où l'accession au pouvoir de l'union de la gauche n'est plus une hypothèse invraisemblable, et où l'on sait que les éventuels responsables d'un gouvernement d'opposition préparent actuellement les mesures qu'ils prendraient au cas où ils arriveraient à leurs fins, faut-il réellement s'abstenir de leur apporter le point de vue technique de ces autres responsables que sont, sous quelque régime que ce soit, les dirigeants d'entreprises ? Individuellement certaines personnalités du monde patronal se posent la question. C'est au moins le point de vue de celles, peu nombreuses, qui sont en faveur de l'union de la gauche.

Tous les socialistes ne sont pas marxistes. M. Jérôme Seydoux, qui fut l'un des rares patrons à annoncer publiquement son vote en faveur de M. François Mitterrand en 1974, tout en prenant la précaution d'affirmer qu'il ne représente que lui-même, a accepté d'être ce mardi sur le même sellette que M. Mitterrand, parce qu'il faut lui poser des questions et il faut lui montrer le poids et les problèmes des chefs d'entreprises.

On aurait pu s'attendre à voir, à ses côtés, M. José Bidegain, dont les affinités avec la gauche sont connues. N'étant pas vice-président du C.N.P.F., le devoir de réserve patronal ne lui était pas imposé. Mais, président d'une importante commission avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, il a préféré s'abstenir : les projets économiques de la gauche lui sont suffisamment familiers, et il n'est pas sûr qu'un forum public soit le meilleur terrain pour dialoguer lorsqu'on a des divergences de vues, dit-il. Sans doute cette discrétion, qui s'exerce en occurrence aussi utilement envers le parti socialiste qu'envers le C.N.P.F., ne préjuge-t-elle pas l'avenir.

Le patronat aussi met en réserve ses hommes de gauche, et c'est peut-être de manière de résoudre en silence le problème d'un dialogue qui n'existe pas. Les partis politiques ne sont-ils pas les premiers responsables de la bipolarisation d'une vie publique de plus en plus tourmentée ? Les organes d'information sont les seuls à faire ce qu'ils peuvent pour transformer en dialogue, l'épreuve de l'affrontement. S'ils y parvenaient, le grand soir ne donnerait que de petits frissons. Ce ne serait peut-être pas plus mal.

JACQUELINE GRAPIN.

B.S.N. et Saint-Gobain sont-ils condamnés à... s'entendre ?

B.S.N. et Saint-Gobain viennent, pour la seconde fois en dix ans, d'être accusés par l'administration (1) de pratiques anticoncurrentielles sur le marché du verre creux dont ils sont les deux géants européens. Cette affaire présente un double intérêt. D'une part, elle mon-

tre par quelles pratiques les groupes dominants peuvent réduire la concurrence dans leur secteur et les justifications qu'ils apportent à leur stratégie. Elle illustre d'autre part la relative inefficacité de l'action publique de la concurrence et sa nécessaire modernisation.

Dix tiers de la production de bouteilles pour le vin ordinaire, plus des trois quarts pour les apéritifs et vins fins et neuf dixièmes pour les eaux-de-vie et liqueurs sont produits par les deux géants français du verre creux : B.S.N. et Saint-Gobain. Ces deux groupes de taille européenne dominent ainsi largement l'ensemble du marché en assurant 84 % du tonnage et 70 % du chiffre d'affaires du verre creux. Ce « quasi-monopole à deux » se trouve renforcé par les contrats d'association technique qui lient Saint-Gobain à plusieurs des cinq petits producteurs dont aucun ne dépasse 10 % du tonnage total. B.S.N., quant à lui, a pratiqué une intégration verticale par toute une série de prises de participation et de contrôle dans le capital d'entreprises utilisatrices de verre creux. Près

de la moitié de sa production est achetée, par ses propres filiales, que ce soit dans la brasserie (Société européenne de brasserie et Kronenbourg qui représentent 50 % du marché français de la bière) ; dans les eaux minérales (Evian, Badoit) ; dans les boissons sucrées ; les aliments diététiques et enfin les produits laitiers (Gervais-Danone). L'emballage en verre est une activité d'apparence modeste pour B.S.N. Il représente 15 % de son chiffre d'affaires, mais il est directement au service de l'activité alimentaire, qui représente, elle, plus de 57 % de ce chiffre.

L'administration accuse aujourd'hui l'ensemble de la profession et donc au premier chef B.S.N. et Saint-Gobain de s'entendre pour réduire au minimum la concurrence entre producteurs.

espoirs dans une modernisation de la législation anti-concurrentielle de 1945 (« le Monde de l'économie » du 18 mai 1976). Un projet de loi est déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale visant au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de positions dominantes. Reconnaisant que l'objectif essentiel de modification des comportements anticoncurrentiels n'est actuellement pas atteint, le projet de loi propose qu'une procédure de contrôle a priori de la concentration soit instituée et que les sanctions applicables en cas d'infraction à la législation des ententes et des positions dominantes soient allourdies. Le ministre pourrait infliger aux entreprises des sanctions pécuniaires dans la limite de 10 % du chiffre d'affaires et enjoindre aux entreprises de réviser les actes ou conventions qui sont à l'origine des pratiques anticoncurrentielles.

On voudrait, d'autre part, au Quai Branly, adapter les structures administratives afin de mieux coordonner les politiques menées en matière de concurrence et de prix, l'importance de cette dernière devant à l'avenir décroître. On pense à une organisation de type vertical : tous les problèmes

Un marché mis au pas

Il n'y a pas de concurrence sur les prix, affirme dans son rapport la commission technique des ententes et des positions dominantes. Chaque fabricant applique, pour le même produit, le même prix : inutile pour l'acheteur de chercher l'entreprise la moins chère, les tarifs sont partout identiques. Il n'y a pas non plus de concurrence sur l'ensemble des conditions de vente : inutile de vouloir arracher d'un fournisseur des remises supplémentaires, celles-ci sont calculées par un organisme commun à l'ensemble de la profession. Enfin, pas de concurrence sur les frais de transport : les tarifs sont fixés, c'est-à-dire identiques quelle que soit la distance entre l'usine productrice et le domicile de l'acheteur.

L'ensemble de ces pratiques est condamné par la réglementation qui interdit les ententes ayant pour effet d'empêcher ou de fausser le jeu de la concurrence, à moins de justifier que ces ententes ont pour effet d'assurer le développement économique, notamment par l'accroissement de la productivité. Est-ce le cas pour l'entente des producteurs de verre creux ? Non, répond l'administration. « Si les prix de vente du verre creux ont augmenté moins vite que la moyenne des prix de gros industriels, c'est grâce au contrôle des prix, à la concurrence du plastique et à quelques rares ententes à la règle... de non-concurrence. »

Aussi les pouvoirs publics sont-ils nuls : il faut que les producteurs mettent fin à la pratique des tarifs communs et à toute concertation sur les remises avant le 31 décembre prochain, faute de quoi il y aura poursuites judiciaires.

Cette mise en garde apparaît sévère si l'on oublie que, déjà il y a neuf ans, l'administration avait invité expressément B.S.N., Saint-Gobain et les autres petits producteurs à « orienter les structures de la bouteille vers un plus grand état de concurrence ». La récidive ne se limite pas au verre creux. En 1957, puis en 1964, B.S.N. et Saint-Gobain avaient été « sermonnés » pour des pratiques anticoncurrentielles dans le verre plat. En 1975, les deux groupes étaient accusés de participer au plafonnement des remises dans le négoce de la vaisselle en verre.

Ni à Saint-Gobain ni à B.S.N. on ne conteste qu'il y ait entente sur le marché du verre creux. « Nous y avons été contraints

par une réglementation sévère des prix », nous a-t-on déclaré à la direction de ces entreprises, où on insiste sur le fait qu'on ne gagne pas d'argent à faire de la bouteille. On en perdrait même depuis trois ans à Saint-Gobain, et en 1975 des salariés ont dû être mis en chômage partiel. Comment s'étonner dès lors que les hausses accordées par le ministère de l'économie et des finances, hausses négociées d'ailleurs avec la direction des prix et la fédération du verre pour l'ensemble des entreprises, soient intégrées et simultanément appliquées par les producteurs ? On ajoute chez Saint-Gobain que les fabricants ont une technologie identique et que, le produit étant banal, il est bien naturel que les prix de revient soient semblables.

Face à cette argumentation, on ne peut s'empêcher de remarquer que les prix de revient ne sont certainement pas les mêmes dans les entreprises assurant moins de 5 % du marché et dans un groupe comme B.S.N. ou Saint-Gobain qui en couvre plus de 40 %. De plus, selon les produits, les marges sont différentes, et l'on remarque que les deux groupes assurent 98,5 % du marché particulièrement rentable des bouteilles de champagne, laissant probablement aux entreprises marginales les productions moins lucratives. N'y a-t-il pas dès lors un risque de voir les deux grands aligner leurs prix sur les entreprises marginales et s'assurer ainsi une marge supplémentaire ? Non, répondent B.S.N. et Saint-Gobain, car une certaine concurrence demeure. La preuve : Saint-Gobain a perdu 4,5 % du son marché de 1970 à 1975. Cette concurrence devrait être accrue grâce à la libéralisation des prix et à un marché en forte progression depuis le début de 1976.

Est-ce si sûr ? Les deux grands du verre ont-ils intérêt à rompre la coexistence pacifique qui limite au minimum la concurrence sur les prix et par conséquent les risques financiers qui pourraient en résulter ? Comment ne pas remarquer que les deux grands ont également passé au niveau européen un ensemble d'accords pour limiter les remises tant sur le marché du verre creux que sur celui du verre plat. Dès lors faut-il s'attendre dans quelques années à un nouvel avis identique de la commission technique des ententes dénonçant une fois encore les atteintes à la concurrence.

L'administration n'en est pas à une contradiction près

A la direction de la concurrence et des prix, au ministère de l'économie et des finances, on admet les limites actuelles de la lutte contre les ententes et les positions dominantes. Il est donc pour le moins paradoxal que le libéré des prix ait été rendu à l'industrie du verre creux, en juillet dernier, alors que, dans son avis du mois de mai 1976, la commission des ententes faisait du retour à la concurrence la condition de cette libéralisation des prix. Ce n'est pas en deux mois que le marché du verre creux est devenu subitement concurrentiel. Cette industrie est cependant soumise aujourd'hui comme les autres au blocage prévu par le plan Barre.

En fait, il y a toujours eu une certaine contradiction entre la politique industrielle visant à faire surgir dans chaque secteur des groupes de taille internationale et la politique cherchant à limiter les atteintes à

la concurrence auxquelles ne manquent pas de conduire ces concentrations. C'est pourquoi les dossiers d'ententes et de positions dominantes aboutissent si rarement à des poursuites judiciaires. Mais comment éviter dès lors que les recommandations du ministère de l'économie et des finances ne restent lettre morte, comme ce fut le cas dans cette affaire du verre creux ?

Les fonctionnaires responsables de la politique de la concurrence mettent leurs

de chaque profession, qu'il s'agisse de prix ou de concurrence, seraient sous la responsabilité d'une seule équipe. Pour ce faire, une action politique de formation du personnel aux problèmes de concurrence est actuellement mise en place.

Quels que soient les progrès qui pourront être accomplis, il est à craindre que le bilan économique d'une entente ne soit toujours aussi difficile à établir et que les injonctions de l'administration à un établissement des règles de concurrence ne soient aussi peu efficaces.

Dès lors, s'il est confirmé que pour des raisons techniques et économiques les ententes sont inévitables, pourquoi ne donneraient-elles pas lieu, dès leur constatation, à une véritable négociation tripartite entre prise-pouvoirs publics-consommateurs ? Cela afin d'imposer une contrepartie aux ententes. En faveur des consommateurs, il pourrait s'agir de diminutions de prix et d'amélioration de la qualité des produits. En faveur des collectivités publiques, ça pourrait être l'adoption d'un plan de réduction des consommations d'énergie ou la participation financière à des équipements anti-pollution (chimie) ou à des opérations de recyclage (verre).

Les ententes au service des consommateurs et de l'environnement ? Il y a peut-être de ce côté-là des solutions possibles...

PIERRE DUFFÉ.

Hôtel Sheraton.
Des boutiques, des restaurants,
des jardins, entre votre chambre
et Montparnasse...

« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles », « Le Corail », un bar feutré où il fait bon s'attarder, « La Ruche », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking. Confort, calme, détente...

Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11



Paris-Sheraton Hotel
SHERATON HOTELS AND RES. WORLDWIDE
AVENUE DU MAINE - RUE DU COMMANDEUR MOUCHOTTE TELEX 20086

(1) Le Monde du 10 septembre 1976.

Le Monde
dossiers
et documents
NUMERO D'OCTOBRE
● ALLEMAGNE FÉDÉRALE :
LA PUISSANCE
ÉCONOMIQUE
● LA VIE POLITIQUE
ITALIENNE
Le numéro : 2,50 F
Abonnement 1 an
(10 numéros) : 25 F

**ECOLE NOUVELLE D'ORGANISATION
ECONOMIQUE et SOCIALE
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET SUPERIEUR
FORMATION et PERFECTIONNEMENT**
**PROBATOIRE - D.E.C.S.
EXPERTISE COMPTABLE**
Etudiants et salariés - sur place - à distance
FONCTIONS DE PERSONNEL
Choix des cycles - 120 à 150 heures (temps partiel)
ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS
Formation de Cadres responsables des transports
Les inscriptions seront closes sans préavis.
ENOES
62, rue de Miromesnil 75008 PARIS - Tél. 522-53-86

100-11-150

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'expérience des Pompes Guinard : une usine artisanale à la campagne et sans « petit chef »

De notre envoyé spécial

théorie de l'usine artisanale à la campagne.

Deux premières idées-forces ont guidé la direction : s'installer loin de la ville, parce que « la vie véritable n'est qu'à la campagne », et recréer une atmosphère artisanale, en déplaçant le grand hangar, traditionnel en petites unités de production. La décentralisation, première idée, a été facilitée par les avantages fiscaux prévus pour toute implantation à plus de 30 kilomètres de la ville et par l'accueil d'un maire décidé à stopper l'hémorragie démographique de son village de mille huit cents habitants.

La recherche de l'innovation architecturale, deuxième idée, a été plus délicate : à l'origine, un architecte leur a conseillé une usine en marguerite où chaque petit atelier aurait été disposé comme un pétale, autour d'un noyau central regroupant les services de réception et d'expédition, alors que la direction songeait à une juxtaposition d'ateliers rectangulaires, séparés par de la verdure et coiffés, à chaque extrémité, par un hangar de réception et un autre d'expédition. Un compromis a été adopté : le premier atelier qui fonctionnait, puis le deuxième, à construire, et peut-être un jour un troisième puis un quatrième. Les ateliers ont été disposés en cercle. Quant aux magasins de réception et d'expédition, ils ont disparu ? Conception encore très originale en Europe, le magasin traverse toute l'usine, au milieu de l'atelier : deux rangées d'étagères cachées aux ouvriers par des plaques de couleur, blanches ou jaunes, montent jusqu'au plafond ; entre les deux rangées, un chariot circule et, sur commande des ouvriers, livre ici ou là les pièces réclamées.

Humaniste mais réaliste, le jeune directeur reconnaît qu'au départ il n'y avait pas vraiment de plan, de modèle ou de recette : « Nous avons agi à la petite semaine avec quelques idées de base et, avec du bon sens. C'est après coup que nous avons dressé une « synthèse », une sorte de

Deux autres idées-forces

Mais toutes ces améliorations — des fenêtres, au ras de la pelouse jusqu'aux salles de repos, au téléphone, aux plantes vertes et aux peintures vives et gaies — ne constituent pas l'aspect le plus passionnant de cette expérience d'usine à la campagne. Deux autres idées-forces ont amené la direction à innover dans la vie quotidienne des salariés de Neuville-Saint-Sépulchre : tout d'abord la conviction qu'aucune expérience d'amélioration des conditions de travail ne peut vraiment réussir si l'on ne dépasse un effectif supérieur à cent cinquante personnes, la production en petite unité étant aussi — la direction le reconnaît — un facteur de souplesse et d'adaptation facile aux fluctuations économiques. Ensuite et surtout la volonté d'assurer une concertation permanente et de créer, de petites équipes semi-autonomes sans surveillance hiérarchique.

Toute une série d'initiatives ont été prises. Et c'est l'addition de toutes les innovations en matière d'information, de consultation et d'animation du travail qui constitue une expérience audacieuse et une réforme assez complète de la vie en usine. Deux fois par an, à Neuville-Saint-Sépulchre comme à Châteauroux, le directeur régional prend contact avec le personnel, par groupe de cent cinquante personnes, pour présenter les objectifs et le bilan de l'entreprise ; en outre, le même directeur organise avec les ouvriers (quatre-vingt inscriptions ont été faites) des « rencontres économiques » où l'on parle comptes d'exploitation, prix de revient, etc.

Quatre autres mesures ont été appliquées à Neuville-Saint-Sépulchre seulement :

- L'organisation d'un « cycle d'information » sur la vie de l'usine qui permet, chaque semaine, à deux salariés volontaires (35 % des personnes se sont inscrites) de visiter les ateliers pendant cinq heures et de saisir ainsi le rôle et la portée des différents services ;
- La création d'équipes opérationnelles, composées de six à dix salariés

● La mise en place d'équipes d'entreprise de vingt à trente personnes, regroupées par type d'activité (tobinage, usinage, montage). Ces « équipes » ont pour mission d'organiser elles-mêmes leur activité, d'en suivre l'évolution et d'en assurer le contrôle. Chaque jour, les membres de l'équipe peuvent constater les résultats sur un tableau de bord, affiché dans l'atelier. Tous les deux mois, l'équipe, dont chaque membre a reçu un « rapport d'activité », se réunit en « conseil d'atelier » et fait le point avec le directeur.

● Le lancement à titre expérimental, au sein d'une « équipe d'entreprise », d'un « groupe opérationnel » de cinq à dix ouvriers disposant d'une certaine autonomie : un des ouvriers, pressenti par la direction et après acceptation du groupe, devient l'animateur-conseil — et assure la liaison entre la hiérarchie, la maîtrise traditionnelle étant ainsi supprimée.

A cette organisation s'ajoutent enfin différentes mesures qui tendent à élargir les tâches de l'O.S. pour rendre son travail polyvalent et plus indépendant alors que le type de produit fabriqué aurait pu entraîner le maintien du travail à la chaîne : à Châteauroux, le montage des pompes était parcellisé et réparti entre six ouvriers ; désormais, une seule ouvrière accomplit l'ensemble des opérations.

● Pour lancer cette expérience, précise la direction, il faut un niveau de salaire décent. C'est pourquoi les rémunérations sont égales à celles de l'usine de Châteauroux et comprennent, outre une politique d'indemnité sur les heures INSEE et syndicales, un double intéressement sur le chiffre d'affaires (1,8 à 2,2 %) et sur les bénéfices (1).

Quant aux délégués C.G.T., ils reconnaissent que « le cadre est agréable pour travailler » et que « certaines propositions », comme l'essai d'appliquer les horaires souples sans pointage, « vont dans leur sens », mais ils ajoutent aussitôt : « On se méfie, on ne sait pas ce que tout cela va donner, et de toute façon, le travail ne change pas. »

Tandis que les délégués C.G.T. estiment être « un peu court-circuités », les représentants de la C.G.C. admettent qu'avec de telles expériences il faut revoir le rôle des délégués. Les essais d'autonomie et cette méthode de concertation, mais aussi de « dialogue direct entre le personnel et la direction », remettent-ils en cause la vie syndicale dans l'entreprise ?

Non sans souligner le caractère de certaines organisations syndicales qui dénoncent certains monopoles mais défendent le leur, le président-directeur général, M. Xavier Mallet, s'étonne : « Pourquoi faudrait-il attendre qu'un délégué présente une revendication pour la satisfaire ? » Et d'ajouter : « Je ne pense pas que tout cela affaiblisse

le syndicalisme. Il y a tant de problèmes dans une entreprise... Et, d'ailleurs, 70 % des ouvriers ne sont-ils pas syndiqués, comme l'affirme la C.G.T. ?

Quel qu'il en soit, la direction ne manifeste aucun triomphalisme. « Une grande partie des salariés de Neuville-Saint-Sépulchre sont des jeunes qui trouvent très naturelles les conditions de travail qu'on leur offre. Nous ne pourrions jamais dire « ça y est, nous avons trouvé un modèle de réussite », car ce personnel veut aller plus loin : le changement est nécessaire », déclare le directeur général, qui ne nie pas aussi le double danger de s'enfermer dans de nouvelles habitudes ou de voir certains ouvriers préférer l'ancien mode de travail.

La direction des Pompes Guinard est en tout cas décidée à étendre prudemment et progressivement ses expériences à d'autres unités de production. Déjà, à Lille, dans une autre vieille usine, les deux cents ouvriers ont participé à l'élaboration d'un projet de nouvelle unité à la campagne. Rejetant tous les systèmes, tous les limes et toutes les idéologies, M. Xavier Mallet avoue être, cependant, attaché à « au moins un principe » : « la décentralisation pour donner à la base la plus grande autonomie possible ». Et le coût de telles expériences ? « Il est relativement modeste (2), alors que les gains en efficacité sont d'un ordre de grandeur bien supérieur. Vous ne pouvez pas imaginer le coût du traitement de l'information et des communications dans une grande entreprise de type classique. Et puis, vous savez, le ras-le-bol du petit chef, ça coûte très cher. »

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Un O.S. 2 page 2150 F par mois pour une durée hebdomadaire de travail de 40 heures. L'horaire étant actuellement de 45 h 30, l'O.S. 2 reçoit en fait 400 F. Comme de l'industrie, le chiffre d'affaires la rémunération moyenne atteint 2 700 F.

(2) Le coût de construction de l'usine de Neuville-Saint-Sépulchre serait supérieur de 5 à 10 % à celui d'une usine traditionnelle. Compte tenu des outillages supplémentaires, des frais de transport, le coût total est vraisemblablement supérieur.

Le « libéral-interventionnisme » et l'industrie

(Suite de la page 18.)

« En imposant à un tel de fusionner avec un tel, en contraignant telle entreprise à céder tout ou partie de ses actifs à telle autre, la puissance publique sort de son rôle qui devrait être d'entraîner et de tracer des grandes lignes d'actions », affirme un grand patron. « Des interventions ponctuelles ne font pas une politique industrielle », déclare de son côté un chef d'entreprise, qui poursuit : « Dans tous les cas, on ne saurait parler de libéralisme. Nous sommes en présence d'un dirigisme technocratique. » Un dirigeant du C.N.P.F., et non des moindres, va plus loin, qui, au-delà des méthodes, dénonce les finalités. « Une seule entreprise pour un seul produit ne me satisfait pas. Le libéralisme de M. Duranton est un mythe. » On ne saurait mieux dénoncer l'action des pouvoirs publics dans le secteur nucléaire.

M. d'Ornano serait-il un dirigiste sans le savoir ou, plus encore, un faux libéral conscient ? L'affirmation serait aller un peu vite en besogne. Le ministre de l'Industrie et de la recherche n'a-t-il pas donné les premiers coups de canif dans la fameuse loi de 1928 qui réglementait les prix des produits pétroliers en libérant ceux du fuel lourd et du naphta ? N'a-t-il pas approuvé et défendu avec vigueur la fusion Elf-Aquitaine, qui a permis de privatiser l'actionnariat d'un groupe pétrolier d'Etat ? Qui peut nier qu'en ces occasions M. d'Ornano ait agi en « libéral » ?

Alors ? Libéral ? Dirigiste ? La politique industrielle menée depuis plus de deux ans emprunte à ces deux théories. Dirigiste en ce qui concerne les moyens — les interventions que nous avons citées le prouvent à l'évidence, — elle demeure libérale quand on prend en considération les objectifs poursuivis et la manière de les atteindre. De quoi s'agit-il en effet ? De constituer des groupes industriels suffisamment puissants et rentables pour qu'ils puissent prendre pied sur le marché mondial. Pour y parvenir, l'Etat ne lésine pas : répartition des marchés (téléphone), subventions (informatique), attribution de monopoles (nucléaire), mais il n'y a pas de contrepartie à cette aide. La puissance publique n'ayant pas voulu s'assurer de participation significative dans le capital des entreprises concernées, leurs dirigeants conservent leur liberté de manœuvre. Ils peuvent investir et produire comme ils l'entendent, et confier leur est fait pour « tenir » les objectifs fixés : présence à l'étranger et rentabilité. Bref, l'Etat continue de préférer « faire faire » que faire lui-même. Dès lors, même si la recherche de réponses à la crise amène l'Etat à intervenir plus fréquemment au niveau des structures, il apparaît, beaucoup plus qu'un tuteur, un allié, parfois seulement encombrant des groupes industriels français les plus puissants.

PHILIPPE LABARDE.

LA CALVITIE... C'EST DÉPASSÉ !

HAIR CHIRURGICAL
SUPPRIME LA PERRUQUE
ABOLIT TOUTES LES TECHNIQUES
ET LE PROUVE

Nom
Adresse Tél.

Consultation gratuite sur rendez-vous (seul samedi après-midi).
Sans rendez-vous : mardi, mercredi, jeudi de 17 h à 19 h,
38, rue de Bassano - 75008 PARIS. — Téléphone : 722-55-18.

Aujourd'hui, vos concurrents lisent
les journaux économiques étrangers en français.
Et vous ?



Chaque vendredi matin,
découvrez dans
La Presse Economique
en une seule fois,
et en français,
tout ce qui compte pour vous
dans les journaux américains,
anglais, allemands,
russes, japonais...

La Presse Economique lit pour vous les meilleurs journaux économiques et financiers du monde, rassemble les informations indispensables aux dirigeants et les publie en français. Elle vous apprendra, chaque vendredi, en quelques minutes, ce que vous auriez mis des heures à découvrir dans la presse étrangère en lisant tout ce qu'elle publie couramment l'anglais, l'allemand, le russe et le japonais. Que vous receviez des dizaines de journaux aussi différents que Barron's, Ekonomicheskaya Gazeta, Middle East Economic Digest, Nihon Keizai Shimbun, Troud, Newswest, Time, Business Week.

Ainsi, sans avoir à remuer des montagnes de papier, sans perdre aucun temps, La Presse Economique est conçue pour une lecture rapide, vous bénéficiez d'une sécurité très rare : vous serez sûr de ne pas laisser passer des informations dont vous pourriez tirer partie et dont peut dépendre, à la limite, la survie de votre entreprise.

La Presse Economique vous permet de surveiller la conjoncture, les marchés, les opportunités... et vos concurrents, dans le monde entier. La Presse Economique vous alerte instantanément lorsque

des opportunités se présentent, avant que la nouvelle se répande hors des frontières de leur pays d'origine : vous apprenez les projets européens d'un concurrent d'Osaka, l'ouverture d'un marché en Italie, le revirement de stratégie d'un gros client allemand ou américain, l'orientation à la baisse de telle matière première... Sans quitter votre bureau, sans investigations fastidieuses, vous gardez un œil sur tous les grands marchés. En outre, chaque semaine, la Presse Economique publie des informations confidentielles sur la vie des affaires en France, et la carrière des dirigeants, ainsi que des notes de conjoncture « en clair ».

Une rubrique spéciale, très précieuse pour les directeurs de marketing et de fabrication, vous tient au courant des nouveaux produits qui vont faire leur apparition sur le marché.

La Presse Economique vous mettra, au plan de l'information, sur un pied d'égalité avec les dirigeants des firmes internationales qui disposent de services de presse et de correspondants à l'étranger.

Une seule de ses informations, exploitée à temps, peut vous ouvrir des perspectives extrêmement rentables et, tout au moins, vous rembourser au centuple le prix de votre abonnement.

Profitez pendant trois mois de ce service absolument unique en lisant La Presse Economique à l'essai sans engagement ultérieur.

La Presse Economique
Bon pour un essai de trois mois

☐ Je désire recevoir LA PRESSE ECONOMIQUE pendant trois mois, chaque semaine, soit 13 numéros au prix de 80 F (au lieu du prix normal de 120 F). Je reste entièrement libre de m'abonner ou non à l'issue de cet essai.
☐ Je préfère m'abonner dès maintenant pour un an au tarif de 280 F (au lieu de 480 F).
☐ Vous m'envoyerez la facture ultérieurement.
☐ Veuillez trouver ci-joint mon règlement à l'ordre d'Ecopress. Cocher les cases de votre choix.

Nom
N° Rue
Ville
Code postal Signature
Votre abonnement est garanti : vous pouvez l'annuler à tout moment et les numéros restant à servir vous seront remboursés immédiatement.
La Presse Economique 9, rue d'Aboukir - 75002 Paris. 40

Approbation de la C.G.C., méfiance de la C.G.T

Les quelques ouvriers que nous avons interrogés se sont déclarés satisfaits. « Ah oui, ici c'est agréable ! On n'a plus de surveillant sur le dos et il n'y a plus la hantise d'arriver en retard avec les horaires souples », nous a déclaré une mère de famille nombreuse qui, il y a peu de temps, travaillait au rendement dans la confection et « montait » des dizaines de sacs de poignets de chemise par jour pour un salaire inférieur de 30 % à celui qu'elle reçoit aujourd'hui. Et les syndicats ?

« Nous sommes partie prenante à 100 %

Pacer



American Motors

Jean-Charles

21, rue de la République - 92100 Nanterre - Tél. 288 - 23 - 48

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Jacques Bourrinet

LA COOPERATION ECONOMIQUE EURAFRICAINNE

La préface souligne, comme le fera l'auteur, les transformations profondes que devra subir l'industrie européenne, changements qui, malgré leur importance, sont éclipsés par les problèmes du moment.

Les querelles, presque trentennaires, entre le vertueux et bureaucratique multilatéralisme et le bilinguisme, à l'instar de néo-colonialisme, ont servi à l'édification d'un système intermédiaire, sorte de plurilatéralisme, qui donne tout au moins aux contractants une certaine impression de liberté et de coopération.

Suivant le fil du temps, nous voyons successivement la première convention de Yaoundé, en 1963, puis la seconde, en 1969, entre la Communauté européenne et l'Afrique francophone, puis la Somalie. En dépit, on peut-être à cause de son caractère novateur, cette convention n'a pas suscité que des éloges, est-elle explicité. Le système qu'il faut bien appeler préférentiel, a été étendu, en février 1975, par la convention de Lomé, qui groupe, en sus des premiers Etats (EAMA), vingt et un pays du Commonwealth d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.). La Steber vise, comme son nom l'indique un peu, à stabiliser les recettes d'exportation des pays contractants. Ce pas, bien timide, dans la voie réclamée avec tant de continuité, par les pays en développement, laisse un grand idéal et n'est guère, pour le moment, qu'une assurance pour les « mauvaises années » (un peu comme pour notre agriculture). Mais le pouvoir d'achat n'est pas stabilisé pour autant. Cette stabilisation ne peut être réussie, souligne M. Jacques Bourrinet, ni par les seuls cours, ni par les seules quantités. L'indexation sur les prix industriels importés, encore en suspens, peut réserver des surprises.

Excellente présentation d'un système insuffisamment connu, qui ouvre des portes sur l'avenir.

★ Paris, 1976, PUF, 21 cm, 191 p., 45 F.

Daniel Vitry

LA FISCALITE DIRECTE DANS LA CROISSANCE DE L'ENTREPRISE

Le titre nous intrigue un peu, mais nous sommes vite dans le sujet. Il s'agit du vieux problème des incidences, qui se complique d'année en année.

Dès l'abord, nous tombons sur un morceau dur : les répercussions de l'impôt sur les sociétés. Appeler à notre aide Ricardo, Cournot et Walras ne nous paraît pas indispensable, mais, peut-être, est-ce un moyen de prendre son élan. Mieux vaudrait, semble-t-il, se demander si, en chargeant le cavalier, on ne charge pas le cheval ; celui-ci n'est jamais mis en cause. La répercussion sur les prix, très controversée, est toujours envisagée sur l'aval seulement, selon une solide tradition et une logique seulement apparente, car l'amont est lui aussi en cause. Des modèles nous sont présentés : sans être,

comme il a été dit de la méthode, une façon de préciser les choses que l'on ignore, ceux-ci ne nous éclairent guère.

Non moins délicats sont les effets de la fiscalité sur le capital ou l'épargne, sous forme mobilière. Le choix de la composition optimale d'un portefeuille de dimension donnée ne s'entend vraiment pas de la même façon que dans les journaux boursiers, à base de « tuyaux » et de division des risques.

★ Paris, 1976, PUF, 21 cm, 196 p., 45 F.

Octave Gelinier

STRATEGIE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

Le dernier mot du titre aurait suffi. Celui que l'on a appelé « Monsieur Entreprise », directeur de l'CEGOS, nous donne, après quelques ouvrages sur le sujet, une sorte de guide de la bonne entreprise.

Tout est franc ici : aucun refus de clarté et, dès l'abord, le drapeau est tiré de la poche : « L'entreprise ne sera viable que si elle est conçue pour gagner de l'argent. » Volontairement provocante, cette expression s'adoucit ensuite, quand nous voyons évoquer le rôle de créatrice d'emplois productifs, longtemps ignoré.

Après avoir tout réussi (une liste est donnée des progrès, des bonds réalisés, grâce à elle), l'entreprise est contestée de toutes parts. Ne savons-nous pas que le progrès du niveau de vie le plus important de toute l'histoire, en un quart de siècle, est aussi celui qui s'accompagne du plus vif mécontentement ? Les reproches adressés à l'entreprise traduisent son manque d'adaptation. Après une intéressante plongée sur les « grèves » du personnel, accompagnée d'un schéma réfléchi, nous entendons bien dire que la communauté ne peut s'identifier avec l'entrepreneur. Les deux secteurs sont distincts et le terme autogestion évité. Par contre, attitude favorable envers les syndicats, mais, comme dans l'orchestre, chacun doit jouer sa partie.

Après les dix points-clés, pour une meilleure organisation, sous d'étape repos, une observation éveille l'incertitude : une usine télécommandée (de Paris) ne peut agir en corps vivant, mais que penser alors des multinationales dont le carreau est à 5 000 kilomètres ? Le cas n'est pas soulevé.

L'intéressement n'est pas plus oublié que les conditions de travail (suppression des chaînes, constitution de petits groupes) ou l'emploi (l'effort interne, en vue d'éviter les licenciements), mais la macroéconomie reste en dehors du sujet.

Et voici une constatation lourde : les entreprises françaises ont trop de non-manuels et les rémunèrent plus que les étrangers les salaires des ouvriers sont diminués d'autant. L'enquête de J. Méraud avait abouti aux mêmes conclusions, résultat de la pression intensive des diplômés.

Des exemples pratiques éclairent partout les développements : cet homme aime l'entreprise, dans les deux sens du mot et sait le dire. Mais ses contemporains suivent-ils le même chemin ?

★ Paris, 1976, Editions Sciences et Techniques, 24 cm, 261 p., 75 F.

P. Guillaume et P. Delfaud

NOUVELLE HISTOIRE ECONOMIQUE

Tome 2. Le Vingtième siècle.

★ Armand Colin, Paris, 1976, 23 cm, 400 p., 65 F.

Maurice Flamand

HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

L'histoire économique a accompli de sérieux progrès et va les poursuivre dans la jeune génération. Jadis ignorées, les questions de population ont pénétré dans les récits, sans toutefois que les mouvements économiques de fond qui en résultent soient toujours bien décelés. Le maniement des instruments entra, à son tour, timidement, dans le jeu. On peut toutefois se demander, si, comme en tant de domaines, ces progrès sont en rapport avec les nécessités, tant la course est sévère.

« Le Vingtième Siècle » de deux Bordelais, l'un historien, l'autre économiste, part opportunément de la première guerre ; le récit est vivant, bien présenté, soucieux de ne pas verser, mais est encore affecté de douteuses déviations dans le maniement des chiffres, domaine où la définition joue un si grand rôle. Le jugement d'ensemble s'en ressent parfois tortement. Que la précipitation de Hilder et prendra le pouvoir devant les progrès de l'économie allemande, en 1932, ne soit pas perçue est, sans doute, excusable, mais il y a malheureusement davantage : la mésestime des faits est parfois poussée au système. La partie postérieure à la seconde guerre est logiquement la plus sûre.

L'histoire contemporaine de M. Maurice Flamand, professeur d'économie à Paris-I, plus profonde, plus réfléchie, débute par d'intéressantes considérations sur les méthodes de l'histoire de l'économie, puis remonte très haut à Rome même, pour mieux plonger dans l'avènement du capitalisme. L'évolution de celui-ci est agrémentée de quelques pages sur l'Union soviétique et les pays en développement. Peut-être ce dernier point eût-il été mieux éclairé, si, dans l'étude étoffée de la première révolution industrielle en Angleterre, avait été souligné le rôle important de la révolution agricole.

Pour la France, manque malheureusement la liaison entre le vieillissement démographique et le malthusianisme économique de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Divers faits signalés et non expliqués trouveraient leur origine commune.

Dans les deux ouvrages, nous retrouvons les mêmes ombrages sur la dépression aux Etats-Unis : son début est placé au krach boursier d'octobre 1929, alors que la crise était largement commencée ; dans la politique de Roosevelt, en 1933, faute du maintien indispensable si facile des indices manuels, la distinction n'est pas faite entre la forte reprise qui a suivi la dévaluation et la rechute déclenchée par le New Deal.

Dans les deux épisodes, c'est le goût du spectacle ou de l'agréable qui l'emporte. Dans l'avant-propos même de M. Flamand ne lisons-nous pas ce jugement de J. H. Clapham : « Des histoires que l'on suppose bien connues se prêtent à offrir de bons morceaux pour les légendes » ? Berceau pour la légende, tombeau pour les faits, peut-être la partie n'est-elle pas encore jouée ici.

★ Montchrestien, Paris, 1976, 28,5 cm, 647 p., 54 F.

Paul M. Sweezy

LE CAPITALISME MODERNE

La regrettable habitude des éditeurs de ne donner au lecteur français que des ouvrages défrayés par plusieurs années de réimpression se manifeste ici avec respect. Ce rassemblement d'articles écrits de 1965 à 1971 a été publié en 1972 aux Etats-Unis, avant la crise du pétrole et de tant d'autres événements.

Il est toujours intéressant de voir un marxiste prendre de l'air et du champ. Loin de passer à l'autre extrémité, ni même à une analyse plus ouverte, Paul Sweezy reste affecté et tourmenté.

Que Galbraith soit mieux vu que Keynes attire un moment notre intérêt, mais les critiques formulées contre le système relèvent du pur classicisme. Une fois de plus, nous déplorons de ne voir présenter aucun appareil pour remplacer la vieille machine.

★ Paris, 1976, Editions du Seuil, 21 cm, 187 p., 29 F.

Signalons encore deux livres dignes d'intérêt :

Y. Bernard et J.-C. Colli

VOCABULAIRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Utile résumé du dictionnaire paru l'an dernier. Sans doute l'inventaire n'est-il pas exhaustif (par exemple, échanges interindustriels et même simplement échanges, matrices et matrices de l'emploi, etc.), mais l'ensemble est d'une très bonne tenue. Un regret cependant : marchandising, factoring, broker, bankin school, semblaient d'autant moins s'imposer du moins avant la définition donnée que de bons équivalents français sont (discrètement) indiqués.

★ Paris, 1976, Edit. du Seuil, 18 cm, 369 p., 15 F.

Docteur J.-P. Tisseyre (réalisation du)

TROISIEME AGE VIVRE OU SURVIVRE

Quelques vues économiques remarquables sur le vieillissement, la problématique des retraites, l'université du troisième âge. Science et conscience, c'est justement ce qui manque le plus dans ce domaine. Illustration de bonne recherche.

★ Paris, 1976, Edit. Armand, 22 cm, 123 p., 39 F.

L'Afrique vous attend du 3 au 12 décembre 1976 à la Foire Internationale de Dakar

Vous qui cherchez à vendre ou à acheter dans ce vaste continent...

Vous qui cherchez les investissements et les biens d'équipement que requiert votre développement économique et social.

La 2^e Foire Internationale de Dakar vous offre toutes possibilités.

Elle vous met en contact avec les groupements économiques les plus importants et les représentants les plus autorisés de l'économie africaine et du Tiers-Monde.

Elle vous offre l'excellente occasion de rencontre avec les instances de décision les plus responsables de l'économie européenne et mondiale.

Déjà plus de 40 pays ont annoncé leur participation.

La Foire Internationale de Dakar.

C'est la foire qui vous ouvre les marchés du Tiers-Monde.

C'est la foire qui vous place dans l'orbite du nouvel ordre économique international.

2^e Foire Internationale de Dakar du 3 au 12 décembre 1976



Renseignements : Sofidak. Boîte postale 3329 - Dakar. Tél. 511.11. Télec. Fidak 430SG.

150

150

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« LE JARDIN DES SUPPLICES » de Christian Gion

Avis de la commission de contrôle : « La dialectique subtile et cruelle de la jouissance associée à la souffrance... atteint parfois une intensité et une précision qui ont semblé faire problème à une partie de la commission. Cependant, le parti pris d'extériorité, la distanciation géographique et artistique [sont] de nature à appeler une simple interdiction aux mineurs. »

Ce texte lumineux a permis au Jardin des supplices, film de Christian Gion, adapté par Pascal Lainé du roman d'Octave Mirbeau, d'échapper à l'interdiction aux mineurs et d'entrer dans l'arsenal des films de l'adultère. On s'en félicite pour Mirbeau, que son ennemi ont suffisamment houpilé, de son vivant : pour Pascal Lainé, qui est un romancier de talent (la Dentellière) ; pour Christian Gion, dont les ambitions intellectuelles et esthétiques sont évidentes.

Ici et là...

Inquiétude dans les théâtres lyriques de petite et moyenne importance

La situation financière des théâtres lyriques de petite et de moyenne importance a été évoquée, le 10 octobre, à Saint-Etienne, au cours de l'assemblée générale de la Chambre syndicale des directeurs de théâtre de France. M. Michel Leduc, qui présidait les débats, a notamment exprimé le souhait que les subventions accordées par l'Etat cessent d'être l'exclusivité de Paris et de quelques scènes privilégiées. Les directeurs présents ont également souligné qu'une politique planifiée et équilibrée de l'art lyrique soit mise en chantier par les pouvoirs publics. M. Leduc a précisé que les subventions de l'Etat, qui recouvrent des subventions de province, sont, en effet, financées dans la proportion de 55 à 100 % par les municipalités.

Le 1^{er} Festival cinématographique de Paris à l'Empire

Le deuxième Festival cinématographique international de Paris aura lieu du 13 au 20 novembre dans la salle de spectacles de la S.F.P., l'Empire.

Quatre-vingt films environ seront présentés, inédits ou rares. De plus, un hommage à Abel Gance, un autre au cinéma français des années 30 et une manifestation consacrée au cinéma américain seront organisés aux cinémas Cité-Cœur, Mac-Mahon et aux Entrepôts.

MERCREDI

MARIGNAN PATRÉ - ELYSÉES LINCOLN - QUARTIER LATIN
ST-GERMAIN DES-CHAMPS - N.E.V. - IMPERIAL PATRÉ - MONTPARNAISE 53
CIGUY PATRÉ - MATEAU - CARRANT 53 - CARRANT 53 - LES NATION
PLN ST-JACQUES - et périphérie

Un film qui de toutes ses folies, est la plus
réjouissante... (textes promotionnels pour La Dernière Folie)

Mel Brooks maître du burlesque... les gags
pleuvent en rafale, drôlesse.

Mel Brooks le maître de l'humour inviolable...
Un film inénarrable...

Quel humour dévastateur... voir "La dernière folie"
c'est cela mourir de rire.

LA DERNIÈRE FOLIE
MEL BROOKS

20th Century Fox présente Mel Brooks dans La Dernière Folie (Film Novelty)
avec Marty Feldman - Dom DeLuise et Sid Caesar
Harold Gould - Ron Carey et Bernadette Peters

un film de Mel Brooks - Réalisé par Mel Brooks - Scénario de Mel Brooks - Ron Clark - Rudy DeLoe - Barry Levinson
Monté de Ron Clark - Musique de John Morris - Costumes de Les Dey - Une production Concorde Productions, Inc. Distribué par Fox Ltd.

Musique

La Tétralogie selon Götz Friedrich

(Suite de la première page.)

L'apparition d'Alberich (Zoltan Kelemen) fait monter brusquement l'intensité, tandis que le dragon, formidable tarseux au mille-pattes géant (animé par vingt danseurs), égaré cette atmosphère de conte un peu délavé. Mais au troisième acte, le sublime réveil de Brünnhilde, sur un rocher acéré, dans une obscurité livide, tombe dans un vide béant. « Selon Friedrich, avec un Siegfried bon garçon et peu concerné, semble-t-il, par une Brünnhilde aux gestes lourds, à la voix mate et sans rayonnement (Katalin Kasza).

La Crépule des dieux (dont la première date que de trois semaines) allait heureusement nous donner une revanche inespérée. Sur le plan musical tout d'abord : on avait noté que Colin Davis, grand chef mozartien et berliozien, n'était guère à l'aise dans Wagner. Siegfried l'avait confirmé : sa direction semblait privée de dimension intérieure, de tension dramatique, avec des instruments qui, pour paraphraser Chantecler, n'étaient jamais que ce qu'ils sont, les autres surtout d'un éclat assez vulgaire. Dans la Crépule des dieux sa conduite plus vigoureuse et profonde créait enfin une atmosphère musicale plus juste, une couleur et un amalgame vraiment wagnériens, malgré des mouvements souvent encore trop lents et démultipliés.

Mais surtout la régie de Götz Friedrich apparaît soudain plus riche, acérée, tourbillonnante d'idées et de détails éclairants. Et ce n'était pas seulement la « tragédie bourgeoise » chez les Gibichungen qui marquait ce regain, mais aussi les scènes des grands personnages mythiques : ainsi l'admirable dialogue entre Brünnhilde et Waltraute (Gillian Knight remplaçant au pied levé

Yvonne Minton) qui, malgré son déguisement de Walkyrie-vampire, chantait à genoux avec l'intensité bouleversante d'une cantatrice de l'école : Siegfried (Jean Cox) retrouvait au cours de ces violentes péripéties une sorte de dignité mystérieuse qui emplissait enfin cette voix partielle de Heidegger d'une expression digne d'elle ; et Brünnhilde elle-même (Bert Lindholm, cette fois), dont le timbre sans faille et un peu monotone s'ouvrait brusquement à de superbes stridences désespérées et se déployait avec toujours plus de noblesse dans l'immense chant funèbre. Tous joignaient enfin des attitudes simples, poignantes et sculpturales à la beauté du chant.

Dans le camp adverse de même se rangeaient de vrais personnages : un Hagen formidable (Benji Rungren), presque l'égal du Hildebrand de Bayreuth, un Günther mal à l'aise, l'ho, peu viril, incarné de façon complexe et saisissante par Siegmund Nimsgern, et toujours l'Alberich sublime et démoniaque de Kelemen.

La scénographie de Svoboda, assez pâle, malgré de beaux éclairages, depuis l'Or du Rhin, retrouvait aussi tout son élan poétique, avec la belle vision de Siegfried ramant à contre-courant tout en haut de ce plateau géant qui est la pièce maîtresse de son dispositif, séparant les mondes « d'en haut et d'en bas », et basculant de scène en scène, d'un règne à l'autre ; avec aussi les miroirs perdus, grossissants, déformants, et les vastes panneaux de plastique modernes du palais des Gibichungen, univers de tristesse peuplé soudain de chevaliers du Moyen Age ; avec surtout le formidable morceau de bravoure de la scène finale, exécutée minutieusement selon les indications « impossibles » de Wagner et « en temps réel » : incendie du palais, débordement du Rhin, noyade

JACQUES LONCHAMPT.

Jazz

RAY CHARLES

Ray Charles avait déjà à Antibes, cet été, l'orchestre jazz éminent, les solistes peccent. A Pleyel, ce fut autre chose. Les saxes et les cuivres se démenaient. Johnny Cole, notamment, exécutait de longues pch beaucoup de choristes, deux cuivres avec le « plunger », la soudaine en crouchoir bériné des plombiers déboucheur de lavabos, et de Bubba Miley, compagne de Duke, déboucheur d'oreilles.

Le programme s'est amélioré depuis la tournée de juillet. Il offre, ce n'est qu'un exemple, après celle de Miles et Evans, une bonne version du Concerto de Aranjuez Les Rascals — enfin, trois sur cinq d'entre elles — ont reçu l'attribution de s'échapper de leur groupe au pied fixé pour chaque engagement, comme à l'église, et, ce dit-on, à la façon de Ray Charles lui-même.

Le Ray, comme on dit dans les milieux du jazz, est toujours à la recherche d'un thème heureux et neuf, mais il est intelligemment repris. Comme il était souhaitable, « Cryin' Time », et « For so bad », et « You are my sunshine ». Il reste l'absence d'exception, non seulement du blues, comme d'autres plus limités que lui, mais encore de toutes les formes de la chanson populaire à laquelle il donne, à la façon de Sachmo, la dimension tragique, la grandeur dans la simplicité. — L. M.

En bref

Théâtre

« Lorenzaccio »

Des praticables noirs, et le regard d'une figure « michelangelesque » — un visage enfantin, des yeux inquiets qui attendent, interrogent. Sous ce regard se joue le drame d'un jeune homme acharné à sa perte plus encore qu'à celle du tyran auquel il est lié par une passion haineuse. Dans la mise en scène de Pierre Villacèque, Lorenzaccio, sous les traits d'Arcady, et Alexandre de Médicis, sous les traits de Denis Llorca, sont deux jeunes gens en pourpoint menant rageusement des aventures brutales et sexuelles, auxquelles ricangent les adolescents dans la salle — l'amour physique est encore sujet de gêne et de chantage pour les jeunes. Des textes de George Sand se substituent à quelques scènes écrites par Musset sans rien changer à la pièce. Elle est jouée simplement, uniformément sur un ton proféré de meeting. Les actions s'enchaînent avec clarté dans le noir et le blanc, très loin des clairs-obscur du romantisme. — C. G.

★ Chapiteau des Théâtres de France.

Variétés

Mercedes Sosa

S'accompagnant elle-même au bombo, Mercedes Sosa donne pour la deuxième fois une série de récitals en France, où elle était inconnue encore en 1975. Originelle de la province de Tucuman, au nord de l'Argentine, Mercedes Sosa s'est baignée naturellement dans une musique populaire qui n'a pas perdu le contact avec la réalité du quotidien, dans des chansons à la fois gaies et tristes, où les mots de tous les jours forment parfois les plus beaux des poèmes. Quand, avec une voix qui a la générosité et la simplicité de la vie, Mercedes Sosa ne chante pas le cœur de Tucuman ou de Córdoba ou les sentiers propres aux paysans et aux gauchistes du nord de l'Argentine, elle devient, toujours sur la musique populaire traditionnelle, l'interprète d'Atahualpa Yupanqui, de Victor Jara, de Violeta Parra et de bien d'autres poètes d'une Amérique latine à la recherche de sa liberté. — C. F.

★ Théâtre Montparnasse, 18 h. 30.

PRESSE

LE CONFLIT DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

La C.G.T. s'adresse au premier ministre

M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T., et M. Jacques Piat, secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du livre (C.F.T.L.) viennent d'adresser au premier ministre une lettre dont nous publions les principaux passages :

« Depuis dix-neuf mois, un grave conflit ne trouve pas de solution au Parisien libéré, malgré de multiples demandes de négociations de nos organisations syndicales. »

« Durant cette période, plusieurs faits nouveaux sont intervenus : l'ensemble des quotidiens de la presse parisienne, à l'exception du Parisien libéré et de l'Équipe appartenant au groupe Amaury, ont signé le 7 juillet dernier, un accord avec le comité intersyndical C.G.T. du Livre parisien. »

« Le contenu de cet accord répond pour l'essentiel aux propositions faites depuis le début du conflit par notre organisation syndicale. »

« Il permet de procéder à la modernisation des imprimeries de presse, à l'adaptation des méthodes de travail d'une manière humaine, sans léser les intérêts des travailleurs, en préservant l'emploi, en sauvegardant les garanties et droits sociaux, syndicaux et conventionnels. »

« Les mesures qui permettent d'apporter une solution au conflit du Parisien libéré. »

« Depuis le 7 juillet, l'accord entre progressivement en application et des négociations poursuivent. C'est ainsi qu'un nouveau texte a été ratifié par les représentants de M. Hersant et notre organisation syndicale qui concerne plus spécifiquement l'implantation en province des centres d'impression du Figaro. »

« L'ensemble de ces faits démontre que les solutions préconisées par notre organisation étaient réalistes. Ces accords, et plus particulièrement celui du 7 juillet, posent en termes nouveaux le conflit persistant du Parisien libéré. »

« Les dispositions qu'il contient et qui sont considérées raisonnables pour l'ensemble des quotidiens parisiens, les personnels et leur syndicat C.G.T., permettent une solution positive au Parisien libéré. »

« Dès le 8 juillet, l'ensemble des organisations syndicales concernées a proposé à M. Amaury l'engagement de négociations sur les bases de l'accord, négociations que ce dernier a rejetées. Pour autant, notre position n'a pas changé, elle est la même qu'envers les autres journaux. Nous sommes toujours convaincus que l'ouverture de celles-ci constitue le moyen essentiel de terminer ce conflit. »

« Dans ce domaine, le gouvernement détiend, dans une large mesure, les moyens d'aboutir. »

« Par ailleurs, à différentes reprises, nous avons posé au gouvernement le problème d'ensemble de l'imprimerie française et plus particulièrement la situation des entreprises confectionnant des périodiques. »

« Depuis cette date, la dégradation de l'activité de ce secteur ne cesse de croître. Successivement, de nombreuses entreprises réduisent leurs effectifs sous prétexte de manque de travail. »

« Or ces travaux existent puisque nous avons recensé près de deux cents publications d'expression française confectionnées à l'étranger. »

« L'ensemble des travaux français confectionnés à l'étranger représente près de quinze mille emplois dans notre industrie. Il s'agit là d'une situation qui, faute de négociation d'ensemble, ne manquera pas de provoquer des conflits aigus dans ce secteur. Sur ces questions, nous avons fait des propositions concrètes qui impliquent la participation du gouvernement aux discussions. »

« Nous souhaitons pouvoir examiner avec vous l'ensemble de ces problèmes. »

Vous saurez tout
sur Patrick DUPOND, 17 ans,
quadrille à l'Opéra,
grande révélation
du concours de Varna 1976,
en lisant :

danse

La Revue du Monde de la Danse :
— ses Étoiles — ses Espoirs
— son Histoire — son Enseignement
— tout ce qui concerne
la danse et les danseurs.
En vente partout

D.P. 5, bd.
Poissonnière
75009 Paris
508.84.49



AGENCE

Journal de l'ISO

OFFRES D'EMPLOI	La page	La page T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La page	La page T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	48,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante Société Internationale d'Etudes et de Montage

recherche pour développer ses activités dans les régions de l'EST de la FRANCE

Ingénieur d'affaires régional

spécialisé dans l'étude et la réalisation d'installations électriques pour l'industrie et les collectivités.

Le candidat, directement rattaché au Directeur Régional :

- aura, de préférence, une formation Electrique (Ecoles Nationales d'Ingénieurs);
- justifiera de plusieurs années d'expérience de l'Entreprise;
- sera rompu à la gestion des affaires et à la conduite des hommes.

Connaissance de l'allemand appréciée.

Ecrire avec C.V. photo (rét.) et prétentions s/réf. 545, à M. TOURTE, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

IMPORTANTE COMPAGNIE D'EXPLOITATION THERMIQUE

recherche

CADRE COMMERCIAL

implanté Région Lyonnaise.

Expérience de 5 à 8 ans auprès clientèle Bâtiment et Industrielle.

Niveau M.S.O. Lyon ou Identique.

Ecrire n° T 082-733 M. ROCHE-PEPESSE, 85 bis, rue Beaumour, 75002 PARIS.

Chef comptable

Sud-Est 60 à 80 000 F

Mme Suzanne une très importante société de distribution basée dans le Sud-Est.

A la suite de notre expansion et de la primauté du Sud-Est, nous recherchons un chef comptable qui supervisera la comptabilité générale et le contrôle, participera à l'élaboration des budgets et à leur suivi, assurera les opérations bancaires.

Ce poste sera confié à un homme de 30 ANS au moins, d'un niveau DES, jeune, doté d'une PERSONNALITE d'un responsable, pour une équipe de 35 personnes environ, allié à un bon sens des relations humaines tant vis-à-vis de ses collègues que de la direction.

La formation sera assurée. Une appréciation des possibilités et des limites de l'entreprise sera précieuse.

Ce cadre sera en relation directe de son supérieur.

Les entretiens se dérouleront à Paris et dans le Sud-Est.

DOCUMENTATION DES CANDIDATS: C.V. détaillé, lettres de recommandation, photo (rét.) s/réf. 6710 M. ROCHE-PEPESSE, 85 bis, rue Beaumour, 75002 PARIS.

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

Logabax

informatique

recherche pour

SECTEUR 14 - 50 - 76 - 28

INGENIEURS COMMERCIAUX

ou

ATTACHES COMMERCIAUX

CONFIRMES sur ordinateurs de bureau et mini-systèmes de gestion

Adresser C.V. photo et prétentions s/réf. 112, DIRECTION DU PERSONNEL, 77, avenue Aristide-Briand, 94110 ARGENTEUIL.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

C.A. 800 millions - Effectif 5.000 pers.

recherche pour son établissement

Situé à RENNES

C.A. 100 millions - Effectif 600 personnes

ADJOINT ADMINISTRATIF

Il sera de formation générale supérieure (école supérieure de commerce, licence droit ou sciences économiques).

Il lui sera notamment confié, en étroite collaboration avec le Chef de Service, l'animation et la responsabilité de la gestion administrative et comptable (contrôle de gestion, marchés - problèmes d'organisation).

Agé au minimum de 22 ans, il aura quelques années d'expérience dans les fonctions précitées et possédant dans une entreprise nationale ou étrangère.

Ce poste offre des possibilités d'évolution certaines dans une entreprise nationale en croissance.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 79.727 CONTESSE Publité, 20, av. Opéra, Paris 1^{er}, q. 1^{er}.

GRUPE DE SOCIETES

1500 PERSONNES

recherche

SECRETAIRE GENERAL

Il sera chargé, sous l'autorité directe du P.D.G. de l'administration du groupe et de la politique sociale d'ensemble.

Situation de premier plan pour cadre supérieur ayant expérience confirmée de fonctions similaires. Métropole Ouest.

Ecrire sous le numéro 7.684, «le Monde» Publité, 3, rue des Italiens - 75427 PARIS-9^e.

FILIALE GROUPE IMPORTANT

Région de CAEN

fabriquant des machines spéciales de haute technicité

recherche

CHEF DE VENTES

avec connaissances approfondies de l'EXPORTATION.

Anglais indispensable. Allemand apprécié.

Nombreux voyages à l'étranger à prévoir.

Minimum 30 ans et 3 ans d'exp. professionnelle.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé (et possible photo) et prétentions à n° 79.636 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris 1^{er}, qui te

MERLIN GERIN

Grenoble

offre

à un jeune cadre de formation comptable supérieure

(Expertise comptable, Ecole Supérieure de Commerce, ou formation équivalente)

Intéressé par la Gestion Industrielle

un poste de responsabilité en Comptabilité Analytique

Des connaissances en informatique de gestion sont appréciées.

Son évolution sera assurée à l'intérieur du Groupe.

Adresser C.V. détaillé sous références GDL 84 à MERLIN GERIN Sec Recrutement 83X - 38041 Grenoble Cedex.

chef comptable

Important Groupe d'Assurance recherche son

CHEF COMPTABLE

Mission :

- contrôler les comptabilités générales du groupe, établir les comptes d'exploitation, les bilans, la consolidation; préparer les documents et statistiques nécessaires;
- résoudre tous les problèmes fiscaux du Groupe et le représenter auprès du commissaire aux comptes, de la direction des assurances et des impôts locaux;
- animer une équipe (12 personnes environ).

L'Homme :

- âgé 35 ans minimum;
- formation supérieure sanctionnée par un diplôme comptable et fiscal;
- expérience soit en entreprise, soit en cabinet comptable double d'un passage en entreprise.

Seules connaissances en informatique, parfaite maîtrise de la fiscalité.

Lieu de travail : Région Ouest.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Envoyer C.V. sous réf. L 26831 S.A. qui transmettra.

ICA International Classified Advertising 3, rue Chateaubault - 75013 PARIS

IMPORTANT GROUPE EUROPEEN

de fabricants de jeux éducatifs et de société

recherche son

CHEF DES VENTES

Ce poste conviendrait à un cadre commercial supérieur désireux de s'installer en Alsace du Sud.

Nous recherchons :

- une formation supérieure en technique commerciale;
- une expérience confirmée dans la vente des produits de grande consommation, dans l'animation d'équipes de représentants et dans la négociation auprès des centrales d'achat;
- la maîtrise de la langue allemande serait appréciée.

Nous offrons :

- un poste « ouvert » et très évolutif capable de satisfaire les plus ambitieux.

Adresser curriculum vitae et rémunération actuelle sous la référence 614.

JOUBLIN CONSEIL EN RECRUTEMENT

62, avenue Wagram, 75017 PARIS.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Division semi-conducteurs

recherche :

POUR OCCUPER LES FONCTIONS D'INGENIEURS COMMERCIAUX à l'exportation

DES CANDIDATS DYNAMIQUES, AMBITIEUX TRES MOTIVES PAR LA VENTE.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs-électroniciens ou de formation générale, ayant de très solides connaissances en électronique.

Ils seront responsables de la couverture des pays méditerranéens, Moyen-Orient et de l'Afrique.

Ils auront à promouvoir nos produits, à assurer le suivi des affaires, à résoudre les problèmes d'applications des clients.

Une expérience du domaine « grand public » serait souhaitée.

Exigence du poste :

- Anglais indispensable (langue de travail).
- 50 % du temps en déplacements.

Ce poste est basé à Villeneuve-Loubet (près de Nice).

Les candidatures sont à adresser avec C.V., photo, prêt, et date disponibilité, sous référence SC/MS 11-10-76-82, à Mme LE GUET, T.L.F., B.P. N° 5, 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

PHILIPS

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE

recherche pour sa

Succursale de NANTES

INGENIEUR DE VENTE OU NIVEAU EQUIVALENT

- DEBUTANT ou 1 à 2 ans d'expérience;
- Formation de base en électronique;
- Disponible pour déplacements.

MISSION :

- diffusion en région NOORD-OUEST de matériels professionnels de sonorisation, interphone et recherche de personnes.

Formation continue assurée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prêt, à PHILIPS, Serv. du Pers., 64, rue Carnot, 92154 SURESNES.

SOCIETE EQUIPEMENTS ELECTRIQUES INDUSTRIELS

recherche

— Pour son département électrotechnique :

1 INGENIEUR DIPLOME

SPÉCIALISTE EN CENTRALE

avec larges connaissances en protection lignes et postes et automatisme.

— Pour son département régulation instrumentation :

1 INGENIEUR D'AFFAIRES

1 INGENIEUR DE VENTES

EXPERIMENTES

Ces 3 postes sont à pourvoir dans importante ville de l'EST.

Adresser C.V. détaillé à n° 79.787, Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE FONDERIE DE FONTE

Région Nord-Est

recherche

2 INGENIEURS DE PRODUCTION

30 ans environ, Arts et Métiers, B.S.P. ou Ecole de Mécatronique, ayant une bonne expérience en Fonderie ou Mécatronique de la fabrication de petites pièces en très grandes séries.

L'un devra avoir une forte personnalité pour diriger un atelier de 600 personnes. La maîtrise des problèmes de gestion d'atelier (tableaux de bord) et la capacité de concevoir des installations nouvelles sont indispensables.

L'autre aura à diriger avec autorité une unité de parachèvement de 150 personnes nécessitant des connaissances particulières en machines-outils et mécanique.

Toute facilité de logement dans une région touristique.

Adresser C.V. et prétentions à n° 7.988 «le Monde» Publité, 3, rue des Italiens, 75427 Paris (9^e).

IMPORTANTE FONDERIE AGIER

Région Ouest

recherche

INGENIEUR ASSURANCE QUALITE

Agé de 30 ans minimum, parlant couramment anglais, il doit avoir une expérience des services d'inspection et si possible du poste lui-même.

Rémunération élevée.

Réelles perspectives d'évolution à moyen terme.

Adresser C.V. et prétentions sous référence C. T. 84 à : PROFILS

5 bis, rue Kappler, 75116 PARIS.



emplois internationaux emplois internationaux

POUR L'AFRIQUE DU NORD

INGENIEURS DIPLOMES

pour :

- INSTALLATIONS PORTUAIRES (EXPLOITATION)
- SECURITE
- PROJET ET AFFAIRES
- GENIE CIVIL, TOPOGRAPHIE
- TRANSPORT
- MECANICIEN ET SPECIALISTES DIESEL
- ARCHITECTE, URBANISTE
- GEOPHYSICIEN.

Minimum 10 ans d'expérience.

Veuillez envoyer curriculum vitae détaillé à :

The Clem Corporation S.A.

20, avenue Général-de-Longueville, Boite 14, 1150 Bruxelles (Belgique).

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION SEMI-CONDUCTEURS

recherche

pour ses CENTRES DE DEVELOPPEMENT DE CIRCUITS INTEGRÉS MOS à NICE (FRANCE) et HOUSTON (USA)

DES INGENIEURS D'ETUDES M.O.S.

(Référence SC/LR 111078 102)

Les candidats doivent avoir une expérience en intégration de circuits logiques et systèmes électroniques en technologie MOS. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable dans le cas d'emplois aux Etats-Unis.

POUR SON CENTRE DE RECHERCHE A NICE (FRANCE)

DES INGENIEURS PHYSICIENS

(Référence SC/LR 111076 110)

Ils auront une expérience des procédés de fabrication de circuits MOS (masquage, diffusion, implantation ionique...).

Les candidatures sont à adresser avec curriculum vitae, photo, prétentions et date de disponibilité (en mentionnant la référence du poste souhaité) à Madame LE GUET - T.L.F. - Boite Postale No 5 06270 VILLENEUVE-LOUBET (France).

150

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES A VOCATION INTERNATIONALE
recherche pour son Siège
Région Parisienne
COLLABORATEUR ayant solide
formation juridique
pour poste
CHEF SERVICE PERSONNEL
Directement rattaché au Directeur du Personnel :
- Assistera celui-ci pour toutes questions relatives à l'application des législations du travail et sociales dans le cadre de l'activité de la Société orientée principalement vers l'étranger.
- Aura la responsabilité de l'administration du personnel en service à Paris et à l'étranger (rémunération, garanties sociales, problèmes liés à l'expatriation).
Expérience demandée : 5 ans minimum de profession acquise dans Société travaillant à l'étranger.
Adresser CV, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 7612 à :
ORGANISATION ET PUBLICITE
15, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

Un Groupe français de Bâtiment et Travaux Publics de bonne réputation cherche

UN INGENIEUR achats matériel travaux publics

C'est l'interlocuteur des Directeurs de chantiers à l'étranger (Afrique, Moyen-Orient, Amérique du Sud).
Il analyse et définit les besoins, négocie avec les constructeurs et les revendeurs, traite les marchés jusqu'à leur conclusion.
Il maîtrise parfaitement les techniques et fait preuve d'un bon sens commercial.
C'est un Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, qui a 5 ans minimum d'expérience réussie dans achats de gros matériel.
Bien sûr, il parle Anglais.
Adresser C.V. sous réf. 78.987 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

OPPORTUNITÉ EN MANAGEMENT

Si vous avez plusieurs années d'expérience de supervision, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe. Nous ferons de vous un expert capable de faire progresser les procédures de déroulement des affaires.
Votre champ d'action : la fabrication et les fonctions relatives à l'administration, le Marketing et les Ventes. Vous apprendrez les techniques les plus modernes de planification et de coordination entre les services opérationnels.
Pendant la durée du stage de formation, le salariat évoluera automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront là une possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée, après le stage initial. Pas de changement de résidence demandé aux candidats retenus.
BILINGUE : ANGLAIS-FRANCAIS/ROMANIAN/ALLEMAND/SCANDINAVE
Envoyer curriculum vitae, expérience et rémunération sous la réf. 688 à SPEDAS, 12, rue Jean-Jaures, 92097 FUREAUX, qui transmettra.
Discrétion absolue.

Affaires sociales

Notre Groupe (électronique - électro-technique)
recherche jeunes cadres débutants : grandes écoles ou facultés (droit, lettres, psychologie)
formation assurée par des affectations successives dans différentes unités de notre groupe aux activités variées - commerciales industrielles service fonctionnel.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 371 à CENOD 60, rue Camille 75003 PARIS.

digital
VOUS

avez quelques années d'expérience dans le service Après-Vente d'ordinateurs,
parlez anglais,
recherchez le contact humain et la communication,
êtes dynamique,
désirez élargir vos responsabilités,
êtes intéressés par un développement futur,

ANIMATEUR de FORMATION

Vous serez dans un premier temps, chargé des cours internes destinés à nos inspecteurs de maintenance.
Adresser votre C.V. à :
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Direction du Personnel
18, rue Saurin - 91111 225
94528 RUNGIS Cedex

digital

L'un des premiers groupes Français d'Assurances recherche

1 TECHNICIEN SUPÉRIEUR (Bâtiment, électricité...)

Il sera chargé, sur place, de l'examen des risques : Vol, dégât des eaux, incendie... Une expérience en assurance serait très appréciée. Ce poste exige le goût des responsabilités et une grande mobilité.
Lieu de travail : PARIS et REGION PARISIENNE
Adresser C.V. et prétentions n° 78.844
CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris (2^e), qui tr.

USINE REGION PARISIENNE effectif 450, dépendant d'un groupe industriel recherche
INGENIEUR GRANDE ECOLE
A.M., R.O.P., MINES... ayant obligatoirement
2 ou 3 années d'expérience B.E. de préf. engineering tota, agglomérés, verres, etc. Rattaché au directeur de l'usine, il devra coordonner l'activité de deux ingénieurs (R.E. et Organisation) ayant pour mission d'étudier et de proposer toutes les modifications pouvant concourir à la réduction des coûts et à l'amélioration de la productivité, tant sur le plan technique que sur le plan organisationnel.
Poste à créer
Activité d'organisation très formatrice comportant nombreux contacts avec tous les services de l'usine. Direction et encadrement très sérieux. Politiques de large délégation de responsabilité. Très bonne ambiance de travail.
Évolution de carrière rapide (implantation de nouvelles unités de production).
Adr. C.V. dét., photo et prétentions sous réf. 2244 à
CORT
63, avenue Kléber, PARIS (16^e).
Discrétion assurée.

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :
- DEUX 370/168 - 4000 K,
- UN 370/168 - 3000 K,
- 450 terminaux téléprocessing.
Envoyer CV (sous référence 11.271 M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11 92081-Paris-La Défense.

PRODUITS ACIER BATIMENT (GROUPE USINOR) recherche pour PARIS

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

ou
TECHNICO-COMMERCIAL CONFIRMÉ

ayant l'expérience de la construction métallique. Spécialiste du bardage, couverture sèche ou étanchéité plancher, ayant la connaissance des problèmes d'entretien, pour développer la vente de ses bacs acier en France et à l'étranger. Anglais parlé nécessaire.
- Assistance technique clientèle et négociation d'affaires.
Env. av. C.V. et photo a/réf. 5096 à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 Paris Cédex 02, qui transmet.

Société de BIENS D'EQUIPEMENT, filiale d'un important GROUPE ALLEMAND recherche pour son siège à l'est de Paris

RESPONSABLE FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Réf. : 150 personnes - Chiffre d'aff. H.T. 50 mill.
LE CANDIDAT doit :
- parler couramment l'allemand ;
- être âgé de 35 ans minimum ;
- avoir une formation supérieure ;
- avoir une très bonne expérience dans une situation similaire ;
- être disponible rapidement.
Ce poste de haute responsabilité dépend directement du P.D.G.
Salaires envisagés : 100.000 francs
Adresser curriculum vitae détaillé à :
Société STILL S.A. Direction Générale, B.P. 135 - 77102 MEAUX Cedex.

ingénieur de direction technique

Nous recherchons pour notre très importante société un homme ayant d'excellentes connaissances dans le domaine des chaudières, de la régulation thermique et des pompes.
Il aura à assister les différents responsables de projets dans l'introduction et l'adaptation de technologies nouvelles.
Pour cela, il faudra aller à la source des informations, en dresser la synthèse, guider les coûts et les techniques, préparer les modèles nouveaux.
La candidate devra avoir une formation de type INSA, ENSCM... avoir 25 ans minimum, quelques années d'expérience, lire l'Anglais.
Envoyer CV, sous référence 11.265, à : HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Premier fabricant mondial semi-conducteurs recherche pour OCCUPER LES FONCTIONS

D'INGENIEURS COMMERCIAUX

DES CANDIDATS DYNAMIQUES, AMBITEUX, TRÈS MOTIVÉS PAR LA VENTE
Ces postes conviendront à des ingénieurs électroniciens ou de formation générale et ayant de très solides connaissances en électronique.
Ils seront responsables de clients importants chez lesquels ils auront à :
- assurer les contacts à tous les niveaux hiérarchiques, pour mener à bien les négociations commerciales ;
- définir et promouvoir les produits nouveaux ;
- développer les techniques commerciales ;
- établir les prévisions de vente à court et moyen terme.
Les candidatures des débutants ne seront pas scartées.
Permis de conduire exigé.
CES POSTES SONT A POURVOIR A PARIS.
Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., prétentions, photo et date de disponibilité, sous référence S.O. 11 - 10 - 76 - 92, à Mlle L. GUEST, T.I.P., Boite Postale 5, 92070 Villeneuve-Laet.

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES PARIS 8^e recherche pour son siège d'exploitation PARIS 10^e

INGENIEURS D'AFFAIRES EN TELEPHONIE

Expérience confirmée en téléphonie
Excellents contacts commerciaux
Surveillance et suivi des chantiers.
Adresser CV et photo sous référence 7628 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cédex 02 qui transmettra.

GROUPE EUROPEEN
EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
Nous concevons, fournissons et finançons des installations industrielles et cherchons pour cette activité un :

INGENIEUR GRANDE ECOLE

OU
INGENIEUR EN MECANIQUE

ayant les compétences suivantes :
- Négociations à un niveau élevé ;
- Financement à l'exportation ;
- Établissement et suivi des contrats ;
- Expérience à l'étranger appréciée.
Langues : allemand, anglais.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
KLOCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

LE GROUPE I.F.G./I.C.G. recherche pour ses INSTITUTS DE FORMATION (niveau 2^e et 3^e cycle univ.)

RESPONSABLE DES ETUDES

Diplômé Grandes Ecoles ou Universités (Sciences Soc, gestion...)
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE ET PEDAGOGIQUE NECESSAIRE
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
I.N.I.G., 37, quai de Grenelle, 75008 PARIS CEDEX 15.

INGENIEUR COMMERCIAL

Diplômé d'études supérieures formation HEC ou INSA, ayant une expérience professionnelle de plus de 3 années dans la vente de systèmes industriels et d'automatismes.
Notre société offre une rémunération élevée (fonction de l'expérience et des références du candidat). Développement de carrière dans entreprise en expansion.
Veuillez adresser C.V. détaillé, photos et prêt. à :
S.I.F.S.A.
20, AVENUE DE CHOISY
94190 VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

La politique informatique d'une importante compagnie d'assurances évolue vers l'informatique répartie.

Dans cette perspective, elle recherche

ingénieurs grandes écoles

(X, MINES, CENTRALE, TELECOM...)

chefs de projet

possédant de solides connaissances en INFORMATIQUE DE GESTION, (3 ans d'expérience minimum),
une expérience sur MINI-ORDINATEUR serait appréciée,
destinés à l'encadrement de projets importants nécessitant l'emploi de techniques de BASES DE DONNEES et de TELETRAITEMENT.
Adresser dossier de candidature, avec lettre manuscrite, photo et prétentions, sous référence 11.264, à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 Paris, qui transmet.

conseil de gestion

Société Française d'Audit et de Conseil recherche
CONSEIL
niveau Expertise Comptable ou Ingénieur + BECS.
Responsable de mission, il aura à assurer la conception et la mise en place de systèmes de gestion (analytique, budget, tableau de bord).
Expérience de 2 à 3 ans en Entreprise/Cabinet.
Ecrire C.V. et prétentions, sous réf. HELIOS FRANCE à I.C.A. qui transmettra.
I.C.A. International Classified Advertising 3, rue Drouotville - 75001 PARIS

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS pour ses activités de distribution

cadre industriel

chargé d'assister le Chef du Département des Unités Industrielles, notamment pour :
- l'étude des procédés et matériels nouveaux, des postes de travail, des problèmes de sécurité, de l'amélioration des conditions de travail et de la productivité ;
- la gestion budgétaire analytique de chaque établissement.
Activité exercée tant en région parisienne qu'en province.
Fréquents déplacements de courte durée à prévoir.
Formation : AM - INSA ou équivalent.
Bonne connaissance nécessaire en droit du travail, réglementation de la sécurité, électricité, mécanique, hydraulique, pneumatique. Formation complémentaire, si nécessaire, assurée.
Expérience industrielle : 10 ans environ avec commandement effectif.
Envoyer C.V. manuscrit, photo, réf. et prêt. à :
Société STILL S.A. Direction Générale, B.P. 135 - 77102 MEAUX Cedex, qui transmettra.

CONTESSÉ & C^E
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PUBLICITÉ
VOUS INFORME DU CHANGEMENT DE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE
À PARTIR DU 12 OCTOBRE
APPELEZ
296.14.00
24 LIGNES GROUPÉES
où son équipe de spécialistes est à votre disposition pour recevoir vos annonces téléphoniques.
20, Av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01
TELEX 230746 - TELECOPIEUR

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

Groupe international à vocation touristique

engage un

assistant du directeur financier

- Il lui sera confié :
- l'établissement et le suivi du budget et de la trésorerie du Groupe.
 - la préparation des dossiers de financement.
 - les contacts et les relations avec les différents organismes financiers.

Le candidat retenu aura une formation supérieure (H.E.C. Sciences Eco. Sciences Po...) et pourra justifier d'une expérience professionnelle bancaire de 3 ans minimum dans un service d'études financières.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée.

Le poste est à pourvoir dans la région parisienne.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 31602 à Huges Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS

très introduite

GRANDS MAGASINS ET GRANDES SURFACES

recherche

ACHETEUR SPÉCIALISÉ

AMEUBLEMENT TEXTILE

Indispensable : connaissances marché production, approvisionnement, plans français et internationaux, et gestion distribution.

Qualités de gestionnaire et expérience chasses spécialisées.

Ecrire avec C.V. man., photo (retournée) et prêt. à IOLA - 33, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui tr. Direction assurée.

Premier Réassureur Français

Crée au sein de son Département Commercial chargé des affaires avec l'Allemagne, la Hollande et l'Autriche un poste d :

assistant au chef du département

60.000 F +

Après une période de formation à la réassurance, le candidat retenu prendra la responsabilité du suivi administratif et technique des contrats et supervisera une petite équipe d'employés. Ce poste peut évoluer vers des perspectives incluant des contacts commerciaux. Il peut convenir à un jeune candidat ayant un niveau d'études supérieures (juridiques ou économiques), connaissant bien l'allemand et l'anglais (hollandais souhaitable) et possédant une expérience administrative de quelques années. Réponse et discrétion assurées à toute lettre man., C.V., photo, réim. adressée à réf. B/3083 à Mme Butterlin.

bernard juliet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

Société internationale d'Engineering
recherche
pour faire face à sa très forte expansion

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

- BILINGUE ANGLAIS.
 - CONNAISSANT L'ITALIEN SI POSSIBLE.
- Ce poste conviendrait à un ingénieur bâtiment travaillant publiquement ayant déjà une expérience du recrutement de personnel délégué outre-mer ou à un consultant confirmé dans la recherche ou la sélection des ingénieurs et cadres techniques. La rémunération proposée sera très importante, à la mesure de l'expérience du candidat et de la disponibilité requise par le poste.

Adresser C.V. détaillé sous référence FR 15 à **PROFILS** 5 bis, rue Koppler, 75116 PARIS.

Laboratoire d'Analyses Médicales banlieue Nord, recherche

INGENIEUR CHIMISTE

ADJOINT A DIRECTEUR LABORATOIRE

Connaissances en chromatographie liquide/gaz, absorption atomique, fluorimétrie, techniques immunologiques, immunologie.

Expérience souhaitée.

Adr. c.v., photo et prétentions s.réf. 7657 à Axiat Pub. 91, 109 Saint Honoré Paris 8ème.

Réponse et discrétion totale assurées.

ADMINISTRATION PUBLIQUE DE LA REGION PARISIENNE

RECHERCHE POUR SON SERVICE DE PRESSE

UN (E) ATTACHÉ (E) DE PRESSE

ET

DES RELATIONS PUBLIQUES

Le poste conviendrait à un (e) diplômé (e) de l'enseignement supérieur ayant une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans le domaine de la presse ou des relations publiques.

Les lettres manuscrites de candidature, avec C.V. détaillé, prétentions, photo, devront parvenir avant le 15 octobre à A.N.F.E. - Service Cadres 39-39, bd des Frères-François, 92029 Nanterre.

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche

ingénieur service après-vente

C1 ou C2

FORMATION : école ingénieur ou OM1 appréciée. Connaissant le DIESEL et, si possible transmissions hydrauliques.

FONCTION :

- Instructeur - Ecole de Service
- Assistance Clientèle et réseau de distribution.

Nombreux déplacements de courte durée.

Bonnes notions anglaises techniques écrit et lu.

Adresser C.V. et prétentions Service du Personnel YM - 5, bd Gallieni - 92231 GENNEVILLIERS.

NOUS SOMMES

- Une société de cosmétiques, filiale d'un groupe américain ;
- Une société dynamique en plein développement

NOUS RECHERCHONS NOTRE

DIRECTEUR FINANCIER

(pour région parisienne)

VOUS

- Avez une solide formation comptable ;
- Avez l'expérience des méthodes américaines
- Possédez parfaitement la langue anglaise
- Etes une forte personnalité

VOUS ÊTES CELUI que nous CHERCHONS

Envoyez C.V., lettre manuscrite sous n° 79.680 à CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Logabax

informatique

recherche pour

sa Direction de Développement

Lieu de travail : BANLIEUE SUD

INFORMATIENS

TRÈS CONFIRMÉS

- Vous êtes intéressés par une évolution de carrière chez un constructeur pour des postes très ouverts de :
- CHIEF DE PRODUITS LOGICIELS
- RESPONSABLE DE PROJET HAUT NIVEAU
- Vous connaissez bien les mini-ordinateurs et réseaux de transmission.
- Vous avez le sens des contacts.
- Vous pratiquez couramment une langue étrangère.

Adresser C.V. et prétentions à la référence 113 à Direction du Personnel, 77, av. Aristide-Briand, 94110 ARCUEIL.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

filiale d'un Groupe Multinationale
recherche (Paris-Ouest)

SON FUTUR CHEF COMPTABLE

- DECS ou équivalent.
- Expérience d'au moins 3 ans dans une société utilisant des systèmes informatiques.
- Capable de diriger un service de 10 personnes.
- Anglaise courant exigé (comptabilité anglo-saxonne).

La rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 80.000 F.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo sous référence 14014 à **S.N.P.M.** 108, av. Charles de Gaulle 92222 NEUILLY SUR SEINE

GRUPE ÉLECTROMÉNAGER

(C.A. : 100.000.000 de francs)
recherche pour Futeaux son

TRESORIER

Placé sous la responsabilité hiérarchique du Chef Comptable, il devra :

- organiser son service ;
- élaborer et suivre les situations et prévisions de trésorerie ;
- gérer la portefeuille.

Agé de 25 ans minimum, il devra posséder une expérience dans ce domaine de 3 ans minimum.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : CADILLAC FRANCE

18, rue Arago 92081 FUTEAUX.

MOTOROLA COMMUNICATIONS S.A.

recherche

pour ses agences PARIS et ROUEN

TECHNICIENS AT 2 ET AT 3

ET

AGENTS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

avec minimum 3 ans expérience radiotéléphone.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à : 18, allée des Molènes, 94263 FRESNES CEDEX.

Impt Groupe Industriel

recherche pour Etablissement
PROCHE BANLIEUE NORD DE PARIS

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

devant assurer la responsabilité d'un laboratoire électronique

Formation INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ayant au moins 5 ans d'expérience en circuits E.P. - circuits logiques.

Anglais lu indispensable. Allemand souhaité.

Ecrire avec C.V. n° 79.267, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE ET GÉNÉRALE

recherche

désireuse de développer son activité en FRANCE.

1 INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

spécialisé dans l'étude et la réalisation d'installations électriques pour l'industrie et les collectivités.

Le candidat devra faire preuve d'une technique éprouvée dans les domaines de compétences indiqués et justifier d'une grande expérience en Subroptions et de réalisations d'ouvrage dans le développement des affaires.

Niveau de rémunération élevé en fonction des résultats atteints.

Ecr. avec C.V. et photo à M. CHATELAIN, n° réf. 543, 73424 Paris Cedex 09, qui transmettra.

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche

pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

programmeurs

le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 370/168 - 4000 K,
- UN 370/158 - 3000 K,
- 450 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 11.270 M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11 92081-Paris-La Défense.

GIE

RÉVISEURS COMPTABLES

Nos missions de contrôle sont menées à bien grâce à l'intervention de Réviseurs intervenant :

- soit seuls sur des dossiers d'importance moyenne, mais en bénéficiant de tous les supports techniques nécessaires ;
- soit en équipe pour des missions importantes.

Afin de compléter notre équipe, nous examinons les références des candidats ayant 2 ans d'expérience au minimum dans les domaines suivants :

- révision comptable audit,
- supervision de comptabilité.

Des postes attractifs sont offerts à des candidats désirant évoluer rapidement dans la profession. La connaissance de langues étrangères autres que l'anglais est très appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à C.V. 20, boulevard de Courcelles, PARIS (17°).

SERI RENAULT ENGINEERING

(Société d'études et de réalisations industrielles) recherche

UN ANALYSTE INFORMATIQUE

au Siège à ST-QUENTIN-EN-YVELINES

- qui aura pour missions essentielles l'analyse et l'étude de systèmes d'informatique industrielle.
- Agé de 28 ans minimum, ingénieur de formation, il doit posséder une expérience indispensable en informatique industrielle et souhaitable en automatique.
- Anglais souhaité.

Ecrire rapidement avec C.V. et prétentions au Service du Personnel de la SERI : S.P. 19

2, av. du Viell Etang 78390 BOIS D'ARCY

GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE

BANLIEUE SUD

recherche pour un poste

d'Adjoint au Responsable du Service Comptable

devant assurer l'encadrement de 25 personnes

UN CADRE

Formation HEC-ESSEC-DECS (ou équival.)

Expérience similaire souhaitée 2 ou 3 ans.

Adresser C.V. à N° 79.225, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Importante Société de T.P.
recherche pour renforcer son service
central du matériel à PARIS, un

ingénieur- mécanicien

- Motivé par problèmes de gestion d'un parc important
- Possédant une très bonne connaissance de la technologie des matériels de transport et de T.P.
- Ayant des qualités indispensables d'ordre et d'organisation
- Montrant un goût affirmé des relations humaines
- Age minimum : 30 ans.

Env. CV manuscrit et prêt. s/réf. 7628 à **OZ** organisation et publicité 2 rue MARCO 75001 PARIS/OUTREMER

UN COORDONNATEUR D'AFFAIRES AU SEIN

DE LA DIVISION "ACHATS"

Société d'ingénierie et de construction nucléaire, nous recherchons un coordinateur justifiant de plusieurs années d'expérience acquise en entreprise générale ou construction d'usines. Il prendra en charge l'établissement et la surveillance de programmes de sous-traitance aussi bien en France qu'à l'étranger.

C'est donc une fonction de coordination qui implique de nombreux contacts avec nos services "Etudes", nos responsables d'usines et avec nos fournisseurs.

Une connaissance de la langue anglaise serait appréciée.

Ecrire à N° 79.510 Conteresse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

EATON MANIL

recherche pour PARIS

DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à un ingénieur E.S.P. ou équivalent, 40 ans environ. Ayant une expérience confirmée de la vente, bien introduit dans le secteur Automobile et Electronique, il aura à assurer la vente de pièces de rechange fabriquées en très grandes séries par l'usine des Ardennes et dont un tiers est exporté.

Une forte personnalité, allée à un sens aigu de la négociation est nécessaire.

Fréquentes déplacements à prévoir. La connaissance de l'anglais et de l'allemand est indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à M. COUETREBOUX, 39, rue de la Bienfaisance, 75008 PARIS.

Le Centre de Recherches des Laboratoires SERVIER

recherche

UN JEUNE CADRE TECHNIQUE

BIOCHIMISTE du niveau thèse de 3ème cycle ou INSA. Son travail consistera essentiellement dans la mise en route de techniques utilisables

en NEUROCHIMIE

La formation dans ce domaine est donc vivement souhaitée.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et (si possible) photo s/réf. 1.281 à :

S.N.P.M. 108, av. Charles de Gaulle 92222 NEUILLY SUR SEINE

POUR SON SERVICE PAYE ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche :

Jenne COLLABORATEUR

Désireux d'évoluer dans la fonction PERSONNEL

Expérience similaire

ou diplôme IUT Gestion du Personnel conviendrait.

Poste stable et intéressant

Adresser C.V. détaillé et photo sous le n° 79.419 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1°, qui tr.

ORGANISME FINANCIER

(8ème arrondissement)
recherche

CHARGE D'ETUDES

Mission :

- Etude des marchés d'épargne et du crédit à long terme, en vue d'une exploitation commerciale.

Profil :

- Licence sciences économiques + doctorat de gestion.
- Bonnes connaissances mathématiques et statistiques.
- Expérience 1 ou 2 ans ou stage prolongé dans poste similaire d'un établissement financier.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions sous référence 3380 à :

P.L. Pierre Lichon 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

100-11-150

150

FAITS DIVERS

A Brest

Le F.L.B.-A.R.B. annonce son intention de « passer à l'action armée »

Le F.L.B.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne-Armée révolutionnaire bretonne) — mouvement autonomiste dissous le 30 janvier 1974 par le conseil des ministres — a annoncé samedi 9 octobre dans un communiqué remis à un quotidien le télégramme de Brest, son intention de « passer à l'action armée dans le cadre de sa lutte contre l'État capitaliste et colonial ». Le F.L.B.-A.R.B. ajoute qu'il a « donné à ses commandos l'autorisation de porter et de se servir de leurs armes ».

Le communiqué, signé « Ker-gout », représentant la « Kuzul Meur » (grand conseil) rend ensuite hommage à M. Jean-Michel Kermadec, jeune militant breton tué le 26 septembre dernier par l'explosion d'une bombe qu'il s'apprêtait à déposer à proximité du camp militaire de Ty-Voget, dans le Finistère (le Monde du 1^{er} octobre). Le F.L.B.-A.R.B. était associé aux protestations suscitées par la construction de ce camp, menant aujourd'hui « à éliminer physiquement les personnes qui accepteraient de travailler sur le chantier militaire ».

Les inspecteurs du service régional de police judiciaire de Rennes, chargés d'enquêter sur l'attentat du 29 septembre, ont de leur côté découvert plusieurs pains de plastique et leur matériel de mise à feu dans un bâtiment, à 500 mètres du camp. Les engins n'étaient pas dissimulés et les policiers estiment que leurs détonateurs s'en seraient simplement « débarrassés » pour plus de commodité.

● **Attentat à Toulouse.** — Un inconnu a lancé, samedi 9 octobre, vers 19 heures, un engin incendiaire contre un bureau de tabac et dépôt de journaux tenu à Toulouse par un dépositaire de la Dépêche du Midi, M. Thomas. L'engin a mis le feu à des journaux, mais les pompiers ont très vite maîtrisé le début d'incendie.

● **Un attentat par explosif à détruit, pendant la nuit du 8 au 9 octobre, un pylône de la ligne électrique à haute tension cariborde à Biguglia, au sud de Bastia. L'attentat n'a pas été revendiqué. Il est à noter que c'est le quinzième depuis 1968 qui est perpétré contre cette ligne. Celle-ci, qui compte deux cent quatre-vingt-sept pylônes sur le sol corse, transporte du courant électrique entre la Sardaigne et l'Italie par la Corse.**

DEUX DIPLOMATES TUNISIENS SONT MORTELIEMENT BLESSÉS DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

Deux diplomates tunisiens en poste en France, M. Mohamed Sefi, vingt-huit ans, attaché d'ambassade à Paris, et M. Mohamed Hamed, vingt-neuf ans, vice-consul à Bobigny (Seine-Saint-Denis), ont été tués dans un accident de voiture qui s'est produit, dimanche 10 octobre, vers 1 h. 30, à l'entrée de Conneret (Sardaigne). Pour une raison indéterminée, le véhicule que pilotait M. Sefi a heurté le panneau indicateur d'entrée dans la ville de Conneret et s'est renversé dans un champ en contrebas. Deux passagers, Mlle Christine Pignat et M. Gérard Andouba, tous deux domiciliés à Paris, ont été blessés.

Rixe dans le Haut-Rhin

UN JEUNE HOMME EST TUÉ DANS UN BAL

Un jeune homme, M. Rocco Nuzzo, âgé de vingt-deux ans, demeurant à Schwighouse-sur-Moder (Haut-Rhin) a été tué à coups de couteau au cours d'une rixe qui s'est produite dimanche 10 octobre, peu après deux heures du matin, durant un bal organisé à Orschwihr (Haut-Rhin).

Deux autres personnes, MM. Oragio Larocca, seize ans, et René Menant, dix-huit ans, ont été grièvement blessés, également à coups de couteau, tandis qu'une fille, Marthe Ziegler, âgée de onze ans, habitant Orschwihr, était gravement atteinte au visage par, semble-t-il, un tesson de bouteille.

Dans la journée de dimanche, les gendarmes chargés de l'enquête ont appréhendé quatre jeunes gens de la région de Sélestat, MM. Jacky Guitot et Armand Reithier, vingt ans, Dominique Balzer, dix-neuf ans, et un mineur de dix-sept ans, auteurs présumés de l'agression. Leur interrogatoire permettra peut-être d'établir les circonstances et les raisons de cette rixe.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le 25 octobre 1976, à 14 h. EN DEUX LOTS
UN PAVILLON D'HABITATION situé à SAVIGNY-SUR-ORGE (Eure-et-Loir)
41, AVENUE PASTEUR
MISE À PRIX : 10.000 FRANCS
Consignation préalable indispensable pour enchérir par chèque certifié ou en espèces.
Renseignements à M^{me} TRUILLON et AROUX, avoc. ass. à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champ-fortia, tél. 492-30-20 et 496-14-15.

Ad. au TRIB. COMMERCE PARIS le 28 Octobre 1976 à 14 h. 15, 700 F
PHOTOGRAVURE
33, rue HALLE, M. à P. (p. 61, 33) 20.000 F. Cont. 20.000 F. S'adr. M^{me} NIZON, sylv. 60, bd Sébastopol, Demortreux, n. 67, bd St-Germain.

Adjudication samedi 20 octobre 1976 à 14 h. 15, 700 F
Mairie 41500 Noyon-a-Loire (L.-et-C.)
SOLOGNE près CHAMBORE et LOIRE

PROPRIÉTÉ ancienne
restaurant sur 2.780 m² clos murs divisible 2 ou 3 lots plus 1 ha 1/2 vergers et espaliers 20 ans en 7 lots.
S'adr. M^{me} FÉRICHI, not. 41500 Saint-Dyé-sur-Loire, tél. (39) 81-61-90.

M^{me} Reine, Lacorne et Guigon, 5, pl. de Gaulle, 95002 Antibes, tél. 34-25-10
VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

CAP-D'ANTIBES VILLA
Bord de mer, proximité plage, confort, grand living, 4 pièces, 5 ch. domest., jardin, petit terrain en face.

Vente sur licitation au Palais de Justice à Paris, le 25 OCT. 1976, à 14 h. EN UN LOT
UN PAVILLON

à VILLIERS-S.-MARNE (94)
27, rue des Morvains
Mise au sous-sol d'un rez-de-ch. 3 pièces, cuis. ; 1^{er} étage de 3 pièces.

LIBRE de LOCAT. et d'OCCUP.
MISE à PRIX : 50.000 Francs
S'adr. pour tous renseignements à M^{me} CARDON, avoc. à Paris, 17, bd du Temple ; M^{me} HILAIRE, avoc. à Paris, 6, bd Richard-Lenoir ; à la avoc. pr. les Trib. de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.

Vente sur licitation au Palais de Justice à Paris, le 25 octobre 1976, à 14 h. EN DEUX LOTS
à ENGHEN-LES-BAINS (95)
1^o UNE PROPRIÉTÉ - 10, av. GIRARDIN
compr. PAVILLON en façade sur avenue, d'un rez-de-chaussée et 2 étages, de 5 pièces principales, dépendances, garage. - CONT. 142 m² environ.
2^o UNE PROPRIÉTÉ - 10 bis, av. GIRARDIN
compr. PAVILLON à l'arrière du précédent, d'un rez-de-chaussée de 3 pièces principales, dépendances. - CONTENANCE 98 m² environ.
LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISES À PRIX : 1^{er} lot, 75.000 F - 2^e lot, 40.000 F
S'adr. à M^{me} A. ULLMO, avoc. pour l'achat, 61, bd St-Michel, Paris (5^e), tél. 332-17-12 ; M^{me} J. NOUËL, avoc. 28, bd Raspail, Paris ; au Greffe du Tribunal de Paris où l'enchère est déposée ; sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Nanterre, merc. 27 oct., 14 h. EN 5 LOTS - Dans un immeuble sis
4, rue Gabriel-Péri - COLOMBES (92)

1^{er} lot, UNE CAVE ; 2^e lot, UN LOGEMENT rez-de-ch. ; 3^e lot, UN APPART. 1^{er} étage ; 4^e lot, UN LOGEMENT 1^{er} étage ; 5^e lot, UN LOGEMENT 1^{er} étage
M. à P. : 1^{er} lot, 3.000 F - 2^e lot, 18.000 F - 3^e lot, 20.000 F - 4^e lot, 20.000 F - 5^e lot, 10.000 F - TOTAL DES MISES À PRIX : 61.000 F
S'adr. à M^{me} J. HILAIRE, avoc. Paris (11^e), 63, bd Richard-Lenoir, 700-34-34 et à tous avocats à Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Ad. Et. M^{me} DEMORTREUX, not. 67, bd St-Germain, 22 octobre, 14 h. 30
En 1 LOT : 21 parts ent. libérées de S.C.I. Résidence de la Fenestrale, donnant droit à jouissance actuelle et vocation à l'attribution d'un

APARTEMENT LIBRE A FRESNES (92)
23-34, avenue PAUL-VAILLANT-COUTURIER, et compr. 3 pièces princ. entrée, cuisine, salle d'eau, w.c., cellier et 134/100.000 des part. comm. Mise à prix 60.000 F (pour être baillée). Consignat. 20.000 F
S'adr. à M^{me} DEMORTREUX, not. 67, bd St-Germain ; M^{me} FERRAT, sylv. 61, r. Rivoli.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 21 octobre 1976, à 14 heures En un seul lot
TERRAIN de 2 a 17 ca et ATELIER y érigé à HALLINES

(Pas-de-Calais)
rue des Loges - LIBRES
MISE À PRIX : 130.000 FRANCS
S'adr. à M^{me} BAUMGARTNER, syndic à Paris (6^e), 4, rue de la Contellerie ; M^{me} BOGET, avoc., 7, rue de l'Université, Paris (7^e), et sur les lieux pr. vis.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 28 octobre 1976, à 14 heures
LOCAL COMMERCIAL et DEUX BOXES
Rez-de-chaussée avec possibilité liaison entre chacun dans un immeuble à PARIS (14^e) et 14, rue du Commandeur
Mise à Prix : 150.000 francs
S'adr. à M^{me} MALINVAUD, avoc. 19, avenue Rapp, Paris (5^e)-86-37 ; M^{me} GOURDAIN, syndic, 174, boulevard Saint-Germain, Paris ; et à tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

JUSTICE

A DRAGUIGNAN

Un notaire est éconé pour escroqueries et faux en écritures publiques

De notre correspondant

Draguignan. — Un notaire de Vidauban (Var), M^{me} Jean-Paul Goujon, quarante-deux ans, vient d'être inculpé et éconé par M. Bellocq, juge d'instruction à Draguignan, pour escroqueries, abus de confiance et faux en écritures publiques. Les enquêteurs estiment le montant provisoire des détournements à 6,5 millions de francs.

C'est à la suite d'un contrôle demandé par les banques et réalisé par une commission de la chambre départementale des notaires du Var que l'on s'est aperçu de l'importance des irrégularités imputées à M^{me} Goujon. Il semble que le notaire, à l'insu de ses employés, détournait les

fonds remis par ses clients dans le but d'acquiescer des biens immobiliers dans le Var et en Corse. M^{me} Goujon avait déjà dû cesser ses activités pour des raisons mal établies, en relation avec l'arrestation d'un promoteur hollandais M. Bouthuis, qui a été jugé par la cour d'assises du Var. Il y a plusieurs années. M^{me} Pierre Pasquini, défenseur de M^{me} Goujon, a déclaré que l'inventaire des biens immobiliers du notaire et leur évaluation feront apparaître la possibilité de combler le « trou » qui a été découvert. « Il est à noter », a ajouté M^{me} Pasquini, que l'étude du notaire avait fait l'objet d'y a deux mois et il y a un an d'une inspection et que celle-ci n'avait rien révélé ».



Quand on a prévu pour un et que le Directeur est trois.

Si vous aviez la Carte American Express vous auriez gardé le sourire devant le nombre et l'appétit gargantuesques de vos invités.
La Carte American Express est acceptée sans plafond limitatif dans des milliers de restaurants, quelle que soit leur catégorie.
Dans tous ces établissements pas besoin d'argent liquide. Signez la note c'est tout.

Avec la Carte vous pouvez aussi : louer une voiture sans caution. Prendre un billet d'avion. Faire vos achats dans

des milliers de boutiques. Etre protégé contre la perte ou le vol sans oublier bien sûr les avantages que vous offrent nos 600 bureaux, filiales et représentants répartis à travers le monde. Avec la Carte, vous recevrez chaque mois un relevé détaillé de vos dépenses. Le tout payable en Francs Français.

Pour demander la Carte prenez un formulaire dans un des établissements affichant l'emblème American Express, ou téléphonez au 742.75.00 postes 444 ou 445. Ce simple geste peut simplifier vos voyages.

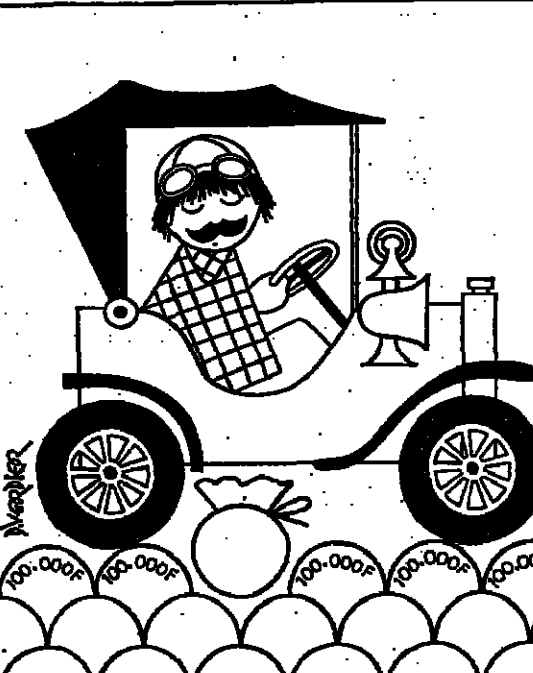
La Carte American Express est acceptée comme de l'argent. En France et à travers le monde.

American Express International Banking Corporation - Card Division B.P. 142, 92505 Rueil-Malmaison, France.



“Veuillez me faire parvenir votre dépliant sur les avantages de la Carte American Express.”
Nom : _____
Adresse : _____
Bon à adresser à : American Express International Banking Corporation, Card Division, B.P. 142, 92505 Rueil-Malmaison, France.

loterie nationale



TRANCHE DE L'AUTOMOBILE
tiroge le 13 octobre
gros lot 1 million et demi
(NET D'IMPÔT)

La région parisienne

Enfants à garder

« **L**ORSQUE j'ai appris que j'étais enceinte, je suis allée m'inscrire dans toutes les crèches de mon arrondissement. A chaque fois, je recevais la même réponse : « Il n'y a pas de place, revoyez-vous plus tard. » Mon fils est entré dans une crèche alors qu'il avait huit mois... » Expérience mille fois répétée des femmes parisiennes, en quête d'une « place de garde » pour leur enfant. Car, malgré les efforts faits et ceux qui restent à faire, la crèche, création récente, sort à peine de son « premier âge » et bute sur une double difficulté : la pénurie et une sous-utilisation.

La crèche est née du développement parallèle de la ville et de l'industrie. Au dix-huitième siècle, les recherches sur la psychologie du nourrisson n'avaient pas encore fait leurs preuves, et les parents des villes jugeaient plus sain de placer leurs enfants aux champs, chez des nourrices. Les premiers établissements furent créés à la fin du siècle dernier pour répondre aux besoins des femmes qui travaillaient en usine.

En 1963, il existait à peine cinq cents crèches en France. L'effort fait par la Caisse nationale d'allocation familiale, qui décidait en 1971 de financer à 50 % les investissements nécessaires à leur construction, a permis d'en doubler le nombre. Mais si soixante mille enfants sont aujourd'hui gardés dans les crèches, on estime que deux enfants sur trois font l'objet de garde « sauvage » : les nourrices ne sont ni répertoriées ni contrôlées.

Les élus de la région parisienne qui défendent chèrement chaque mètre d'autoroute, les maires prêts à tous les sacrifices financiers pour construire des réseaux d'assainissement, font preuve d'un manque d'enthousiasme évident dès qu'il s'agit des crèches, qui apparaissent rarement comme un équipement nécessaire à la vie d'une commune. Une récente étude faite dans les Yvelines a démontré qu'aucune enquête n'avait été

faite dans les agglomérations du département pour recenser les besoins de garde. Les données de base ne sont cependant pas difficiles à rassembler puisqu'il s'agit de confronter le nombre d'enfants de moins de trois ans vivant dans une commune avec le taux d'activité des femmes.

Lorsqu'un élu décide d'équiper sa commune d'un mode de garde, il a le choix entre deux solutions : la crèche collective et la crèche familiale.

Dans les deux cas, c'est la commune qui met en place et gère la structure d'accueil, mais la crèche familiale ne nécessite, au départ, que des investissements limités puisqu'il ne s'agit que de recruter puis de contrôler un « réseau » de gardiennes agréées. En revanche, la crèche collective impose la construction de locaux particuliers. Ce n'est paradoxalement pas le coût d'investissement (vingt fois plus cher pour la crèche collective) qui décide les maires (les aides financières des pouvoirs publics leur permettent de construire une crèche sans trop de difficultés), mais des considérations « politiques » annexes sur les bienfaits d'une socialisation précoce ou d'une éducation individualisée. Ils sont, en tout cas, d'accord pour juger leur coût de fonctionnement élevé, qui se traduit par un déficit de 40 francs par jour et par enfant dans les crèches familiales et de 50 francs dans les crèches collectives.

Ces différences de coûts ajoutées à quelques autres symptômes amènent à penser qu'un problème de gestion se pose... et qu'il faudra bien un jour le régler.

Les crèches sont rares et chères. Paradoxalement, elles sont aussi sous-utilisées. Les statistiques prouvent que dans certaines communes le nombre des inscrits est inférieur aux places disponibles.

Situation absurde s'il en est. Pour s'attaquer au problème, le ministère de la santé a fourni des armes qui ont pour nom : réorption du gardiennage sauvage, extension des contrôles et réforme

de la réglementation. A la base de cet effort, une conviction, fruit des travaux d'un groupe d'experts : « Dans une société en voie d'urbanisation accélérée, tous les enfants doivent être gardés par d'autres personnes que par leur mère, du moins à temps partiel. » La crèche n'est pas une aide apportée aux femmes qui travaillent ; c'est la première étape de l'éducation. Conséquence de cette constatation : les modes de garde quels qu'ils soient doivent être de qualité et faire l'objet d'une « appellation contrôlée ».

Deux tiers des enfants gardés échappent à tout contrôle. « Jusqu'à présent, nous ne savons même pas par qui ils étaient gardés ni où », explique-t-on au ministère de la santé. « Il était dès lors impossible de mettre au point une politique quelconque. » De plus, quelques mois, les parents fournissent par le biais d'un questionnaire des informations sur le mode de garde de leur enfant. Dans les cinq prochaines années, les responsables espèrent bien appliquer le gardiennage sauvage, en contrôlant et informant toutes les nourrices.

Quant aux crèches collectives, elles vivaient jusqu'à présent sous une réglementation quasi hospitalière... que du reste personne n'appliquait. Au pied du lit de chaque enfant devait figurer une courbe de santé, et les parents ne pouvaient pénétrer dans les locaux de la crèche que revêtus d'une blouse. « La nouvelle réglementation n'a rien de plus que les directives des crèches les plus modernes appliquées déjà, souligne-t-on au ministère de la santé : contrairement à ce qui a pu être dit, la

circulaire de décembre 1975 a tenté de mettre la réglementation en conformité avec le rôle éducatif qu'ont désormais les crèches. »

Sans doute, les années à venir verront-elles la situation s'améliorer. Mais si chacun reconnaît la nécessité et les bienfaits des crèches, elles ont néanmoins un grave défaut : elles coûtent cher, et ne rapportent rien. C'est le cas des écoles, pourrait-on dire, avec cependant une certaine différence, l'école est obligatoire.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

SEINE-SAINT-DENIS

Berceaux hors de prix

LA Seine-Saint-Denis est dans le peloton de tête des départements qui ont multiplié le nombre des crèches. La composition socio-professionnelle, à dominante ouvrière, de la banlieue nord-est de la capitale nécessitait un effort important en faveur de l'accueil des tout-petits : « Nous le devons à la femme travailleuse », déclare Mme Madeleine Cathalaud, présidente de la commission des affaires sociales et de la santé du conseil général et maire adjoint (P.C.) d'Aubervilliers. La Seine-Saint-Denis compte aujourd'hui quatre-vingt-neuf crèches, dont soixante départementales, vingt-quatre municipales et cinq privées.

Grâce à l'effort antérieur du département de la Seine, la Seine-Saint-Denis n'est pas partie, en 1969, de rien. Aubervilliers, Bondy, Saint-Denis, Saint-Ouen et Stains, par exemple, possédaient une crèche. En revanche, les besoins n'étaient pas satisfaits dans la partie de la Seine-Saint-Denis qui appartenait à l'ancienne Seine-et-Oise. Le conseil général a donc fait porter son effort, dans ce secteur géographique en même temps qu'il a élaboré une politique cohérente.

Lorsque le gouvernement a décidé, en 1971, d'affecter 100 mil-

liards de francs à la construction de crèches, les élus proposèrent une douzaine de projets qui étaient prêts. Ils furent immédiatement mis à exécution. Quantitativement, la situation apparaît bonne, même si le conseil général évalue à cent trente le nombre idéal de crèches. Le département a accueilli une « vague de croisière », satisfaisante de deux à trois crèches nouvelles par an.

« Nous n'avons plus de difficultés du côté des dépenses d'équipement grâce aux clés de financement actuelles, reconnaît Mme Cathalaud. L'Etat prend en charge 40 % de la construction. La caisse d'allocation familiale, 40 %. Le département et la commune candidate se partagent les 20 % restants. »

Le département a aussi aligné les subventions qu'il consent aux crèches municipales sur le régime des crèches départementales. « Il était trop injuste de leur attribuer seulement 7 F par jour et par enfant, alors que leurs coûts sont les mêmes que ceux des crèches départementales », déclare Mme Cathalaud. Leur déficit a donc été « départementalisé ».

Tout trait pour le mieux, si les frais de fonctionnement ne prenaient une ampleur inquiétante.

En 1976, la prise en charge de ces frais par le département s'élevait à 80 millions de francs, déduction faite de la participation financière des familles, selon le président de la commission départementale des affaires sociales. « Faut-il s'étonner si les maires commencent à renâcler devant les dépenses qu'ils supportent, eux aussi ? » La part d'une journée de crèche collective est actuellement évaluée à plus de 76 francs. La caisse d'allocation familiale paie 10,83 F. La part des familles s'élève à 14,89 F. Le déficit s'établit à 50,26 F.

La crèche dite « familiale » serait-elle la panacée puisque son déficit n'excède pas 33,93 F ? « Non », répond Mme Cathalaud. Elle correspond au désir de certaines familles, et nous en réalisons lorsque nous aurons partout des crèches collectives. Ces-ci restent supérieures en qualité étant données la compétence de leur personnel et la surveillance exercée en permanence sur les enfants. La crèche familiale est complémentaire de la crèche collective, mais elle représente une solution de facilité pour l'Etat, qui n'a aucun investissement à financer. »

Pour le conseil général de la

Seine-Saint-Denis, la crèche est devenue aussi indispensable que l'école, maternelle. Malheureusement, elle souffre d'un handicap psychologique auprès des ouvriers, qui hésitent, plus que les employés ou les cadres, à placer leurs enfants. Cette réserve s'explique par les horaires difficiles des mères ouvrières, et surtout par la participation financière demandée aux parents, qui préfèrent alors s'adresser à une nourrice agréée.

Les communistes sont décidés à obtenir une meilleure répartition des frais de fonctionnement. Ils demandent notamment que le patronat y participe puisqu'il utilise le travail des mères. Ils proposent aussi que l'Etat, qui finance à 83 % les centres de protection maternelle et infantile, consacre un effort similaire en faveur des crèches.

« Il nous est impossible d'accepter le transfert de charges au détriment des familles et des collectivités locales, conclut Mme Cathalaud. L'Etat et le patronat doivent payer. Sinon, nous serons peut-être amenés à bloquer la construction de nouvelles crèches car nous ne pourrions en assurer la fonctionnalité. »

ALAIN FAUJAS.

LES MOYENS DE S'ÉQUIPER

LA banlieue parisienne s'équipe : il ne se passe pas de week-end sans qu'un maire et un préfet inaugurent une piscine ou une résidence pour personnes âgées, un marché couvert ou une maison des jeunes. Mais qui paie ? Les communes ou les départements, diront les élus ; l'Etat par ses subventions, diront d'autres.

Une étude du Bulletin d'information de la région parisienne, bien que portant sur des chiffres un peu anciens, permet de mieux apprécier l'importance des investissements communaux (1).

La moyenne régionale de l'effort d'équipement s'est élevée, en 1973, à 300 F par habitant, au lieu de 278 F en 1971 et 293 F en 1972. D'une année sur l'autre, on note une nette progression des investissements des communes des départements de la « grande couronne » (21 %) et en Seine-et-Marne (+12 %). Dans les départements de la « petite couronne » (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et

Val-de-Marne), on n'enregistre pas, en revanche, de variations significatives.

On retrouve cette différence dans l'importance de l'effort d'investissement puisque, les communes de la « grande couronne » (Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne et Yvelines) ont acheté davantage de terrains et ont réalisé plus de travaux que celles de la « petite couronne ». Ce n'est pas la quantité de population qui provoque les investissements, mais plutôt l'accroissement du nombre des habitants. C'est pourquoi les communes d'un département comme l'Essonne, qui a vu sa population passer de 478 000 habitants en 1962 à 923 000 en 1972, se retrouvent au premier rang des investisseurs.

Comment ces dépenses sont-elles financées ?

● PAR LA SUBVENTION. — Parce qu'elles manifestent les besoins les plus urgents, ce sont les communes de la « grande couronne » qui ont reçu, en moyenne, le plus de subventions par habi-

Le partage des deux couronnes

tant. Elles ont perçu de 47 F à 96 F par habitant, soit 11 % à 23 % du montant de leurs acquisitions et de leurs travaux. Dans la « petite couronne », les subventions représentent seulement 39 F par habitant, soit 9 % à 14 % des investissements.

● PAR L'EMPRUNT. — La proportion des emprunts dans les recettes d'investissement va de 70 % dans les Hauts-de-Seine et 60 % en Seine-et-Marne à 47 % dans le Val-de-Marne et 46 % en Essonne. Le remboursement de ces emprunts représente en moyenne la somme de 125 F par habitant.

● PAR L'AUTOFINANCEMENT. — L'autofinancement est très variable, mais semble plus important dans la « grande couronne » que dans la « petite », alors que la situation inverse avait été observée en 1971 et en 1972.

De spectaculaires différences

L'analyse de la pression fiscale fait apparaître de spectaculaires différences. Le produit des impôts des 1278 communes varie de 1 F à plus de 750 F par habitant (243 F en moyenne). Si l'on distingue l'impôt sur les ménages, on constate une fois de plus la division entre la « grande couronne », encore peu urbanisée, qui paie moins (181 F par habitant en Seine-et-Marne, 208 F dans le Val-d'Oise, 208 F dans les Yvelines et 217 F dans l'Essonne) et la « petite couronne », plus imposée (199 F dans les Hauts-de-Seine, 215 F en Seine-Saint-Denis et 228 F dans le Val-de-Marne).

Enfin, la patente, impôt qui pèse sur les activités professionnelles, représente la principale recette fiscale des communes, avec une moyenne de 51 % des produits des « centimes ».

L'étude de la trésorerie générale de la région parisienne peut sembler tardive puisqu'elle analyse des investissements engagés il y a trois ans. Elle est cependant instructive, car elle rappelle les constantes économiques et démographiques qui servent de cadre à l'action des futures institutions régionales. La population croît vigoureusement dans la seule périphérie de la région parisienne, y multipliant les besoins collectifs. Les communes touchées par cette vague démographique sont aussi les plus démunies de recettes fiscales et surtout de patente. Malgré le début de péréquation financière régionale en place, il sera nécessaire d'inventer des mécanismes compensatoires plus vigoureux pour amener notamment les sièges sociaux des firmes installées dans Paris à payer leur quote-part des équipements nécessaires aux banlieusards qu'ils emploient. Moins que jamais la capitale et son immédiate périphérie peuvent être riches seules.

● LES VILLES NOUVELLES AU PONT-NEUF. — La préfecture de la région d'Ile-de-France installe à partir du 13 octobre un centre d'information sur les cinq villes nouvelles de la région, dans le nouveau centre commercial des galeries du Pont-Neuf, 2, rue du Pont-Neuf. Pendant plusieurs semaines, une exposition présentera les agglomérations nouvelles de Cergy-Pontoise, d'Evry, de Marne-la-Vallée, de Melun-Sénart et de Saint-Quentin-en-Yvelines.

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou minuscules, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Du 2 au 17 Octobre Prestige de la Tradition Britannique

Meubles
BERTRAND
Directement importés

Salon du Mobilier
et de la Décoration
STANDS 3 K 21 et 3 K 25

BERTRAND Spécialiste du Meuble Anglais

65, rue Guy-Moquet et 7, rue Lacaille 75017 Paris
Parking - 1200 m² d'exposition - Tél. 229.25.36

Je paye 150

150

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'ORGANISATION DU POUVOIR MUNICIPAL DANS LES GRANDS ENSEMBLES

Les Uilis à la recherche d'un maire

Les électeurs et les propriétaires fonciers du grand ensemble des Uilis dans l'Essonne devront voter à nouveau, le 17 octobre, pour élire les quatorze membres des commissions syndicales chargées de donner un avis sur le projet de création d'une nouvelle commune prise sur le territoire des Bures et d'Orsay. Le premier tour du scrutin a

donné lieu, le 10 octobre, à un ballottage, un tiers seulement des électeurs ayant voté. La liste « Uilis 77 » favorable à cette création a obtenu 640 voix ; la liste socialiste, 846 et la liste d'union P.C.-P.S.U. radicale de gauche, 880. Les listes de gauche s'opposent à la naissance d'une nouvelle commune. Une histoire de clocher qui se politise à l'approche des élections municipales.

Les Uilis sont mal situés sur un plateau agricole que la vent d'ouest balaye en permanence et sous la trajectoire des avions qui se posent à Orly. Les Uilis ont été mal construits, pulvérisés seize ans après la création de la ZUP, un peu plus de la moitié seulement des dix mille trois cent cinquante logements prévus sont habités. La zone d'activités stagne. Loyers et charges sont très lourds pour des budgets modestes, mais les équipements tardent.

A cela s'ajoute une difficulté administrative : les Uilis ont été construits, au bord de la vallée de Chevreuse, à cheval sur les communes de Bures et d'Orsay. Celles-ci ont dû créer un district urbain pour équiper et gérer une vraie ville de quarante mille habitants à terme. Le résultat est catastrophique : le nouvel habitant du grand ensemble veut-il inscrire son enfant à l'école ? Il doit s'adresser au bureau du district urbain. A-t-il besoin d'une fiche d'état civil ? C'est la mairie qui est compétente, mais laquelle ? Celle de Bures ou celle d'Orsay ? Tout dépend de l'endroit où il habite.

Il fallut, sortir de cet imbroglio. Le 14 mars 1976, un référendum officiellement réalisé dans les deux communes a donné les résultats suivants : 1 234 votants se sont prononcés pour le statu quo, 3 394 pour une fusion pure et simple des deux communes et 4 868 pour la création d'une troisième commune limitée aux Uilis (le Monde du 17 mars). Apparemment, le résultat est clair : « la majorité demande une troisième commune. En réalité, une analyse détaillée du scrutin par bureau de vote fait apparaître qu'une majorité des Uiliens souhaitent la fusion.

Après cette consultation, les conseils municipaux ont demandé la mise en route de la procédure de création d'une commune, réglementée par le décret du 22 janvier 1952. C'est chose faite : du 27 septembre au 27 octobre, tous les habitants sont invités à s'exprimer sur le sujet dans le cadre d'une enquête publique. Le 10 et le 17 octobre, les Uiliens seuls éliront deux commissions syndicales de sept membres — une par commune — qui donneront le 19 octobre un avis. Les conseils municipaux de Bures et d'Orsay, puis le conseil général de

l'Essonne, émettront leur opinion avant que le projet prenne éventuellement un caractère de loi. « Voilà douze ans — depuis le premier coup de pioche en 1966 — que je me bats pour que les Uilis aient les équipements nécessaires », déclare M. Georges Thévenon, conseiller général et maire (sans étiquette) d'Orsay. « Ce n'est pas de gaieté de cœur que je les verrais nous quitter. Mais une majorité s'est dégagée pour en finir avec le statu quo et pour repousser la fusion. Nous avons joué le jeu de la démocratie, nous devons le faire jusqu'au bout. » M. Thévenon refuse de se déclarer partisan de la création d'une troisième commune, mais tout indique que cette solution a sa préférence. Il vient d'adresser aux administrés une lettre consignée par le maire de Bures où on lit : « Les Uilis ont une longue existence et doivent s'inscrire dans l'histoire. »

M. Jean Chevance, sous-préfet de Palaiseau, se déclare très à l'aise dans cette affaire : « Quelles que soient les conséquences politiques de la création d'une nouvelle commune, l'état contraint par les délibérations des deux conseils municipaux de mettre en route la procédure. Car, la fusion de Bures et d'Orsay est une idée séduisante, mais au moment où l'on pousse l'enquête, n'est-ce pas préférable de rapprocher l'administration de l'habitant ? Ne vaut-il pas mieux trois conseils municipaux et trois pôles administratifs qu'un seul. »

Les partis de gauche ne l'entendent pas de cette oreille. M. Paul Lorient, secrétaire fédéral adjoint du parti socialiste, déclare tout net qu'il s'agit d'un « charivari » à but électoral : « La droite se sent menacée à Bures et à Orsay. Alors elle préfère créer les Uiliens qui voteront plus à gauche que la vallée. Elle sous-entend la population sur les déséquilibres qui naissent de l'éclosion, dans les trois communes. C'est le même pouvoir qui retarde à Lille une procédure de fusion de communes et qui, ici, accélère une partition. »

L'avis de M. Jean Pacilly, membre de la direction fédérale, est identique : « La droite veut parquer les Uiliens dans un ghetto parce qu'ils votent à gauche », déclare-t-il. Le P.C., le

P.S.U. et les radicaux de gauche, qui n'ont pu s'entendre avec le P.S. sur la répartition des candidatures aux commissions syndicales, ont formé une liste séparée. Malgré cette querelle, toute la gauche est d'accord pour agir dans le même sens, en espérant que le projet recueille devant l'avis définitif du conseil général de l'Essonne que préside un communiste.

Les arrière-pensées politiques s'observent sur le vrai débat qui porte sur la coexistence entre les villages cités et leurs « exurbanités » urbaines. Faut-il séparer Antony (Hauts-de-Seine), Châtillon (Val-de-Marne), Suresnes (Val-d'Oise), La Courneuve (Seine-Saint-Denis) de leurs grands ensembles par souci d'homogénéité sociale et d'efficacité administrative ? Au contraire, comment venir de fonder en une seule entité les conglomerats de communes que sont les cinq villes nouvelles de la région parisienne pour les rendre enfin cohérentes et équilibrées ? Il est vraisemblable que les citadins attendront longtemps encore des réponses claires du ministère de l'Intérieur comme des partis de gauche : il y a tellement de situations électorales...

ALAIN FAUJAS.

ENVIRONNEMENT

Les habitants qui avaient évacué Seveso envahissent la zone interdite

De notre correspondant

Rome. — Trois mois après la catastrophe de Seveso, un grave épisode est venu rappeler aux Italiens le danger des zones contaminées de Lombardie. Le 10 juillet dernier, par un nuage de diosine échappé d'une usine de produits chimiques. Forçant les barrières, plusieurs centaines de personnes ont envahi, dimanche 10 octobre, la zone interdite et reconstruit leurs maisons. Ce n'est qu'en fin de soirée, après de longues négociations avec le maire et le président de la région, que les manifestants ont accepté de regagner les hôtels où ils sont hébergés depuis le 10 juillet. Marquée par le blocus de la route nationale Milan-Medea, la manifestation de dimanche a fortement embarrassé les autorités locales. Le secteur interdit appelé zone à effet très atténué par la diosine dont les effets à long terme sont encore inconnus. Elle couvre 114 hectares et compte sept cents habitants qui ont tous été évacués. Malgré les assurances données à la population, il ne semble pas que les experts en matière d'assainir ce quartier résidentiel. Le président de la région lombarde, M. Cesare Gollari, nous déclarait lui-même au début de ce mois (le Monde du 5 octobre) que « pour la zone A, surtout dans les secteurs atteints de l'usine, aucun retour rapide et l'assainissement n'est objectivement prévisible ».

Les révoltes de Seveso sont en grande majorité de petits propriétaires. Ils n'ont pas compris qu'on les chasse de chez eux pour un péché invisible et surtout qu'aucune méthode d'assainissement ne

● **ALGÈRE : MANIFESTATIONS ÉCOLOGIQUES.** Répondant à l'appel de plusieurs mouvements écologiques, deux mille personnes envahissent, le samedi 9 octobre, dans Strasbourg pour réclamer une meilleure protection des forêts rhénanes. Des automobilistes allemands se sont joints au cortège. Les installations d'in-

Lille. — On se pressait en foule à la fête, samedi soir 9 octobre, à Lille. Des milliers de spectateurs applaudissaient sur la Grand-Place une fastueuse et fidèle reconstitution d'un tournoi sous Philippe le Bon et s'enthousiasmaient aux exploits du futur Charles le Téméraire.

Mais, ce même jour, les « états généraux de la région Nord-Pas-de-Calais » à la mairie de Lille ne connaissent ni cette ardeur ni cet

La région Nord-Pas-de-Calais, dont la majorité est à gauche, a voulu tenir cette pageuse de l'axe « un grand débat démocratique » sur son avenir en saisissant l'occasion qui lui était offerte par le gouvernement de préparer un rapport d'orientation générale. N'est-ce pas M. Jacques Chirac, alors premier ministre, qui, adressant en janvier 1976 aux présidents des conseils généraux, déclarait : « Le Plan constitue un instrument essentiel pour assurer l'avenir de la nation et la maîtrise du développement économique et social » ?

L'effort tenté dans le Nord pour une consultation très large a déboulé en mars 1976 à Lens. Trois réunions d'arrondissement se sont tenues qui ont réuni quelque quatre mille personnes très intéressées par les problèmes concrets de leur ville. L'écueil a sans doute été de penser qu'une réunion de synthèse nommée non sans emphase « états généraux » serait mobilisatrice. De cet essai appuyé par une campagne d'information, on tirera sans doute bien des enseignements, mais M. Pierre Mauroy (P.S.) et le bureau du conseil régional peuvent à juste titre s'applaudir qu'ils ont réalisé une « opération originale et unique en France ».

De notre correspondant

Un document de plus de deux cents pages expose les besoins et surtout les objectifs que la région s'est fixés : il restera au cours de la session de la fin octobre à harmoniser les résultats de cette consultation avec les propositions élaborées par le préfet. À l'ouverture des « états généraux » le président du conseil régional, M. Pierre Mauroy, a rappelé la situation d'une région en difficulté, dénoncé les retards du VI^e Plan, insisté sur la nécessité d'associer la population aux décisions (« la région devra soumettre l'avenir à un référendum interrégional »), tracé quelques lignes de force notamment pour une nouvelle industrialisation.

Ceux qui n'étaient pas là. Si les réunions d'arrondissement avaient vu une large participation d'hommes venus d'horizons très différents, il n'en fut point de même pour cette séance de clôture. Le patronat régional fit savoir qu'il s'abstenait, préférant « utiliser les institutions créées par le législateur » pour s'exprimer : la C.F.P.C. fit de même en refusant de s'associer à une manifestation de caractère politique trop accusé et les partis de la majorité refusèrent catégoriquement l'invitation qui leur avait été lancée par le bureau du conseil régional.

« Mascarade »

Ces abstentions ont contribué sans aucun doute à donner une coloration de gauche très marquée aux débats : trois créateurs du P.S. deux du parti communiste dont M. Gustave Ansart, membre du bureau du P.C. deux intervenants de la C.G.T. et de la C.F.P.T. Mais on notait pourtant la participation, au titre du Comité économique et social, de quatre députés dont celui de la C.G.C., et de M. Pierre Delmon, président du C.E.S., qui fit une intervention très mesurée. Le président de la chambre régionale de commerce, M. Robert Delamare, était aussi présent. Si bien que la coupe n'était pas totale et, ce, d'autant moins que l'assemblée se déroula dans une ambiance paisible.

ROBERT SOLE.

Les partis de la majorité ont,

le même jour, expliqué leur position au cours d'une conférence de presse. M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., qualifie ces « états généraux » de « mascarade truquée, ne servant que les partis de gauche ». M. Roger Fondonson (C.D.S.), sénateur, Maurice Cornette, Robert Valbrun et Jacques Legendre, députés (U.D.R.), s'associèrent à cette critique, estimant que les élus de gauche ne jouent pas le jeu normal du dialogue avec le gouvernement et ont une attitude négative, ignorant les dossiers importants de la région. M. Maurice Schumann (U.D. S.), sénateur, regrette que « ses excellents amis socialistes ne laissent entrer trop loin par les communistes ». En appuyant son propos sur le discours de Léon Blum au congrès de Tours, en 1920, il développe ensuite le thème de la démocratie représentative et de la démocratie directe « qui notent les élus dans l'irresponsabilité de l'anonymat ». Pour lui, la méthode employée cette fois n'est pas sans danger. On paria même d'« agit-prop », ce qui, visiblement, ne cadrerait pas avec l'assemblée qui se tenait à l'extérieur de la ville. On n'en était pas tout à fait sûr, mais on rompt des lances comme sur la Grand-Place !

Les élus de la majorité ont tout de même tiré profit de cet événement. Les deux groupes du conseil régional (U.D.R.-centre et indépendants) ont décidé de constituer un bureau d'étude commun qui pourra formuler des propositions pour l'assemblée. Mais tout se serait sans doute passé autrement si les élections municipales n'étaient en vue, avec le duel qui opposera M. Pierre Mauroy et Norbert Ségard pour la mairie de Lille. M. Ségard est, comme on sait, un homme qui ne veut pas participer aux « états généraux » : « Je n'ai pas à la mairie de Lille pour monter sur la tribune dressée par l'opposition. C'est en mars 1977 que j'ai la volonté d'entrer à la mairie de Lille, investi de la confiance de la population. »

Ainsi le Plan, et ce n'est pas banal, se trouve dans cette région, très provisoirement sans doute, intégré dans la campagne électorale des municipales.

GEORGES SUEUR.

La liberté et la diversité régionales consolident l'unité nationale

déclare M. Marchais après une visite dans l'Ouest

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a effectué du 8 au 10 octobre un « tour de Bretagne » au cours duquel il a notamment présenté une proposition de loi communiste sur les pêches maritimes et a expliqué la position du P.C. sur la régionalisation. « Pour nous, la Bretagne est une région de France. Que deviendrait la Bretagne isolée ? a déclaré M. Marchais. (...) Si par « autonomie » on entend une assemblée régionale élue au suffrage universel et disposant de pouvoirs et de moyens, alors nous sommes d'accord. S'il s'agit de la création d'emplois en Bretagne pour que la jeunesse puisse rester y vivre, alors nous sommes d'accord. »

« Mais si on nous parle d'annexion des peuples, de libération des peuples, je dis que nous ne sommes pas d'accord. Vous n'obtiendrez pas plus en Bretagne que dans les autres régions françaises de solution à nos difficultés autrement que par votre lutte avec le peuple de France tout entier pour changer la politique nationale, qui, sous le règne

du grand capital, étouffe, affaiblit le pays dans son ensemble, appauvrit, mutilé sa culture », a lancé le secrétaire général du P.C. lors d'un débat à Concarneau. « En vingt-cinq ans nous avons eu quatorze ministères bretons, ça n'a rien changé dans votre situation, dans la situation de la Bretagne, sinon dans le sens du plus mal. Dans ce domaine aussi il faut se garder de tomber dans les divisions, de couper la France et son peuple en tranches antagonistes. »

La liberté assurant l'expression de la diversité régionale, loin d'être un facteur de désintégration de l'unité nationale, sera au contraire une condition de la consolidation. La liberté ne s'oppose pas à l'unité nationale. C'est au contraire l'absence de liberté qui la mine. Dans la France démocratique, l'union de la nation ne sera plus imposée par la direction bureaucratique, centralisée et autoritaire du pouvoir, comme c'est le cas aujourd'hui. Elle tirera au contraire sa force du libre développement de ses régions. Elle résultera de la liberté », a estimé M. Marchais.

3 jours sur la

COTE D'AZUR

à partir de

103 f

valable du 20 Septembre 76 au 1er Avril 77

3 JOURS / 3 NUITS

7 JOURS / 7 NUITS

Demi Pension	Chambre plus petit déjeuner	Demi Pension	Chambre plus petit déjeuner
★ 157 F	103 F	★ 389 F	263 F
★★ 193 F	118 F	★★ 473 F	298 F
★★★ 258 F	178 F	★★★ 648 F	438 F
★★★★ 328 F	208 F	★★★★ 788 F	508 F
★★★★★ 508 F	301 F	★★★★★ 1.208 F	725 F

20 % DE RÉDUCTION SUR CES PRIX DU 1^{er} NOVEMBRE AU 15 DÉCEMBRE 76

Ces prix s'entendent PAR PERSONNE, PAR SEJOUR, en chambre occupée par 2 personnes, taxes et service compris. — ET TOUT UN CROIX DE DISTRACTIONS

Parmi les moyens de transport à votre disposition, la

SNCF

vous offre un choix de tarifs avantageux

Informations, réservations : VOTRE AGENT DE VOYAGES HABITUEL

ou groupement des agents de voyages de la Côte d'Azur (S.A.V.C.A.) : 2, rue Delory - 06000 NICE - Tél. 85.42.42

SALON du MOBILIER

et de la DECORATION

DECOMOB

décoration · mobilier · cuisine · tapis

2-17 OCTOBRE 1976

SALON GRAND PUBLIC · PORTE DE VERSAILLES

NOCTURNES LES MARDIS ET VENDREDIS JUSQU'À 22 h 30

LUNDI 11 - MARDI 12

Reconnaissez et mariez les styles

Présenté par (KART Institut des Nations Américaines)

POUR LA PREMIÈRE FOIS PARIS-LUANDA SANS CHANGER D'AVION

UTA
Le spécialiste longues distances

36 VOLS PAR SEMAINE SUR L'AFRIQUE

la lettre du marketing direct

DANS LE DERNIER NUMÉRO DE LA LETTRE DU MARKETING DIRECT...

- Actualités du marketing direct. — La vie des entreprises de vente par correspondance, leurs problèmes, leurs solutions, leurs projets.
- Tendances. — L'avis de plusieurs praticiens sur les résultats des derniers mois et les perspectives immédiates.
- Nouveautés. — Les nouvelles méthodes, les nouveaux produits, les nouveaux marchés.
- Un secteur de la profession. — Les méthodes de travail d'une agence spécialisée dans la vente directe. Jean de Foucaucourt, directeur général de Mundo Direct, parle à cœur ouvert.
- Sa direct de l'étranger. — Un extrait du meilleur article des magazines spécialisés aux États-Unis. Vous découvrez immédiatement les informations les plus importantes.
- Au calendrier de la profession. — Les séminaires, congrès, rencontres, débats qui vous intéressent.
- Le Bulletin de Bruno Manuel. — La réflexion d'un des meilleurs spécialistes sur les problèmes actuels du marketing direct en France.
- L'affaire du mois. — Jean de Bonnot.
- Les résultats V.P.C. comparatifs pour 5 pays d'Europe. — La place de la France par rapport à l'Allemagne, la Belgique, la Suisse et l'Italie.
- Les petites annonces. — Le moyen sûr de trouver un collaborateur... ou un nouveau job.
- Le programme du Séminaire de Lester Wunderman des 22-23 octobre.
- Et bien d'autres rubriques encore.

Pour tout savoir sur les informations de LA LETTRE et vous y abonner à l'essai pour 6 mois (180 F), retournez le coupon-réponse à :

LA LETTRE DU MARKETING DIRECT
4, avenue de l'Opéra, 75008 Paris

M.
Adresse
Ville Code postal

VOL DIRECT PARIS-BAHREIN-MASCATE TOUS LES LUNDIS.

UTA
Le spécialiste longues distances

**BAHREIN
MASCATE**

UTA. LA ROUTE DIRECTE VERS LES ETATS DU GOLFE.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

Le ministre de l'agriculture ne s'y opposant pas LE T.G.V. PARIS-LYON NE SERA PAS ABANDONNÉ

Un ministre n'a pas toujours une affaire donnée la même position que ses services. Ainsi, à propos de la construction de la nouvelle voie ferrée Paris-Lyon, ces travaux ont été « déclarés d'utilité publique et urgents » par un décret publié au Journal officiel du 24 mars dernier. Plusieurs associations de défense ont alors introduit auprès du Conseil d'Etat une requête aux fins de sursis à exécution dudit décret.

Consulté par la haute juridiction sur le bien-fondé de cette action, le service des forêts prenait sur lui de répondre, au lieu et place du ministre de l'agriculture, que la réalisation d'un ouvrage public aussi important, aurait « des conséquences considérables, notamment au point de vue écologique ». Il faisait, d'autre part, valoir que le décret attaqué avait été pris avec le seul contre-sens du secrétaire d'Etat aux transports alors que la réalisation de ce projet avait « d'importantes conséquences » sur le remembrement, la

réglementation des vignes et ces- sions de parts de forêts soumises au régime forestier (le Monde du 7 septembre).

Un simple malentendu ? « J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir considérer comme nul- les » les correspondances émanant du service des forêts, écrivait le 13 septembre dernier au vice-pré- sident du Conseil d'Etat le ministre de l'agriculture en personne, M. Chris- tian Bonnet. Celui-ci indiquait que « sur le plan des dommages causés aux forêts, après avoir obtenu d'utiles modifications de tracé ». Il avait donné son accord par lettre du 23 octobre 1975 au directeur des transports terrestres. Quant à contre- signer le décret attaqué, il précisait que celui-ci semblait « avoir été pris conformément aux textes en vigueur et à la procédure administrative habituelle en matière de travaux publics ».

Vat-on donc retarder la construc- tion de la nouvelle voie Paris-Lyon ?

« Il n'en est rien », affirment les responsables de la S.N.C.F. Et de démentir catégoriquement les bruits faisant état du peu d'enthousiasme de M. Jean-Pierre Fourcade, minis- tre de l'équipement, à l'encontre de ce projet et du souhait de la Rue de Rivoli d'en voir différer l'exécution au-delà de l'actuelle période d'au- tennité.

Les dirigeants de la société natio- nale se disent sûrs de leur affaire : « Les travaux de terrassement de la nouvelle ligne commenceront comme prévu avant la fin de l'année », pré- cisent-ils. Le premier coup de pioche sera donné sur une section de 40 kilomètres au nord de Montcha- nin-La Croix en Saône-et-Loire. Cette voie ferrée devrait être com- plètement achevée en juin 1982. Mais dès l'automne 1981 les deux tiers de cet axe — 264 kilomètres sur 399 — pourraient être mis en service entre Lyon et Saint-Florentin au nord d'Auxerre.

LE NOUVEL AÉROPORT DE MOSCOU NE SERA PAS DE CONCEPTION FRANÇAISE

De notre correspondant

Moscou. — La France a « raté » au profit d'une firme de Ber- lin-Ouest — l'important contrat de construction d'un terminus nouveau à l'aéroport de Moscou (le Monde du 10-11 octobre).

Voilà quelques mois encore, la société de l'aéroport de Paris figurait parmi les favoris avec l'aéroport de Francfort, les tech- niciens soviétiques songent à construire, à Moscou, une réplique du terminus d'Orly-Ouest. C'est finalement un « outsider », la firme ouest-berlinoise — dont personne ne connaissait la pré- sence dans la course, — qui a remporté le contrat.

Berlin Konsult s'engageait à construire un nouveau terminus, pour une somme d'environ 85 mil- lions de roubles (environ 300 mil- lions de francs) ; ce bâtiment devra être capable de « traiter » 6 millions de passagers par an, à raison d'un maximum de 1 500 à l'heure. A titre de comparaison, la

dernière offre présentée par l'aéroport de Paris était supérieure à 70 millions de roubles (environ 285 millions de francs).

La perte de ce contrat constitue un coup dur pour l'aéroport de Paris, qui n'avait pas présenté moins de dix projets aux Sovié- tiques. Les premiers comprennent également la construction d'un hôtel attenant au terminus, mais les experts soviétiques paraissent avoir abandonné, pour le moment, cette idée. L'octroi du contrat à la firme ouest-berlinoise a beaucoup étonné les milieux d'affaires occi- dentaux de Moscou. La somme mentionnée est extrêmement basse, même compte tenu des aides fiscales et financières dont bénéficient les firmes de Berlin-Ouest. Berlin Konsult est spécia- lisée dans les échanges commer- ciaux avec les pays de l'Est, en particulier avec la R.D.A.

Le coût des infrastructures — acquisitions foncières, électrification, ouvrages d'art, installations fixes — est estimé à 3,6 milliards de francs 1976. A cette somme, il convient d'ajouter 2 milliards pour le maté- riel roulant : environ quatre-vingts rames électriques capables de trans- porter chacune en première et en deuxième classe trois cent qua- rante-vingt voyageurs. Deux rames prototypes ont été commandées au mois de mars dernier pour livraison au début de l'été 1978 à un consor- tium de constructeurs ferroviaires, dont Alstom et M.T.C. Francorail sont les meneurs de jeu. La S.N.C.F. entend passer commande des rames de série dans les tout prochains mois.

Cette année, la société nationale a inscrit, pour la première fois au titre de la nouvelle voie ferrée Paris-Lyon, 100 millions de francs de cré- dits de paiement ; elle compte réser- ver l'an prochain 350 à 400 millions de francs pour la réalisation de cet ouvrage auquel, malgré les vicissi- tudes du moment, elle croit dur comme fer.

JACQUES AMALRIC.

JACQUES DE BARRIN.

Des bruits courent sur S.M.O. : « Ils n'ont même pas l'air conditionné. »

C'est vrai. Et c'est normal, puis- que leurs machines n'en ont plus besoin aujourd'hui.

Alors qu'elles ont de plus en plus de mé- moire, qu'elles sont de plus en plus automa- tiques, de plus en plus compactes, de plus en plus rapides, elles ont aussi de moins en moins de besoins. Prenons la machine pour le traitement des textes WORDPLEX, par exemple, qui mémorise de 500.000 à 80.000.000 de signes et frappe toute seule aux vi- tesses de 45 ou 85 signes/seconde. Elle prend la place d'un petit meuble dans un petit bureau. Ou le calculateur en temps réel pour l'optimisation de l'or- donnancement-lancement — une solution

de pointe à la gestion de production à l'étude chez S.M.O. Destinée à travailler dans les ateliers, il n'a pas besoin lui non plus d'en- vironnement climatisé. Et c'est vrai pour tous les matériels S.M.O. : les facturiers électro- niques ADLER, les pho- tocopieurs APECO, les contrôleurs électroniques de gestion OMRON, les duplicateurs et sélectifs ORMIG, les ordinateurs de bureau SMO 400, les machines à traitement de textes WPI100, qu'ils soient allemands, américains, français ou japonais. Pour eux, l'air conditionné n'amé- liore en rien leurs performances. Il ne sert qu'à faire attraper des rhumes aux humains.

SMO
Siège Social : 2-4, avenue de l'Europe
78140 Vélizy - Tél. : 946.96.38.

Pour mieux connaître S.M.O. envoyez ce bon à nos bureaux.

Nom
Fonction
Société
Adresse
S.M.O. 85 75
Vélizy
M2

JPM de L.S.D

150

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

EMPLOI

TEPPAZ : l'autopsie d'un échec

Lyon. — « Teppaz, c'est gagné. » Tel était le titre que les responsables de la C.F.D.T. du Rhône — union départementale et union des métaux — avaient donné, il n'y a pas tout à fait un an, à un tract appelant leurs adhérents à participer à un grand meeting de réouverture de la société.

Les cent vingt personnes employées n'auront pas le loisir, en effet, de célébrer, le 25 novembre, le premier anniversaire de ce redémarrage. M. Jacques Patrice, P.-D. G. de la société — devenue Patatrone S.A. — a déposé le bilan vendredi 8 octobre. Le montant du déficit est de l'ordre de 6 millions de francs. Le tribunal de commerce de Lyon rendra sa décision en principe mercredi 13 octobre. Prononcera-t-il une liquidation de biens, la troisième, en fait, pour cette société lyonnaise ?

Parallèlement, le licenciement collectif des cent vingt salariés et aurait des répercussions dans plusieurs sociétés sous-traitantes. En outre, elle risquerait à peu près sûrement de déclencher une nouvelle « affaire Teppaz ».

Comment, alors que les buts des pouvoirs publics, d'un investisseur privé, des banques et du personnel paraissent converger, a-t-on pu déboucher sur cet échec ?

Le redémarrage de Teppaz avait été suivi avec une particulière attention. Il venait, en effet, après d'autres tentatives : les tanneries d'Annonay, Manuport, Pateau, Lip. Les points communs étaient multiples : occupation de l'usine en permanence depuis

implantée à Graponne, à l'ouest de Lyon. En réalité, les flonflons de la tête se sont très rapidement tus et la satisfaction d'avoir obtenu la reprise des activités de cette entreprise fabriquant des électrophones aura été de courte durée.

De notre correspondant régional

l'annonce, en mars 1975, de deux cent trente licenciements, constitution d'un « trésor de guerre », sensibilisation au maximum de l'opinion publique.

La lutte engagée par la C.F.D.T., pour que soit préférée une solution industrielle à un projet de coopération préparé par des cadres de l'entreprise et soutenu par F.O., avait fini, après de multiples obstacles, par déboucher sur un plan de relance. Celui-ci fut approuvé par les autorités compétentes à la fin du mois de septembre 1975 et par une majorité du personnel le 7 octobre suivant. Ce plan prévoyait notamment le réembauchage de trente-cinq personnes immédiatement, de cinquante au début de l'année 1976, de cent vingt au printemps, de cent cinquante, en principe, à la fin de l'année.

Outre les capitaux apportés par M. Jacques Patrice — 1 500 000 F pour libérer le capital, dont 250 000 F constitués par un prêt de la société de développement régional (S.D.R.), 1 500 000 F encore pour garantir les fournisseurs et 500 000 F de compte courant — le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) s'était engagé à participer au sauvetage pour une somme de 1 million de francs ainsi que le Crédit national pour un montant de 450 000 F.

Après une réorganisation de l'entreprise, la société Patatrone S.A. avait redémarré sa fabrication le 19 mars dernier, mais avec deux mois de retard sur le programme de commercialisation. Retard dû, pour une part, aux difficultés rencontrées à l'origine pour former un groupe bancaire s'engageant à accorder, sous certaines conditions, des crédits à court terme, et pour une autre part à un décalage dans la livraison des moules de fabrication.

Le refus des banquiers

Les premiers annués commencent à apparaître au début de l'été : la paie de juin doit être retardée de plusieurs jours et ne fut versée que grâce à la pression exercée par les pouvoirs publics sur le Crédit lyonnais. Un accident de santé, qui tint éloigné M. Patrice de son affaire, ne fit qu'aggraver la situation. A la suite d'une nouvelle intervention des pouvoirs publics, la moitié du prêt du F.D.E.S., soit 500 000 F, fut débloquée dans le courant du mois d'août pour permettre la paie de juillet. Mais c'était, en réalité, reculer pour mieux sauter.

La C.F.D.T., après s'être longtemps tenue sur les difficultés rencontrées par l'entreprise — « pour préserver les chances d'une reprise », mais aussi, il faut bien le dire, parce qu'il lui déplaçait d'avoir à annoncer aussi rapidement qu'un grain de

AGRICULTURE

LA RÉCOLTE SOVIÉTIQUE DE CÉRÉALES DÉPASSERAIT 215 MILLIONS DE TONNES

Washington. — La récolte céréalière soviétique atteindrait cette année 215 millions de tonnes contre 140 millions l'année dernière, a indiqué le 7 octobre le département américain de l'agriculture. Selon certaines informations, en provenance de Moscou, la récolte soviétique pourrait même être supérieure et battre cette année le record de 222 millions de tonnes établi en 1973.

Le département américain de l'agriculture annonce également que l'Union soviétique a passé aux États-Unis une nouvelle commande de céréales (350 000 tonnes de maïs livrables en 1976-77), qui fait suite à celles de 400 000 et 878 000 tonnes annoncées ces deux dernières années. Ce nouvel achat porte à environ 6,35 millions de tonnes le total commandé par les Soviétiques pour livraison pendant la première année de l'accord d'approvisionnement conclu en 1975, alors que des rumeurs s'annonçaient déjà au-dessus de la société — « conseillée » à des banquiers de « ne pas placer d'argent dans cette affaire ».

Marqué par l'effondrement d'une affaire dans laquelle il laisse sa santé et sa fortune, M. Patrice, ce sont essentiellement des crédits à court terme. Malgré ses supplications, les banquiers sont restés totalement sourds à ses appels.

« Pourtant, dit-il, après huit mois d'expérience, je peux affirmer que la rentabilité de cette affaire est prouvée. C'est une situation difficile de celle de Lip. Il existe bien un créneau pour Teppaz dans le marché de l'électrophone. D'ailleurs l'enregistrement de commandes — vingt mille tonnes dont quarante mille à l'exportation — le démontre. L'outil de travail est parfaitement adapté et surtout il n'existe aucun problème social dans l'entreprise comme on pourrait le supposer. »

Comment expliquer alors que le P.-D.G. dynamique n'ait pas réussi à gagner la confiance des banquiers ? Ne serait-ce pas, comme le prétend sans détour la C.F.D.T., parce que des pressions ont été exercées sur ceux-ci ? Le redémarrage de Teppaz, c'est évident, n'a pas été vu que d'un bon œil, ne serait-ce que par la chambre patronale de la métallurgie. La C.F.D.T. n'écartera pas non plus, et pour les mêmes raisons, des interventions politiques venues « d'en haut ».

N'aurait-on pas jugé malaisin cette sorte de coopération entre un industriel et un syndicat révolutionnaire et voulu ainsi donner un coup d'arrêt brutal à cette entreprise ? Compte tenu des éléments du dossier, cette hypothèse n'est pas de celles que l'on peut écarter a priori.

Les travailleurs de Teppaz, qui assurent depuis le 6 septembre une surveillance nocturne de leur outil de travail, et qui sont prêts, semble-t-il, à relancer la lutte syndicale à l'annonce des licenciements, auront sans doute tout loisir de tirer cette grave responsabilité au clair.

BERNARD ELIE.

SYNDICATS

« Il y a des inégalités justifiées et nécessaires » déclare à Grenoble le président de la C.G.C.

M. Yvan Charpentier a lancé, samedi 9 octobre, à Grenoble, la campagne C.G.C. de meetings de protestation contre le plan Barre.

Le président de la C.G.C., qui a réaffirmé le caractère purement syndical de l'action C.G.C. (le Monde daté 10-11 octobre) a beaucoup insisté sur l'inégalité du personnel de l'encadrement à propos des déclarations sur la réduction des inégalités.

« S'il y a effectivement des inégalités injustifiées qui sont le fruit de ventes de situation, de spéculations hasardeuses ou du résultat de la naissance, il y a des inégalités non seulement justifiées mais également nécessaires, celles qui résultent des services rendus à la société. Nous sommes inquiets quand, sous les propos du premier ministre, ces inégalités que nous considérons comme justifiées sont traitées de tolérables. Nous ne demandons pas d'être tolérés, nous demandons la justice, et, à cet égard, les propos tenus par M. Mitterrand, à l'Assemblée nationale, sur cette inégalité des revenus, en se référant aux travaux de l'O.C.D.E., nous inquiètent tout autant. »

En fait, ceux qui s'attaquent à cette inégalité des revenus s'attaquent et s'attaqueront essentiellement demain à l'inégalité des salaires. Les premières victimes seront les agents de maîtrise et les techniciens.

Ce que nous voulons éviter à notre pays, a précisé M. Charpentier, c'est qu'il soit entraîné

dans la situation de l'économie anglaise où, pour avoir à la fois poursuivi des politiques égalitaires en matière de salaires et maintenu le personnel d'encadrement sur le plan fiscal, ce pays est aujourd'hui au bord de la faillite, sur le plan moral, sur le plan économique, sur le plan de la solidité de sa monnaie. Le dirigeant de la C.G.C. a indiqué que son organisation serait « intraitable », à l'occasion du débat au Parlement sur le projet de loi de finances de 1977, en manifestant son opposition au maintien de certaines tranches de revenus imposables. Il a rappelé que, « au cours des prochaines campagnes électorales », la C.G.C. dénoncera la démagogie qui consiste à « tout proposer en demandant aux cadres de payer ».

LA C.F.T.C. s'opposera farouchement à ce que la politique contractuelle soit vidée de sa substance et à ce que le gouvernement prétende limiter l'évolution des salaires au simple maintien du pouvoir d'achat, alors que les prestations officielles actuelles d'une progression de la richesse nationale de 4,8 % se réaliseraient en 1977, a déclaré, le 10 octobre, à Lamballe (Côtes-du-Nord), M. Jean Bernard, secrétaire général de la C.F.T.C.

REPRISE DU TRAVAIL À LA SAMARITAINE de Vélizy 2 (Yvelines). — Les quatre cents employés du centre commercial la Samaritaine de Vélizy 2, en grève depuis huit jours, ont repris le travail vendredi 8 octobre sans avoir pu obtenir le maintien à son poste de leur directeur (le Monde du 6 octobre). En revanche, les salariés bénéficieront d'une augmentation de salaires de 150 à 180 francs, d'un réaménagement des horaires de travail et de la mise à l'étude d'un plan d'embauche.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 3/4	3 5/8	4 5/8
1 mois	4 3/4	3 5/8	4 5/8
3 mois	5 1/8	4 1/8	5 1/8
6 mois	5 1/2	4 5/8	5 1/2

(PUBLICITE)

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL

(Subsidière d'ELETROBRAS)

AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE SALTO SANTIAGO

NOTICE DE PRÉSÉLECTION AUX FABRICANTS

DE JEUX DE BARRES BLINDÉES AVEC DISJONCTEUR

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL lancera un appel d'offres international, limité aux fabricants qualifiés dans la présélection, objet de cette notice, pour le projet, la fabrication, la livraison et la supervision de montage des équipements suivants, destinés à l'aménagement relatif ci-dessus, situé sur le fleuve Iguaçu, dans l'Etat de Paraná, Brésil.

- Quatre (4) jeux de barres triphasées blindées, à phases séparées, refroidissement naturel, 15.000 A, pour le raccordement des alternateurs aux transformateurs avec dérivations par raccordement aux équipements auxiliaires.
- Quatre (4) disjoncteurs pour les alternateurs, à air comprimé, refroidissement naturel ou par ventilation forcée, 15.000 A, 3.000 MVA, y compris le système d'air comprimé. Ces disjoncteurs seront installés à continuation des barres blindées ci-dessus, entre les alternateurs et les transformateurs élévateurs, et chacun sera pourvu d'un sectionneur groupé avec le disjoncteur dans une enveloppe métallique unique.
- Quatre (4) ensembles blindés contenant l'équipement de protection des alternateurs contre les surtensions et des transformateurs de tension.
- Quatre (4) ensembles blindés contenant des transformateurs de tension.
- Deux (2) jeux de réacteurs limitateurs de courant, chacun avec trois réacteurs monophasés, type à sec, 1 ohm, 320 A, installés dans un ensemble blindé.

Les valeurs ci-dessus sont approximatives. L'équipement devra être conçu pour la tension maximale de 24 kV, 60 Hz, NBI 125 kV. La tension nominale, entre 15 et 20 kV, sera établie quand on connaîtra la tension nominale des alternateurs.

Chaque fabricant sélectionné sera invité à fournir la totalité des équipements mentionnés ci-dessus.

Pour le paiement des équipements ci-dessus, ELETROSUL compte utiliser des fonds de l'emprunt 289/OC-BR, assigné avec la Banque Interaméricaine de Développement - BID.

A la présente présélection pourront participer seulement les fabricants établis dans des pays membres de la BID, des pays de développement relatif membres du Fonds Monétaire International et/ou des pays développés qui, à l'occasion de l'appel pour la licitation, soient éligibles à cet effet par la BID.

Les « Instructions pour Demande de Présélection » peuvent être obtenues gratuitement jusqu'au 11 novembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL
Diretoria Administrativa
Edifício Trójanus
Rua Trójanus, 41 - 3º andar
Tele. 051.1048
88.000 - Florianópolis - Santa Catarina
Brésil.

EMPRUNT NATIONAL 1976

pour les moyennes et petites entreprises & l'artisanat

10,60% TAUX ACTUEL BRUT

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

Le coût du plan Barre en 1976 pour les salariés

L'article intitulé « Combien le plan Barre va-t-il coûter aux salariés ? », publié dans le Monde du 6 octobre, nous a valu de nombreuses lettres de critique ou de mise au point. M. Philippe Saint-Marc (Paris-6) nous écrit en particulier :

Cet article montre que le plan Barre va coûter 152 F pour le dernier trimestre 1976 à un salarié gagnant 2 970 F par mois, c'est-à-dire 8 910 F au cours de ce même trimestre. Il en résulte que la charge totale supportée par ce salarié au cours de ce trimestre par rapport à son salaire est de 152 F : 8 910 F = 1,7 % de son salaire.

Or votre rédacteur indique qu'elle est de 5,1 %, chiffre manifestement erroné, comme le montre le calcul ci-dessous. J'ajoute que cette méthode de calcul est d'ailleurs très contestable, car il aurait fallu répartir sur douze mois le coût de l'augmentation de la vie notée, puisqu'il n'est dû qu'une fois par an.

La majoration totale exigée par le plan Barre a été calculée pour le dernier trimestre 1976 et comparée au revenu mensuel de 1976. Cette présentation et l'ambiguïté du titre donné au tableau prêté, d'est-ce, à confusion car elle peut laisser croire que le plan Barre aboutira à un prélevement mensuel de 5 % à 15 % en 1976. Le choix du revenu mensuel comme élément de référence a été fait non pour calculer le coût du plan Barre pour les salariés, mais

pour comparer l'effort financier, c'est-à-dire la sortie d'argent exigée, à un élément familier du revenu : à savoir le salaire mensuel. Pour obtenir une évaluation du coût mensuel en 1976 du plan Barre, il suffit, comme le fait M. Philippe Saint-Marc, de diviser le taux d'effort financier par 3, soit :

- Pour le salarié à 2 970 F de salaire mensuel : 1,7 % ;
- Pour le salarié à 5 500 F de salaire mensuel : 1,6 % ;
- Pour le salarié à 8 910 F de salaire mensuel : 1,5 % ;
- Pour le salarié à 13 400 F de salaire mensuel : 1,4 %.

Le but principal de l'article étant de comparer les efforts financiers relatifs exigés des différentes catégories de salariés par le plan de 1976, les résultats en ce domaine demeurent valables.

● **TAXE PROFESSIONNELLE.** — Le Conseil national du patronat français demande « que le gouvernement propose d'urgence au Parlement un mécanisme susceptible de limiter en 1976 et 1977 les augmentations de taxe professionnelle à un niveau compatible avec les objectifs du plan de lutte contre l'inflation. Selon le C.N.P.F., certaines entreprises qui reçoivent actuellement leur aversissement de taxe professionnelle enregistrent des augmentations de l'ordre de 50 à 200 %, ou même d'avantage, par rapport à 1975.

AFFAIRES

LE XXXI^e CONGRÈS DES EXPERTS-COMPTABLES RÉAFFIRME LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉÉVALUATION DES BILANS

Le trente et unième congrès des experts-comptables et du comptable agréés a pris fin, samedi 9 octobre à Strasbourg, après trois journées d'études, dont le thème était « L'impact des prises de bilan ». Le Monde date 7-8 et 10-11 octobre.

M. Robert Piroli, membre du conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables, professeur à l'université de Paris-X, et rapporteur général du congrès, en a présenté la synthèse. Prenant acte que les études présentées au congrès avaient mis en évidence les effets nocifs de l'inflation sur la vie et les comptes des entreprises, il a souligné la nécessité de procéder à une réévaluation des bilans, nécessité que personne ne conteste plus. M. Piroli a critiqué les solutions proposées par les pouvoirs publics dans le plan de M. Raymond Barre, que M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, représentait le premier ministre, avait rappelés dans la machine de samedi : la réévaluation des bilans limitée aux immobilisations non amortissables (terrains, fonds de commerce) ne permet pas de corriger la sous-évaluation de la valeur réelle des moyens de production.

A cette occasion, M. Weydert, chef de service de la législation à la direction générale des impôts, a réaffirmé très nettement l'incompatibilité qui existe entre la loi de sa direction, entre une réévaluation des actifs industriels et le maintien du système des amortissements dégressifs actuellement en vigueur : la note serait trop lourde. Cette intervention, qui s'opposait à celle de M. Piroli, a été nommée C.N.P.F., a mis en lumière, une fois de plus, les obstacles qui s'opposent actuellement à une réévaluation qui rendrait aux bilans sincérité et unité.

LE X^e CONGRÈS DE LA SIDÉRURGIE MONDIALE S'OUVRE SOUS LE SIGNE D'UNE NOUVELLE CRISE

Le dixième congrès de l'Institut International de l'acier (I.I.S.I.) s'est ouvert lundi matin 11 octobre à Osaka, sous la présidence de M. Yoshio Inayama, président de la Nippon Steel et de la Fédération sidérurgique japonaise. Bien que l'ordre du jour du congrès ne comporte que des thèmes techniques (l'acier et l'énergie, l'emploi des charbons non coloniaux), on y parlera plus volontiers de la nouvelle crise qui menace la sidérurgie européenne (le Monde date 3-4 octobre 1976) et de l'offensive japonaise sur les marchés d'exportation.

Fays hôte du dixième congrès, le Japon va précisément se trouver sur la sellette, sinon officiellement, du moins dans les coulisses. Les producteurs d'acier de la C.E.E., dont les carnets de commandes se sont sensiblement dégonflés à la fin de l'été 1976, après la forte reprise qui succéda à la crise de 1975, accusent les sidérurgistes japonais de pratiquer des prix « destructeurs ». S'exprimant devant le comité consultatif de la C.E.C.A. réuni à Londres le 6 octobre dernier, M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, a déjà évoqué une « limitation effective des pé- nétrations sur le marché commun », qui pourrait être « soit imposée, soit négociée ».

● **A SAINT-ETIENNE,** des commerçants s'opposent à l'ouverture d'un magasin Conforama le dimanche. — Accompagné du président départemental des commerçants, les commerçants stéphanois membres du syndicat du négoce de l'ameublement, de l'électroménager et de la radiotélévision, ont bloqué, dimanche, l'accès de magasin Conforama, à la sortie nord de Saint-Etienne. Ils voulaient ainsi manifester contre le non-respect par Conforama d'un arrêté pris le 17 juin 1976, par le préfet de la Loire, interdisant l'ouverture dominicale des magasins vendant des meubles neufs ou d'occasion, des appareils ménagers et de radiotélévision. Le siège de la grande surface s'est poursuivi tout l'après-midi, mais le directeur de la société Conforama a été demandé à son personnel de quitter les lieux, sans donner cependant aux manifestants aucune garantie pour l'avenir.

Retour en train, aller en voiture, louez europcar 645.21.25

« L'ENTREPRISE ET L'ACTIONNARIAT DES SALARIÉS »
L'Institut d'Etudes Politiques de Paris organise, dans le cadre de ses activités de formation continue, une session spéciale consacrée à l'actionnariat des salariés.
Dates : 16, 17 et 18 novembre 1976.
Ces journées seront animées avec la participation de responsables d'entreprises et d'organismes ayant l'expérience des diverses formes d'actionnariat examinées.
Ces sessions sont destinées aux responsables de niveau élevé des directions générales, des directions financières et juridiques, ainsi qu'aux spécialistes des questions de politique du personnel et aux responsables de l'information.
Principaux thèmes : les expériences françaises et étrangères d'actionnariat et d'intéressement ; partage du profit et nouvelles formes d'épargne des salariés ; les ordonnances de 1967 ; nouvelles formes d'accès au capital ; le point de vue des entreprises, des salariés, des gestionnaires de fonds communs de placement.
Inscriptions et renseignements : INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS - FORMATION CONTINUE
27, rue Saint-Guilhem, 75007 PARIS - Tél. : 260-33-60.

L'application du gel des prix

SIX CENT-CINQUANTE INFRACTIONS SUR DOUZE MILLE CONTRÔLES

Les moyens dont l'administration dispose pour contrôler les prix « ne sont pas aussi dérisoires qu'on le croit », indique M. Michel Durafour, ministre délégué, chargé de l'économie, et des finances, dans une interview dans le dernier numéro de l'hebdomadaire le Point. « Au total, souligne-t-il, l'Etat peut aligner trente mille hommes, agents des prix, douaniers et gendarmes. Ce n'est pas négligeable, d'autant que je compte sur la civisme de chacun ».

Cependant le Syndicat national unifié des impôts déplore que les effectifs soient insuffisants à la tâche de la concurrence et des prix, où il n'est prévu que vingt et un emplois supplémentaires en 1977.

Selon un communiqué du ministère de l'économie et des finances, plus de douze mille infractions ont été effectuées entre le 30 septembre et le 7 octobre, afin de s'assurer de la bonne application du gel des prix.

« Ces contrôles ont révélé que le gel des prix était, dans la grande majorité des cas, bien appliqué. En effet, le nombre des infractions constatées a été de six cent cinquante, ce qui ne représente qu'un cas sur vingt. Des contrôles approfondis ont été poursuivis, de même que des poursuites ont été engagées. Les infractions plus rapides, qui permettent de localiser les secteurs d'infraction », conclut le communiqué.

ÉNERGIE

● **LES « MAJORS » DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE** sont hostiles au mémorandum de cinq compagnies européennes. Le président directeur général de la Royal Dutch Shell, M. Wagner, a précisé, le 8 octobre, à Amsterdam, que la protection du marché — objet, selon lui, du mémorandum déposé par cinq compagnies européennes, dont Elf et la C.F.P. (le Monde du 5 octobre), était contraire à la philosophie de la Shell et n'était pas de l'intérêt du consommateur. Cette lettre a cependant des aspects positifs, a précisé M. Wagner, en évoquant la politique anti-dumping et la transparence des prix.

● **E.D.F. A SIX MOIS POUR SE METTRE D'ACCORD** avec ses fournisseurs de fuel-oil Shell et Antar. Par un arrêt avant faire droit, la cour d'appel de Paris vient en effet de renvoyer les parties en litige à « déterminer d'un commun accord les nouveaux prix des diverses catégories de fuel-oil livrées à E.D.F. et la ou les formules de variation de ces prix ». L'entreprise nationale et les compagnies pétrolières ont six mois pour se mettre d'accord, faute de quoi la cour statuera sur le fond de l'affaire. Depuis près un an, E.D.F. et ses fournisseurs sont en litige sur les prix de livraison du fuel.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA PRÉSERVATRICE S.A.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Préservatrice S.A. réunie le 8 octobre sous la présidence de M. Raymond Mayral, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1976. Le rapport du conseil d'administration fait état d'une augmentation du chiffre d'affaires global du groupe de l'ordre de 20 %.

Le montant des produits de placement est passé de 13 584 410 F à 18 242 225 F, un accroissement de 33,77 %, quasi-totalement des participations et placements ayant, en effet, procédé à des distributions majorées par rapport à celles de l'exercice précédent. Le compte profits et pertes fait ressortir un bénéfice net de 17 millions 825 113 F contre 12 586 128 F en 1975-1976, ce qui représente une augmentation de 44,80 %.

Le bénéfice disponible s'élevait à 22 745 743 F, y compris le report à nouveau de 1,23 F. La mise en paiement de ce dividende aura lieu à compter du 18 octobre.

Les mandats de M. Jacques de Nervo et Dominique Lecc respectivement administrateur et censeur ont été renouvelés.

Dans son allocution, le président, après avoir donné des indications sur les résultats d'exploitation des principales filiales au cours des premiers mois de 1976, a confirmé la poursuite des négociations en vue de l'acquisition par la Préservatrice S.A. d'une participation majoritaire dans la Fondiaria TIARD et la réunion probable, au mois de décembre prochain, d'une assemblée générale extraordinaire à laquelle il sera demandé de statuer sur cette opération.

OMNIUM FRANÇAIS DE PÉTROLES

Au cours de sa dernière réunion, le conseil d'administration de l'Omniun français de pétroles (O.F.P.), a examiné l'investissement des activités de la société. Après la cession de ses participations dans des filiales de distribution de produits pétroliers ainsi que des droits à l'huile qu'il détenait au Koweït et en Abu Dhabi, l'investissement de la cession de sa participation dans la Compagnie auxiliaire de navigation, actuellement en cours de réalisation, a été approuvé. L'O.F.P. voit précéder à l'intérieur du groupe Total, la vocation de société à caractère financier d'investissement dans l'industrie, en particulier dans des secteurs de services liés à l'activité pétrolière, mais non directement liés à l'activité industrielle. En conséquence, il a été décidé de convoquer pour le 17 novembre 1976 une assemblée générale extraordinaire au cours de laquelle il sera proposé aux actionnaires d'adopter comme « O.F.P. — Omniun financier de Paris ».

GEVELOT

La situation provisoire, arrêtée au 30 juin 1976, se solde par un bénéfice de 1 594 000 F, contre une perte de 1 130 000 F au 30 juin 1975. Par rapport à la même période de l'année précédente, le chiffre d'affaires a augmenté de 10,7 % au 30 juin 1976 est de 123 499 434 F contre 105 094 327 F, soit une augmentation de 22 %. Les amortissements s'élevaient à 5 249 693 F contre 4 484 323 F et la marge brute d'exploitation à 7 233 877 F contre 3 344 321 F.

ACIER - INVESTISSEMENT

Valeur liquidative au 30 septembre 1976 : Au 30 septembre 1976 la valeur liquidative globale d'Acier-Investissement ressortait à 162,36 millions de francs, soit 109,93 francs par action.

ÉLYSÉES - VALEURS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU VENDREDI 8 OCTOBRE 1976

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 8 octobre 1976 sous la présidence de M. Jacques Ruault, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1976. Les revenus distribuables de l'exercice s'élevaient, compte tenu du report à nouveau à 7 488 008,94 F, ce qui permet la distribution d'un dividende de 6,80 F par action, assorti d'un crédit d'impôt de 1,30 F au lieu de 8,03 F (8,80 F + 1,23 F de crédit d'impôt) pour l'exercice précédent.

L'assemblée générale a fixé au 14 octobre la mise en paiement du dividende qui sera matérialisée par deux coupons : — N° 18, de 3,47 F, assorti d'un crédit d'impôt de 0,97 F ; — N° 19, de 3,33 F, assorti d'un crédit d'impôt de 0,97 F.

Il est rappelé que les actionnaires pourront réviser le montant de leurs dividendes en sections de la société, qu'elles soient de la section de souscription jusqu'au 31 décembre 1976.

Dans son allocution, après avoir mis l'accent sur les développements défavorables des marchés financiers

BIC

GRUPE BIG MULTINATIONAL. RÉSULTATS CONSOLIDÉS PREMIER SEMESTRE

	Premier semestre 1976 (millions de francs)	Premier semestre 1975 (millions de francs)	Variation sur la base des change au 30-6-1976
Chiffre d'affaires hors taxes	416 300	605 700	+ 45,30 %
Bénéfice net après impôt	84 459	131 757	+ 44,20 %
Part de BIC	45 218 (1)	67 203	+ 48,80 %
Bénéfice p. act. (1 800 000 act.)	19,31 F	28,22 F	+ 46,30 %

(1) Le bénéfice 1975 avait pris en compte :
1° Des plus-values à long terme : 7 447 000 F
2° Des moins-values à long terme : 5 000 000 F
— Provision titres DIM - ROBY 1 784 000 F
— Provision titres BIC Japon

SOCIÉTÉ BIC

La société BIC a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 176 millions 100 000 francs au cours du premier semestre 1976, contre 145 millions 600 000 francs pour la période correspondante de 1975, soit une progression de 17 % ; le bénéfice d'exploitation avant impôt (hors dividendes canadiens) s'élève à 37 millions 800 000 francs en 1976, en augmentation de 39 %.

Le bénéfice net après impôt du premier semestre 1976 ressort à 11 800 000 F, contre 18 400 000 F en 1975. Le bénéfice 1975 avait pris en compte les éléments exceptionnels détaillés ci-dessus.

GITT

GROUPEMENT DES INDUSTRIES DU TRANSPORT ET DU TOURISME

Le « GITT » a contribué depuis son origine à financer 90 sociétés intervenant dans les transports aériens, maritimes et terrestres, dans l'hôtellerie, la restauration, l'aménagement de complexes touristiques ou sportifs, dans les activités de loisirs, pour des groupes de dimension nationale et internationale.

1.047.000.000 de francs

d'emprunts lancés depuis 1969



12, rue de Castiglione, 75001 PARIS - Tél. 260-38-54

UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT A LONG TERME GÉRÉ PAR DES PROFESSIONNELS POUR DES PROFESSIONNELS

avec l'assistance technique d'experts financiers

415F le m² annuel H.T.

A Paris, 19^e

BUREAUX A LOUER

Evolution

Cloisonnés, climatisés. Restent 1600 m² divisibles à partir de 140 m².

Pour tous renseignements :

522.12.00



TRANSACTIONS 37, rue de Rome 75008 Paris 8 522.21.72

Shuttle 1.50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE

3. EUROPE

— **POLOGNE** : la direction du parti est restée brisée par les manifestations ouvrières de juin.

— **ESPAGNE** : six anciens ministres fondent un nouveau rassemblement néo-franquiste.

4. PROCHE-ORIENT

— **LIBAN** : l'O.L.P. et les délégués du président Sarkis ont présenté des propositions communes.

5. AMÉRIQUES

— « Virage à droite ou à gauche ? » (IV), par Charles Vanhecke.

6. AFRIQUE

— **POINT DE VUE** : « Quelle confiance ? », par R.-G. Schwabenschlegel.

— **M. Carter** invite l'O.D.R. à une « véritable révolution culturelle ».

— La conseil national du P.S.U. confirme sa tactique « unitaire » pour les élections municipales.

13. ÉDUCATION

— **Exil doré à Paloisau** pour les « X ».

14. SCIENCES

— Le budget de 1977 devrait permettre une croissance limitée de la recherche.

14. DÉFENSE

— La fin des manœuvres de Provence.

14. SOCIÉTÉ

— **SPORTS**

— **FOOTBALL** : le match nul de la France contre la Bulgarie en coupe du monde.

— **AUTOMOBILISME** : vainqueur du Grand Prix des États-Unis, James Hunt se rapproche de Niki Lauda.

— **LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**

— Pages 18 à 24

— Après comme avant la réunion de Manille, la crise permanente des monnaies.

— « Libéralisme interventionnisme » et politique industrielle.

— Les nécessaires vérifications de comptabilité ne justifient pas les méthodes inquisitoriales du fmi.

— B.S.N. et Saint-Gobain sont-ils condamnés à s'entendre ?

— L'expérience des Pompes Guinard : une usine artisanale à la campagne et sans « petit chef ».

— Les notes de lecture, d'Alfred Sauvy.

— **26-27. ARTS ET SPECTACLES**

— **CINÉMA** : le Jardin des supplices.

— **DANSE** : la tournée du Nikolaï Danca Theatre.

27. PRESSE

— **35. FAITS DIVERS**

— **36. LA RÉGION PARISIENNE**

— **LES CRÈCHES EN DERNIÈRE PRIORITÉ** : des mères trop loin des mères.

— **37-38. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS**

— **TRANSPORTS** : le T.G.V. Paris-Lyon ne sera pas abandonné.

— **39-40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**

— **EMPLOI** : Teppaz, l'autopsie d'un échec.

— **LIRE ÉGALEMENT**

— **RADIO-TELEVISION (25)**

— **ANNONCES CLASSÉES (28 à 34)** : Aujourd'hui (25) ; Carat (15) ; Journal officiel (25) ; Médicaments (25) ; Mots croisés (25) ; Bourse (41).

— Le numéro du « Monde » daté 10-11 octobre 1976 a été tiré à 535 520 exemplaires.

— **PIANO ORGUE**

— **Piano Center**

— **PIANOS** : Paris-Bordeaux : 71, rue de l'Église, 75001 PARIS. (01) 47.72.72.73. PIANOS, ORGUES : Paris-Est : 122-124, rue de Paris, 93000 NOUVELLE-ÉLISE. Tél. 01.47.53.30. CATALOGUE FRANCO CONTRE 5 FEN TIMBRES

— **ABC D F G H**

A Besançon

Un club hippique est fermé après la mort d'un cheval atteint de la rage

De notre correspondant

Besançon. — Un traitement contre la rage a été entrepris sur une vingtaine de personnes qui ont approché un cheval du club hippique l'Éclair bisontin. Ce cheval était mort brutalement le 29 septembre et les vétérinaires avaient constaté son encephalite à l'Institut Pasteur pour examen. Le 8 octobre, l'Institut Pasteur faisait savoir que l'animal était atteint de rage. Une enquête sanitaire fut immédiatement entreprise pour identifier les personnes, cavaliers, membres du personnel du club, qui avaient approché le cheval durant les jours précédant sa mort ou celles qui, comme les deux vétérinaires, avaient touché son cadavre. Une liste d'une cinquantaine de personnes a ainsi été dressée, et durant le week-end vingt d'entre elles ont reçu au centre antirabique de Besançon les premières injections. Quatre militaires qui avaient monté l'animal et dont on ne connaissait pas l'identité ont pu être re-

trouvés. Ils appartiennent au club d'équitation du 4^e régiment stationné à Besançon. Il semble qu'un chat ait pu contaminer le cheval de l'Éclair de Besançon. Une surveillance sanitaire devra être exercée pendant trois mois sur les autres chevaux du club, lequel devra pendant cette période réduire ou cesser son activité, et risque d'être dans l'obligation de faire abattre les animaux chez qui se déclarent des symptômes de rage. L'Éclair bisontin, qui compte environ deux cents adhérents, est propriétaire de trente-trois chevaux. Dix seulement étaient vaccinés. Les responsables du club, qui, au demeurant, ne sont pas tenus légalement de faire vacciner les chevaux, expliquent que seules les bêtes effectuant des déplacements à l'occasion de concours ou de sorties ont été vaccinées. Les autres mises au pré avaient été vaccinées.

CLAUDE FABERT.

Une vaccination nécessaire chez tous les animaux

Maladie mortelle si le traitement préventif n'est pas entrepris à temps, la rage est due à un virus qui touche le cerveau de l'homme ou des animaux atteints. Après quarante-quatre ans d'absence, la rage animale a refait son apparition en France au mois de mars 1968. Elle est aujourd'hui aux portes de Paris et a déjà

touché de nombreux animaux dans vingt départements du nord et de l'est de la France. Le renard, principal vecteur de la maladie, est cause de la grande majorité de sa diffusion. Il est responsable de la contamination des animaux domestiques essentiellement chiens, chats et bovins mais aussi, bien que dans une moindre mesure, chevaux et porcs.

FAIBLESSE DE LA LIVRE STERLING

La livre sterling s'est affaiblie du nouveau lundi matin sur les marchés des changes, rebondissant au-dessus de 1,66 dollar sur la place de Londres. Le raffermissement de la monnaie britannique, aux alentours de 1,67 dollar, dû aux mesures draconiennes prises par la Banque d'Angleterre jeudi dernier (rétablissement du taux d'escompte de 13 % à 15 % et « gel » de 700 millions de livres de dépôts bancaires) n'aura duré que deux jours.

Le lent effacement du franc français, amorcé à la veille du week-end, s'est poursuivi au début de cette semaine : le dollar, un peu plus ferme, il est vrai, notamment à l'égard du deutschemark (2,44 deutschemarks contre 2,44), valait 4,97 F contre 4,96 F, ce qui attribuait à la monnaie ouest-allemande une parité de 2,623 F contre 2,631 F précédemment.

LES NOUVEAUX TISSUS EN VOGUE

COUTURE

Etamines imprimées
Lainages écossais
Draps réversibles
Velours imprimés
Jerseys Jacquard
Cotons d'hiver
Crêpes de soie

DÉCORATION

Velours contemporains
Toiles et chintz imprimés
Tissus Jacquard "Design"
Tweeds et carreaux
Lampas et tapisserie de style
(Tous nos articles sont en stock)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

une nouvelle façon
de s'habiller
à 30 ans

LATREILLE
nouvelle boutique

53, rue saint-andré-des-arts
75006 Paris tél. : 033.50.12

Classez 20 % moins cher chez Duriez

Pour travailler vite, bien, agréablement, facilement, demandez conseil à Duriez. Il connaît tout, vous dit tout et propose les types de vêtements : chemises, cravates, gilets, etc. de remise : à hamecs, tiroirs, clapets, tichens ; classeurs à boutons ; valises à boutons ; sacs à main ; portefeuilles ; agendas ; carnets ; etc. Duriez vous les propose à des prix très intéressants. Catalogue gratuit. 112, bd Saint-Germain. Tél. 033-56-43 (Machines à calculer : 326-43-31).

NOUVELLES COLLECTIONS

Avec la garantie
d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

A "la Règle à Calcul" : une équipe de vente spécialisée dans les calculateurs Hewlett-Packard.

HP-25
programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchements fonctionnels trig, log, deg, rad, grad, conversion rect/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications.
990 F ttc

HP-21
5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad.
480 F ttc

HP-22
calculateur universel - scientifique, statistique, économiste - y, z, %, droite de tendance - amortissements, annuités.
780 F ttc

la Règle à Calcul
65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris.
Tél. : 033.02.63/033.34.61
1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP
HEWLETT PACKARD

USINOR ANNONCE L'ARRÊT TOTAL DE L'ACIERIE DE DUNKERQUE EN CAS DE POURSUITE D'UNE GRÈVE SECTORIELLE

(De notre correspondant.)

Dunkerque. — Le trafic minéralier du port privé d'Usinor-Dunkerque était bloqué en raison de la grève, observée depuis lundi matin par le personnel de maintenance (quintenniers et grutiers), la direction a annoncé mardi matin 11 octobre qu'elle était dans l'obligation d'envoyer l'arrêt total de l'acierie. Mise en à l'arrêt la même jour le comité d'établissement au cours d'une réunion exceptionnelle. La direction déclare dans un communiqué que, « faute de pouvoir rétablir la liaison entre les parcs à minerai et les hauts fourneaux à l'aide des bandes transportées automatiques, elle sera contrainte d'arrêter progressivement l'ensemble de l'usine avec, pour conséquence, la mise en chômage de tout le personnel. Les arrêts commenceront par les hauts fourneaux dans un délai très bref n'excluant pas une semaine ».

La direction, d'autre part, décide de citer devant les tribunaux les grévistes en vue d'obtenir le remboursement des frais occasionnés (une dizaine sont immobilisés) et de licencier un délégué ouvrier.

La C.G.T. d'Usinor, qui propose aux grévistes de continuer leur action sous des formes différentes et afin d'éviter toute tentative de lock-out, a, devant le tribunal de la C.F.D.T., qui elle, s'était déclarée en faveur de la grève illimitée du personnel de maintenance.

A l'usine sidérurgique d'Hayange (Moselle)

LE TRAVAIL A REPRIS
APRÈS UNE GRÈVE-BOUCHON
DE QUATRE SEMAINES

Le personnel chargé du classement et du déchargement des produits laminés, qui était en grève depuis le 14 septembre à l'usine d'Hayange (Moselle), du groupe sidérurgique Sautter-Solac, a repris le travail ce lundi matin 11 octobre, sans avoir véritablement obtenu satisfaction. Une nouvelle rencontre entre la direction générale et les syndicats doit avoir lieu mercredi prochain. Cette grève-bouchon avait amené la direction du groupe à mettre en lock-out deux mille six cents personnes (Le Monde du 6 octobre).

Alors que M. Carter est donné gagnant par un sondage

M. Ford tente de réparer sa « gaffe » sur la domination soviétique en Europe de l'Est

M. Gerald Ford a téléphoné, vendredi 8 octobre, à M. Aloysius Mazewski, président du Congrès américano-polonais, pour lui présenter ses excuses à propos de ses déclarations sur les relations de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique. Au cours du débat télévisé avec M. Carter, mercredi 8 octobre à San-Francisco, M. Ford avait affirmé qu'il « n'y avait pas de domination soviétique en Europe de l'Est » et cité l'exemple de la Pologne. M. Mazewski, qui représente plus de trois millions de citoyens américains d'origine polonaise, s'est déclaré satisfait des excuses du président. En revanche, M. James Marks, porte-parole des Polonais américains, a demandé à ses adhérents de ne pas voter pour M. Ford. « Les communistes ont

tué deux cent cinquante mille Polonais après la seconde guerre mondiale », a-t-il déclaré. M. Jimmy Carter, qui faisait campagne dans l'Ohio, est revenu samedi sur la « gaffe » de son adversaire en affirmant que, « ses mots, d'autres prononcements qui se sont rendus en Pologne savent à qui appartiennent les chars qu'on y voit ». M. Carter a, d'autre part, déclaré dimanche, au cours d'un dîner américano-polonais à Chicago, que, s'il était élu, les États-Unis « feraient tout ce qu'ils pourraient pour encourager la liberté dans les pays de l'Est actuellement dominés ».

Le candidat démocrate paraît nettement devancer son concurrent républicain. Selon un sondage publié dimanche par le magazine Time, M. Carter serait assuré de 373 « votes électoraux » (représentant vingt et un États) contre 270, alors que 118 « votes électoraux » seulement (représentant dix-sept États) seraient acquis à M. Ford. Ce dernier, qui était samedi à Dallas, où le président John Kennedy a été assassiné il y a trois ans, a cependant reçu le soutien de la première Église baptiste de cette ville, jusqu'alors favorable à M. Carter, mais dont les dirigeants ont été choqués par l'interview donnée par le candidat démocrate au magazine Playboy. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

MORT DE L'ARCHITECTE BERNARD DE LA TOUR D'Auvergne

Nous apprenons la mort, à la suite d'une crise cardiaque, de l'architecte Bernard de la Tour d'Auvergne. Il était âgé de cinquante-trois ans.

(Formé à l'école spéciale d'architecture, Bernard de la Tour d'Auvergne était diplômé de l'école spéciale d'architecture et avait travaillé par la suite. Il compte plusieurs réalisations, dont l'aménagement du circuit du Mans, l'Institut européen d'administration des affaires à Fontainebleau, l'école nationale des impôts à Clermont-Ferrand et une opération de huit cents logements dans la banlieue parisiennaise, tous marqués par la rigueur et le souci de la qualité. Mais on peut dire que c'est avec une opération non encore réalisée, le concours pour le trac des Halles, que son architecture, né en 1923, s'est fait le plus connaître. Son premier projet « monumental » fut refusé, comme celui de ses autres concurrents, à un moment où l'aménagement du centre de Paris s'orientait vers une architecture plus « douce » et « verte », selon le vœu du président de la République.

Il disparait en laissant un projet auquel il a collaboré avec trois autres architectes : M. Jean Bernard, Ricardo Boffi et Sallat. Le projet des Halles, avait été en juillet 1968, le premier projet « monumental » refusé, comme celui de ses autres concurrents, à un moment où l'aménagement du centre de Paris s'orientait vers une architecture plus « douce » et « verte », selon le vœu du président de la République. Il disparait en laissant un projet auquel il a collaboré avec trois autres architectes : M. Jean Bernard, Ricardo Boffi et Sallat. Le projet des Halles, avait été en juillet 1968, le premier projet « monumental » refusé, comme celui de ses autres concurrents, à un moment où l'aménagement du centre de Paris s'orientait vers une architecture plus « douce » et « verte », selon le vœu du président de la République.

Une peinture sur bois volée dans une église. Des inconnus ont volé, apparemment en plein jour, dans l'église de Chaumes-en-Brie (Seine-et-Marne), une Adoration des bergers peinte sur bois, classée à l'inventaire des monuments historiques. Cette œuvre de 1,23 mètre sur 83 centimètres avait déjà été volée une première fois en 1970, mais sa photographie, diffusée par voie de presse, avait permis de la retrouver. — (Correspondance.)

Deux Américains au sommet de l'Everest. — Deux alpinistes américains, Chris Chandler et Robert Cormack, ont vaincu l'Everest, a annoncé le 9 octobre un communiqué du ministère des palais des affaires étrangères. Les deux hommes, membres de l'équipe du bicentenaire des États-Unis, ont atteint le sommet (8 850 mètres) vendredi après-midi. C'est le deuxième succès américain sur l'Everest en treize ans.

LES JEUNES LÉGIONNAIRES ONT QUITTÉ LEUR GARNISON DE CORSE

Quatre cent vingt légionnaires du groupement d'instruction de la légion étrangère (G.I.E.) ont quitté, ce lundi 11 octobre, leur garnison de Corse, pour être rassemblés à Orange (Vaucluse). Les familles de ces légionnaires suivront ultérieurement.

Ce déplacement fait suite à la demande de la population corse, après le meurtre de deux bergers par un légionnaire déserteur. C'est une compagnie d'infanterie de la légion, soit cent vingt hommes, qui remplacera l'unité d'instruction de Corse.

Six associations d'anciens combattants, dans un communiqué commun, rappellent que « la Corse a fourni son tribut à la patrie dans les guerres nationales comme sur tous les champs de bataille où la France a eu à défendre sa liberté et son intégrité, et où la Légion étrangère a servi avec honneur et fidélité sous le même drapeau tricolore et pour la même cause ».

En conséquence, les signataires « protestent contre certains partis et certaines factions derrière quelques meneurs (qu'il tentent par tous les moyens de créer un affrontement entre la population locale et des unités de notre armée) ».

Le communiqué est signé par les présidents de l'Union nationale des combattants, de l'Union nationale des combattants (U.N.C.), du Nord de la Société nationale des médaillés militaires, de la Fédération des amicales régimentaires et d'anciens combattants, de l'association des combattants de l'Union française et de l'Union nationale des paracutistes.

**POUR TOUTES
LES
COMPÉTITIONS
DE LA VIE**

LA NOUVELLE COLLECTION
LONGINES

PRÉSENTÉE PAR
JACQUES TOUR

JOAILLIER-HORLOGER DEPUIS 1885
80 DES CAPUCINES
PLACE DE L'OPÉRA - 073.45.13

BMW:POZZI

CONCESSIONNAIRE OFFICIEL

10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris

les nouvelles 6 cylindres

754.91.64
754.91.65
755.62.29

IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS